

Remplacé à la tête de la commission militaire par le chef du parti

## M. Deng Xiaoping abandonne ses dernières fonctions

### Fausse sortie

EN abandonnant, comme il l'avait laissé prévoir, ses dernières fonctions officielles de président de la commission des affaires militaires du comité central du PC chinois, M. Deng Xiaoping est — sur le papier — redevenu, à quatre-vingt-cinq ans, un Chinois comme les autres. Il avait déjà abandonné il y a deux ans son siège au comité permanent du bureau politique du parti. Mais, comme pour les autres vétérans de la révolution qui l'avaient suivi à l'époque, il ne s'agit en aucun cas d'une véritable retraite. M. Deng reste le « numéro un » chinois.

Il va désormais, comme la vieille impératrice douairière de 1875 au début de ce siècle, continuer de régner « derrière le rideau », de guider les pas de son successeur désigné, M. Jiang Zemin, qui le remplacera désormais à la tête de la commission militaire après avoir été nommé en juin dernier secrétaire général du PCC. Tout comme il l'avait fait avec les deux prédécesseurs de M. Jiang, MM. Zhao Ziyang et Hu Yaobang, l'annonce d'un après, l'autre pour n'avoir pas prêté assez attention à ses conseils.

DANS un pays comme la Chine, le régime communiste est une réalité populaire, le régime d'un géant comme M. Deng ne peut s'achever que par son renversement ou sa mort. Lors des réunions du parti, ce sont toujours les vétérans et retraités qui, contre toute légèreté, continuent d'imposer aux plus jeunes leur point de vue, ou leurs querelles.

M. Deng tenait beaucoup à son dernier poste, qui lui permettait de contrôler l'armée. C'est de cette autorité qu'il s'était prévalu lorsqu'il ordonna aux militaires de réprimer dans le sang le « printemps de Pékin » en juin dernier. Il semble peu probable qu'une personnalité aussi fatiguée que M. Jiang, qui doit tout à M. Deng, puisse prendre une quelconque décision importante sans en référer à son mentor.

Le choix de M. Jiang n'en est toutefois pas sans importance. En effet, dans la rivalité qui oppose M. Deng aux ultra-conservateurs, encore plus répressifs et qui veulent en outre mettre en veilleuse les réformes économiques chères au successeur de Mao, la présidence de la commission militaire constituait un atout de poids. Le chef de l'État, et jusqu'à présent troisième personnage de la commission, l'octogénaire général Yang Shangkun, n'a pas réussi à la conquérir, en dépit de l'influence que possèdent ses partisans au sein de l'armée. Il n'en devient pas moins le numéro deux de cet organisme, où son frère, le ministre général Yang Baibing, fait son entrée.

M. Deng aura donc été contraint de transiger, montrant ainsi une fois de plus l'affaiblissement de sa position et les divisions qui naissent le régime. Mais il faudra attendre qu'il s'en aille « rejoindre Marx » pour que son ombre cesse de peser sur la vie politique chinoise.

Décidément, la Chine ne fait jamais les choses comme les autres. A l'extrême-garde de la réforme dans le monde communiste, elle en est devenue aujourd'hui une des lanternes rouges.

M 0147-1110-4.50 F



3790147004500 11100

M. Deng Xiaoping a annoncé, jeudi 9 novembre, sa démission de la présidence de la commission militaire du PC chinois. Il a été remplacé à ce poste par le secrétaire général du parti, M. Jiang Zemin. Ce remaniement a été annoncé à l'issue du plénum du comité central, qui s'est achevé jeudi, après quatre jours de débats, dans le plus grand secret. Le comité central a également décidé de « pousser plus loin la réorganisation de l'économie ».

PÉKIN

de notre correspondant

M. Deng Xiaoping a finalement abandonné, jeudi 9 novembre, son dernier poste de responsabilité officielle à la tête du régime chinois, celui de président de la commission militaire du comité central du parti communiste, véritable cœur du pou-

voir en Chine populaire. M. Deng avait de longue date fait connaître son souhait de confier à un successeur plus jeune le poste de chef de la toute-puissante commission, dont le rôle illustre les origines militaires du régime.

FRANCIS DERON  
Lire la suite page 5

## Le grand déballage de l'immigration

Les foulards islamiques ont remis à l'ordre du jour la question de l'intégration  
De droite à gauche, tout le monde y va de ses propositions

La bataille des foulards islamiques a commencé par une querelle sur la légalité. Elle pourrait bien se conclure par un grand débat sur l'immigration. Tous les responsables politiques sont en train de s'engouffrer dans cette voie. Certains, avec ravissement ; d'autres, contraints et forcés, sur la pointe des pieds.

A quarante-huit heures d'intervalle, on a enregistré, coup sur coup, l'annonce d'une proposition de loi du RPR et de l'UDF et la mise en place par le PS d'une « commission de l'immigration » en vue de préparer d'autres mesures législatives. Le

Parti communiste n'est pas en reste ; pour compliquer un peu plus la tâche du gouvernement, il va demander au Parlement de se prononcer sur ce brûlot qu'est le droit de vote des résidents étrangers aux élections municipales et européennes. Quant au Front national, il réclame carrément un référendum.

La France avait rarement autant parlé de ses immigrés (étant entendu que, parmi eux, personne n'inclut, par exemple, les Portugais, qui constituent la communauté étrangère la plus nombreuse du pays). Et ce n'est sans doute pas fini, car, derrière

le foulard islamique, plusieurs forces se conjuguent désormais pour entretenir ce débat hautement médiatique.

D'abord, les adversaires traditionnels de l'immigration. Ceux-ci croient voir dans l'agitation actuelle une confirmation de leur thèse, à savoir — comme le dit avec nuance et finesse le Front national — « l'islamisation de la

France ». On peut leur faire confiance : ils souffleront sur les braises jusqu'au bout.

Puis, il y a les Français qui n'ont jamais voté pour Le Pen, mais qui, gênés et inquiets par l'immigration, gardaient le silence jusqu'à présent.

ROBERT SOLÉ

Lire la suite page 8

Lire également les articles de Patrick Jarreau et d'Henri Tincq, page 8  
et les points de vue d'Harlem Désir, Salem Kacem (page 9) et de Sami Nair (page 2)

صكنا من الامم

DÉBATS

Foulards islamiques

Ce morceau de ténèbres

par Sami Nair

Si tout conduit à penser que les autorités politiques n'ont su ni mesurer la portée symbolique de l'affaire des « foulards islamiques » ni réagir avec la rapidité qui s'imposait, les différences d'appréciation, dans la société dite civile, portent quant à elles autant sur le pronostic que sur le diagnostic. Voilà pourquoi il est bon qu'il y ait, au-delà de l'obstination de quelques jeunes filles, débat sur cette affaire. Pourquoi ce problème se pose-t-il aujourd'hui alors que l'immigration musulmane en France est si ancienne ? Peut-on l'isoler du contexte international, alors que le retour de l'islam sur la scène du monde, sous la forme de l'intégrisme, est producteur d'effets depuis plus de dix ans ? Il n'est pas possible d'éviter ces interrogations.

1. En France, depuis le conflit de 1983-1984 autour de l'école privée, le questionnement des valeurs laïques n'a cessé de s'élargir et de s'approfondir. L'Eglise catholique, en s'appuyant également sur les religions minoritaires, semble chercher une reformulation stratégique de son rapport à l'Etat laïque. Plus encore, le discours actuel du pape sur l'Europe conçue comme « Europe chrétienne » atteste, pour le moins, de la volonté de faire du confessionnel un élément du débat politique européen. De même, le regain de l'islam comme idéologie politique et identité culturelle dans les pays musulmans est, on le sait, d'abord le résultat de l'échec des grands modèles de développement et des récits positivistes qui les accompagnaient.

La stratégie intégrale

En France même, l'islam ne s'est pas totalement constitué : soumis à des tendances contradictoires, il est l'objet de convoitises acharnées où le militantisme des minorités confessionnelles actives se conjugue assez souvent avec les options de certains Etats musulmans. La représentation de l'islam français est, en quelque sorte, en formation. La question centrale qui se pose ici n'est pas, comme le croient certains, la forme institutionnelle que va revêtir cette représentation, « Eglise musulmane de France », « CRIF musulman » ou autres, elle est plutôt de saisir quel va en être le contenu. Va-t-on vers une laïcisation ou vers une fermeture de l'islam sur lui-même ? Cette question, avant d'être posée à la société française dans son ensemble, est inscrite depuis longtemps au sein même de l'immigration musulmane.

L'affaire des foulards doit être comprise dans cette matrice, et les courants qu'on retrouve ici sont les échos lointains mais réels des oppositions au sein des pays musulmans eux-mêmes. L'intégrisme, comme toutes les idéologies de mobilisation par le bas, investit surtout la quotidienneté des gens, l'espace où ils se meuvent, le réseau tenu de leurs interactions. Et cet investissement se produit non seulement par la mise en pratique de prescriptions et d'interdictions, mais aussi et surtout par la formulation d'un système de signes, à vocation distinctive et affirmative. Hommes portant barbe et djellaba, femmes voilées d'une certaine manière, tout un protocole de l'appartenance intégriste est mis en scène, qui a pour finalité de distinguer le « bon » croyant de la piteaille.

Dans les pays musulmans, l'intégrisme subvertit ainsi la laïcisation du comportement social quotidien en instaurant une soumission du temporel à une interprétation rigoriste du système de signes du sacré. L'inversion réussit dès le moment où l'individu change d'apparence. De là les polémiques autour de l'apparence vestimentaire en pays musulmans.

2. Ici, la polémique sur le voile n'oppose pas seulement certaines franges de l'immigration musulmane à la laïcité française ; c'est surtout un débat au sein même de cette immigration entre partisans d'une intégration laïque et partisans d'une différenciation confessionnelle potentiellement antiaïte. L'immigration musulmane est une vieille donnée de la société française, même si celle-ci a toujours fait mine de ne pas s'en apercevoir. Jamais pourtant le problème de la différenciation confessionnelle antiaïte ne s'est ainsi posé.

Pourquoi se pose-t-il aujourd'hui, sinon parce que le processus de différenciation et de mutation ? Le flux migratoire, tout le monde en est conscient, de passage est devenu présence permanente ; or cette présence musulmane reste indéfinie dans le paysage culturel français ; l'ambiguïté ici est double : côté français, on ne sait apparemment pas très bien sur quel pied danser (sauf au Front national, qui se nourrit d'une idéologie aussi simpliste que dangereuse). La droite a, pendant longtemps, soutenu la thèse de l'inséparabilité de l'islam, mais cette thématique avait plus des vertus électorales que des lettres de noblesse conceptuelles ; la gauche, elle, a toujours été partagée entre

différentialistes et assimilationnistes, et le consensus obtenu en son sein ces dernières années sur les concepts d'égalité et d'intégration n'a fait que repousser au second plan cette différence fondamentale d'approche du phénomène migratoire.

Laïcisation objective

Côté immigration, les choses sont apparemment plus claires : la très grande majorité des immigrés opte, dans le respect des convictions privées, pour l'intégration dans la société laïque. Et il y a de fait un mouvement de laïcisation objective du comportement culturel et social de cette immigration. Face à cela, et précisément parce que le processus de laïcisation est profond et majoritaire, les minorités intégristes ont une attitude plus pugnante et militante : elles tentent de s'opposer à ce mouvement de laïcisation en investissant le champ des signes, notamment à travers le port vestimentaire. Il va de soi que leur intervention dans une société laïque et démocratique déclenche plus rapidement des réactions et nourrit les fantasmes anti-islamiques que certains médias se complaisent à répandre.

A gauche, le problème se trouve posé aujourd'hui en termes de « SOS-Racisme » et de refus de l'exclusion. Sur le plan des principes, Alain Finkielkraut a montré, dans le Monde, le danger d'une telle simplification. Mais il convient d'aller plus loin encore : ce n'est pas seulement l'espace laïque qui risque, à force de reculer devant les coups de boutoir des partisans du confessionnalisme, d'y perdre son âme ; c'est aussi et surtout que le voile signifie très précisément l'asservissement de la femme, la néantisation de son corps, dans le système symbolique de l'intégrisme. Autrement dit, la prétendue tolérance signe, ici, l'inégalité des rapports entre les sexes.

Indépendamment de ce que pensent les jeunes filles elles-mêmes, cela est inadmissible dans l'espace public. Le ministre de l'Éducation nationale, pour sa part, invoque une argumentation bizarre pour justifier sa décision. Il dit : « L'école laïque est un lieu de neutralité confessionnelle. On ne doit pas y arborer de signes religieux, je demande aux parents et aux jeunes de respecter ces règles. Mais le port d'un foulard ou de tel autre signe d'appartenance à une communauté religieuse ne peut constituer un motif d'exclusion de l'école. Dans un premier temps, avant d'être discutés, des familles ne s'acceptent toujours pas de renoncer à tout signe religieux, l'enfant - dont la scolarité est obligatoire - doit être accueilli dans l'établissement public. (...) L'école française est faite pour accueillir, pour intégrer, pas pour rejeter. » (Nouvel Observateur, 26 octobre 1989).

L'Etat recule

On peut se poser la question de savoir pourquoi le ministre de l'Éducation nationale a exprimé une position aussi floue et contradictoire ; il y a, me semble-t-il, plusieurs raisons à cela : d'abord, bien sûr, le véritable désir d'intégrer les enfants issus de l'immigration et de permettre ainsi à l'école d'entrer en compétition avec une cellule familiale supposée archaïque. Cela est louable et correspond à la traditionnelle vocation de l'école républicaine. Mais cette intention se réalise ici au prix d'une entorse difficilement acceptable au protocole laïque.

Car ce n'est pas tant devant l'islam qu'on recule que devant sa version la plus rétrograde et dangereuse : l'intégrisme et sa conception des rapports homme-femme. Mais d'autre part, on peut aussi se poser la question suivante : n'est-ce pas un peu la peur de voir se développer, à côté de l'école publique, des écoles privées musulmanes (qu'on qualifie d'« écoles » coraniques), sur le modèle des écoles catholiques, protestantes et juives, qui entraîne cette entorse à la laïcité ? Si cette hypothèse se révélait fondée, elle serait à la fois injuste et superflue. Injuste parce qu'il n'y a aucune raison de refuser aux uns ce que l'on accorde aux autres. Superflue parce que

l'islam, deuxième religion en France, finira inévitablement par poser ce problème.

Toute la question est de savoir qui, des intégristes ou des musulmans laïques, contrôlera ces écoles. Or l'Etat, en reculant devant le signe intégriste, ne facilite pas les choses et n'aide pas les tenants de la laïcité au sein de l'immigration musulmane. Car voir l'espace public scolaire dont la vocation proclamée est d'assurer l'égalité devant le savoir et entre les sexes investi aujourd'hui par le voile, ce morceau de ténèbres jeté sur le corps de la femme, ne laisse présager rien de bon, ni pour les croyants laïques - musulmans, chrétiens et juifs - ni pour les non-croyants, ni pour l'école elle-même.

► Sami Nair est professeur de sciences politiques à l'université Paris-VIII.

TRAIT LIBRE

LA LAÏCITÉ VIOLÉE !



Est-Ouest

Quelles Allemagnes pour quelle Europe ?

par Alfred Grosser

Le paradoxe est de taille : au moment où, l'un après l'autre, les pays européens de la mouvance soviétique connaissent une surprenante dérive vers nos valeurs occidentales, ceux qui, en France, disaient redouter une dérive ouest-allemande vers l'Est redoublent de crainte et de pessimisme.

Il est vrai que le phénomène est ancien. Voici trente-six ans, au lendemain de la première grande victoire électorale de l'Européen Konrad Adenauer, on pouvait s'étonner, dans ce journal, sous le titre « Que voulez-vous qu'ils fassent ? », d'un communiqué du « groupe » parlementaire « Gaullistes » : « La détermination de volonté collective qui vient d'être effectuée par les électeurs allemands - et qui a entraîné les éléments les plus caractéristiques du nationalisme - justifie les craintes suscitées par toute solution politique et fonctionnelle qui confierait irrévocablement la France et ses forces avec une Allemagne dont la constance ne peut encore être exactement connue. »

De 1953 à 1989, une idée réparaît sans cesse : il y a d'abord des craintes, puis la recherche de ce qui pourrait les justifier. Et il est vrai qu'à tout moment l'évolution de la République fédérale d'Allemagne a compris et comprend encore, du point de vue de la Communauté européenne en formation, des zones d'ombre rendant moins nets les éléments positifs. C'était, c'est encore la tentation de l'orgueil économique se heurtant à la fois à l'esprit communautaire et à la morgue politique française. C'était - mais ce n'est plus - une interprétation déviante de l'Ostpolitik.

Celle-ci a consisté à faire deux grades sacrifiés - l'acceptation de la frontière polonaise, donc de la perte du cinquième du territoire allemand du traité de Versailles, et la reconnaissance de l'existence de l'autre Etat allemand, donc le renoncement pour une durée indéfinie à l'unité nationale - pour obtenir des dirigeants de cet Etat une plus grande perméabilité de la frontière. Ce résultat atteint (des millions de visites, des centaines de milliers de lignes téléphoniques, le libre accès à la télévision ouest-allemande), une partie des forces politiques et intellectuelles, notamment chez les socialistes et chez les protestants, se mirent à traiter en frères les oppresseurs de leurs

frères et considérèrent comme affrontement idéologique à mettre entre parenthèses le fossé entre liberté et absence de libertés, en particulier pour aboutir plus vite à la « maison commune ».

Aujourd'hui, sous l'influence des poussées libérales à l'Est, notamment en RDA, les mêmes hommes sont revenus en arrière. Le 17 juin dernier, c'est Erhard Eppler, l'un d'entre eux, qui, pour commémorer le soulèvement de 1953, a proclamé au Bundestag l'enracinement commun dans les valeurs occidentales, y compris de ceux qui dénoncent les injustices de nos sociétés. Et Egon Bahr a changé de langage et d'attitude, tandis que les mouvements protestants soutiennent l'Eglise évangélique en République démocratique allemande, dont la revendication démocratique est enfin devenue publique.

La liberté plutôt que la nation

Avant de craindre à nouveau, ne faut-il pas commencer par se réjouir de la formidable victoire que le monde occidental remporte en ce moment en voyant les peuples de l'Est se réclamer de ses valeurs, mettant à nu la non-représentativité des systèmes appelés « régime » démocratiques populaires ? Il est vrai que réflexes et répressions ne sont nullement exclus. Il est vrai aussi que la « question allemande » se pose de nouveau.

En 1949, en effet, les Allemands de l'Ouest ont fait un choix dont l'urgence a caché le caractère tragique : ils ont préféré la liberté à la nation. Depuis quarante ans, ils jouissent de cette liberté mais ne devraient pas en être trop fiers. En effet, comme les Français et les autres Occidentaux, ils ont fait payer le prix de leur liberté par les Européens sous domination soviétique. Dans le cas de nos partenaires allemands, le prix a été payé par des compatriotes. Il est légitime qu'aujourd'hui il y ait une satisfaction particulière à voir ceux-ci accéder à plus de liberté, se rapprocher librement d'un pas de l'autodétermination.

Le processus est à peine engagé. Pas plus qu'en France, personne en République fédérale - à l'exception de la nouvelle extrême droite - ne veut détruire la liberté

naissante en demandant ce que l'URSS d'aujourd'hui, ni sans doute de demain, ne pourrait accepter sans effondrement préalable, à savoir l'unification étatique allemande. Il s'agit d'imaginer le souhaitable et l'enviable pour une RDA moins oppressive dont la population ne désire assurément pas unanimement l'instauration complète du modèle social occidental !

Pour définir les avenir possibles, il est absurde de partir d'hypothèses peu fondées. Dans son remarquable discours de Strasbourg, François Mitterrand en a dénoncé fortement la principale. « Est-ce que la destruction du système de structures à l'Est doit automatiquement s'accompagner de la dissolution des structures de l'Ouest ? Ou est-ce que cela ne peut pas produire l'effet contraire ? » En d'autres termes : le renforcement de la Communauté européenne intensifiera l'attraction exercée sur les pays de l'Est européen sans pour autant mettre en cause leur existence, y compris celle de la RDA.

On a longtemps parlé du risque de « finlandisation » de l'Europe occidentale, notamment de la République fédérale (en faisant d'ailleurs le plus souvent injure à la libre Finlande). Pourquoi s'effrayer, aujourd'hui, de la « finlandisation » ? Que la dérive vers l'Ouest d'Etats de moins en moins communistes pourrait entraîner ? Y compris de celle de la RDA : en 1919, tous les partis d'Allemagne et d'Autriche réclamaient l'annexion de celle-ci dans le Reich ; qui donc aujourd'hui, à Bonn ou à Vienne, souhaite voir l'Autriche devenir Land de la RFA ?

En revanche, l'Autriche frappe à la porte de la CEE. D'ici dix ou vingt ans, si l'évolution à l'Est continuait à être positive, le problème de la RDA et de son peuple se poserait face à une Communauté européenne dont non seulement les économies seraient plus interconnectées, plus unifiées qu'aujourd'hui, mais les sociétés aussi. C'est ce que signifie, par exemple, le revirement de la jurisprudence de notre Conseil d'Etat, moins « européenne » cependant encore que celle du Tribunal constitutionnel allemand.

D'autres hypothèses, plus sombres, peuvent être légitimement formulées. Mais à condition de ne pas s'effrayer simplement - parce que les choses bougent dans le sens que nous disions souhaiter, parce que les situations ne sont plus figées, bref, comme le dit encore le président de la République, parce que ce sera plus compliqué et qu'il faudra de l'imagination et de la volonté. En admettant l'Espagne, la Grèce, le Portugal pour qu'ils puissent développer leur très récente démocratie, la Communauté a montré qu'elle n'était pas seulement un ensemble économique. Elle doit négocier maintenant que son renforcement peut servir à élargir les espaces de liberté en Pologne, en Hongrie, en RDA et ailleurs, Union soviétique comprise.

Villes

Paris à pied

par Henri Montant

UNE voiture sur trois est en stationnement interdit à Paris. Les pertes dues aux encombrements approchent les 5 milliards par an. Minus près de 4 francs par dix continuent à prendre leur véhicule pour se déplacer. Par vice ? Par goût ? Non : par nécessité. La vitesse moyenne des autobus rares et bondés ne dépasse pas 10 km/h, le métro est un sauna pénible, les trains du RER sont surchargés et nombre de banlieusards sont inaccessibles sans automobile. Enfin, le Français individualiste préfère la file d'attente dans sa caisse à la promiscuité des transports dits « collectifs ».

Devant ce constat, les réactions politiques sont foudroyantes. Pour la logique. Trop de voitures dans l'agglomération ? Qu'à cela ne tienne : nous allons en attirer davantage en doublant la pépinière, en creusant des autoroutes souterraines qui vont faire déboucher des flots de tôle dans les rues étroites du vieux Paris. Quant au stationnement, la recette est originale : nous allons l'interdire. Plus une place gratuite à Paris, des nuisances d'enlèvement : l'automobiliste qui entrera dans Paris ne pourra plus s'arrêter. C'est ainsi que

l'on invente le mouvement perpétuel !

Imaginons maintenant des parkings géants (moins chers à construire que les autoroutes urbaines) aux portes de Paris. Le banlieusard y serait attiré par un prix attractif, n'excédant pas celui de la Carte orange. A la sortie, il trouverait, toutes les minutes, des minibus qui le conduiraient partout dans le centre de Paris zone piétonne, où seuls les taxis et livreurs pourraient se déplacer dans la journée. Résultat : rapidité de circulation, ambiance plus détendue, moindre pollution de l'atmosphère. Les gros autobus actuels seraient remplacés par des tramways et les angoules des Parisiens, par des souris. De quoi faire mourir de saisissement nos touristes étrangers !

Mais ne rêvons pas. Cette solution utopique aux embarras de Paris n'est pas assez démocratique. L'évoquer simplement reviendrait à se haïr avec divers corporatismes qui font la loi en France. A commencer par la sainte bagnole qui, devenue une auto-immobile, nous oblige à penser avec les pieds. Comme des pieds. ► Henri Montant est journaliste indépendant.

Le Monde

Édité par la SARL, le Monde

Gérant : André Fontaines, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985).

Rédacteur en chef : Daniel Varner  
Correspondant en chef : Claude Sèze  
Administrateur général : Bernard Woutts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27

Telex MONDPAR 650672 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81



## RDA : les changements à la tête du parti et de l'Etat

Des militants communistes ont manifesté à Berlin-Est

## « Faites confiance à la base ! »

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Des banderoles rouges à la place des caricatures, des slogans qui proclament « Nous sommes le parti » à la place de ceux qui disaient « Nous sommes le peuple » : ceux qui manifestaient leur impatience, mercredi 8 novembre, devant l'entrée de l'immeuble du comité central réuni depuis le matin, étaient les représentants des organisations de base du Parti communiste est-allemand. « Faites confiance à la base ! », criaient-ils dans des discours aussi enflammés que ceux des opposants.

Le rendez-vous avait été décidé la veille, à l'initiative de jeunes intellectuels du parti décidés à demander aux dirigeants qu'ils ne se contentent pas cette fois de demi-mesures. « Pas de rôle dirigeant du parti, recherche d'un consensus social », « Retrait du comité central », « Elections libres », « Congrès extraordinaire en 1989 » : pour la plupart de ceux qui

étaient là, le parti ne va pas assez loin.

Leur principale demande est que soit convoquée une conférence extraordinaire du parti d'ici à la fin de l'année, dont les décisions seraient édictées directement par les organisations de base et non désignées d'en haut.

## Pressions

De la sorte, on pourrait sans attendre le congrès ordinaire de mai prochain réunir une assemblée réellement représentative pour procéder au renouvellement du comité central et décider démocratiquement des profondes réformes attendues par tous.

Au nom des communistes de l'importante université Humboldt, le philosophe Michael Ble se veut dire que le temps était révolu où le bureau politique disposait purement et simplement de la base. Il a accusé la direction sortante de s'être livrée, ces derniers mois, à des pressions brutales pour étouffer toute velléité de critique ; d'être allée jusqu'à exclure des militants et

de les priver de leur travail ; d'avoir organisé des fraudes électorales ; d'avoir « mis en jeu l'existence de la RDA en menaçant d'intervenir par la force contre les manifestants début octobre ». « Le système politique est en crise ; le parti est en crise », a-t-il affirmé en déplorant que les décisions prises ces derniers jours arrivent toujours « cinq minutes après l'heure ».

Pendant plusieurs heures, depuis le perron de l'immeuble du comité central, où on avait disposé les haut-parleurs, des dizaines de militants se sont ainsi succédés au micro pour exprimer leur impatience, mais aussi leur fierté d'être communistes. Il y avait là beaucoup d'intellectuels, d'enseignants, mais aussi de vieux militants de la lutte contre les nazis, des ouvriers et même un pompier en uniforme.

## Huées contre

## le nouveau

## bureau politique

Le nouveau bureau politique que M. Schabowski, chef du parti à Berlin-Est, est venu lui-

même présenter aux manifestants au début du meeting n'a été qu'à moitié apprécié et plusieurs des nouveaux membres de la nouvelle direction ont été hués. Puis la foule a réclamé que M. Krenz, qui venait d'être confirmé dans ses nouvelles fonctions de secrétaire général du parti, vienne à son tour s'adresser à elle.

La nuit était tombée depuis longtemps, M. Krenz tardait. Le secrétaire général finit par arriver, levant les bras vers les militants dans la lumière des projecteurs. Il avait du mal à trouver ce qu'il devait dire : « Ce type de prolongement des travaux du comité central est totalement nouveau », ironisa-t-il, en promettant qu'il transmettrait au plénum les propositions des manifestants. Il se garda bien toutefois de se prononcer lui-même sur la question d'une conférence extraordinaire, laissant à M. Gunter Schabowski le soin de conclure. Ce dernier affirma, pour sa part, qu'il considérait que la question était posée. La foule se sépara alors en chantant l'internationale.

H. de B.

## Records de vitesse

par Alain Jacob

Il y a quelques semaines à peine, la RDA faisait encore figure de mauvais élève dans la classe de la perestroïka. Bien qu'elle fût mieux placée que la Roumanie de M. Ceausescu — mais ce n'est pas une référence — on y sentait moins de mouvement qu'en Tchécoslovaquie même, et le régime manifestait ouvertement ses inquiétudes devant les changements en cours en Pologne et en Hongrie. Sur ce terrain des changements, cette même RDA est en train de battre aujourd'hui tous les records de vitesse, engagée dans une course aux réformes qui, pratiquement de jour en jour, rend caduc ce qui la veille apparaissait comme une concession majeure aux contestataires. Tel projet de loi supposé libéralisateur est abandonné le lendemain de sa publication. Un jour, le gouvernement se retire pour faire, dit-on, place à des hommes nouveaux. C'est, vingt-quatre heures plus tard, la direction du PC dans sa totalité qui démissionne pour assumer « ses responsabilités ».

Plus encore sans doute qu'en Pologne et certainement qu'en Hongrie, c'est de la société que vient l'irrésistible poussée vers un renouvellement non seulement des hommes mais des institutions. La perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev a été critiquée, et l'est encore souvent, pour être une révolution imposée d'en haut, même si l'on a pu voir les électeurs soviétiques s'engouffrer dans les voies d'un début de démocratisation qui leur étaient ouvertes. L'inverse se produit en Allemagne de l'Est, où les citoyens ont littéralement forcé les portes qu'un pouvoir ne manifestait pas la moindre intention d'entretenir. Nous sommes fort loin de cette restructuration « à la prussienne », que promettaient quelques réformateurs de Berlin-Est quand on les interrogeait sur l'immobilisme d'un Erich Honecker.

Cette situation entièrement originale dans une Europe où le mouvement, pourtant, ne manque pas soulevé au moins deux questions essentielles. La première est de savoir si oui ou non une autorité politique quelconque va être sans trop attendre en mesure de reprendre en main l'initiative, du moins le contrôle des événements. Rien n'est moins évident, quand on voit les revendications des manifestants qui défilent par centaines de milliers à Berlin, à Leipzig ou à Dresde, et le discrédit qui frappe aujourd'hui le PC dans son ensemble risque de déboucher sur un vide

politique dans lequel les quelques rénovateurs connus du régime ne sont nullement assurés de pouvoir s'imposer. Une opposition dispersée, qui n'a que quelques semaines d'existence aurait-elle les moyens de prendre le relais ?

L'autre question résulte naturellement de la place qu'occupe la RDA en Europe. D'abord parce que le « rideau de fer », où ce qu'il en reste, ne divise qu'artificiellement la nation allemande, ce qui interdit au chancelier Kohl de se cantonner dans une attitude prudente de « non-ingérence » et l'amène ni plus ni moins à inviter les dirigeants est-allemands à « renoncer au monopole du pouvoir ». Ses électeurs lui pardonneraient-ils de se taire ou d'en dire moins ?

Mais, au-delà de la RFA, la question fondamentale pour l'Est comme pour l'Ouest est de savoir ce que sera l'Allemagne dans l'Europe de demain. Qui peut nier que l'idée de réunification, sous une forme ou sous une autre, a pris depuis quelques jours une actualité qu'une prétendue sagesse lui refusait hier au nom du réalisme ? Le président Mitterrand l'a évoquée à Bonn. Sir Leon Brittan, commissaire européen, n'y va pas par quatre chemins et propose ni plus ni moins l'« extension » de la CEE à la RDA. M. Kohl observe qu'« un vote par tous les Allemands en faveur de l'unité de leur patrie ne pourrait être ignoré par personne ». Curieusement, un haut fonctionnaire du comité central du PC soviétique, M. Nikolai Chichine, interrogé sur la manière dont pourrait un jour se résoudre la question de la division de l'Allemagne, répondait, dès le 29 octobre : « Par le droit de vote ». Convergences ? Il serait trop optimiste sans doute de le croire. Il reste que, au moins, les partisans du maintien du statu quo en Europe centrale sont en passe de faire figure de dinosaures en voie d'extinction, et que les temps ont assez changé sur notre continent pour qu'une solution « à la Tiananmen » paraisse envisageable. « L'important, entendait-on dire il y a déjà quelques années à Berlin-Ouest, est moins la frontière que ce qu'elle sépare ». Il y a probablement dans cette formule matière à réflexion sur ce que pourrait être dans une Allemagne réunifiée — et dont la partie occidentale restera à chaque occasion son attachement à la Communauté européenne — les voies d'une transition vers d'autres rapports, sinon vers un autre statut.

## Les nouveaux dirigeants promettent la démocratisation de la vie politique

Suite de la première page

Le programme d'action qui comportera, notamment, la promesse d'élections, sinon totalement libres, du moins en partie pluralistes. Dans son rapport d'activité, qui est extrêmement dur pour la fin du règne d'Erich Honecker, le nouveau secrétaire général du parti et chef de l'Etat, M. Egon Krenz, s'est prononcé pour une nouvelle loi électorale, « qui garantisse un vote libre, général, démocratique et secret ».

Présentant les résultats de cette première journée, mercredi en début de soirée, au cours d'une conférence de presse, M. Gunter Schabowski — qui s'est vu confier dans le nouveau bureau politique la responsabilité de l'information et des médias (on ne parle plus de propagande) — a donné à ce propos quelques précisions intéressantes.

Il a laissé entendre que le SED était favorable à de telles élections sur la base de la reconnaissance du caractère socialiste de la RDA, et était prêt à admettre la participation à la vie politique de toutes les forces politiques qui accepteraient ces principes.

M. Krenz a également indiqué dans son discours au comité central que le bureau politique était favorable à la législation de « nouveaux mouvements de citoyens qui acceptent de se conformer à la Constitution de la RDA ». A cette occasion, il a été annoncé, mercredi à Berlin-Est, que des négociations étaient en cours entre les autorités et les dirigeants de Neues Forum, le principal

mouvement d'opposition en RDA, pour voir dans quelles conditions cette législation pourrait se réaliser. Celle-ci avait été refusée, fin septembre, par le ministre de l'Intérieur, qui avait accusé le groupe d'être une force « antisocialiste ». Sa reconnaissance était devenue l'une des principales revendications dans les innombrables manifestations qui ont défilé sur la RDA ces dernières semaines.

La formulation de M. Krenz devrait soulever quelques problèmes. Les appels se multiplient, à l'extérieur mais aussi à l'intérieur du SED, pour modifier au moins une partie de la Constitution actuelle, et notamment son article premier, qui énonce le rôle dirigeant du Parti communiste sur la scène politique. Dans son intervention devant le comité central, le chef du SED a d'ailleurs reconnu lui-même que la manière dont son parti avait cherché à « imposer sa préférence au rôle dirigeant, en grande partie par des mesures administratives », avait créé une distorsion dans les relations entre l'Etat et la société et représentait une des grandes lacunes du système politique actuel.

Les représentants de la base du parti qui sont venus manifester mercredi devant le siège du comité central en faveur d'une réforme en profondeur du statut et du programme du SED ont réclamé la disparition de cet article.

Un consensus devrait être plus facilement trouvé sur la définition de ce que doit être le socialisme que

les dirigeants communistes ne veulent pas remettre en cause comme principe de base de la société est-allemande. Le concept demande naturellement à être aussi précisé et ce devrait être en partie l'objectif des négociations pour la reconnaissance de Neues Forum et d'éventuelles autres organisations politiques.

Pour le moment, aussi bien les formations associées au SED dans le Bloc national que les mouvements d'opposition actuels ont tous proclamé leur volonté de voir la RDA continuer à se développer dans le cadre d'une société démocratique, mais qui doit, pour tous, rester ancrée dans le socialisme.

La déposition du bureau politique de tous les dirigeants les plus marqués par l'époque Honecker, les promesses de réformes faites ces derniers jours par le parti, devraient permettre à celui-ci de bénéficier pour quelque temps d'une période de grâce. On attend maintenant d'en savoir davantage sur ce que sera le programme d'action que le comité central devra examiner à partir de jeudi.

La mise en application des premières réformes pourrait commencer très vite et l'on prévoit la convocation d'urgence d'une session spéciale de la Chambre du peuple pour en jeter les bases législatives. Le présidium du Parlement était convoqué jeudi à Berlin-Est pour discuter de la marche à suivre.

Le nouveau bureau politique mis en place mercredi matin est réduit à onze membres (contre vingt et un avant la démission d'Erich Honecker, le 18 octobre dernier). Quatre nouveaux venus seulement y figurent et certains seront sans doute déçus de ne trouver parmi eux qu'un seul personnage véritablement connu pour son engagement en faveur des réformes, M. Hans Modrow, le chef du parti à Dresde, qui bénéficie d'une large popularité dans l'ensemble du pays et auprès d'une grande partie des forces politiques, y compris d'opposition. C'est M. Modrow qui s'est vu confier la tâche de continuer le nouveau gouvernement ; c'est à lui qu'il reviendra de mettre en œuvre dans les mois à venir le programme de réformes envisagé dans les domaines économique, politique et juridique. Les trois autres nouveaux venus sont des fonctionnaires du parti peu connus qui occupaient des positions dans l'appareil du comité central. Parmi eux figure, ce qui peut paraître étonnant compte tenu des projets prêtés aux nouveaux dirigeants de libéraliser l'économie, le responsable de la commission de planification centrale, M. Gerhard Schröder, à M. Wolfgang Herger, jusqu'à présent responsable au comité central des questions de sécurité, il reprend au sein du bureau politique les fonctions qu'exerçaient dans ce domaine MM. Egon Krenz et Erich Mielke, l'ancien ministre chargé de la police politique.

La nomination de l'ancien ministre adjoint à la culture Klaus Hoppe à la présidence d'une commission chargée spécialement des problèmes culturels après du

bureau politique témoigne également de la volonté du régime de faire un geste en direction des intellectuels et artistiques qui ont joué un rôle important ces derniers mois et ces dernières semaines pour formuler les revendications de la population. Ceux-ci restent au premier plan dans le processus actuel. Alors que des milliers de ressortissants est-allemands continuent de gagner la RFA, en passant notamment par la Tchécoslovaquie, l'écrivain Christa Wolf a lancé, mercredi soir, à la télévision un appel dramatique pour demander à tous ceux qui veulent partir de réfléchir une nouvelle fois à leur décision.

Le texte de cet appel a été signé par les cinq principaux mouvements d'opposition — Neues Forum, Démocratie moderne, Renouveau démocratique, Le Parti social-démocrate et l'Union des initiatives pour la paix. Plusieurs autres écrivains ou artistes y ont également contribué, parmi lesquels le chef d'orchestre Kurt Mazur, de Leipzig, et les écrivains Christopher Heinke et Stefan Heim. « Nous avons besoin de vous », a lancé Christa Wolf aux candidats au départ. Ceux qui s'en vont dimment notre espoir. S'il vous plaît, restez chez nous ». Tout en reconnaissant qu'on ne pouvait leur promettre le paradis, l'écrivain a en revanche souligné qu'ils pourraient au moins participer à un grand moment de l'histoire de la RDA.

« Nous sommes au début d'un grand changement », elle assure, « la situation relativement favorable dont il bénéficie maintenant pour restaurer la crédibilité du régime auprès de la population ». Dans son rapport au comité central, le secrétaire général du SED a pris ses distances à l'égard de l'ancienne équipe dirigeante, dont l'attitude ces derniers mois et ces dernières années a été très violemment critiquée. M. Krenz reproche à ses prédécesseurs d'avoir nié les réalités, manipulé les faits et, par leur totale irresponsabilité, conduit le pays à la « déstabilisation ». Ce texte, qui vise manifestement aussi à blâmer les membres restants de l'ancien bureau politique, dont M. Krenz, d'une partie de la responsabilité dans la crise actuelle, présente un tableau assez délirant des conflits qui ont eu lieu à la tête du parti dans les semaines précédant le départ d'Erich Honecker. Celui-ci, selon le rapport, n'a pu finalement être obtenu que par le vote du comité central, le 18 octobre.

La partie est cependant loin d'être jouée d'avance pour Egon Krenz. Certes, il dispose maintenant d'une équipe en partie taillée à sa mesure, mais où il sera sous la surveillance de deux fortes personnalités réformatrices, MM. Modrow et Schabowski, qui l'une et l'autre peuvent prétendre lui succéder en cas de défaillance. Il lui faut donc absolument montrer qu'il est décidé à mettre en pratique les promesses qui ont été faites. Il lui faut répondre à l'attente, à la fois de la base de son parti, qui devient elle-même de plus en plus turbulente, et de la population qui n'attend pas sa démocratisation. Un peu partout se développent des structures nouvelles — dans les villes et les entreprises — pour formuler des revendications nouvelles et être désormais mieux à même de se faire entendre.

HENRI DE BRESSON

## GRÈCE Les communistes proposent un gouvernement d'union nationale

Pour sortir de l'impasse politique résultant des dernières élections législatives, la Coalition de la gauche et du progrès (dominée par le Parti communiste) a proposé, mercredi 8 novembre, la formation d'un gouvernement d'union nationale qui serait « d'une durée limitée » et constitué de personnes « dont la crédibilité est unanimement reconnue ». Selon le président de la Coalition, M. Harilaos Florakis, un tel gouvernement devrait notamment s'engager à prendre certaines mesures pour assurer « l'indépendance nationale, la démocratisation de la société », régler « les problèmes économiques urgents » et défendre « le niveau de vie des salariés ». Le PC souhaite que « les liens entre la Grèce et l'impérialisme américain soient rompus » et réclame, par

conséquent, le démantèlement des bases militaires américaines dans le pays.

Par ailleurs, le leader conservateur et président de la Nouvelle Démocratie, M. Constantinos Mitsotakis, qui a remporté les élections sans obtenir toutefois la majorité absolue, a rencontré, mercredi soir, le chef du PASOK, M. Andreas Papandréou. Celui-ci a jugé « inopportune » la proposition de gouvernement d'union nationale. C'était la première fois depuis mars 1987 que les deux hommes, dont la rivalité remonte à plus de trente ans, discutaient en tête à tête. M. Mitsotakis devait poursuivre, jeudi, la « mission exploratoire » que le président de la République lui a confiée pour tenter de dénouer la crise. — (AFP)

■ YUGOSLAVIE : cent trente-trois communistes au Kosovo. — Cent trente-huit Albanais de souche ont été condamnés à des peines de quinze à soixante jours de prison, mercredi 8 novembre, pour avoir participé aux manifestations de la semaine dernière dans la capitale de la province autonome du Kosovo. La population albanaise, majoritaire dans cette province, était descendue dans la rue pour protester contre le procès de leur ancien leader, M. Azem Vllasi. Ancien chef du

PC du Kosovo, M. Azem Vllasi est accusé, avec quatorze autres Albanais de souche, d'être à l'origine du vaste mouvement de grève et de manifestations des Albanais, au printemps dernier, contre la reprise en main de la province par la Serbie. Des appels en faveur de l'annulation de ce procès se sont multipliés depuis le 30 octobre dans d'autres régions de la Yougoslavie, notamment en Slovénie et en Croatie. — (AFP)

Didier Eribon.  
Prix Aujourd'hui.

Didier Eribon  
MICHEL  
FOUCAULT

Flammarion

هكذا من الاجل

## EUROPE

# Pour Moscou, le maintien du Pacte de Varsovie est la seule limite à ne pas dépasser

La Pravda a rapporté, jeudi 9 novembre, en quelques paragraphes, les bouleversements politiques en RDA, sans le moindre commentaire. Ces informations sont, toutefois, accompagnées d'une interview-révélatrice de l'ancien conseiller du président Carter, M. Zbigniew Brzezinski.

MOSCOU

de notre correspondant

Ancien conseiller du président Carter pour les affaires de sécurité nationale, Polonais d'origine et connu pour la vigueur de son anticommunisme, M. Zbigniew Brzezinski a longtemps été la plus mauvaise réputation possible à Moscou.

Aujourd'hui non seulement la Pravda publie — et avec photo — une demi-page d'interview de lui mais c'est à travers cette interview que s'exprime, en fait, la réaction soviétique aux bouleversements est-allemands. Car, spécialiste reconnu des problèmes européens, M. Brzezinski présente l'avantage pour le Kremlin de dire et répéter haut et fort qu'il faut que les anciens satellites de l'URSS demeurent membres du pacte de Varsovie.

Or depuis que M. Gorbatchev s'est résigné à l'indéfectible en choisissant de favoriser et non pas compliquer l'évolution démocratique de l'Europe centrale, la seule limite mise à cette évolution est le maintien du pacte.

### « Le respect des engagements internationaux »

Officiellement, cela s'appelle, à Moscou, « respect des engagements internationaux » pris par ces pays et si l'URSS y appelle avec insistance la Pologne et la Hongrie c'est évidemment par l'Allemagne de l'Est qu'elle craint le plus de ne pas être entendue.

Or non seulement le pacte ne survivrait évidemment pas à une réunification de l'Allemagne, mais son existence est le dernier rempart contre l'accélération du processus y menant. Tant qu'il y a le pacte, il y a l'OTAN, et tant que subsistent ces deux systèmes d'alliance, subsiste — pour un temps, mais tout n'est question que de temps — l'actuel système de sécurité européenne.

C'est en partant de cette idée que, dès la fin du mois d'août, M. Gorbatchev s'est résolu à pousser M. Honecker à passer la main et que les plus écoutés de ses conseillers l'ont conduit ensuite à recommander à

M. Krenz l'ouverture politique la plus complète et la plus rapide possible. Il s'agissait notamment de « donner statut légal et liberté de manœuvre à l'opposition », d'abandonner, politiquement parlant, le mur et de marcher vers la reconnaissance de « relations spéciales entre les deux États allemands » — bref de prendre la voie polono-hongroise et de renoncer à la coupe idéologique de l'Allemagne pour mieux préserver la dualité de ses États.

Que M. Krenz ait été ou non enthousiasmé par le conseil, il n'avait pas — on l'a bien vu mercredi — d'autre possibilité que de le suivre tant étaient fortes les pressions de la rue, de Moscou et celles de M. Hans Modrow, premier secrétaire de Dresde, favori du Kremlin et désormais futur premier ministre.

### Une priorité

Mais la dynamique est-allemande rend désormais prioritaire pour l'URSS la réaffirmation par l'ensemble des puissances européennes — et l'Amérique, militairement parlant en est une — du fait que le statu quo européen ne peut être modifié en dehors d'une évolution générale et concertée du continent.

C'est ce qui va maintenant s'entendre de plus en plus fortement depuis Moscou, et le

Kremlin ne pouvait mieux commencer ce qui sera une campagne qu'en donnant la parole à M. Brzezinski, qu'en montrant qu'il n'y a pas que l'URSS où l'on soit partisan du statu quo européen. « Je considère », déclare-t-il ainsi, à propos de la Pologne, que l'Europe a besoin d'une structure de stabilité. « Je pense, poursuit-il, que la meilleure serait un système de sécurité européenne encore plus large, s'appuyant sur une entente entre les deux alliances existantes. Une telle structure pour la (...) donner à l'Union soviétique la certitude que les changements intérieurs dans les pays d'Europe centrale ne conduisent pas à des changements de politique étrangère que les États-Unis pourraient mal interpréter contre vous [les Soviétiques]. »

C'est clair : la liberté définitive de vos anciens satellites contre la garantie — l'URSS ne veut rien d'autre — de votre sécurité. De retour de Moscou, où il avait été invité à un colloque sur la « maison commune européenne » et reçu par M. Jakovlev, le bras droit de M. Gorbatchev pour la politique étrangère, M. Brzezinski, a été l'un des hommes consultés par M. Bush pour la préparation du sommet de Malte — de ce sommet dont Polonais et Hongrois avaient si activement souhaité l'organisation.

BERNARD GUETTA

## RDA : les changements à la tête du parti

# La forme que peut prendre la réunification n'est pas seulement l'affaire des Allemands

estime M. Chirac

« Les peuples divisés ont par nature vocation à se réunir, et la France doit donc être, sans équivoque, pour la réunification de la nation allemande, dès lors que celle-ci est souhaitée par les Allemands eux-mêmes », a déclaré M. Jacques Chirac, invité mercredi 8 novembre par l'Institut français des relations internationales (IFRI) à exposer ses vues sur l'Europe de « l'après-Talta ».

« Je n'ai pour ma part ni hostilité ni angoisse à l'idée d'un État allemand réunifié au centre de l'Europe, a poursuivi l'ancien premier ministre. Les Allemands en décideront en fonction de l'évolution des événements. De même que la France saura en tirer les conséquences pour la défense de ses propres intérêts nationaux. »

Après avoir fait observer toutefois que le mouvement populaire en RDA « n'a pas de tonalité nationaliste », M. Jacques Chirac a fait la distinction entre le droit du peuple allemand à se réunir et les formes — pas forcément étatiques — que pourrait prendre cette réunification. Un débat, dit-il, « intéresse au premier chef les Allemands mais, et ceux-ci le comprennent, les autres Européens aussi ».

Il souligne les « errements » pouvant résulter d'une réunification qui « ferait obstacle à l'édification de l'Europe unie », il affirme que la réflexion sur l'avenir de l'Allemagne doit être menée dans le respect des accords internationaux, dans le respect des frontières (la

frontière occidentale de la Pologne est « intangible », précise-t-il) et dans le respect des droits des alliés.

Cette approche globale du problème allemand n'est pas très éloignée de celle qu'a exposée la semaine dernière à Bonn le président de la République, M. Jacques Chirac, qui reproche cependant aux autorités françaises d'avoir gardé trop longtemps « un silence pesant inexplicable », s'écarte de la politique officielle dans les propositions qu'il formule pour l'immédiat.

### Une conférence internationale

Il estime en effet le moment venu d'envisager une conférence internationale sur un « règlement de paix » et propose d'engager des consultations bilatérales avec les Allemands et avec les puissances victorieuses de la guerre, à quoi les États concernés se sont jusqu'à présent refusés, conformément aux vœux des dirigeants ouest-allemands et pour ne pas avoir l'air de forcer le destin. M. Jacques Chirac a proposé également de créer « un groupe de travail franco-allemand pour suivre les évolutions en RDA », de « préparer une initiative conjointe franco-allemande » et de faire savoir que la France « est prête à apporter son concours » pour aider la RDA dès lors que des réformes y seront effectivement engagées.

## « Le tournant que nous voulons est loin d'être réalisé »

déclare M. Krenz devant le comité central

Voici les principaux points du discours prononcé par M. Krenz devant le comité central du SED.

« Le tournant (Wende) que nous voulons est loin d'être réalisé, et nous devons compter avec des résistances. Cette chance doit cependant être saisie. Il ne s'agit pas de retouches de façade, il s'agit de créer des conditions telles pour le renouvellement du socialisme que le retour aux temps passés ne soit plus possible. »

● Situation actuelle en RDA

« La situation en RDA est tendue et très contradictoire. C'est une ambiance de renouveau sans précédent. Un mouvement popu-

laire est né qui a provoqué le processus du changement... Il y a également des conceptions antisocialistes. Cela inquiète de nombreux citoyens qui voient les ennemis du socialisme intervenir dans les affaires intérieures du peuple de RDA et utiliser ses justes revendications pour détruire le socialisme. Notre société doit demeurer vigilante. »

● La RDA et le pacte de Varsovie

« Il en va de l'avenir de ce pays en tant qu'État socialiste au cœur de l'Europe. Nos partenaires au sein du pacte de Varsovie nous regardent et comptent sur nous. »

● Les causes de la crise

« Par le passé, dans la formulation des objectifs économiques, on ne s'est pas appuyé sur la réalité, mais sur des désirs subjectifs. Par ailleurs, on n'a pas tiré les justes leçons de développements internationaux importants qui se sont produits avant tout en URSS, mais aussi dans d'autres pays socialistes. La direction de notre parti s'est distancée de nos meilleurs amis. »

● Exode des Allemands de l'Est

« Sans sous-estimer l'influence de l'adversaire, nous devons reconnaître que les véritables causes de cette émigration douloureuse pour

notre société sont à chercher chez nous. Beaucoup avaient perdu la foi dans la possibilité du changement en RDA. A quelques exceptions près, il ne s'agit chez ceux qui sont partis ni d'adversaires du socialisme ni de criminels, mais de citoyens qui n'ont pas vu la possibilité de réaliser leur personnalité. »

● Rôle du SED

« Le système politique futur du socialisme doit être conçu de telle sorte que la prétention du parti à un rôle dirigeant se justifie par un travail exigeant, par un traitement démocratique des problèmes, par une coopération convaincante avec

la société, et par l'aptitude à apprendre dans le dialogue avec toutes les forces sociales. »

● Égalisation de nouvelles organisations

« Le bureau politique du comité central estime que de nouveaux mouvements de citoyens qui agissent en accord avec la Constitution doivent être autorisés. »

● Loi électorale

« Une nouvelle loi électorale devra être adoptée, garantissant un vote libre, général, démocratique et secret, soumis au contrôle public à tous les niveaux. »

## Le nouveau bureau politique

MM. Egon Krenz, cinquante-deux ans, secrétaire général (\*) ; Günter Schabowski, soixante ans, chef du SED à Berlin-Est (\*) ; Hans-Joachim Böhm, cinquante-neuf ans, chef du SED de Halle (\*) ; Werner Eberlein, soixante-neuf ans, chef du SED de Magdebourg (\*) ; Werner Jarowsky, soixante-deux ans, secrétaire pour le commerce et les églises (\*) ; Heinz Kessler, soixante-neuf ans, ancien ministre de la défense (\*) ; Siegfried Lorenz, cinquante-huit ans, chef du SED de Karl-Marx-Stadt (\*) ; Hans Modrow, soixante et un ans, chef du SED de Dresde ; Wolfgang Herger, cinquante-cinq ans, directeur de département au comité central ; Wolfgang Rauchfuss, cinquante-sept ans, vice-président démissionnaire du conseil des ministres ; Gerhard Schröder, soixante-huit ans, président de la commission du Plan.

(\*) Membres du bureau politique sortant.

(En caractères gras les nouveaux membres.)

## Les partants

Démisionnaires : MM. Willi Stoph, Hermann Axen, Kurt Hager, Werner Krollkowsky, Erich Mielke, Erich Mueckenberger, Alfred Neumann, Horst Siedemann et Harry Tisch.

(MM. Erich Honecker, Günther Mittag et Joachim Herrmann avaient quitté le bureau politique depuis le 18 octobre.)

N'ont pas été réélus :

MM. Horst Dohls, Günther Kleiber.

M. Werner Eberlein remplace M. Erich Mueckenberger à la présidence de la commission de contrôle du parti.

## Le secrétariat

Le comité central a également désigné les membres de son secrétariat : MM. Egon Krenz (secrétaire général), Johannes Chemnitz, Wolfgang Herger, Inge Lange, Siegfried Lorenz, Wolfgang Rauchfuss, Günter Sieber et Hans-Joachim Willerding.

■ RECTIFICATIF. — On pouvait lire dans le Monde du 9 novembre (page 5) que les Allemands de l'Est étaient à présent « huit à neuf cent mille à quitter leur pays chaque jour ». A ce compte-là, il n'en resterait bientôt plus du tout... Le « cent » était naturellement de trop : nous prions nos lecteurs de nous pardonner cette « coquille ».



## Hans Modrow : un partisan d'une perestroïka à l'allemande

Le plus populaire des communistes est-allemands fait enfin son entrée, par la grande porte au bureau politique, dont il avait été tenu éloigné pendant des années par Erich Honecker pour ses vues jugées, déjà, trop réformistes, et peut-être comme un trop dangereux rival potentiel. Il y occupera le siège abandonné par Willi Stoph, auquel il est appelé à succéder comme chef de gouvernement.

Hans Modrow, soixante et un ans, est né en 1928 à Jasenitz, en Poméranie. Après une formation de tourneur, il est envoyé à l'Ecole des Komsomols de Moscou, de 1952 à 1953, puis, de retour en RDA, effectue, parallèlement à sa carrière dans l'appareil du parti, des études de sociologie, puis d'économie. Diplômé en 1961 de l'Ecole supérieure d'économie de Berlin-Karlshorst, il soutient, en

1966, une thèse de doctorat à la prestigieuse université Humboldt.

Entré au parti en 1949, Hans Modrow a été, de 1953 à 1961, chef des Jeunesses communistes à Berlin-Est ; jusqu'en 1967, premier secrétaire du SED pour la circonscription de Berlin-Köpenick, puis responsable de l'agitation et de la propagande du district de Berlin-Est. A l'arrivée d'Erich Honecker au pouvoir, en 1971, il devient responsable du secteur « agitation et propagande » du comité central, dont il est membre depuis 1967. Deux ans plus tard, à quarante-cinq ans, il prend la tête du parti dans le district de Dresde. Il y restera jusqu'à ce jour.

Sa nomination comme baron du SED en terre saxonne aurait dû lui ouvrir très vite la voie du bureau politique. Il s'impose rapidement à Dresde, troisième ville du pays,

pour ses qualités de dirigeant et son intégrité. La petite histoire veut qu'il ait toujours refusé d'emménager dans la résidence normalement attribuée à ses fonctions, pour se contenter d'un petit trois-pièces en ville. Oublié dans sa province, sa réputation grandit dans les années 80 après l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir à Moscou. Il passe pour un adversaire de l'immobilisme, qui prévaudrait à Berlin-Est, et pour un partisan d'une perestroïka à l'allemande.

On le cite comme l'un des favoris de Moscou en cas de succession à Berlin-Est.

Au début de 1989, cet homme, d'un naturel plutôt discret, résiste à une offensive en règle, menée contre lui par les durs du parti, notamment M. Günther Mittag, responsable pour l'ensemble du secteur économique. Hans

Est. Il y fut copieusement sifflé et eut toutes les peines du monde à se faire entendre.

Convenant que le SED ne peut se sauver que par sa capacité au dialogue et à des réformes en profondeur, il a, depuis le début de la crise, pris les devants pour énoncer les positions les plus en flèche au sein de l'appareil dirigeant du parti. Il n'a perdu aucune occasion pour faire avancer ses idées. Responsable du district de Berlin-Est pour le SED, il a fait du quotidien local, Der Berliner Zeitung, l'un des journaux les plus engagés sur la voie de la réforme.

M. Günter Schabowski était l'un des rares membres du bureau poli-

tique que l'on disait favorable à une perestroïka à l'allemande avant les événements de ces dernières semaines. Il était néanmoins souvent cité comme un des candidats possibles à la succession d'Erich Honecker au cas où M. Egon Krenz ne ferait pas l'affaire. Son heure peut encore venir si le nouveau secrétaire général, dont le choix était contesté jusqu'à dans les rangs de son propre parti, n'arrivait pas à s'imposer comme l'homme de la situation.

Né le 4 janvier 1929 à Anklam, M. Schabowski est entré au parti en 1952. C'est un journaliste de profession. Il est passé en 1967 et 1968 par la prestigieuse école supérieure du Parti communiste sovié-

tique que l'on disait favorable à une perestroïka à l'allemande avant les événements de ces dernières semaines. Il était néanmoins souvent cité comme un des candidats possibles à la succession d'Erich Honecker au cas où M. Egon Krenz ne ferait pas l'affaire. Son heure peut encore venir si le nouveau secrétaire général, dont le choix était contesté jusqu'à dans les rangs de son propre parti, n'arrivait pas à s'imposer comme l'homme de la situation.

Né le 4 janvier 1929 à Anklam, M. Schabowski est entré au parti en 1952. C'est un journaliste de profession. Il est passé en 1967 et 1968 par la prestigieuse école supérieure du Parti communiste sovié-

tielle que l'on disait favorable à une perestroïka à l'allemande avant les événements de ces dernières semaines. Il était néanmoins souvent cité comme un des candidats possibles à la succession d'Erich Honecker au cas où M. Egon Krenz ne ferait pas l'affaire. Son heure peut encore venir si le nouveau secrétaire général, dont le choix était contesté jusqu'à dans les rangs de son propre parti, n'arrivait pas à s'imposer comme l'homme de la situation.

Né le 4 janvier 1929 à Anklam, M. Schabowski est entré au parti en 1952. C'est un journaliste de profession. Il est passé en 1967 et 1968 par la prestigieuse école supérieure du Parti communiste sovié-

tielle que l'on disait favorable à une perestroïka à l'allemande avant les événements de ces dernières semaines. Il était néanmoins souvent cité comme un des candidats possibles à la succession d'Erich Honecker au cas où M. Egon Krenz ne ferait pas l'affaire. Son heure peut encore venir si le nouveau secrétaire général, dont le choix était contesté jusqu'à dans les rangs de son propre parti, n'arrivait pas à s'imposer comme l'homme de la situation.

Né le 4 janvier 1929 à Anklam, M. Schabowski est entré au parti en 1952. C'est un journaliste de profession. Il est passé en 1967 et 1968 par la prestigieuse école supérieure du Parti communiste sovié-



## EUROPE

et de l'Etat

### M. Kohl rappelle la nécessité de changements radicaux

Le gouvernement ouest-allemand n'avait toujours pas réagi officiellement jeudi matin 9 novembre à l'annonce de la constitution du nouveau bureau politique du Parti communiste SED en RDA.

BONN

de notre correspondant

Dans son discours sur l'état de la nation, le chancelier Helmut Kohl a toutefois énoncé mercredi les grandes lignes de la politique allemande de son gouvernement. Le chancelier a demandé sans détour au SED de « renoncer au monopole du pouvoir » et a réaffirmé la promesse d'une « nouvelle dimension de l'aide économique » à deux conditions essentielles : les réformes annoncées par l'équipe de M. Egon Krenz doivent déboucher sur l'instauration d'un système politique basé sur le pluralisme, et le principe de l'économie planifiée doit céder la place à une économie de marché.

Compte tenu de l'actualité en RDA, le discours sur l'état de la nation, naguère exercice rhétorique traditionnel sur le sort tragique de l'Allemagne divisée, a retenu cette année l'attention de toute la classe politique.

« C'est notre mission nationale de promouvoir un changement politique et économique radical en RDA », a lancé le chancelier du haut de la tribune du Bundestag.

Singulier hasard de l'histoire, M. Kohl a lu son long discours au moment même où l'agence officielle est-allemande ADN annonçait la démission du bureau politique du SED.

M. Rudolf Seiters, ministre à la Chancellerie, a été le premier membre du gouvernement à réagir, pour lui, « ce qui importe maintenant, c'est de voir les décisions que va prendre le comité central ainsi que la manière et la rapidité avec lesquelles les espérances et les

revendications de la population seront satisfaites ».

Le secrétaire général de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), le parti du chancelier, M. Volker Rühe, a, pour sa part, déclaré qu'il « ne suffisait pas de remplacer des têtes par d'autres ».

M. Helmut Kohl a qualifié de « devoir national » l'accueil des réfugiés est-allemands, « qui ont voté avec leurs pieds en venant dans la partie libre de l'Allemagne » et a reconnu que ce flux migratoire mettait sous tension des problèmes, notamment sur le marché de l'immobilier.

#### Deux cent mille réfugiés

De fait, quelque 60 000 Allemands de l'Est se sont réfugiés à l'Ouest depuis le 3 novembre, date à laquelle la Tchécoslovaquie a ouvert sa frontière avec la RFA. A ce contingent, il convient d'ajouter les quelque 140 000 Allemands qui ont fui leur pays en passant par la Hongrie et l'Autriche.

Le chancelier Kohl a encore déclaré que les événements actuels en RDA amélioreraient les perspectives de réunification de l'Allemagne. « Nous avons moins de raisons que jamais de succomber à la résignation et de nous contenter à la longue de l'existence de deux Etats allemands ».

Après avoir qualifié la division de l'Allemagne d'« anti-naturelle », le chancelier a rendu hommage, à deux reprises, au président François Mitterrand et, une fois, au président américain George Bush pour leurs récentes déclarations sur les perspectives de réunification. Le chancelier a saisi l'occasion pour s'inscrire en faux contre l'idée d'une dette allemande et d'« élargir le cercle des erreurs entre l'Est et l'Ouest ».

« L'unité nationale et l'union européenne sont l'endroit et l'endroit de la même médaille », a-t-il conclu. — (Interim.)

WASHINGTON : au pas sur la voie de réformes stables. — Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Roman Popadink, a déclaré, mercredi 8 novembre, après l'annonce des changements en RDA, que les Etats-Unis « espèrent qu'il s'agit d'un pas sur la voie de réformes stables et progressives ». Au département d'Etat à Washington, on indiquait que « des changements de personnes sans changement de politique ne répondront pas aux nécessités de réformes fondamentales en Allemagne de l'Est. Il est clair que les nouveaux dirigeants doivent faire plus pour répondre aux demandes de la population ».

Pour sa part, le secrétaire d'Etat, M. James Baker, a déclaré qu'il était vital que les bouleversements politiques en Europe de l'Est « ne débouchent pas sur une instabilité en URSS ou dans les pays alliés. (...) Notre politique est toujours d'encourager les réformes, mais nous n'aimons pas les voir se

réaliser dans la violence ou dans un bain de sang ; ce n'est pas dans notre intérêt ».

CUBA : tristesse. — M. Fidel Castro s'est déclaré « attristé », mardi 7 novembre, par les événements en Europe de l'Est. Dans un discours prononcé dans une même de la banlieue de La Havane, il a réaffirmé sa fidélité au marxisme-léninisme et ajouté : « Nous assistons à de tristes événements dans les autres pays socialistes. De très tristes événements... (...) Nous ignorons quelles seront les conséquences de ces phénomènes et ses effets directs sur nos projets, nos programmes et notre économie. » M. Castro a cependant insisté sur le fait que son pays respectait « évidemment le droit de chacun à répondre ses problèmes de la façon de son choix » et que ce principe était également valable pour Cuba qui a « plus confiance que jamais dans le marxisme-léninisme ». (Reuters.)

### Le chancelier ouest-allemand entame une visite de six jours en Pologne

Les dirigeants polonais attendent du chancelier ouest-allemand Helmut Kohl, qui est arrivé jeudi 9 novembre à Varsovie pour une visite de six jours, un important soutien économique aux réformes en cours. M. Kohl est le premier chef de gouvernement ouest-allemand à se rendre en Pologne depuis M. Helmut Schmidt, en août 1979. Après des entretiens avec les dirigeants polonais et avec M. Lech Walesa, le chancelier ira

dans l'ouest et le sud-ouest du pays, régions où l'influence allemande a toujours été importante.

Neuf accords économiques, financiers, culturels, scientifiques, doivent être signés par M. Kohl et le gouvernement non communiste de M. Tadeusz Mazowiecki. La mesure la plus spectaculaire doit être l'annonce d'une aide de 3 milliards de deutschemarks (plus de 10 milliards de francs) en crédits

garantis par l'Etat, indique-t-on de source informée à Varsovie, ce qui place la RFA largement en tête dans le soutien occidental à la Pologne.

L'Allemagne de l'Ouest va également avancer 500 millions de deutschemarks pour le fonds de stabilisation à l'économie polonaise de 1 milliard de dollars négocié avec le FMI. Premier créancier de la Pologne avec 6 milliards de dol-

lars (sur 40 milliards au total), la RFA doit aussi s'engager à soutenir la demande polonaise de rééchelonnement de sa dette auprès du Club de Paris.

Cette « visite historique », souligne la presse polonaise, doit marquer la « grande réconciliation » de l'Allemagne et de la Pologne, deux nations si souvent déchirées par l'histoire. — (AFP.)

## ASIE

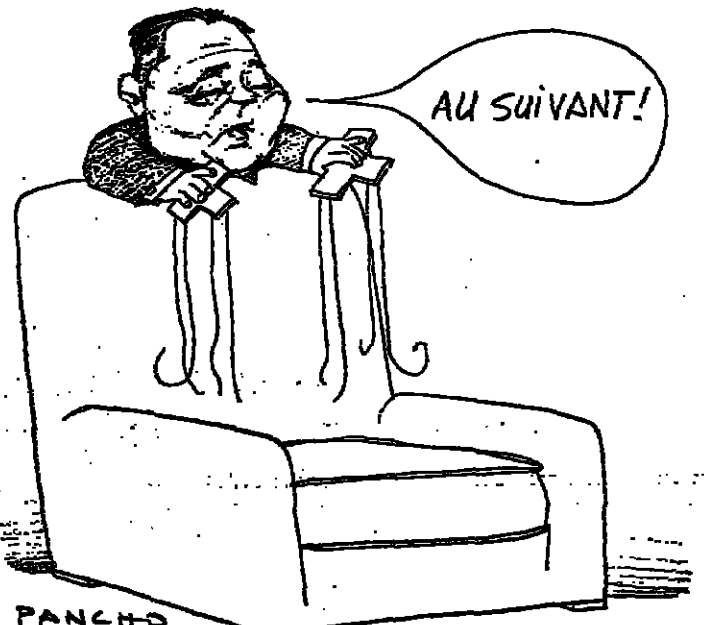
CHINE

### M. Deng quitte ses dernières fonctions

Suite de la première page

Le comité central a entériné le choix de M. Jiang Zemin, secrétaire-général du parti, pour succéder à M. Deng. Ce dernier avait, au cours des dernières semaines, pesé de toute son autorité pour que ses pairs voient en M. Jiang le « cœur » de la direction chinoise appelée à prendre la relève de la vieille génération. Il semble donc avoir eu gain de cause, alors qu'on pouvait en douter compte tenu notamment de

Shangkun, chef de l'Etat, en devient le premier vice-président, poste qu'occupait M. Zhao Ziyang, l'ancien secrétaire général du parti, avant son limogeage. L'« OPA » du clan du chef de l'Etat sur le pouvoir échoue donc partiellement. Mais ce n'est autre que son frère cadet, le général Yang Baoping, qui se voit nommé secrétaire général de la commission. Le « jeune » Yang (il a soixante-neuf ans) s'est illustré depuis la crise du printemps, en



PANCHO

l'absence totale d'expérience militaire du nouveau patron du régime.

Le départ « définitif » à la retraite de M. Deng est cependant très factice. Le système chinois, fortement respectueux de l'âge, l'oblige à continuer d'exercer une influence prédominante. Tous les vieillards que M. Deng croyait avoir bel et bien éliminés du pouvoir en 1987, lors du troisième congrès du PCI, sont réapparus sur le devant de la scène qu'il s'agit, au printemps, de prendre des décisions cruciales engageant le sort de la République populaire.

En outre, la « démission » de M. Deng ne représente qu'une victoire à la Pyrrhus pour le vieux patriarche si l'on en juge par l'attribution, également rapportée par des sources non officielles, de postes-clés au sein du même organisme à des hommes qui sont loin d'incarner l'ouverture. M. Yang

tant que directeur du département politique général de l'armée, comme un farouche partisan de l'ordre à forte coloration idéologique.

Le seul élément modérateur dont le nom soit également connu, d'après les mêmes informations, au sein de la commission militaire est le général Liu Huaqing, ancien chef de la marine, promu de secrétaire général adjoint au poste de vice-président permanent de la commission. Dans ces conditions, M. Jiang apparaît plus comme un otage du clan des « durs » de la direction que comme un homme destiné à relancer les réformes. Enfin, on ne peut s'empêcher de songer à l'immense gâchis qu'aura représenté la crise du printemps en se remémorant la défiance presque affectueuse avec laquelle les manifestants réclamaient le départ à la retraite de M. Deng.

FRANCIS DERON

## SAINT-GOBAIN

Un remarquable éclairage historique

F. De B., Sud Ouest

PRIX HARVARD-L'EXPANSION 1989

UNE MULTINATIONALE A LA FRANÇAISE

SAINT-GOBAIN 1665-1989

l'Histoire de FAYARD

336 p. 110 F

# Au départ de Marseille, Swissair vous emmène aux quatre coins du monde.

swissair

110 destinations dans 68 pays

سكزا من الاصل

صكنا من الاجل

## AMÉRIQUES

### NICARAGUA

#### Le président Ortega propose un plan pour rétablir le cessez-le-feu

Le chef de l'Etat nicaraguayen, le commandant Daniel Ortega, a annoncé, le mercredi 8 novembre, à Managua, un plan en seize points pour rétablir le cessez-le-feu suspendu le 1<sup>er</sup> novembre par son gouvernement et pour « mettre fin immédiatement à la guerre » qui déchire le pays depuis neuf ans.

#### MANAGUA

de notre correspondant

En échange de la démobilisation des douze mille rebelles antisandinistes, les autorités s'engagent à décréter une amnistie en faveur de « toutes les personnes actuellement emprisonnées pour leur participation directe ou indirecte à la lutte armée » (entre 1 300 et 6 000 personnes selon les sources).

Les représentants du gouvernement nicaraguayen et des insurgés devaient assister, jeudi, à New-York, des pourparlers sous l'égide des Nations unies. « J'ai donné instruction à notre délégation », a déclaré M. Ortega, « de ne pas quitter New-York tant qu'un accord n'aura pas été signé ». Il a rappelé que les cinq présidents d'Amérique

centrale étaient convenus, le 7 août, à Tela (Honduras), que la démobilisation de la Contra devait être terminée au plus tard le 5 décembre.

L'accord de Tela prévoit cependant que le gouvernement nicaraguayen doit créer les conditions nécessaires (processus de réconciliation nationale et démocratisation) pour inciter les rebelles à déposer les armes « volontairement ». En reprenant à son compte deux des principales exigences des insurgés (amnistie et vérification préalable, sur le terrain, par une délégation de la Contra des garanties offertes par le gouvernement) le président Ortega a, certes, assoupli sa position.

Mais les obstacles restent encore très importants du fait de la grande méfiance des rebelles à l'égard du gouvernement sandiniste, en particulier pour l'organisation des élections du 25 février. Les « contras » estiment, en effet, qu'ils doivent conserver leurs armes jusqu'au scrutin pour obliger les sandinistes à respecter la volonté des électeurs.

Le président Ortega a expliqué, mercredi, à la population pourquoi il avait suspendu le cessez-le-feu et ce qu'il attendait de la réunion de New-York. Il a néanmoins consacré une grande partie de son dis-

cours à une attaque en règle contre la UNO, qu'il a accusée de vouloir « retourner au passé » et s'en est pris directement à la candidature de l'opposition à la présidence de la République, M<sup>me</sup> Violeta Chamorro, veuve d'un « martyr de la révolution ». « Personne n'est intouchable », a lancé le commandant Ortega devant des milliers de militants sandinistes.

BERTRAND DE LA GRANGE

□ Un rapport d'Amnesty International constate une « amélioration » — Amnesty International a pris acte de « l'amélioration notable » des droits de l'homme au Nicaragua depuis 1987, mais dénonce les exécutions sommaires de paysans qui sont régulièrement commises, selon elle, par les troupes sandinistes. Dans un rapport publié à Londres, l'organisation de défense des droits de l'homme veut faire voter le gouvernement nicaraguayen de prendre des mesures urgentes pour mettre un terme aux assassinats et aux « disparitions » de paysans soupçonnés de collaboration avec les contras, les guérilleros qui combattent le régime de Managua.

■ Nicaragua « 1988-1989, années décisives », Amnesty International, 128 p. 25 F.

### CHILI : à la veille de l'élection présidentielle

#### Spectaculaire recrudescence de la délinquance

#### SANTIAGO-DU-CHILI

de notre correspondant

Réputée plus sûre que la plupart des grandes villes latino-américaines, Santiago est-elle subitement devenue la proie de la pègre ? A en juger par le nombre de hold-up, plus audacieux les uns que les autres, de crimes crapuleux et de délits en tout genre commis ces dernières semaines, la capitale chilienne n'a plus rien à envier à Bogota ou à Rio.

Certains délinquants « héritiers » s'attaquent aux membres des missions diplomatiques, ainsi qu'aux personnalités de la politique et de la télévision. Après deux présentations du journal télévisé, c'est l'épouse de M. Silva Cimma, dirigeant radical et coordinateur de la campagne du candidat présidentiel de l'opposition, M. Patricio Ayl-

win, qui a été victime, mercredi 8 novembre, d'une de ces agressions. Le scénario est souvent le même : après s'être introduits de force au domicile choisi, ils brutalisent ses occupants pour se faire remettre espèces et bijoux.

M. Ricardo Lagos, président du Parti pour la démocratie, s'est déclaré surpris qu'un régime aussi autoritaire que celui du général Pinochet ne puisse enrayer une telle vague de criminalité. Les dirigeants de l'opposition soulignent que cette spectaculaire recrudescence de la délinquance, difficilement explicable, coïncide fidèlement avec la phase finale de la campagne électorale (les élections générales auront lieu le 14 décembre).

Leur inquiétude est avivée par la proposition, émanant d'un service

policiers dirigé par un général de l'armée de terre, de faire patrouiller des militaires dans la ville. Le même jour, des militaires ont été accusés de violence dans un climat de violence dont l'origine est suspecte, proteste déjà le porte-parole des dix-sept partis de la concertation pour la démocratie.

Renfort attendu pour les opposants ? Le général de brigade, commandant en chef des carabiniers, s'est déclaré, lui aussi, surpris par cette proposition. « Nous sommes parfaitement capables de faire face à la délinquance sans l'aide des militaires », a-t-il tenu à préciser. De son côté, M. Hernan Buchi, candidat présidentiel des milieux conservateurs, a rendu public son désaccord avec une mesure « qui éloignerait l'armée des hautes fonctions qui sont les siennes ».

GILLES BAUDIN

### PÉROU

#### Offensive terroriste et policière avant le scrutin municipal

Neuf personnes, dont un responsable de la police nationale, ont été tuées au Pérou, le mercredi 8 novembre, à quatre jours des élections municipales. Quatre guérilleros, appartenant vraisemblablement au Sentier lumineux, ont assassiné dans la nuit de mardi à mercredi le major Eduardo Holguin Zender, membre d'une unité antiterroriste de la police nationale.

A San-Juan-de-Jirpa, près de Junin, dans le centre des Andes, sept paysans ont été abattus par des membres du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, guérilliste (MRTA), qui disputent au Sentier lumineux le contrôle de cette région. Des membres pré-

somés du MRTA ont aussi tué près de la ville de Tarapoto (région amazonienne) un dirigeant du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), M. Julio Sanchez Vela.

#### Trois Français assassinés

Face à cette recrudescence des activités des organisations de guérilla, les autorités policières ont arrêté dans la capitale plus de cinq mille personnes sans papiers et trois cents autres, suspectées d'activités séditionnaires, qui ont été mises à la disposition de la justice. Au moins six cents étudiants de la

faculté de médecine de l'université San-Marcos ont été aussi appréhendés au cours d'une opération menée conjointement par l'armée et la police.

L'ambassade de France à Lima a, en outre, été informée officiellement par les autorités péruviennes de l'assassinat de trois Français disparus au mois d'octobre dans la jungle amazonienne. Philippe Joseph (vingt-huit ans), Thierry Jardine (vingt-cinq ans) et Jean-Christophe Nouviale (vingt-quatre ans) effectuaient une descente du rio Marañon, un des affluents de l'Amazonie. Ils auraient été tués par des membres d'une communauté indigène. — (AFP.)

## DIPLOMATIE

### Négociations sur l'armement conventionnel

#### Vers un premier accord avant la fin de l'année

Vienne. — Les seize pays de l'OTAN espèrent présenter un projet de premier accord au cours de la quatrième session des négociations sur la réduction de l'armement conventionnel (CFE) qui débute jeudi 9 novembre à Vienne et qui doit s'achever le 21 décembre.

Le groupe à haut niveau (HLTF) à Bruxelles réunissant des experts des seize pays alliés poursuit l'élaboration du projet. On n'exclut pas qu'il pourrait être soumis au sept pays du pacte de Varsovie dès novembre.

La troisième session s'était terminée le 19 octobre par la réponse des pays du pacte de Varsovie aux propositions des membres de l'OTAN sur la vérification, l'échange d'informations et les mesures de confiance. La première réaction des pays de l'OTAN a été positive. On a noté toutefois que l'Est demande que les mouvements

des troupes sortant ou entrant dans la zone de l'Atlantique à l'Oural couverte par le futur traité se fasse à travers quelques points de passage obligés. Or la France et la Grande-Bretagne n'ont aucune envie d'accepter un contrôle soviétique sur leurs engagements militaires extra-européens.

□ START : évolution de l'état-major américain. — L'état-major américain a abandonné le préalable d'un règlement de la question des essais d'armes spatiales mis jusqu'à présent par le gouvernement américain à la conclusion d'un accord de réduction des armements stratégiques avec l'URSS, a annoncé, mercredi 8 novembre, le Washington Post, citant un haut responsable militaire américain ayant requis l'anonymat. L'abandon de ce préalable avait été proposé par M. Edouard Chevardnadze, ministre soviétique

des affaires étrangères, lors de sa rencontre en septembre dernier avec le secrétaire d'Etat américain James Baker.

Le différend américano-soviétique à ce propos porte sur l'interprétation du traité ABM sur les défenses antimissiles signé en 1972. Selon l'URSS, les tests que les Etats-Unis pourraient conduire dans l'espace, dans le cadre du programme de l'initiative de défense stratégique (IDS), constitueraient une violation de ce traité. — (AFP.)

### ÉTATS-UNIS

#### La victoire de M. Wilder en Virginie est toujours contestée par son adversaire

Le nom du vainqueur de l'élection au poste de gouverneur de Virginie n'était toujours pas connu officiellement, jeudi 9 novembre, après le scrutin de mardi, que le candidat démocrate noir Douglas Wilder affirme avoir remporté. M. Wilder avait proclamé, mardi soir, sa victoire, qui le ferait entrer dans l'histoire comme le premier gouverneur noir de Virginie, mais son adversaire républicain, M. Marshall Coleman, la conteste et va vraisemblablement demander un nouveau décompte des voix.

Selon des résultats complets, mais non officiels, M. Wilder l'a emporté, emporté de justesse sur son concurrent par quelque 7 700 voix sur un total de 1,8 million. Un nouveau décompte ne peut être obtenu que si la différence entre le nombre de voix obtenues par chacun des deux candidats est inférieur à 1 %. C'est le cas pour l'élection de mardi. La commission électorale de Virginie doit se réunir, le 27 novembre, pour certifier les résultats du scrutin. M. Coleman aura alors dix jours pour réclamer un nouveau décompte. Selon les observateurs, il paraît peu probable que des erreurs aient pu se produire en quantité suffisante pour infirmer le résultat.

Outre New-York, où le candidat démocrate David Dinkins l'a emporté, plusieurs autres grandes villes ont également élu mardi leur maire. A Miami (Floride), le maire sortant, d'origine cubaine, Xavier Suarez, a obtenu un troisième mandat en se présentant sans adversaire. A Des Moines (Iowa), le démocrate noir Coleman Young a remporté un cinquième mandat consécutif. New-Haven (Connecticut), ville à majorité blanche, a élu pour la première fois un maire noir, le démocrate John Daniels, continuant le rôle croissant des Noirs dans les municipalités américaines, puisque les dirigeants notamment ceux de Los Angeles, Atlanta et Baltimore. — (AFP.)

□ Le général Secord avoue avoir menti au Congrès au sujet de l'irrigation. — Cinq jours avant l'ouverture de son procès, l'un des principaux accusés dans l'affaire de l'« Irangate », le général en retraite Richard Secord, a annoncé mercredi 8 novembre qu'il plaiderait coupable d'avoir menti au Congrès. An cours d'auditions parlementaires en 1987, il avait reconnu avoir servi d'intermédiaire pour les ventes d'armes américaines à l'Iran et aidé à établir un réseau secret de livraisons d'armes aux rebelles contras du Nicaragua. Mais il avait omis certains détails. Le Los Angeles Times a indiqué que le général Secord, en échange d'une atténuation de l'accusation, aurait aussi accepté de témoigner à charge contre l'ancien chef du Conseil national de sécurité, John Poindexter. — (AFP.)

□ HAITI : succès de la grève. — La grève générale organisée pour protester contre l'arrestation de trois dirigeants de l'opposition et les sévices qui leur ont été infligés a pratiquement paralysé Port-au-Prince, mercredi 8 novembre, pour la deuxième journée consécutive. La plupart des magasins et des entreprises sont restés fermés. Les transports publics ont interrompu leurs services à l'appel de la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH). Le mouvement, soutenu par au moins vingt-deux organisations syndicales ou d'opposition, a également été bien suivi en province. — (AFP, Reuters.)

□ SALVADOR : Washington presse le gouvernement d'enquêter sur la violence. — Les Etats-Unis ont une nouvelle fois, mercredi 8 novembre, condamné la violence au Salvador, cette fois-ci à la suite de l'assassinat de trois militants du Mouvement populaire social-chrétien (MPPSC), pressant le gouvernement d'extrême droite du président Alfredo Cristiani de poursuivre en justice leurs auteurs. « Nous condamnons les meurtres », a déclaré le porte-parole adjoint du département d'Etat, M. Richard Boucher. « Aucune personne impliquée dans le processus démocratique ne devrait être punie pour des activités politiques légitimes », a-t-il dit. Les trois militants du mouvement de gauche avaient été enlevés, puis assassinés à Sonsonate, à 50 kilomètres à l'ouest de San-Salvador. Soulignant que les Etats-Unis aident le Salvador à mettre en place « une démocratie durable », M. Boucher a rappelé que Washington avait déjà exprimé son inquiétude face à l'escalade de la violence au Salvador, émanant des extrémistes de gauche comme de droite. — (AFP.)

## PROCHE-ORIENT

### LIBAN

#### L'arrivée de M. Moawad à Beyrouth-Ouest a été précédée par un attentat à la voiture piégée

Beyrouth-Ouest, à majorité musulmane, a renoué, mercredi 8 novembre, avec les attentats à la voiture piégée et autres explosions, le jour même où elle accueillait le nouveau président, M. René Moawad.

#### BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Une heure à peine avant l'arrivée de ce dernier à 16 h 15 à l'aéroport de Beyrouth, venant de la base aérienne de Qlaiaat où s'était déroulée dimanche l'élection présidentielle, une voiture piégée garée sur un parking a en effet explosé, faisant deux tués et vingt blessés. Quelques minutes après, des dizaines de voitures calcinées fumaient au milieu des tas d'ordures jetées sur ce terrain vague, et les passants, nombreux à cette heure de la journée, continuaient, plus désemparés que jamais, ce retour de l'horreur. Une autre charge, placée devant le domicile du député druze, M. Toufic Assaf, et non loin de celui du président du Parlement, M. Hussein Husseini, a encore explosé dans la nuit, sans faire de victime.

#### « Un simple ancien député »

L'arrivée de M. Moawad s'est, en tous les cas, faite dans un impressionnant dispositif de sécurité, de multiples rassemblements de part et d'autre de la ville, de multiples rassemblements de l'appartenance — propriété du milliardaire libano-saoudien, M. Rafic Hariri, — où s'est finalement installé M. Moawad, étant interdites à la circulation par les forces spéciales syriennes déployées en très grand nombre.

Plusieurs lieux possibles d'habitation pour le nouveau président, qui n'a pas d'appartement à Beyrouth-Ouest et qui résidait auparavant, outre au nord Liban, dans le secteur chrétien de la capitale libanaise, avaient été isolés dès le matin, comme pour brouiller les pistes. Dès six heures, ce dernier a de nouveau été visité par les visiteurs venus le féliciter. Jeudi, il reprendra ses consultations pour la formation du gouvernement au siège du président du conseil. Plusieurs députés du camp chrétien sont venus avec M. Moawad pour

un « exit » qu'ils espèrent le plus court possible dans un grand hôtel de Beyrouth-Ouest.

Pour sa part, le général Aoun a reçu des personnalités du camp chrétien dont certaines avaient toujours de la souveraineté d'accepter de négocier avec M. Moawad, « simple ancien député », selon le général Aoun. Celui-ci exige, avant tout, dialogue des garanties sur un retrait syrien. Dans un communiqué très remarqué, le conseil des évêques maronites, réuni à Dimane sous la présidence du patriarche Nasrallah Sfeir, a « félicité » M. Moawad « connu pour son nationalisme », mais lui a toutefois demandé de « s'entendre avec le général Aoun dont l'objectif est la souveraineté complète sur le Liban ». Les évêques mettent aussi en garde contre « la division de l'opinion sur des questions politiques qui commencent à prendre une tournure dramatique pouvant conduire à la partition du Liban ».

FRANÇOISE CHIPAUX

□ L'ALS soutient M. Moawad. — M. Antoine Lahd, chef de l'armée du Liban sud (ALS), milice libanaise soutenue par Israël, a apporté son appui au nouveau président de la République libanaise, M. René Moawad, dans une interview à une télévision chrétienne émettant à partir du Liban sud. « Le fait est que Moawad a été élu président de la République et que ceux qui l'ont élu sont les députés de ce pays et les représentants du peuple jusqu'à nouvel ordre », a déclaré M. Lahd, mardi 7 novembre, à cette télévision. Il a ajouté que le dirigeant chrétien Michel Aoun, qui a refusé de reconnaître M. Moawad en tant que président, devrait démissionner s'il y avait une flambée de violence au sein de la communauté chrétienne.

M. Lahd a dit que M. Moawad était un vieux ami et un habile diplomate. Il a cependant ajouté qu'il était déçu que le nouveau chef de l'Etat ait donné la priorité à l'évacuation par Israël de la « zone de sécurité » créée par l'Etat hébreu au Liban sud. « Je crois qu'il y a des priorités plus importantes. (...) Il y a d'autres problèmes et États dont il devrait se débarrasser », a-t-il dit en faisant allusion aux 33 000 soldats syriens déployés au Liban. — (Reuters.)

## AFRIQUE

### Le conflit du Sahara occidental

#### Troisième attaque du Polisario

Rabat a officiellement confirmé la bataille d'Angala qui a opposé, mercredi matin 8 novembre, les troupes marocaines aux combattants du Polisario, précisant que les assaillants ont été « écrasés » au cours de cette attaque. Selon un communiqué du ministère marocain de l'Information, l'attaque a fait quatre-vingt-sept tués parmi les « mercenaires » et quarante-cinq du côté marocain. Le Front Polisario avait annoncé, depuis Alger, avoir procédé à une attaque de « grande envergure » dans cette région (nord-est du Sahara occidental, à 50 kilomètres au sud de Smara) sans cependant publier le bilan de ses pertes humaines et matérielles.

Cette attaque survient au lendemain du discours du roi Hassan II, prononcé à l'occasion du quarzième anniversaire de la « marche verte » (entrée de l'armée aggra-

caine au Sahara occidental, revendiqué par le Polisario), dans lequel il avait rendu un vibrant hommage à l'armée chérifienne stationnée dans ce territoire ainsi qu'aux populations sahariennes qui ont « prouvé depuis 1975 leur attachement à leur marocanité ».

L'attaque d'Angala est la troisième conduite par les combattants saharais, après une année d'accalmie relative. Les deux précédentes avaient eu lieu à moins d'une semaine d'intervalle à Guelta-Zemmour (centre du Sahara occidental) et à Hauza (nord-est). La première, le 7 octobre, avait fait, dans les rangs marocains, deux cents morts, dont un colonel, tandis que la deuxième, menée quatre jours plus tard, s'était soldée par la mort de cent quatre-vingt-dix autres soldats marocains. — (AFP.)

### AFRIQUE DU SUD

#### M. Mandela négocie avec le Congrès panafricain

Le chef historique du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, devait recevoir à partir du mercredi soir 8 novembre, dans sa prison de Port-John du Cap, la visite de M. Japhta Masekela, dirigeant d'un mouvement révolutionnaire noir rival du sien, le Congrès panafricain (PAC), qui a été libéré le 15 octobre. Celui-ci devait passer les six jours prévus de cette visite dans la maison de gardien dans laquelle M. Mandela est détenu depuis environ un an. Cette visite exceptionnellement longue a été organisée à la demande du chef de l'ANC.

M. Mandela cherche à promouvoir un rassemblement aussi large que possible de l'ensemble des mouvements anti-apartheid. Le PAC se réclame d'une philosophie dite de la « conscience noire » et refuse toute coopération avec les Blancs au sein des mouvements noirs en arguant (à l'aide d'exemples puisés dans les liens de l'ANC avec les partis communistes et autres groupes anti-apartheid à travers le monde) du risque de voir les mouvements noirs tomber sous le contrôle de Blancs. Le PAC jouit, en Afrique du Sud, d'une influence non négligeable parmi les universitaires et intellectuels noirs, mais ses efforts réels et ses appuis à l'étranger sont minces. — (AFP.)



# PROCHE-ORIENT

Lancée par M. Mitterrand

## L'idée d'une conférence euro-arabe n'enthousiasme pas les partenaires européens de la France

« J'inviterai à Paris, avant la fin du mois de décembre, les douze européens et les vingt-deux pays ou organisations arabes à engager un grand dialogue [lié à la recherche d'une solution au conflit israélo-palestinien]. » En lançant solennellement cette invitation, le 25 octobre au Parlement européen de Strasbourg, M. François Mitterrand n'a pas seulement pris au dépourvu les partenaires européens de la France, mais également bon nombre de diplomates français, qui ne cachent pas leur scepticisme, tant sur la forme de l'action envisagée par le président que sur le délai imparti pour organiser une telle conférence.

Deux semaines après le discours d'invitation de M. Mitterrand, rien ne semble avoir bougé. La première phase dans l'organisation d'une telle conférence, à savoir obtenir l'aval des onze partenaires de la France au sein de la Communauté, est à peine esquissée.

Si quelques pays arabes (comme l'Égypte, la Jordanie ou le Maroc) ont déjà exprimé leur intérêt, c'est à peine esquissée.

tion de la Palestine ont réagi positivement. « L'invitation de Strasbourg » n'a guère suscité d'échos, jusqu'à présent, chez nos partenaires européens. Une seule chose paraît d'ores et déjà acquise : si elle a lieu, la conférence euro-arabe devrait se tenir au niveau ministériel.

Pour ce qui est de l'impact d'une conférence réunissant les vingt-deux pays arabes et les douze sur le règlement du conflit israélo-palestinien, on ne se fait guère d'illusions à Paris quant à l'influence de l'Europe sur ce problème et à sa capacité à le régler. Les douze ne sont pas en mesure de faire avancer les choses, confie-t-on de source diplomatique, pour ajouter que les Européens en sont, de fait, réduits à un rôle d'appoint.

Alors, qu'est-ce qui inspire l'initiative de Paris, qui assure, dans ce domaine, un « rôle moteur » — et quelque peu isolé — au sein de la CEE ? Deux préoccupations paraissent surtout animer la France. En premier lieu, son souci de ne pas laisser l'Europe briller

par son absence de la scène du Proche-Orient et de tout règlement du conflit israélo-palestinien au profit des seuls deux Grands et, surtout, des États-Unis. Ce, alors que Moscou accumule les gestes, sur ce dossier, en direction de Washington et de Jérusalem. Le dernier en date a été la conférence de presse, le 31 octobre, de M. Edouard Chevardnadze, au cours de laquelle le ministre soviétique des affaires étrangères a cité le plan en dix points du président égyptien Hosni Moubarak, celui en cinq points du secrétaire d'État américain James Baker, ainsi que le plan Shamir comme constituant les initiatives à prendre en compte. Une évolution qui inquiète incontestablement l'O.L.P.

D'autre part, la réaction enthousiaste de dirigeants palestiniens à la proposition de M. Mitterrand reflète visiblement l'inquiétude de l'O.L.P. qui, après n'avoir eu de cesse de se tourner vers les États-Unis, peut craindre de se retrouver bien seule face à une pression conjuguée américano-israélienne.

égypto-soviétique. D'où l'appréciation de l'un des proches de M. Yasser Arafat, M. Hani El Hassan, à l'issue d'une rencontre, le 31 octobre à Paris, avec un conseiller du chef de l'État. « L'O.L.P. n'espère plus grand-chose de toute rencontre à laquelle ne participerait pas l'Europe », a-t-il déclaré, après avoir qualifié d'« historique » le discours de M. Mitterrand au Parlement européen.

En attendant, quelque peu en sommeil depuis l'hiver dernier, la « troïka » européenne — formée, cette fois, des ministres espagnol, français et irlandais des affaires étrangères — va reprendre le chemin du Proche-Orient, les 11 et 12 novembre, pour y mener de nouvelles consultations, au Caire ainsi qu'à Tunis (siège de l'O.L.P.). S'il avait été question, un temps, que la « troïka » fasse une escale en Israël, celle-ci n'aura finalement pas lieu. Il est vrai que les relations franco-israéliennes ne sont pas, depuis la visite de M. Arafat à Paris en mai dernier, au beau fixe.

YVES HELLER

JORDANIE : les élections législatives

## Les Palestiniens ont gardé un profil bas

AMMAN

de notre envoyé spécial

La nuit venait de tomber sur un quartier populaire de Zarka, deuxième ville de Jordanie, proche d'Amman et à 85 % palestinienne. Quelques ampoules hésitantes éclairaient faiblement l'estrade où le candidat du Parti démocratique du peuple jordanien (PDPJ) tenait l'un des derniers meetings de sa campagne. (Le PDPJ est la branche jordanienne du Front démocratique de libération de la Palestine [F.L.P.] de Nassef Hawramani.) On avait observé une minute de silence à la mémoire des morts de l'intifada, un chanteur accompagné d'un joueur de luth avait précédé l'orateur qui, maintenant, dénonçait la corruption, exhortait à la participation et le changement et vantait les mérites d'un « vrai gouvernement du peuple ». Son auditoire était palestinien, mais lui-même, jordanien, comme les cinq autres candidats du PDPJ.

Cette scène illustre un trait dominant des élections législatives du 8 novembre : l'absence d'un « vote palestinien » spécifique, homogène, facile à identifier et à interpréter. Car, si les Jordaniens d'origine palestinienne — environ 45 % des 3,4 millions d'habitants — ont participé au scrutin, c'était le plus souvent, comme à Zarka, pour être des députés « transjordaniens ». Les Palestiniens de Jordanie ont, en cette occasion, maintenu un profil bas. A peine un candidat sur dix était palestinien et l'O.L.P. a affiché une totale neutralité, interdisant à ses responsables d'entrer en lice.

Prudence

Une telle prudence s'explique aisément. Depuis la rupture des liens, en juillet 1988, entre Amman et la Cisjordanie, le roi Hussein et Yasser Arafat ont des relations cordiales. Les craintes et les soupçons mutuels se sont dissipés. Le chef de l'O.L.P. est venu plusieurs fois à Amman, notamment en janvier pour y inaugurer, en compagnie du monarque, l'ambassade de Palestine. Le Fonds national palestinien — autrement dit la Trésorerie de l'O.L.P. — a été ouvert en août. Entre-temps, les émeutes d'avril avaient montré que, pour le trône, le danger pouvait venir d'ailleurs que des Palestiniens. Ceux-ci s'étaient au demeurant soigneusement tenus à l'écart des troubles.

Même si tel ou tel fonctionnaire subalterne se plaît à tracter des Palestiniens, pareilles pratiques discriminatoires n'ont plus la bénédiction du pouvoir. Les quelque trois

cent cinquante mille travailleurs expatriés dans le Golfe — en grande majorité palestiniens — continuent de transférer en Jordanie un joli pécule : 600 millions de dollars prévus en 1989 (contre 1 milliard avant le désengagement de Cisjordanie). Bref, l'O.L.P. semble vouloir contribuer à la stabilité du royaume hachémite.

En s'inscrivant dans le jeu électoral, l'O.L.P. aurait pris des risques inutiles pour elle-même et pour le royaume. Envoyer au Parlement d'Amman un bloc d'élus palestiniens, reconnus tels, aurait comblé d'aise ceux qui, parmi la droite israélienne, s'accrochent à l'équation Jordanie = Palestine, et rêvent de voir les Palestiniens de Jordanie se transformer en une diaspora permanente, sans esprit de retour. Cela aurait irrité le roi et renforcé, chez les « Transjordaniens », des rancœurs anti-palestiniennes largement apaisées. L'O.L.P. risquait aussi de se retrouver en porte-à-faux avec certains mouvements jordanien, notamment les Frères musulmans.

Intégration

Les Palestiniens ont d'abord, semble-t-il, été partagés entre plusieurs sentiments contraires. D'un côté, ils souhaitent exprimer une « volonté » palestinienne. Cette tactique n'ayant pas les faveurs de l'O.L.P., ils furent ensuite tentés de s'abstenir. De l'autre, ils désiraient participer plus pleinement à la vie politique d'un pays dont ils sont citoyens à part entière et qu'ils ont largement contribué à construire, avec leur argent et leurs talents. Ils redoutaient d'être peu à peu marginalisés. Ces derniers sentiments l'ont finalement emporté. Des meetings électoraux ont eu lieu jusqu'à dans les camps de réfugiés où la police jordanienne interdisait naguère toute activité politique.

La discrétion palestinienne n'a pas empêché le pouvoir de prendre ses précautions. La répartition régionale des sièges entraîne une sous-représentation des circonscriptions à forte densité palestinienne. A Amman, aux deux tiers palestinienne, à Irbid ou à Zarka, il faut à un candidat trois ou quatre fois plus de suffrages pour être élu que dans certaines régions bédouines du Sud. De manière plus générale, le découpage électoral défavorise les villes, moins conservatrices. Il n'empêche : en participant activement au débat public et en votant pour de nombreux candidats transjordaniens, la communauté palestinienne aura initié sa propre intégration dans la société jordanienne, sans renier pour autant ses aspirations nationales.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

## SUPER OU ORDINAIRE ?



N° VERT 05.09.19.19  
APPEL GRATUIT

Mai d'autre que Matra peut vous offrir un choix aussi grand ? Téléphones de voiture, portables, portatifs, une solution pour chacun. Et en plus, vous avez le choix entre les deux grands réseaux existants : Radiocom 2000 et Ligne SFR.

Qui d'autre que Matra met à votre service 100 installateurs spécialistes de la pose et 35 centres de service, après-vente assurant votre maintenance dans toute la France ?

Matra ne se contente pas de vous vendre un téléphone de voiture, il en assure aussi le suivi. Qui d'autre que Matra possède plus de 5 ans d'expérience en radiotéléphonie en France ? Précurseur dans les technologies de pointe, Matra est aujourd'hui leader en matière de téléphone de voiture.

D'autres que Matra vous proposeront des téléphones de voiture. N'oubliez pas que c'est avant tout un instrument de travail. Qualité, fiabilité et sécurité lui sont indispensables.

Alors, Ordinaire ou Super ? La question ne se pose plus. Contactez un spécialiste Matra.

TELEPHONES DE VOITURE

**MATRA COMMUNICATION**

Vivrez Contact

Bon à découper et à retourner à MATRA COMMUNICATION  
4 Avenue A. Einstein 75006 PARIS  
Nom \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_  
C.V. \_\_\_\_\_

**BANQUES LIBANAISES EN FRANCE :**  
**DES RÉVÉLATIONS**  
Est-ce le gouvernement de la Banque du Liban qui insiste à renvoyer les banques libanaises à Paris ? Ou les autorités françaises qui multiplient les obstacles ?  
Une enquête publiée dans le numéro de Novembre d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy 75017 Paris

**Le Monde**  
EN BANQUE DE DONNÉES  
LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :  
SINORG G.C.A.M. SERVEUR  
Tél : 01 45 38 70 72

**Camino**  
LA FLORIDE A SAVOURER  
En Floride, l'hiver c'est l'été. Le dépaysement ! Nous vous proposons de nombreuses formules à des prix très doux (ex : 9300 F par personne la semaine à Miami) et notre fameuse option Prix Garanti. Si vous payez 70 % de votre voyage à l'inscription, son prix ne peut plus être révisé à la hausse !  
Pour passer l'été en hiver, contactez votre agence de voyages ou téléphonez-nous pour connaître le point de vente CAMINO le plus proche de chez vous.  
CAMINO LE SPÉCIALISTE DE L'AMÉRIQUE  
21, rue Alexandre-Charpentier - 75017 PARIS  
Tél : (1) 45.72.06.11  
\*Base dans personnes avec vol régulier grande compagnie. Départ avant le 8.12.89

هكذا من الاجل

هكذا من الاجل

# POLITIQUE

De la polémique sur le « voile islamique » aux enjeux de l'immigration

## Débat « passionnel » à l'Assemblée nationale

N'ayant pu questionner le gouvernement la semaine dernière, les députés de l'opposition ont profité de la séance de questions d'actualité du mercredi 8 novembre pour interpellier le premier ministre sur l'affaire, de la laïcité et l'islam, et pour tenter d'utiliser les dissensions qui s'étaient fait jour au sein même du gouvernement.

Le sujet étant « passionnel et passionné », selon M<sup>me</sup> Louise Moreau (UDF, Alpes-Maritimes), la séance a été plutôt animée et régie par les règles du chahut parlementaire (« Tu me siffles, je t'interromps »). Les orateurs, de part et d'autre, ont jugé peu en rapport avec l'enjeu du débat. Sur le fond, le gouvernement n'a pas varié d'un iota par rapport à la position officielle arrêtée par M. Jospin lors de

la séance de questions du 23 octobre (le Monde du 24 octobre).

Il s'est efforcé, tout d'abord, de relativiser. M. Rocard (« Ce foulard, le Coran ne l'impose pas et l'immense majorité des musulmans — et surtout des musulmanes — qui vivent en France ne le revendiquent pas ») s'y est employé, avec l'aide de M. Jospin (« Sur trois cent cinquante mille jeunes filles d'origine musulmane, moins de dix réportées entre six ou huit établissements sont concernées ; sur ces dix, la moitié a déjà accepté, après dialogue, de retirer le foulard »). Le premier ministre, en s'engageant à découvrir pour la première fois à l'Assemblée (il s'était prononcé le 5 novembre dans le cadre d'un colloque organisé par des rocardiens), s'est également efforcé de réagir contre les OPA lancées par l'opposition sur les « fondements » traditionnels de la gauche.

En premier lieu, l'émancipation de la femme. « Le voile, a estimé M<sup>me</sup> Michèle Barzach (RPR, Paris), est le premier signe de la soumission de la femme. (...) Comment se fait-il que, dans un pays qui représente les droits de l'homme, vous puissiez faire un choix qui fasse régresser le droit à l'émancipation des femmes. » En France, a rappelé M<sup>me</sup> Moreau sous les applaudissements de l'opposition, la femme est l'égale de l'homme, provient du treizième siècle, dans lequel « les femmes n'étaient pas des êtres humains ».

En second lieu, le premier ministre a profité de son intervention dans l'hémicycle pour invoquer les mânes de Jules Ferry et remettre une laïcité mise à mal par les fondements islamiques : « Le vieux laïc que je suis n'accepte pas que le visage de la laïcité soit d'abord répressif ; je la veux bien plutôt convaincante, persuasive, rayonnante. (...) Je sais que quelques-uns voudraient faire entrer toutes les religions à l'école, mais il ne faut pas confondre l'école, multi-confessionnelle n'est pas l'école laïque ».

A ces évocations, le flux des applaudissements débordait de bancs de la gauche en direction de certains députés UDC (M. Stasi, M. Alp handery) ou même UDF (M. d'Aubert). M. Rossinat (UDF, Meurthe-et-Moselle) opinait alors du chef plus souvent qu'à son tour, alors que M. Jean Brocard (RI, Haute-Savoie), en arbitre pointilleux, jaugeait instantanément les phrases du premier ministre en brandissant avec énergie un rectangle de bristol rouge.

### La position de M. Jospin

M. Claude Evin, ministre de la santé et de la solidarité, a succédé à M. Rocard pour répondre à M. Hubert Falco (UDF, Var), lui par une fougue qui lui fit augmenter ex abrupto de vingt-cinq mille par rapport aux textes distribués à la presse, le nombre de clandestins entrés en France en 1988. « Le gouvernement fait tout pour réussir l'intégration des immigrés, a affirmé M. Evin, cette réussite est visible si l'on fait une comparaison avec d'autres pays ».

M. Jean Tiberi (RPR, Paris) s'est ensuite adressé à M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, pour lui demander pourquoi « le ministre de la défense (M. Jean-Pierre Chevènement), le ministre chargé des relations avec le Parlement (M. Jean Poperen) et le secrétaire d'Etat chargé des transports (Jean-Louis Laroche) n'ont pas eu à intervenir ».

« Je n'ai jamais entendu les trois ministres cités... », a commencé M. Jospin, interrompu par un tonitruant « Vous êtes sourd ! », émanant de M. Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne). « Je prononce le mot exclusion, ils ont affirmé les principes de la laïcité, et ma position n'est pas autre. » Le ministre a toutefois indiqué avec beaucoup de précision, semblant ainsi se parer sur sa gauche, que les enfants impliqués dans la polémique n'étaient « pas automatiquement acceptés dans les classes ». « J'ai parlé de les accueillir », a ajouté M. Jospin, ils le sont, mais ils ne suivent pas les cours norma-

lement. A Croll, un enseignement leur est dispensé dans le CDI (centre de documentation et d'information, l'équivalent des bibliothèques) et des discussions sont ouvertes. » M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire) a demandé au ministre de l'intérieur de faciliter la mise en place d'une instance représentative de la communauté musulmane. M. Pierre Joxe a évoqué le Concordat de germinal an IX (1802) pour souligner que cette mise en place prenait nécessairement du temps. « J'ai entrepris depuis plus d'un an les démarches que vous avez évoquées, a-t-il ajouté, nous allons sembler-t-il, tomber d'accord sur une formule d'organisation (...), quand la mort de Cheik Abbas, recteur de la mosquée de Paris, et les conditions de son remplacement ont retardé l'issue, je continue mes efforts ».

## ET SI ON ORGANISAIT UNE GRANDE MANIFESTATION SUR L'ÉCOLE Li...



### Une instance pour l'islam ?

Si des doutes demeurent quant à l'efficacité d'une instance de représentation de la communauté musulmane de France, l'effort des fouleuses islamiques finit par se lever. L'islam sunnite est allégué à toute force de hiérarchie religieuse, mais l'absence d'organisme autorisé, de consultation et de médiation a abouti à la situation absurde qui met face à face trois collèges musulmans et le ministre de l'éducation nationale.

« Je ne suis pas Napoléon », dit volontiers M. Pierre Joxe. En d'autres termes, le ministre de l'intérieur, chargé des cultes, n'entend pas procéder à l'organisation de la communauté musulmane, de la manière autoritaire qui avait été celle de l'empereur, créant de toutes pièces des consistoires protestants et israélites. M. Joxe a engagé depuis un an un effort de consultation de personnalités musulmanes, laïques et religieuses ; d'intellectuels français et arabes (plus d'une trentaine au total) sans précédent ; d'« experts » gouvernementaux. Même si, depuis l'affaire Rushdie notamment, tout le monde se presse pour intervenir, il entend prendre son temps, pour réussir une opération qui relève, confie-t-il en privé, de « l'art de la guerre ».

Le mot n'est pas trop fort en effet. Le pari du ministre de l'intérieur est de faire collaborer, dans une structure unique, plutôt légère, des porte-parole musulmans qui se reconnaissent entre eux et qui soient reconnus par les autres. Le choix devra se faire sur une base géographique, assurant une représentation équilibrée des différentes zones d'implantation musulmane en France. Il faudra également veiller au dosage des nombreuses nationalités représentées dans la communauté.

Si l'islam français est très majoritairement sunnite et modéré, bien des conceptions s'efforcent en son sein sur la place de la religion et son adaptation à une société occidentale et laïque. Les intégristes, très minoritaires, de toute façon, ne reconnaîtront jamais personne ; les Français convertis se

conduisent volontiers comme des édiles et créent à l'islam d'importation et le poids de la représentation maghrébine leur paraît surélevé ; les personnalités laïques, porte-parole d'un islam libéral et progressiste, craignent déjà la constitution d'une sorte d'Eglise musulmane dirigée par une assemblée d'imams. Elles rêvent d'une structure bipolaire de représentation, laïque et religieuse, comme dans le judaïsme.

### Election, désignation ou cooptation ?

Quel sera le mode de désignation de ce conseil supérieur de l'islam de France ? Des élections semblent délicates dans les conditions actuelles de fonctionnement de la communauté, qui repose sur un réseau peu vivant d'amicales et d'associations, et avec les dangers de politisation. On voit également mal les autorités françaises désigner elles-mêmes les futurs porte-parole de cette communauté musulmane, encore majoritairement étrangère. La cooptation, enfin, risquerait de favoriser la constitution d'une élite plutôt intellectuelle, déjà intégrée, éloignée des nouvelles couches d'immigrés, populaires et plus pratiquantes.

Quel sera le pouvoir d'intervention réel de ce conseil islamique ? C'est l'une des dernières questions qu'aura à résoudre le gouvernement. Et ce ne sera pas la plus facile, tant les pays arabes — le laïcisme des autorités françaises aidant — ont pris l'habitude de se conduire en protecteurs de l'islam de France.

De ce point de vue, la nomination directe par le gouvernement d'Algier du nouveau recteur de la mosquée de Paris, M. Tadjf Haddam, est encore contestée, en dehors de la composante algérienne de la communauté, ainsi qu'au ministère de l'intérieur. M. Joxe a admis mercredi à l'Assemblée nationale que M. Haddam avait été désigné dans des « conditions particulières ».

HENRI TINCQ

### M. Le Pen : « France, tout avenir font le camp ! »

« On retrouve les complexités de la guerre d'Algérie », mais la différence est que « les porteurs de valises sont aujourd'hui devenus ministres » (1). Telle est l'appréciation générale portée par M. Jean-Marie Le Pen, mercredi 8 novembre, à Paris, au sujet des questions d'actualité liées à l'immigration, posées le même jour à l'Assemblée nationale. Ce sujet constituera l'essentiel de la campagne électorale de M<sup>me</sup> Marie-France Stirbois, veuve de l'ancien secrétaire général du mouvement d'extrême droite, et Marie-Claude Roussel, épouse d'un ancien député FN des Bouches-du-Rhône, lors des législatives partielles de Droux et de Marseille, les 26 novembre et 3 décembre. « Ces deux jeunes femmes, « jolies, mères de famille et responsables politiques (...) vont symboliser notre mouvement », a déclaré le président du Front national. « Leur candidature constitue un appel aux femmes de France » dont les missions sont la « transmission et la conservation de la vie » ainsi que la « défense des valeurs liées au foyer, à l'éducation et à la formation », a précisé M. Le Pen.

L'immigration prend, aujourd'hui et pour l'avenir un caractère catastrophique », a assuré le dirigeant du FN en affirmant que la politique du gouvernement « ne va pas du tout dans le bon sens ». « Nous allons vers le pire dans tous les domaines. La France, son avenir font le camp ! », s'est exclamé M. Le Pen après avoir fait un tour d'horizon de toutes les questions qui lui sont chères : insécurité, mosquées, voile islamique, drogue, sida... et circulation automobile dans Paris qui, selon lui, pourrait être améliorée, sinon résolue, par un renversement de tendance en matière d'immigration.

Ce regain d'intérêt pour l'immigration qui va faire l'objet d'une campagne publicitaire d'affichage du Front national — « Immigration, ouvrez les yeux. Voter FN pour ne plus se tromper », — est avivé par l'assassinat de Françoise Cambier à Arignon (Le Monde du 7 novembre). Militante de ce mouvement, elle a été victime d'une tentative de viol qui s'est achevée par un meurtre commis — selon M. Le Pen — par un « immigré maghrébin clandestin et récidiviste ».

(1) On appelle ainsi, pendant la guerre d'Algérie, les sympathisants métropolitains du FLN qui « portaient des valises » d'argent au profit de ce mouvement.

## Le grand déballage

Suite de la première page

L'affaire du foulard islamique leur a été leurs complexes et permis de dire tout haut ce qu'ils avaient sur le cœur sans encourir l'accusation de racisme. C'est un grand dévouement, plus sain que malsain.

Il y a aussi le RPR et l'UDF, enchaînés de voir le PS se déchirer à propos du voile. Le « débat socialo-socialiste » sur l'école permet à ces deux formations de retrouver une provisoire unité et — ce qui ne manque pas de sel — de se poser en gardiennes de la laïcité. Le PS leur en avait fait voir de toutes les couleurs, si l'on ose dire, sur le « racisme » du temps du « gouvernement Chirac-Pasqua ».

Elles ont rouvert le dossier de l'immigration et ne le lâcheront pas de sitôt. Il y a enfin les nombreuses associations de défense des immigrés. Pour être divisées et affligées par le débat sur le foulard islamique, elles n'en saisissent pas moins l'occasion de réclamer avec force « une vraie politique d'intégration » après avoir longtemps crié dans le désert. Elles non plus ne laisseront pas l'affaire du voile retomber comme un soufflet. « Quant à faire, dit Arezki Dahmani, président de France-Plus — association très engagée dans l'intégration et qui a fait élire de nombreux « beurs » aux dernières élections municipales, — je souhaiterais qu'une session parlementaire complète soit consacrée à l'immigration et qu'on mette tout à plat : l'école, le logement, l'emploi, les clandestins, le droit d'asile... Peut-être faudra-t-il crever tous les aboies à la fois ».

### Des propositions à la pelle

Face à tout cela, le gouvernement ne peut se contenter de la politique de l'autruche, comme il en a trop donné l'impression jusqu'ici. Car on est brusquement passé du « silence radio sur l'immigration » au brouhaha.

Deux mesures urgentes sont à l'étude. La première est la mise en place d'une structure de représentation de l'islam de France. Que le ministre de l'intérieur, chargé des cultes, soit obligé de la susciter lui-même en dit long sur l'incapacité et la division de la communauté musulmane. Le

gouvernement a absolument besoin d'un interlocuteur représentatif capable de jouer un rôle d'encadrement et de médiation.

La deuxième mesure à l'étude est la limitation du nombre des demandeurs d'asile, qui vont atteindre soixante mille cette année. Ce ne sera pas facile. Car s'il est vrai que beaucoup de « réfugiés économiques » se glissent dans le lot, une réforme des procédures risque de remettre en question le principe même du droit d'asile. Mais le gouvernement de M. Rocard est maintenant déterminé à agir là où celui de M. Chirac avait été empêché de le faire.

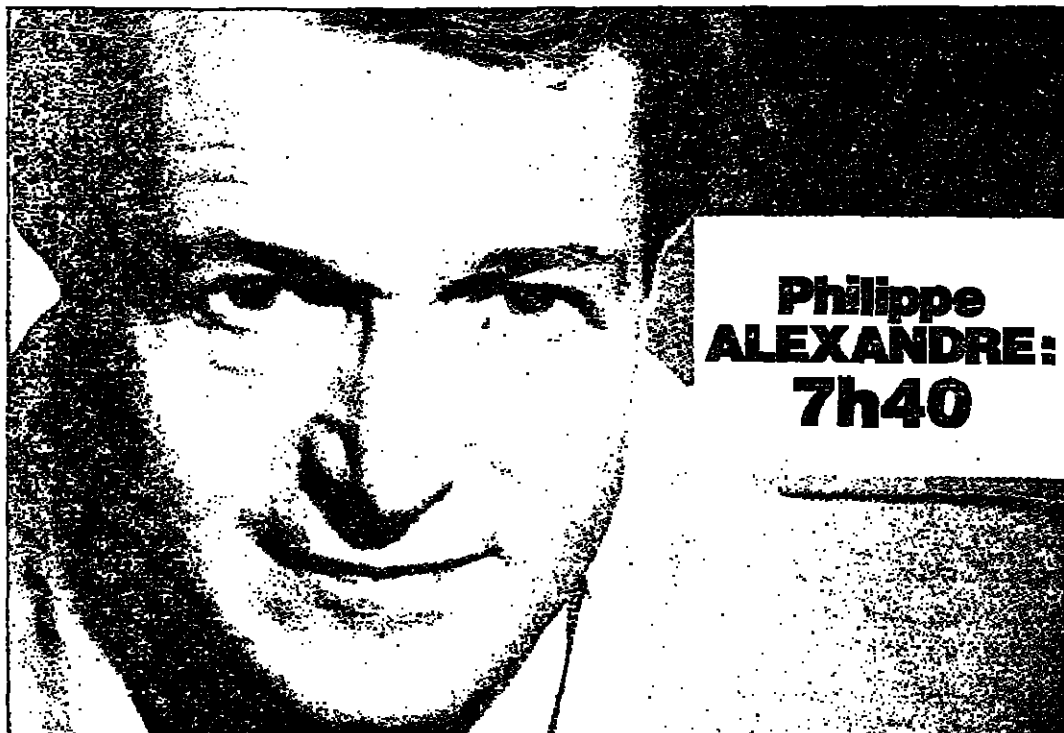
Pour le reste, toutes sortes de rumeurs circulent. M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, ne sait probablement pas lui-même ce que son parti mettra dans « le grand projet sur l'intégration » qu'il a annoncé mercredi. Il y sera certainement question du logement des immigrés, de la lutte contre l'échec scolaire et des procédures de naturalisation. On envisage aussi de réformer le Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS) en le rattachant directement au premier ministre et de créer une sorte d'institut national des populations nouvelles. Rien ne filtre, en revanche, à propos du « ministère de l'intégration » réclamé par SOS-Racisme.

La difficulté, c'est qu'il faut agir vite, compte tenu des circonstances, en sachant que des mesures sérieuses ne donneront pas leurs effets tout de suite. L'intégration demande du temps. Elle ne s'obtient pas par décret.

L'Elysée et Matignon sont submergés de « propositions pour l'intégration ». Il y a à boire et à manger dans ces catalogues exhaustifs où, à côté d'idées originales, figurent des mesures déjà en cours et d'autres parfaitement inapplicables.

Comment éviter l'esbrouffe et les gadgets ? Mais comment, d'autre part, se dispenser d'une grande campagne en direction de l'opinion publique ? Les Français ont besoin de quelques idées claires pour ne pas osciller continuellement entre l'inquiétude et la mauvaise conscience, entre Charles Pasqua et Harlem Désir.

ROBERT SOLÉ



Philippe ALEXANDRE : 7h40

RTL

Danger radio-activité.

PARIS 104.3 - ARCAHON 105.1 - AVIGNON 94.6 - BAYONNE 99.4 - BORDEAUX 105.1 - BREST 104.3 - CANNES 97.7 - CHAMBERY 97.7 - CLERMONT-FERRAND 104.3 - GRENOBLE 97.4 - LE HAVRE 104.3 - LILLE 93.9 - LONDRES 88.7 - LYON 105.1 - MARSEILLE 94.3 - METZ 104.3 - MONTPELLIER 104.7 - NANCY 105.1 - NANTES 104.3 - NICE 96.6 - NIMES 105.1 - PAU 89.7 - PERPIGNAN 94.1 - QUIMPER 104.3 - REIMS 104.3 - RENNES 104.3 - ROUEN 104.3 - ST-ETIENNE 105.1 - ST-NAZAIRE 104.3 - STRASBOURG 105.7 - TARBES 88.7 - TOULON 96.1 - TOULOUSE 99.5 - VANNES 104.3



## POLITIQUE

### POINTS DE VUE

# Une loi-cadre pour l'intégration

par Harlem Désir

DANS le déchaînement actuel des passions autour des foyers islamiques, il devient de plus en plus difficile de faire la part de la sincérité, du fantasme ou de la prise d'orgueil des immigrés à des fins de pure tactique politicienne. Mais l'essentiel n'est pas là. Ce que nous payons aujourd'hui, c'est l'absence d'une véritable politique d'intégration qui, pour être énoncée régulièrement, n'en est pas moins restée lettre morte. Faut-il d'une philosophie gouvernementale claire en la matière, faite de structures de coordination, faite d'une action vigoureuse impulsée par l'Etat, chacun (maître, enseignant, citoyen) reste démuné face aux défis quotidiens de l'insertion sociale et culturelle des immigrés. Dans ces conditions, les idées éminemment fortes ont un retour en force : « Qu'ils acceptent d'être comme nous ou qu'ils s'en aillent. » Triste régression.

Mais, en l'absence de pédagogie et d'action de la part du gouvernement, doit-on s'en étonner ? Depuis un an et demi, celui-ci s'est évertué à évacuer la question de l'immigration. Il suffit de se souvenir de son peu d'empressement à abroger la loi Pasqua jusqu'aux vœux du président. Les mots « immigré » et « immigration » étaient tout simplement absents du discours d'investiture du premier ministre, en juin 1988. Depuis lors, sa doctrine tient en un article de loi :

Il ne doit pas y avoir d'approche particulière des problèmes des immigrés ; ceux-ci se régleront par le bénéfice du droit commun, sans politique spécifique ni droits nouveaux.

#### Pas de laïcité vestimentaire

Soulement voilà, les faits sont là.

Les crimes racistes sont aussi nombreux qu'avant, dans les cités la tension ne baisse pas et, faute de s'y préparer, des questions comme celle de la place de l'islam en France menacent de nous exploiter à la figure, à la trêve de l'histoire de mosquées ou de foulards.

Certes, l'idée d'intégration a fait de sérieux progrès depuis l'époque où nous avons fondé SOS-Racisme. Il y a cinq ans.

Pourtant, derrière la formidable façade de consensus moral antiraciste se cache une réalité nettement plus contrastée et moins enthousiasmante, qui amène à distinguer nettement deux phénomènes :

1) D'un côté, la réussite brillante, exemplaire, d'une partie des populations immigrées, non seulement dans les arts, mais aussi à l'université, dans l'entreprise ou la politique. Mais l'exemple noir am-

ricain nous montre assez qu'il n'y a pas d'effet d'entraînement mécanique entre la promotion d'une portion de la communauté au niveau des *middle class* ou de l'élite et le sort de la grande masse.

2) Pour la grande masse précisée, ce qui progresse, ce n'est pas l'intégration, ce sont les attributions de logements aux critères raciaux, c'est la coupure grandissante entre quartiers chics et zones chocs. Ce qui progresse dans les cités, à quelques exceptions louables, ce n'est pas l'intégration, c'est le désespoir, la galère, la toxicomanie et les polices municipales. Aïe, un modèle venu d'ailleurs s'impose peu à peu à nos villes : celui du monde anglo-saxon. Il s'agit de la plus sérieuse remise en cause du creuset français.

Alors, au bout de combien de ghettos commence-t-on une politique spécifique ? Au bout de combien de crimes racistes, de destructions de mosquées, de refus d'inscrire les enfants à l'école, d'incendies de meubles et d'expulsions de logements passe-t-on des déclarations d'intention aux actes, pour offrir une perspective réelle d'intégration aux populations concernées, avec des propositions cohérentes et un calendrier.

Car, si ce n'est pas la société française et ses autorités publiques qui prennent en charge ces problèmes, ce sont les communautés qui le feront. Elles se replieront sur elles-mêmes et chercheront des solutions dans un autre système de valeurs que celui du pays d'accueil, puisque précisément il n'y a pas accueil. C'est pourquoi nous ne pensons pas qu'il soit de bonne méthode de chasser les jeunes filles ou foulards de l'école publique.

Eriger la laïcité en barrière, c'est repousser ces enfants dans les bras de l'intégrisme parental et, demain, dans des écoles coraniques florissantes qui seront présentées comme seules respectueuses de la dignité des musulmans.

C'est parce que nous sommes pour l'émancipation de la femme que nous pensons qu'il est plus que nécessaire, pour ces jeunes filles en particulier, d'aller à l'école publique, celle dont nous contrôlons les enseignements.

Car la laïcité c'est d'abord et essentiellement la maîtrise par l'Etat, et lui seul, du contenu des programmes et de la formation des maîtres.

On nous propose le retour à la laïcité vestimentaire. Dans ce cas, revenons aux sources et à Jules Ferry, et rappelons que la fonction principale de la blouse était d'effacer les inégalités sociales. Jules Ferry a fait élever les crucifix des salles de cours, pas des élèves.

Alors ne jouons pas les tartuffes pour quelques foulards, quand s'étale tous les jours sur les bancs des classes l'ostentatoire différence sociale entre les gamins Chevignon à 3 000 F et les gamins Tati à 300 F.

C'est pourquoi la laïcité d'accoutrement risque de rester longtemps hermétique à la jeunesse de cette fin de siècle. Non pas qu'elle soit moins démocrate ou moins laïque que la jeunesse d'hier. Elle a simplement poussé dans la France de l'après-mai 68 et dans des écoles ouvertes par ses aînés sur la vie et les débats de société.

Plutôt que de s'engager dans des négociations grotesques avec les intégristes sur la zone géographique de port autorisé du foulard (dans la cour, pas dans la classe), disons clairement que la frontière de la laïcité est celle des programmes dont l'Etat seul est maître, sans discussion ni concession possible, en vertu de desiderata individuels ou collectifs.

#### Cinq dossiers

Mais, s'il s'agit de dénoncer les périls qui pèsent sur les fondements républicains de notre école, l'échec scolaire me semble un enjeu autrement plus important que cette affaire de foulard. Il est d'ailleurs paradoxal que les philosophes qui combattent le plus la soumission au régime de l'image se soient à ce point laissés impressionner par quelques foulards beaucoup montrés, que ceux-ci ont fini par accaparer toute leur attention. Tant et si bien qu'ils semblent ne pas s'être aperçus que bien d'autres périls menaçaient, comme ces exclusions d'enfants à Montfermeil ou à Beaucourt, simplement parce qu'ils sont fils d'immigrés.

Qu'est-ce qui est le plus scandaleux au regard de nos valeurs ? Les foulards de Creil ou les quarante enfants non inscrits à Montfermeil ?

Chacun est libre de pétitionner selon son jugement.

En tout état de cause, la bataille contre l'intégrisme ne se gagnera ni à coup de fantasme ni par l'abstention. Si l'intégrisme a une chance de prospérer, c'est à mesure du rejet et des exclusions envers les musulmans.

A nous de relever le défi. C'est pourquoi le gouvernement doit faire savoir comment il entend relever le défi que nous lançons le racisme et les ghettos qui se développent sous nos yeux.

Ce dont nous avons le plus besoin, ce n'est pas tant de déclarations redondantes du premier ministre qui, d'un incident à l'autre, rappelle que le gouvernement va s'atteler à l'intégration, mais d'un véritable plan d'action, d'une loi-cadre et d'un ministre de

l'intégration, pour avancer sur au moins cinq dossiers-clés.

1) La ville, en créant des bassins d'habitat social intercommunaux, pour gérer la construction et la répartition de logements sociaux, en n'hésitant pas à exercer des contraintes fiscales sur les municipalités qui ne veulent pas participer à l'effort commun. Mais faire des immigrés des citoyens à part entière, c'est leur donner voix au chapitre en accordant le droit de vote aux élections locales.

2) L'école, qui aujourd'hui encore reste trop réproductrice des inégalités et des handicaps de son environnement, alors qu'elle seule peut assurer la promotion sociale des enfants de l'immigration. On pourrait au moins accroître, dans l'immédiat, l'effort consacré aux ZEP pour doubler les classes les plus dures et développer le soutien scolaire.

3) La police, dont les rapports avec la population des cités tournent trop souvent à l'affrontement. Beaucoup d'idées et d'expériences accumulées par les comités de prévention restent à exploiter, mais l'Etat doit prendre ses responsabilités et créer un dispositif antibavures avec une « haute autorité » de la police, du type de ce que réclame le principal syndicat de policiers, la FASP.

4) Les naturalisations, que tout le monde dit vouloir encourager. Nous proposons la création d'une agence nationale pour la naturalisation, chargée de développer l'information, l'accueil et la rapidité de traitement des dossiers, pour faciliter et encourager l'acquisition de la nationalité française.

5) Le travail clandestin, qu'il faut aborder de façon réaliste car, s'il y a des clandestins en France, c'est non seulement parce qu'ils fuient la misère, mais parce qu'ils trouvent des employeurs ici. Si l'on veut en finir, ce sont ceux qui abusent de ces travailleurs qu'il faut sanctionner et non les victimes.

Mais, puisque notre économie semble avoir besoin de cette main-d'œuvre, pourquoi ne pas ouvrir une procédure d'immigration économique légale et contingente afin de sortir de l'actuel engorgement des demandes d'asile ?

Par la même occasion, on éviterait de jeter le bébé avec l'eau sale du bain, c'est-à-dire de saborder les principes mêmes du droit d'asile et de la Convention de Genève, comme on s'apprête à le faire à l'échelle européenne.

Nous n'avons pris que trop de retard. Nous attendons du gouvernement qu'il fasse preuve de volonté et de courage.

► Harlem Désir est président de SOS-Racisme.

## La logique de l'exclusion

par Salem Kacot

AINSI donc la République est en danger ! Des traites ont capitulé et livré la France à un ennemi qui se masse, aux frontières, prêt à abreuver les sillons du sang pur de bonnes consciences soudain réveillées. La résistance s'organise. Contre des foyers. A chacun ses sauts et ses ambitions. Dans cette affaire, s'il est une défaite, c'est celle de la pensée ; s'il est une capitulation, c'est celle d'une classe politique souvent plus soucieuse d'intérêts locaux que de l'avenir de la France à l'aube du vingt et unième siècle.

Tout comme le débat sur le code de la nationalité en disait plus long sur les problèmes d'identité du pays que sur l'immigration, les « foyers » servent plus de révélateur au malaise de l'école qu'à une prétendue invasion de l'islam intégriste. Nul ne songe à bousculer la laïcité : s'il est une catégorie de la population qui en est bénéficiaire, c'est bien les Français de confession musulmane, l'actuelle génération dont les pères ne sont pas seulement venus en France pour ramasser les poubelles et mourir sur les chantiers, mais pour donner à leurs enfants des outils d'émancipation par le savoir. L'école laïque n'est pas pour nous une vue de l'esprit : c'est une nécessité vitale. Chaque jour, des enseignants, ingénieurs, médecins, journalistes, avocats beurs rendent hommage à ces maîtres amoureux

de leur métier et qui leur ont permis d'être sauvés par l'école.

Les jeunes filles de Creil — ou d'ailleurs — ne sont pas des coupables, des criminelles, comme on les présente de plus en plus souvent et d'une façon qui me choque profondément : ce sont des victimes. L'école et la société sont là pour apporter des réponses à ce problème. C'est en quoi la position — courageuse — de Lionel Jospin est la moins mauvaise des solutions, dans l'attente d'un traitement de fond. L'histoire est là pour en témoigner : on ne sait pas toujours où peut mener la logique de l'exclusion.

Cette affaire pose également — ou en fait — la question de la place de l'islam dans la France d'aujourd'hui, dans cette France qui fut autrefois puissance musulmane et qui peut ambitionner... de le redevenir. Encore faudrait-il reconnaître officiellement l'islam comme religion ayant droit de cité, avec des structures et une organisation librement établies par les musulmans de France, et seulement par eux. Nous n'avons que trop tardé à baliser, et à banaliser, la pratique, les droits et devoirs d'une population nullement avide de prosélytisme, mais qui aspire à vivre tranquillement, sereinement et spirituellement propre.

L'intégrisme fait peur, et à juste titre. Il s'agit de le combattre, pour ne pas replonger dans les affres

moyenneuses. Mais qui sont les intégristes en France ? Cette masse laborieuse, exploitée, fatiguée ? Ces jeunes lycéens préoccupés par leur avenir ? Croit-on vraiment que ces femmes à qui on impose le voile le portent de gaieté de cœur ? Non, les intégristes sont souvent des agents à la solde de puissances étrangères, venus chasser un gibier que l'on croit facile, parce qu'abandonné à lui-même, publié de la puissance publique. L'immense majorité des musulmans vivant en France ont une pratique discrète, tolérante de leur religion. Alors, à qui profite le crime intégriste ?

#### Des mesures exceptionnelles

Il n'est pas à exclure que se produise, au sein de la communauté musulmane de France, une « explosion », générée par une accumulation de frustrations sociales, économiques, morales. Qui sera à même de la gérer ? Comme dans les conflits sociaux, il faut des interlocuteurs. Qui seront-ils ?

Il faudra se résoudre — enfin ! — à penser et à appliquer une véritable politique d'intégration. L'ampleur des problèmes que l'on doit résoudre pour une catégorie de Français soigneusement marginalisés dans la précarité nécessite une réflexion de fond et des mesures exceptionnelles, en

matière de formation initiale et professionnelle, d'urbanisme, d'emploi. Car cette population issue de l'immigration peut être, et ce n'est pas une simple formule, une chance pour la France, d'abord dans une Europe qui aura réussi si toutes les énergies sont rassemblées, puis pour nos relations avec le Sud, et notamment sur le pourtour méditerranéen. On comprendra qu'il s'agit là de tout autres enjeux qu'un simple foulard.

La France doit ancrer dans la nation ces Français qui n'ont pas la mémoire courte. Si ses grands-pères sont morts à Verdun dans des habits de soldats, si ses pères ont vite vieilli dans des bleus d'usine, l'actuelle génération veut vivre désormais une vie normale de citoyen sans devoir justifier à chaque instant de l'amour qu'elle porte à sa patrie. Que l'on sorte de cette ère du soupçon qui pèse sur les musulmans qui ont assumé les devoirs, tous les devoirs attachés à leur qualité de Français. Il s'agit maintenant d'accorder les droits, tous les droits trop longtemps attendus.

Les musulmans français — harkis, beurs, femmes — veulent décliner à toutes les personnes et au présent une formule qu'on leur a apprise à l'école laïque : « Liberté, égalité, fraternité ».

► Maire adjoint de Roubaix, Salem Kacot a été membre de la commission des « sages » sur le code de la nationalité.

# Un journaliste s'avise de philosopher... C'est un scandale !

Jean-François KAHN

ESQUISSE D'UNE PHILOSOPHIE DU MENSONGE



Flammarion

« Jean-François Kahn a été, est encore en sa qualité de digne représentant de la basse Eglise journalistique, la victime expiatoire d'une haute Eglise intellectuelle, qui incarnerait la bonne façon de penser. »  
« Outre le fait d'avoir, sur ce point, raison d'insister, l'auteur surprend son érudition qui lui permet d'établir une véritable typologie du mensonge. Le répertoire des mensonges philosophiques, mais aussi culturels, sociaux, politiques, qu'il nous propose est fort bien fait, presque exhaustif, et illustre on ne peut mieux la vitalité et la combativité de l'auteur. »  
Pourtant surgit une question : peut-on faire, d'une précaution de méthode, une philosophie ?

JEAN-MARIE COLOMBANI - LE MONDE

« Le livre de Jean-François Kahn a peu de chances de plaire à la corporation des philosophes. L'auteur n'appartient pas au sérail et, à ce titre, il lui est interdit implicitement de philosopher. Il aggrave son cas en parlant de tout : cela va des présocratiques, de la Bible, à l'affaire Dreyfus, aux discours politiques contemporains, en passant par la révolution galiléenne ! Crime impardonnable selon nos Trissotins qui ont horreur du désordre du réel. Pourtant sur l'essentiel, Jean-François Kahn a gagné son pari. Il a écrit un véritable essai philosophique, non pas pour une chapelle, mais pour tout le monde : en bref, un livre sur le réel, ce qui est rare aujourd'hui. »

CLAUDE JANNOD - SUD-OUEST DIMANCHE

Flammarion

هكذا من الاجل

## POLITIQUE

De la polémique sur le « voile islamique » aux enjeux de l'immigration

La discussion

## Au Parti socialiste, le paroxysme de la crise est passé

M. Pierre Mauroy avait souhaité que, dans l'affaire des voiles islamiques, la page du débat « socialo-socialiste » fut tournée. Il n'est pas sûr que le souhait du premier secrétaire du PS soit réaliste, car, pour les tenants de la laïcité stricte que sont M. Jean Poperen et ses amis, d'une part, le courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement, d'autre part, la question est de celles qui devront être posées au congrès de Rennes, en mars prochain. Dans l'immédiat, toutefois, la réunion du bureau exécutif du PS, mercredi 8 novembre, a montré une volonté d'apaisement.

Le paroxysme de l'affaire est, de l'avis général, passé. La prochaine échéance est l'avis du conseil d'Etat, qui pourrait relancer le débat. En attendant, comme M. Lionel Jospin l'a souligné, le même jour, à l'Assemblée nationale, le très petit nombre de jeunes filles qui se présentent voilées à l'école permet de relativiser l'importance du problème. Il en aurait été autrement, bien entendu, si, à la rentrée des vacances de novembre, on avait assisté à une

offensive plus large des milieux intégristes musulmans.

Le ministre de l'éducation nationale est apparu rasséréné à l'Assemblée nationale, lors des questions au gouvernement, et ses amis ont donné, au bureau exécutif, le sentiment d'être, eux aussi, rassurés sur la portée de cette affaire. M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS, a insisté sur le caractère très circonscrit du problème posé « sur le terrain ». M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national, a expliqué que le gouvernement avait en pour souci principal de ne pas se couper de la jeunesse.

Au conseil des ministres, mercredi, l'affaire n'a pas été évoquée, en incident, par M. Michel Rocard qui, rendant compte de sa visite en Tunisie le week-end dernier, a rapporté une conversation avec ses hôtes qui lui avaient fait part de l'inquiétude que leur inspire l'intégrisme dans leur pays. Certains ministres ont vu dans ce propos une nuance apportée par le chef du gouvernement au soutien qu'il avait exprimé, le 5 octobre, à la démarche du ministre de l'éducation nationale. La déclaration de M. Rocard à l'Assemblée nationale, en réponse à une question de l'opposition, ne confirme pas cette impression.

Il est vrai, néanmoins, que M. Jospin a tenu à agir, dans cet épisode, en concertation avec le

président de la République avant tout. Le 2 novembre, au cours d'un petit déjeuner avec M. François Mitterrand, le ministre de l'éducation nationale, approuvé pour la position qu'il avait prise, a convenu de la nécessité de reprendre l'initiative dans un débat qui tendait à échapper au gouvernement. C'est ainsi qu'il a proposé, le lendemain, de saisir le Conseil d'Etat, proposition qui a reçu, de Borne où ils se trouvaient ensemble, l'accord de MM. Mitterrand et Rocard.

## Liaison étroite avec M. Mitterrand

Il reste que l'attitude du premier ministre semble avoir été, dans une certaine mesure, la résultante de la coordination entre le chef de l'Etat et le ministre de l'éducation nationale. MM. Mitterrand et Jospin ont évoqué, le 2 novembre, ce que M. Rocard pourrait dire le 5, devant ses amis des clubs Convergence, après que le ministre de l'éducation nationale aurait lui-même, d'abord, annoncé un geste nouveau. Le premier ministre, dont les amis sont loin d'approuver tous la position gouvernementale, n'a cependant, semble-t-il, pas fait de difficulté pour exprimer publiquement le soutien qu'on attendait de lui envers M. Jospin.

Pour le ministre de l'éducation nationale, la « gestion » de cette affaire en liaison avec M. Mitterrand représente un about dans la

perspective du congrès socialiste, alors que M. Laurent Fabius, qui est crédité d'appuis plus nombreux que prévu au sein du parti, s'est rangé parmi ceux qui critiquaient la démarche de M. Jospin. Ce dernier peut se prévaloir d'avoir pris, en accord avec le chef de l'Etat, une position qui va au rebours de la pente naturelle de beaucoup de socialistes, mais qui est en diapason des aspirations d'une large partie de la société et, surtout, de sa jeunesse, et qui témoigne de réalisme face au problème de l'immigration maghrébine et de l'intégration d'une forte communauté musulmane.

La question de l'intégration doit faire l'objet, sur la proposition de M. Mauroy, d'une réflexion menée par un groupe de travail associant dix représentants du Parti socialiste, dix parlementaires et des experts. Cette commission pourra, en outre, auditionner des personnalités extérieures. Son travail aura pour objectif la présentation d'une proposition de loi sur l'intégration, répondant à celle que l'opposition entend déposer de son côté.

Sur l'initiative de M. Fabius, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale va, lui aussi, réfléchir sur cette question. Le débat peut être, ainsi, démultiplié, ce qui, contrairement à ce qu'on craint, ne constitue pas une démission, mais une volonté de M. Poperen, devenu l'un des questions clés du congrès.

PATRICK JARREAU

## Un débat organisé par SOS-Racisme

## Deux cultures

M. Michel Rocard avait parié, il y a trois ans, dans un discours rasé célébré par les socialistes, des « deux cultures » qui se partagent la gauche, l'une plutôt centralisatrice, confiante dans le rôle de l'Etat, l'autre croyant davantage à l'initiative des individus et des groupes sociaux. Le débat organisé, mercredi 8 novembre à Paris, par SOS-Racisme a montré que, à propos de l'affaire des voiles islamiques, cette opposition conserve une certaine pertinence mais qu'elle s'est asséchée, au fil des années, compliquée.

Les responsables du mouvement antiraciste, qui ont pris position pour la tolérance de l'expression des diversités culturelles, fustigent-elles, marquées par la religion, à l'école, avaient invité, devant deux cent militants parisiens, leurs amis et leurs contradicteurs. Le piquant est que parmi les seconds figure M. Pierre Bergé, président de l'Opéra-Bastille, PDG de la maison de couture Yves Saint Laurent et bailleur de fonds de SOS-Racisme.

Attaché à la laïcité, M. Bergé avait souhaité, mi-sérieux, mi-pleurant, la création de comités Emile-Combes pour défendre la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il regrette que M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, ait pris position pour la tolérance du voile alors qu'il était, selon M. Bergé, un des seuls à pouvoir s'y opposer sans encourir le soupçon de racisme.

M. Alain Touraine a exprimé l'autre culture, celle des militants de gauche venus à la politique au temps des guerres coloniales et qui n'ont pas oublié que la République laïque pouvait opprimer en se couvrant de son idéal.

Refusant l'ethnocentrisme qui habiterait les « petits Français dressés sur leurs ergots » face à ceux qu'environnent d'autres croyances, M. Touraine a fait revivre, devant un auditoire tout acquis au droit à la différence, une sorte d'événement du tiers-monde consistant à penser que la revendication d'identité, quelque forme qu'elle prenne, prime sur les idéaux républicains, qui ne seraient que l'habillage d'un particularisme parmi d'autres.

Entre ces deux cultures ou ces deux générations, M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, sans nommer M. Jospin, a reproché au ministre de l'éducation nationale le « dérapage » qui l'avait amené à définir une ligne de conduite générale devant les voiles. Il a regretté les interférences « politiciennes » dans ce débat.

P. J.

## Deux propositions de loi pour le droit de vote des étrangers aux élections municipales

Sept sénateurs socialistes (1) ont présenté, mercredi 8 novembre, deux propositions de loi tendant à accorder le droit de vote aux ressortissants étrangers pour les élections municipales dans leur commune de résidence. Les deux textes ont été présentés par M. Paul Lorient, sénateur de l'Essonne.

Le président du groupe socialiste au Sénat, M. Claude Estier, a tenu à démasquer la présentation des deux propositions de loi du climat passionné qui entoure actuellement tout ce qui touche à l'intégration. Les textes ont été déposés sur le bureau de la commission des lois il y a quelques semaines, avant que n'éclate l'affaire du foulard islamique ; ils émanent d'un certain nombre de sénateurs, mais n'engagent en rien le groupe et encore moins le Parti socialiste.

Ces propositions, prises, le dispositif proposé a été présenté dans ses grandes lignes par leur auteur, M. Lorient. Un premier texte a pour objectif l'extension et la limitation du droit de vote et de l'éligibilité (à l'exclusion de la fonction de maire ou de grand électeur) pour les élections municipales, aux résidents étrangers. Le deuxième texte consiste en une adaptation de l'article 3 de la Constitution, qui prend en compte ces modifications.

M. Lorient a estimé que le but du dépôt de ces deux textes était avant tout d'ouvrir le débat.

« Le Sénat pourrait être le bon lieu pour débattre dans la sérénité sur la façon de rechercher un consensus », a ajouté le maire des Ulis.

M. Guy Allouche (PS, Nord), le rapporteur désigné par la commission des lois pour ces propositions, a estimé quant à lui qu'il fallait voir dans cette initiative un « effort de pédagogie ».

(1) MM. Paul Lorient (Essonne), Claude Estier (Paris), Guy Allouche (Nord), François Autain (Loire-Atlantique), Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire de Belfort), Jean-Pierre Masseret (Meuse) et Franck Sérusclat (Rhône).

□ A l'initiative du groupe du Rassemblement démocratique et européen (RDE), un groupe de sénateurs (1) a déposé, le mercredi 8 novembre, une proposition de loi tendant, « dans tous les établissements de l'Etat, le port de tout insigne ou signe distinctif, de nature politique ou confessionnelle susceptible de porter atteinte à la cohésion sociale et nationale ».

(1) MM. Pierre Lafitte (RDE, Alpes-Maritimes), Ernest Cartigny (RDE, Seine-Saint-Denis), Jean-François Poncelet (RDE, Lot-et-Garonne), François Lesca (RDE, Aisne), Raymond Souquet (RDE, Lot-et-Garonne), Adrien Gonteyron (RDE, Haute-Loire) et Albert Vocan (UC, Marne).

## Un appel

## pour une « laïcité » ouverte

L'hebdomadaire *Politix* publie, dans son édition du 9 novembre, un appel de cinq personnalités — M<sup>me</sup> Joëlle Brunner-Kaufmann, MM. Harlem Désir, René Dumont, Gilles Perrault et Alain Touraine — intitulé « Pour une laïcité ouverte », qui répond à l'appel de cinq autres intellectuels : M<sup>me</sup> Elisabeth Badinter, Elisabeth de Fontenay et Catherine Kitzler, MM. Régis Debray et Alain Finkielkraut, publié, la semaine dernière, par le *Nouvel Observateur* qui se prononçait contre le port du foulard islamique à l'école. « L'universalisme laïque servira-t-il de prétexte à l'exclusion ? interroge les intellectuels de *Politix*. Exclure les adolescentes à foulard des écoles françaises, c'est en fait déboucher sur un cul-de-sac dramatique en matière d'intégration ».

L'appel affirme que deux conceptions de la laïcité s'opposent. « Celle d'une école qui craindrait par-dessus tout les différences : la laïcité de la blouse grise, qui ne supporterait ni foulard, ni kippas, ni cravates. Et celle plus ouverte, d'une école laïque et obligatoire au-dessus des particularismes, dans le respect de ceux-ci (...). L'exclusion fait le lit de l'intégrisme. Et aussi celui du Front national ».

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi matin 8 novembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué suivant a été rendu public :

● Tarifs de certains établissements accueillant des personnes âgées

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif aux conditions de fixation des prix des prestations offertes par les maisons de retraite non conventionnées.

● Personnels pénitentiaires de la Nouvelle-Calédonie

Le garde des sceaux, ministre de la justice a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'intégration dans l'administration pénitentiaire du ministère de la justice des personnels pénitentiaires de la Nouvelle-Calédonie.

● Mise en œuvre du droit au logement

Le ministre délégué chargé du logement a présenté au conseil des ministres un projet de loi visant la mise en œuvre du droit au logement

des plus démunis (le *Monde* du 9 novembre).

● Reconstruction de la Guadeloupe

A la suite de la décision du conseil des ministres du 18 octobre dernier, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du gouvernement a présenté au conseil des ministres un décret portant création du comité et de la mission interministérielle pour la reconstruction de la Guadeloupe. Le comité réunit, sous la présidence du premier ministre, les ministres principalement intéressés ainsi que le préfet de la région Guadeloupéenne.

● Politique des musées

Le ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire a présenté au conseil des ministres une communication sur la politique des musées.

Un plan d'action pluriannuel dotera la France d'une organisation des musées exemplaire ; la première étape de ce plan consiste à doubler en 1990 les crédits d'équipement consacrés aux musées de province.

Toujours en 1990, le nouveau corps unique des conservateurs du patrimoine regroupera les corps de conservation des archives, des musées, des monuments historiques, de l'inventaire général et des

foinilles. Les membres de ce corps seront recrutés et formés dans une école nationale du patrimoine qui recevra ses premiers élèves au début de 1991.

Les activités de restauration des œuvres d'art seront développées grâce à la création d'un centre pluridisciplinaire à Versailles et d'ateliers spécialisés en province.

La Réunion des musées nationaux sera transformée en établissement public industriel et commercial pour faciliter son développement. La politique d'acquisitions et d'expositions de niveau international sera poursuivie.

## Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

— Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Henri Desjoux, magistrat, est nommé directeur des services judiciaires ; M. Jacques Delmas-Marsalet, conseiller d'Etat, est mis, sur sa demande, en position de disponibilité pour conventions personnelles ; M. Pierre-Yves Ligen, conseiller d'Etat, placé

dans la position de détachement de longue durée, est intégré dans ses fonctions et à son rang.

— Sur proposition du ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, M. Jean-Jacques Darnaudin, ingénieur général des télécommunications, est nommé directeur des affaires industrielles et internationales à la direction générale des télécommunications.

● Situation de la Sécurité sociale

Le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale a présenté au conseil des ministres une communication sur les prévisions financières pour 1989 et 1990 du régime général de la Sécurité sociale établies par la commission des comptes de la Sécurité sociale. Il a exposé les orientations retenues par le gouvernement pour le financement de la protection sociale (le *Monde* du 8 novembre).

● Aide aux femmes battues

M<sup>me</sup> André, secrétaire d'Etat chargé des droits des femmes, a présenté au conseil des ministres

une communication sur la prévention des violences conjugales et l'aide aux femmes battues.

On évalue à plus de deux millions le nombre de femmes battues en France. Ce phénomène touche environ un tiers sur dix.

Pour lutter contre cette situation qui porte gravement atteinte à la dignité et à l'intégrité des femmes et qui entraîne des répercussions économiques et sociales importantes, le secrétaire d'Etat chargé des droits des femmes lance une campagne de sensibilisation afin de rompre le silence, de susciter l'entraide et d'exercer une pression dissuasive sur les auteurs de ces violences.

Dans chaque département, une commission départementale, présidée par le préfet, sera chargée de faire des propositions concrètes pour l'accueil et l'aide aux victimes.

An niveau national, une action interministérielle, coordonnée par le secrétaire d'Etat chargé des droits de la femme, sera entreprise afin, notamment, de permettre aux femmes battues de mieux connaître leurs droits et de favoriser leur autonomie économique et sociale. La formation des fonctionnaires et des magistrats appelés à juger des faits de violences conjugales sera améliorée.

Un numéro de téléphone sera mis à la disposition des victimes pour faciliter leur accueil et leur orientation.

## Environnement

## Les pleureuses et le jubilant

Le budget de l'environnement a été adopté en première lecture, le mercredi 8 novembre à l'Assemblée nationale, grâce aux voix socialistes et à l'abstention des communistes. Le RPR, l'UDF et l'UDC ont voté contre, car ces groupes jugent l'enveloppe « insuffisante », malgré une rallonge de 65 millions de francs approuvée par les députés socialistes — mais qui doit recevoir le feu vert du Quai de Bercy après examen de la commission des finances.

Etrange débat que cette discussion budgétaire sur l'environnement ! Tous les orateurs, à la tribune, jugent l'enveloppe de 766 millions de francs dérisoire par rapport aux énormes défis. Tous estiment que consacrer moins de deux heures à ce sujet est un escamotage, si l'on songe à l'importance du sujet dans l'opinion publique. Mais ils ne sont que dix-huit députés en séance...

On va donc voir défiler les pleureuses. Au nom de la commission des finances, M. Michel Barnier (RPR), Savatier reconnaît le petit coup de pouce (+ 9,36 %) proposé dans le budget 1990, et il s'indigne devant « la sénatorialité et l'ambition » du secrétaire d'Etat, M. Brice Lalonde. « Mais, dit-il, entre les intentions et les chiffres, la marge est trop grande. Il faut mettre les bouchées doubles, comme le recommandait M. Rocard lui-même. Je ne sens dans ce budget ni rupture ni sursaut ».

Au nom de l'UDC, M. Ambroise Guélicq (Finistère) prend bonne note des améliorations apportées au budget 1990. Il va même jusqu'à déclarer à l'adresse de M. Brice Lalonde : « Nous sommes avec vous et avec M<sup>me</sup> Bouchardesau [app. PS, Doubs], qui défend bec et ongles son augmentation ». L'ancien ministre de l'environnement, en effet, a proposé une rallonge d'au moins 65 millions de francs, pour laquelle elle s'est battue devant ses amis socialistes. Mais l'ancien secrétaire d'Etat à la mer du gouvernement Chirac conclut par un regret : « Nous sommes loin du compte ».

Pour M. François-Michel Gonnott (UDF, Oise), « une bonne rallonge ne fait pas un bon budget ». Il déplore les « effectifs squelettiques » de l'administration de l'environnement et n'accepte pas ce « demi-millier de budget national ». Quant à M. Jean-Claude Lefort (PC, Val-de-Marne), il n'a pas de mots assez durs pour ce « budget rétrograde », ce « budget aspirine » censé guérir

les maux de la société du profit. Une enveloppe ridicule, qui représente « deux fois moins que les dépenses de Rhône-Poulenc pour l'environnement et autant que le budget des espèces vertes de Paris ».

Sans s'associer au chœur des pleureuses, M<sup>me</sup> Bouchardesau ne mâche pas ses critiques contre « un ministre qui reste à construire ». Elle estime que « cet instrument de l'Etat est insuffisant, inadéquat et incomplet » et menace cruellement d'un « bras séculier » sur le terrain. C'est pourquoi elle propose une rallonge de 30 millions pour l'implantation de « crises des départements », c'est-à-dire des agents chargés d'animer la bataille de l'environnement dans les départements. Elle recommande aussi d'allouer 20 à 25 millions aux contrats de recherche et 15 millions pour relancer l'institut de recherche chimique, appliquée (IRCHIA). Enfin, elle propose de prélever 20 millions sur la réserve parlementaire (donc hors budget) pour venir au secours du Conservatoire du littoral, des réserves naturelles, des associations et de l'Agence nationale pour l'élimination et la récupération des déchets (ANRED), dont les crédits de fonctionnement ont été réduits.

## Les bouchées triples

Pour défendre son budget, M. Brice Lalonde choisit une fois de plus l'offensive. D'abord, il n'accepte pas les pleurs de ceux qui, en 1986, « ont baissé les crédits de l'ANRED de 60 %, les subventions aux associations de 40 % et l'enveloppe recherche de 36 % ». Il apostrophe son prédécesseur, M. Robert Poujade, premier ministre de l'environnement en 1982 : « La voiture triple, triple, triple est partie, triple, triple, triple est partie ». Aujourd'hui, c'est fait ! Le secrétaire d'Etat ne se contentera pas d'un sursaut. Il veut un « décollage ». Ce décollage serait déjà amorcé avec un budget qui n'augmente pas selon lui de 9 %, mais de 14,6 % si l'on tient compte de la dégradation des risques majeurs, et même de près de 25 % avec la rallonge Bouchardesau. « Nous avons mis les bouchées triples », dit-il, à la fois préemptive et jubilante. On va s'en apercevoir l'an prochain avec la création d'un institut français de l'environnement, qui sera l'antenne nationale de l'Agence européenne de l'environnement proposée par M. Jacques Delors. Et puis on lancera ce « plan vert » qui, à peine annoncé, intrigue beaucoup les observateurs. Car nul ne sait encore ce qu'il recouvre, ni surtout ce qu'il coûtera.

ROGER CANS



## POLITIQUE

budgetaire à l'Assemblée nationale

### M. Césaire réclame l'organisation de référendums locaux sur le statut européen des DOM

M. Le Pensec annonce de nouvelles adaptations institutionnelles

L'Assemblée nationale a adopté, en première lecture, dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 novembre, le budget du ministère des DOM-TOM pour 1990, qui dépasse 2 milliards de francs et apparaît en augmentation, par rapport à 1989, de 3,2 % pour les crédits de paiement, et de 4,1 % pour les autorisations de programme, le développement de la Nouvelle-Calédonie constituant la première des priorités gouvernementales. Les députés socialistes ont voté pour, ainsi que ceux de l'Union du centre (à l'exception du député de Saint-Pierre-et-Miquelon, M. Gérard Grignon), tandis que les élus de l'UDF et les communistes s'abstenaient. Seuls les députés du RPR ont voté contre. Le débat a surtout été dominé par les craintes que l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 1993 inspirent aux populations des départements d'outre-mer.

Si le fantôme de Jules Ferry, attiré par la réouverture du débat sur la laïcité, a hanté, mercredi 8 novembre, le Palais-Bourbon, il s'est assurément réjoui de constater, l'après-midi, au cours de la séance des questions au gouvernement, grâce à l'affaire du foulard islamique, qu'il subsiste quelques effluves de l'UDF. Répondant à l'Assemblée nationale, des élus des DOM-TOM ont fait entendre leurs voix. En revanche, un peu plus tard, lors de la discussion du budget des départements et territoires d'outre-mer, devenue plus rituelle que politique, il a été constaté que la question coloniale a disparu de la scène parlementaire et est sans doute épuisée — lui, qu'on avait surnommé « le Tonkinois » — une certaine nostalgie.

Les temps ont, en effet, changé. Outre-mer aussi, les affrontements idéologiques sont révolus et il n'y a plus vraiment que la question calédonienne — en période « chaude » — pour renvoyer au « bon temps » de l'Empire colonial. Par temps calme, l'ancien clivage gauche-droite apparaît obsolète. La preuve en est que, mercredi soir, pour justifier son opposition au budget défendu par le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pensec, le porte-parole guadeloupéen du groupe RPR, M<sup>me</sup> Lucette Michaux-Chevry a surtout reproché au gouvernement socialiste de ne pas se montrer assez déterminé dans la continuité d'une politique qui prolonge, grosso modo, celle mise en œuvre par le gouvernement chiraquien de 1986 à 1988 : « Force est de constater, a-t-elle souligné, que les mesures engagées alors par M. Jacques Chirac n'étaient pas si mauvaises puisqu'elles constituaient votre programme de travail, mais vous auriez pu faire mieux... »

Est-ce à dire que l'outre-mer français ne souffre plus des séquelles de la colonisation ? Sûrement pas. Bien au contraire, la situation des DOM illustre à quel point l'existence de ce relatif consensus parlementaire ne doit rien à une réalité économique et sociale qui demeure accablante. Ces anciennes colonies vivent toujours en état d'assistance généralisée et l'on y compte d'année en année davantage de chômeurs (le taux du chômage par rapport à la population active se situe à 12,7 % en Guyane, 23,19 % en Martinique, 25,50 % en Guadeloupe et 34,73 % à La Réunion, contre un taux moyen de 9,90 % en métropole).

Si tous les gouvernements et les principaux états-majors politiques font preuve, face à ce constat peu glorieux, d'une discrétion plus grande que par le passé, cela tient, d'abord au jeu de l'alternance politique, qui, depuis 1981, a appelé la

modestie aux socialistes, ensuite au fait que, peu à peu, sous la pression des élus locaux et des contingences électorales, les choses évoluent tout de même dans le bon sens, c'est-à-dire dans le sens d'une plus grande solidarité nationale de la métropole à l'égard de l'outre-mer. A défaut de remédier aux causes structurelles qui font de la France du grand large un prototype de la société à plusieurs vitesses, dont chacun finit par s'accommoder, les gouvernements s'emploient à multiplier les palliatifs. Dans la foulée de son prédécesseur, M. Le Pensec peut ainsi se prévaloir d'avoir mis fin, par deux décrets du 15 août dernier, à une aberration de longue date qui, outre-mer, privait encore de certaines prestations sociales les hommes ou les femmes ne pouvant justifier d'aucune activité professionnelle. Il faut également porter à son crédit l'extension aux DOM du revenu minimum d'insertion, même si son montant reste inférieur de 20 % à celui en vigueur en métropole pour correspondre au niveau du salaire minimum, lui aussi décalé. Près de quatre-vingt mille personnes bénéficient de cette allocation, le seul département de la Réunion représentant 71,27 % des bénéficiaires.

#### « Nos peuples réclament leur vie »

Dans un tel contexte, les débats budgétaires se réduisent finalement à un long calvaire de décisions locales. Pile-mille, M<sup>me</sup> Michaux-Chevry et M. Ernest Montoussamy (app. PC), ont plaidé avec beaucoup de pugnacité la cause des ministères de la Guadeloupe ; M. Elie-Castor (app. PS) a exprimé le mécontentement des Guyanais devant la montée de

l'insécurité ; MM. Elie Hoarau (app. PC), Alexis Pota (non inscrit) et André Thizez-Ah-Koon (non inscrit) ont pris la défense des Réunionnais ; M. Emile Vermandon (non inscrit) s'est fâché parce que sa Polynésie natale semblait « oubliée » par les grands argentiers ; M. Henry Jean-Baptiste (UDC) a réclamé pour Mayotte un renforcement du réseau d'adduction d'eau ; M. Gérard Grignon a manifesté le désenchantement des gens de Saint-Pierre-et-Miquelon qui rêvent d'un véritable aéroport et d'une vraie paix dans leur « guerre de la morue » avec le Canada ; M. Kamilo Gata (app. PS) a humblement souhaité l'établissement d'une agence bancaire à Wallis et la réparation, à Futuna, du réseau téléphonique, hors d'usage depuis le cyclone Raja de 1986, etc. M. Le Pensec a consciencieusement répondu à toutes les demandes.

Mais il a fallu attendre les interventions des députés du Parti progressiste martiniquais, MM. Aimé Césaire et Claude Lise (app. PS), et, à un moindre degré, celle de M. Jean-Paul Virapoulle (UDC, La Réunion) pour que cette discussion routinière mette en évidence, dans la nuit de mercredi à jeudi, un autre consensus : celui de la crainte unanimement exprimée par les élus des DOM — et partagée, au demeurant, par le ministre — à la perspective du marché unique européen de 1993. M. Césaire a fait sensation en demandant au gouvernement de consulter directement, par référendum local, la population de chacun des quatre départements concernés sur la position à défendre en présence des « technocrates de Bruxelles ». « Que chaque DOM choisisse le statut économique qui lui paraît convenir le mieux à ses intérêts et

à son idéal », a déclaré le maire de Fort-de-France. *Intégration, dérogation, association ? Peu importe. Ce qui importe, c'est que les peuples soient consultés démocratiquement. C'est bien le moins que ces pays puissent exiger, alors que l'imprévoyance, l'imprudence et l'esprit de système peuvent les engager dans une aventure où ils risquent leur vie et leurs raisons de vivre, c'est-à-dire leur culture, leur identité, en un mot leur âme.*

Le ministre des DOM-TOM s'est bien gardé de s'engager après cette interpellation qui annonce un nouveau débat institutionnel, du moins aux Antilles. En revanche, M. Le Pensec, mine de rien, mais concentrant en cela les réflexions personnelles du premier ministre — qui s'en était ouvert le mois dernier à M. Césaire — a pris une initiative dont les suites politiques sont imprévisibles en reprenant à son compte le vœu de MM. Césaire et Lise en faveur d'un « approfondissement de la décentralisation ». Si, comme le dit M. Le Pensec, « le moment est venu de procéder à un bilan de l'application de la décentralisation dans les départements d'outre-mer portant sur les compétences des collectivités, leurs rapports entre elles et avec l'Etat », on souhaiterait que s'engage une réflexion sur la « déconcentration », qui puisse déboucher « sur des adaptations permettant une meilleure affirmation de l'identité des DOM et une plus grande efficacité », sans que les solutions retenues soient ensuite « nécessairement les mêmes pour chacun des quatre DOM », cela signifie que le gouvernement annonce bel et bien la mise en chantier de nouvelles réformes institutionnelles sans crainte, pour sa part, de ranimer un sujet tabou.

ALAIN ROLLAT

### La succession de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la commission des affaires étrangères

La commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale aura un nouveau président la semaine prochaine. Les soixante-trois députés qui la composent procéderont, jeudi 16 novembre, à l'élection du successeur de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui a abandonné son mandat de député pour l'Auvergne et l'Europe.

Le bureau exécutif du Parti socialiste a examiné cette question mercredi. Le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, n'a toutefois pas caché que la décision relevait « d'un autre lieu de pouvoir ». A titre personnel, il ne s'est pas déclaré hostile au maintien d'un président de droite ou du centre, au sein de cette commission qui a une fonction représentative importante, mais une vocation législative très limitée. Le débat qui a suivi a montré que tout le monde était contre... Le président du groupe PS du Sénat, M. Claude Estier, a notamment fait valoir le fait que les portes de toutes les présidences des commissions de la Haute Assemblée s'étaient fermées au nez des élus socialistes. Devant cette hostilité générale, M. Mauroy a fait savoir qu'il en prenait bonne note et qu'il ferait part de cette unanimité à qui de droit.

Le président du groupe UDC, M. Pierre Méhaignerie, a, pour sa part, regretté dans les couloirs de l'Assemblée l'attitude de la majorité sénatoriale. « Je suis pour l'ouverture des présidences de commission à l'opposition. Elles devraient être réparties à la proportionnelle, cela contribuerait à éviter tout syndrisme ». Pour l'instant, la maire de Vitry semble sceptique quant à la volonté de la majorité de maintenir son offre d'ouverture du débat de législa-

ture. « Il est difficile de savoir ce que veulent l'Elysée et le PS. Mais s'il devait y avoir un candidat de synthèse, M. Bernard Stasi pourrait être celui-là ».

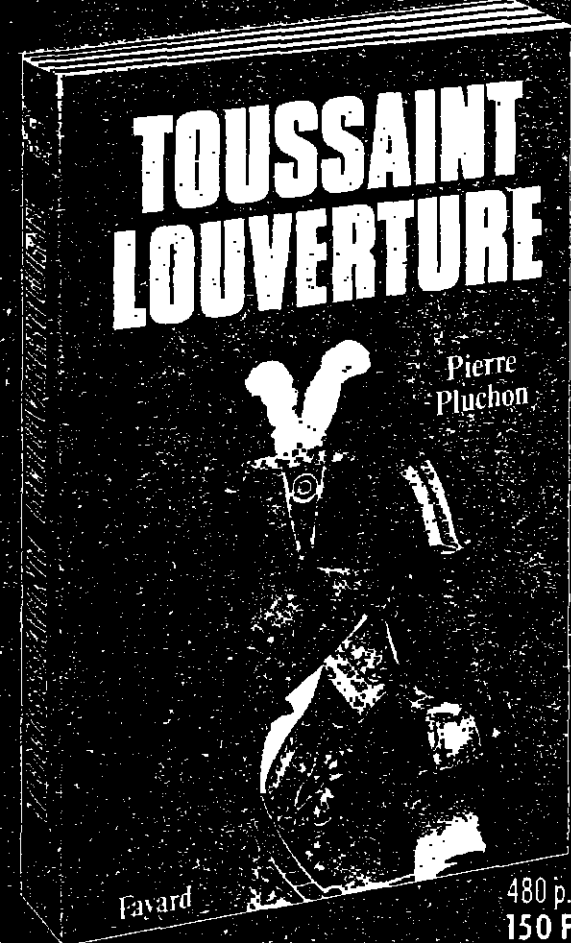
Le député de la Marne avait déclaré peu de temps avant dans les couloirs qu'il ne souhaitait pas « s'autoproclamer » candidat. Echappé par son aventure d'octobre 1988 (des dissensions internes à la droite avaient permis à M. Roland Dumas de ravir la présidence), M. Stasi observe une grande prudence. Il est vrai que deux candidatures sont déjà apparues dans son camp : celle de M. Jean-François Deniau (UDF, Cher), soutenu officiellement par l'UDF, et celle de M. Jean de Lipkowski (RPR, Charente-Maritime), qui se présente « à titre personnel ». A précisé M. Bernard Fons, président du groupe. Le RPR est, en effet, hostile au principe même de l'ouverture des commissions à l'opposition. Compte tenu de la rivalité passée entre MM. Deniau et Stasi, on voit mal comment l'un des deux pourrait apparaître comme le candidat de synthèse. Le nom de M. Raymond Barre est encore évoqué sans que l'intéressé ait donné, pour l'instant, le plus petit début de contenu à cette tumeur.

Le groupe socialiste compte, quant à lui, deux candidats déclarés : MM. Michel Vauzelle (fabusien, Bouches-du-Rhône), ancien porte-parole de l'Elysée, et André Bellon (jospinien, Alpes-de-Haute-Provence), vice-président de la commission. M. Michel Vauzelle a été reçu mercredi matin, comme chaque semaine ou presque, par le chef de l'Etat.

P. S.

## LE SPARTACUS NOIR

A Saint-Domingue, après l'insurrection noire de 1791, Toussaint Louverture, ancien esclave, arrache le pouvoir aux planteurs blancs.



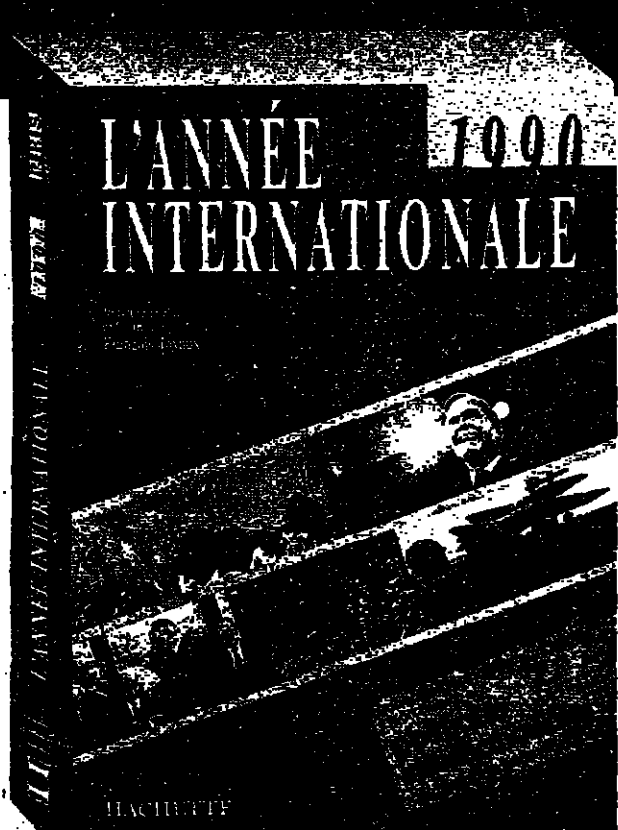
Toussaint a l'immense mérite d'abolir un système honteux d'aliénation de l'homme par l'homme ; bon premier hors d'Afrique, il établit un authentique pouvoir noir.

Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express

L'Histoire

FAYARD

## L'ANNÉE POLITIQUE DANS LE MONDE 89/90



● Les problèmes politiques qui ont marqué l'année écoulée dans le monde.

● Les questions qui domineront l'actualité politique mondiale en 1990.

● Réalisé par 73 experts : universitaires, diplomates, historiens, économistes, spécialistes des questions militaires...

● Plus de 100 articles originaux ; chronologies, cartes, tableaux statistiques, bibliographies, etc.

608 p. - relié - 149 F

Annuaire géopolitique mondial de la revue politique internationale

HACHETTE

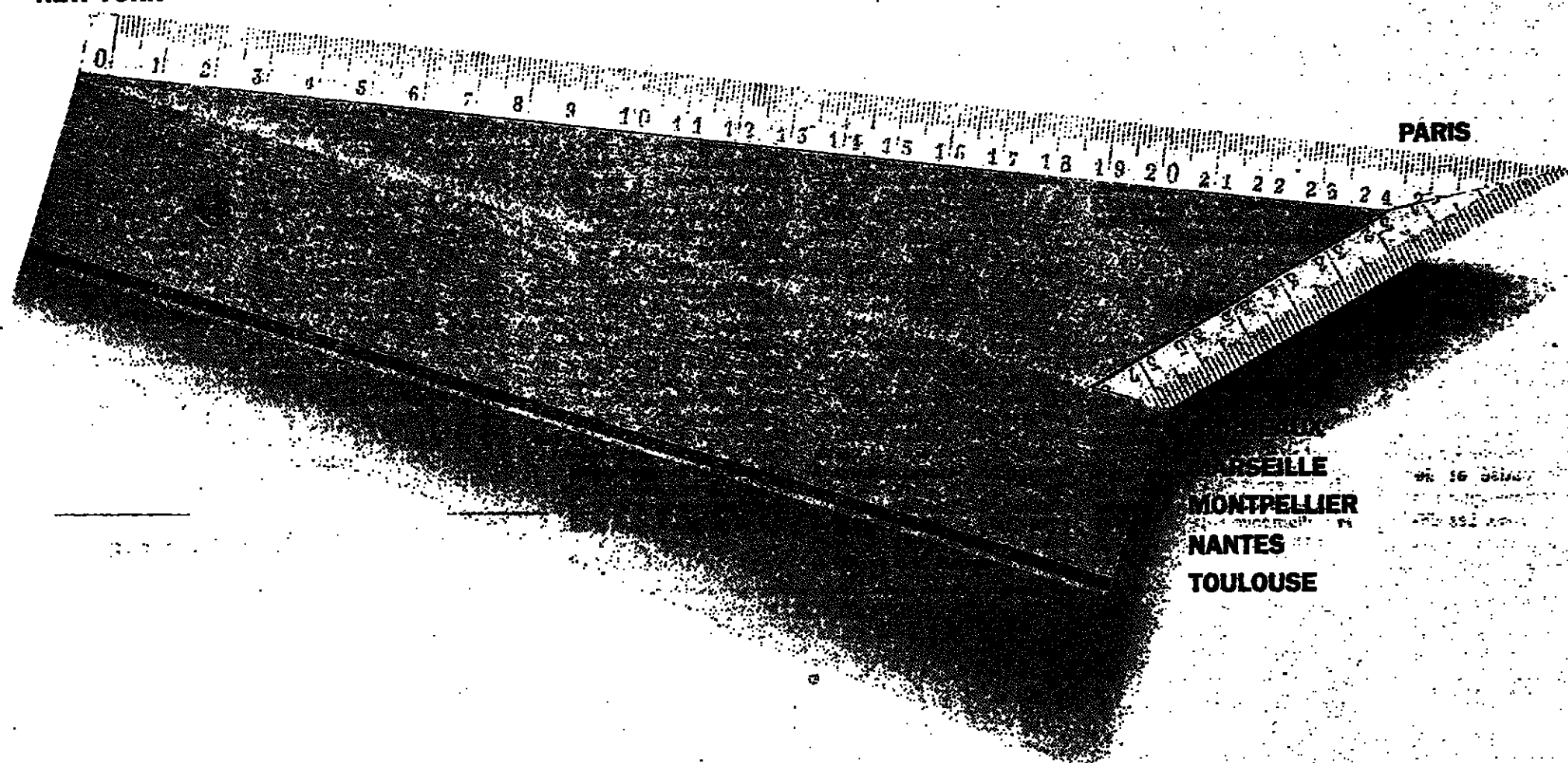
صكزا من الاجل

حکذا من الادل

12 Le Monde • Vendredi 10 novembre 1989 •

**JUSQU'ICI, POUR ALLER À NEW YORK  
AU DÉPART DE BORDEAUX, MARSEILLE,  
MONTPELLIER, NANTES OU TOULOUSE,  
UNE DROLE DE REGLE VOUS OBLIGEAIT  
À PASSER PAR PARIS.**

NEW YORK



**UTA  
OUVRE NEW YORK  
DIRECT.**

Aussi incroyable que cela puisse paraître, Bordeaux, Marseille, Montpellier, Nantes et Toulouse ne sont pas des banlieues de Paris.

La vieille habitude de vous obliger à passer par Paris prouve en tout cas que ce n'est pas encore évident pour tout le monde.

Bref, UTA introduit un nouveau concept pour gagner New York : la ligne droite.

Ça ne changera peut-être pas votre vie, mais ça vous évitera d'avoir à changer d'aéroport, de compagnie ou d'avion à Paris.

Dans de telles conditions de confort, on regrette presque que le vol soit si court.

Pour tout renseignement complémentaire, consultez UTA ou votre agent de voyages.

**UTA**

**NOUS NOUS BATTONS POUR LIBÉRER LE CIEL**



14 L'exposition Carlo Molina au Centre Pompidou  
15 11 000 postes de travail pour les handicapés

17 Trafic de déchets hospitaliers  
18 Un entretien avec le ministre de l'agriculture

20 Le numéro 2000 de « l'Express »  
24 L'arrivée de la Transat des 6,50 mètres

## Paris cherche un toit pour la mémoire de l'art

Vers la création d'un établissement regroupant les principales bibliothèques et les archives personnelles des artistes, des historiens, des critiques...

Paris fut longtemps un centre mondial de l'histoire de l'art. C'était l'époque où Henri Focillon régnait sans partage sur cette discipline. Les chercheurs avaient à leur disposition un instrument de travail unique : la bibliothèque d'art et d'archéologie mise à leur disposition par le couturier Jacques Doucet. Depuis une bonne vingtaine d'années, les manques de crédits et l'indifférence des pouvoirs publics ont mis fin à cette situation privilégiée.

Paris est devenu, dans ce domaine, une sorte de lanterne rouge. Les bibliothèques, vétustes, morcelées, épicoles, sont dans un état pitoyable. Les chercheurs y travaillent — quand ils y trouvent une place — dans des conditions plus que médiocres. Faute de ressources nécessaires, les achats sont insuffisants. Enfin les archives des artistes, historiens, critiques et marchands d'art traversent l'Atlantique à un rythme accéléré, achetées en masse par les grandes institutions nord-américaines.

Il est temps de créer en France un grand institut d'art et d'archéologie qui regrouperait livres, revues, archives et photographies, qui serait doté d'un catalogue informatisé et de moyens pour communiquer ses documents à distance. Les différentes administrations — la culture et l'éducation nationale — qui gèrent les centres existants semblent, pour une fois, d'accord. Reste à trouver un lieu pouvant accueillir rapidement un tel établissement.

Les locaux de la Bibliothèque nationale, rue de Richelieu, qui vont bientôt se vider en partie au profit de la Bibliothèque de France, semblent tout indiqués. D'autres songent au Grand Palais qui verrait ainsi s'évanouir son ambition d'être, au cœur de Paris, un grand centre d'expositions culturelles.

« Quand des archives artistiques sont mises en vente, la plupart d'entre elles sont achetées par les grandes institutions américaines, universités, bibliothèques ou fondations — la Fondation Getty en particulier », constate la directrice du Musée d'Orsay, Françoise Cachin. Correspondances et papiers personnels d'artistes, archives de critiques, d'historiens, ou de marchands, parfois même

collections. Quant aux musées, ils ne peuvent les acquérir, puisque ce ne sont pas des œuvres d'art. « J'ai pu acheter un petit bout des archives de Félix Fénéon et une lettre — importante — de Gauguin, parce qu'elle était illustrée », indique Françoise Cachin.

Le pire qui puisse arriver à ces papiers, c'est qu'ils soient dispersés, qu'ils pourrissent dans un grenier, où qu'ils soient détruits.

La Bibliothèque d'art et d'archéologie, logée rue Michelet dans un bâtiment de style roman-touareg est riche de quatre cent cinquante mille volumes. Il faut ajouter à ce fonds un stock très important d'estampes et de photos. Administrativement, elle dépend de l'université Paris-IV. « C'est l'une des bibliothèques les plus croisées de l'éducation nationale », constate sa responsable, Denise

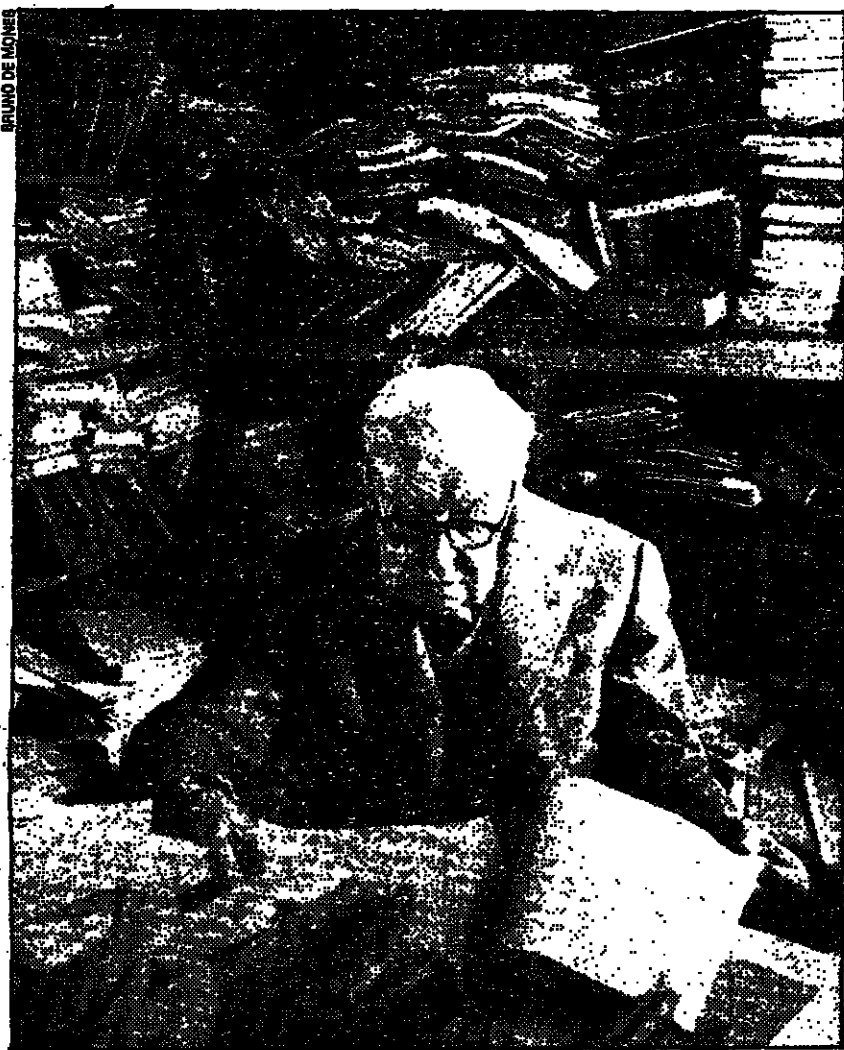
Louvet. Histoire de stocker les volumes dans des conditions décentes, de pouvoir accueillir la demande des professionnels (des conservateurs aux commissaires-priseurs), celle des chercheurs et des étudiants, et celle, croissante, du grand public. A cette bibliothèque devrait s'adjoindre le fameux fonds d'archives (à créer), un service iconographique, indispensable aujourd'hui, et un catalogue informatisé commun à toutes les grandes bibliothèques d'art (ci-dessus). « Seul un établissement-pilote pourra obtenir les crédits nécessaires et permettre la mise en réseau informatisé des différentes bibliothèques d'art, qui relèvent du ministère de la culture, de l'éducation nationale, de la Ville de Paris ou d'associations », estime Jean-Marc Léri. Mais pourquoi, puisqu'on construit à grands frais une Très Grande Bibliothèque du côté de Tolbiac, ne lui intègre-t-on pas cet institut ? D'abord en fonction de son hétérogénéité. La TGB n'est pas destinée à recevoir des archives. Ensuite sa principale source d'enrichissement de cette dernière reste le dépôt légal. Celui-ci est inopérant dans le domaine qui relève de l'édition d'art : 70 % à 80 % des œuvres acquises sont publiées à l'étranger. Les circuits d'approvisionnement d'un tel institut sont donc totalement différents.

On loge alors cet établissement, qui, chose rare, fait (presque) l'unanimité du côté de la culture comme de l'éducation nationale ? Là, deux thèses s'affrontent. Ceux qui le voient au Grand Palais et ceux qui veulent investir une partie

de la Bibliothèque nationale. La logique semble désigner la rue de Richelieu. Question de prestige, d'abord, et de proximité par rapport au musée du Louvre. Question pratique, ensuite. Onze millions de volumes auront quitté les entrailles de la BN, où deux grandes salles de lecture seront libérées. La place ne manquera donc pas. Même si les départements des estampes, des manuscrits et des médailles, qui restent en place, demanderont à se déployer. C'est enfin la solution la moins onéreuse, puisque le gros de l'aménagement existe. Le ministre de la culture semble, prudemment, tenté par cette option. Certains lui font remarquer que les délais pour se glisser rue de Richelieu seront longs : il faudra attendre le grand déménagement du département des imprimés vers Tolbiac en 1995 ou 1996.

La solution Grand Palais serait beaucoup plus rapide. Il suffit de trouver un point de chute à l'université qui y est installée et de compter deux ou trois ans de travaux. L'opération sera, certes, de beaucoup plus coûteuse. Il faudra, en effet, aménager en bibliothèque un espace qui n'a jamais été conçu pour cela. En outre, les possibilités d'extensions ultérieures seront infiniment moins grandes et cette transformation privera Paris d'un centre d'exposition polyvalent au cœur de la capitale. Peut-être la hâte, une fois de plus, l'emportera-t-elle, tant on est persuadé qu'en France, sans précipitation, rien ne se fait.

EMMANUEL DE ROUX



Les précieuses archives de Georges Didi-Hubert intéresseront la Bibliothèque nationale. Les peintres n'ont pas cette chance. En France tout du moins. La fondation Pissarro est aujourd'hui à la Fondation Getty

leurs bibliothèques entières, cette masse de documents traverse l'Atlantique à un rythme accéléré. La quasi-totalité du fonds Pissarro a été vendue à la Fondation Getty, où se retrouvent également des fonds Guimard et André Lhote. « Lorsque j'ai visité la Getty, il y a deux ou trois ans, se souvient André Chastel, on m'a montré des caisses remplies d'archives photographiques venant de galeries parisiennes. Certaines de ces institutions, prévoyantes, renouvellent même les offres de Catherine de Russie à Diderot, elles achètent, en vider, bibliothèques et papiers. Inutile de se plaindre de la voracité nord-américaine : ces ensembles ne semblent intéresser personne en France. Les universités n'ont ni crédits pour les gérer ni places pour les entreposer. La Bibliothèque nationale, surchargée, préfère orienter ces dépôts vers les Archives nationales qui les rejette, car ils ne cadrent guère avec ses

C'est, hélas ! souvent leur sort. Il est donc vain de se lamenter sur la fuite de ce patrimoine, de s'indigner en songeant que, dans quelques générations, un chercheur français travaillant sur le dix-neuvième siècle français, par exemple, devra faire le détour par San Francisco ou Los Angeles, puisque rien n'est fait pour endiguer l'hémorragie. « Il y a un pas à franchir dans la défense du patrimoine », note Françoise Cachin, qui appelle, comme beaucoup d'autres, à la création d'un véritable institut d'art en France, tel qu'il en existe un à Londres depuis longtemps : le Courtauld Institute. Jack Lang avait bien, en 1981, demandé un rapport à André Chastel, pour jeter les bases d'un établissement où l'on retrouverait, à côté des indispensables volumes, les archives et la photographie. Le rapport, remis l'année suivante, fit long feu. Il se perdit dans les méandres d'administrations rivales, celle de la culture et celle de l'éducation nationale en particulier.

Gazier. Moins de cent places pour six mille usagers, des réserves qui débordent dans les bureaux de l'administration, l'administration qui campe dans les couloirs et les caves saturées d'humidité où sont entassés les volumes. En 1988, son budget tournait autour de 2 millions de francs. Pourtant, l'établissement était devenu depuis huit ans le Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique (CADIST), titre énigmatique, qui signifie que dans la pénurie générale des bibliothèques universitaires, celle-ci avait été choisie pour faire des achats exhaustifs dans le domaine qui est le sien. Mais, en dépit de ces revenus supplémentaires, elle n'arrivait à couvrir que 60 % à 65 % d'un secteur où rien ne devrait pourtant lui échapper. Grâce à l'augmentation substantielle des crédits des bibliothèques universitaires — doublement du budget des acquisitions, elle va pouvoir s'enrichir convenablement, mais ne pourra pas rattraper le retard des années de disette. « De toute manière, explique Denise Gazier, nous devons impérativement déménager : le colapsus nous guette. »

Mêmes symptômes à la Bibliothèque des musées de France, logée dans le pavillon des Arts de la cour Carrée du Louvre. Elle est riche de trois cent mille volumes et de mille cinq cents titres de revues, orientés sur l'étude des œuvres elles-mêmes. Elle s'accroît au rythme de quatre mille volumes par an. Ses locaux actuels, condamnés par l'agrandissement du musée, ressemblent à une prison de Pirandello. Elle ne peut accueillir que vingt lecteurs.

« Pour faire face à cette situation de crise, explique le conservateur en chef des bibliothèques des musées nationaux, Jean-Marc Léri, il faut regrouper un certain nombre d'établissements. Réunir, au moins, les deux plus gros centres guettés par l'asphyxie, Doucet et le

### Redonner à Paris sa place d'avant-guerre

Aujourd'hui, face à une dégradation accélérée de la situation, un rapprochement s'opère entre les différents établissements existants. Leurs responsables veulent redonner à Paris, dans le domaine de l'histoire de l'art, la place qu'il occupait avant la guerre. « C'est à dire l'une des toutes premières », rappelle l'adjoint au directeur des musées de France, Alain Erlande-Brandenburg. Grâce à l'action d'Henri Focillon, maître incontesté de cette discipline. Grâce aussi à la donation d'une formidable bibliothèque d'art et d'archéologie par le couturier Jacques Doucet. C'était, à l'époque, la plus importante du monde et un outil de travail merveilleux. Faute de crédits, elle s'est retrouvée dépassée.

### Les autres bibliothèques d'art

Un réseau de 23 bibliothèques dépend de la Ville de Paris. Elle est riche de 400 000 volumes plutôt consacrés aux arts décoratifs. Largement ouverte au public, elle pallie le manque de place de nombreux établissements. La bibliothèque des Arts décoratifs dépend de l'Union centrale des arts décoratifs, une association. Elle possède 110 000 volumes aux aussi consultables par un vaste public. Il n'est pas question de réunir tous ces établissements en un même endroit. Mais l'établissement d'un catalogue commun qui permettrait aux usagers de repérer où se trouvent les ouvrages recherchés serait tout à fait bénéfique.

La bibliothèque Fomey dépend de la Ville de Paris. Elle est riche de 400 000 volumes plutôt consacrés aux arts décoratifs. Largement ouverte au public, elle pallie le manque de place de nombreux établissements. La bibliothèque des Arts décoratifs dépend de l'Union centrale des arts décoratifs, une association. Elle possède 110 000 volumes aux aussi consultables par un vaste public. Il n'est pas question de réunir tous ces établissements en un même endroit. Mais l'établissement d'un catalogue commun qui permettrait aux usagers de repérer où se trouvent les ouvrages recherchés serait tout à fait bénéfique.

### Libérez le Grand Palais !

Le Grand Palais est un vaste parapluie de verre. Il a été conçu en 1900 pour accueillir au centre de Paris des expositions. D'abord voué aux Salons de l'auto ou à ceux des arts ménagers, sa vocation est aujourd'hui de plus en plus culturelle. La FIAC, le Salon du livre, le Salon international des musées, le Salon des arts graphiques, se tiennent sous sa verrière. Or ces manifestations, qui remportent un succès croissant, sont de plus en plus à l'étroit dans un espace réduit au fil du temps par différentes administrations. Une trentaine d'entre elles occupent aujourd'hui des espaces divers au sein du bâtiment, propriété du ministère de la culture : direction de la DRAC de l'Ile-de-France, Caisse nationale des monu-

ments historiques, Donation Lartigue, faculté des lettres.

Sans parler du Palais de la découverte installé « provisoirement » ici, au moment de l'exposition universelle de 1937. Peu à peu ce bâtiment de 40 000 m<sup>2</sup> au sol (75 000 m<sup>2</sup> avec ses différents niveaux), totalement ouvert sur l'extérieur, se replie sur sa seule grande nef (15 000 m<sup>2</sup>), trop petite pour la Foire internationale d'art contemporain ou pour le Salon du livre, qui a dû s'exiler un temps à la porte de Versailles. L'implantation d'un institut d'art sous cette verrière condamne à jamais la vocation du Grand Palais : être un grand centre d'expositions à vocation culturelle au cœur de Paris.

### FESTIVAL DU CINEMA ESPAGNOL

PARIS/15-21 NOVEMBRE 89

PUBLICIS ELYSEES  
13 FILMS INÉDITS  
(N.O. SOUS-TITRÉS)

LA NUIT OBSCURE / Carlos SAURA  
LES BREBIS GALEUSES / José Maria CARREÑO  
ANDER ET YUL / Ana DIEZ  
BATON ROUGE / Rafael MOLEON  
JOURNAL D'UNE SAISON / Francisco REGUEIRO  
LE MARQUIS D'ESQUILACHE / Josefina MOLINA  
LE FLEUVE QUI NOUS EMPORTE / Antonio DEL REAL  
AVENTIS / Vicente ARANDA  
L'ENFANT DE LA LUNE / Agustín VILLARONGA  
LE MEILLEUR DES TEMPS / Felipe VEGA  
LE VENT DE L'ILE / Gerardo GORMEZANO  
LA MER ET LE TEMPS / Fernando FERNAN GOMEZ  
LES CHOSES DE L'AMOUR / Jaime CHAVARRI

Publicis Elysées - 129, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS.  
Métro : Charles-de-Gaulle - Étoile. Prix : 38 F.  
Renseignements au 47.20.76.23

سكنى من الامم

## CULTURE

## EXPOSITION

## Un dandy futuriste

Des dessins, des photographies et des meubles racontent au Centre Pompidou les passions de Carlo Mollino.

L'architecture n'est pas un beau cadavre aux justes proportions, mais une œuvre qui change ses raisons de vivre, écrivait Carlo Mollino, auquel le Centre de création industrielle de Beaubourg consacre une rétrospective, avec le soutien de Turin, la ville natale de cet architecte-designer-constructeur-photographe (1905-1973). Figure excessive, subversive, il fait partie de la famille de ces infatigables rêveurs, Don Quichotte, Dali, Cocteau ou Man Ray.

Pourtant, l'univers de ce dandy, qui invitait ses amis à se débarrasser chez lui de leur montre, ne peut se ramener à l'imagination pure. En associant art et technique, ce fils d'ingénieur réussit à donner à ses rêves la puissance, la précision des machines modernes. Même si ce « baroque » turinois n'a jamais partagé l'enthousiasme de ses pairs, pionniers du design industriel soumis aux lois de rentabilité, d'efficacité.

A l'esthétique de l'utile, au mythe naissant de la « bonne forme », Carlo Mollino oppose l'abandon à l'inconscient surréaliste, la sensualité des chaises nées du désir amoureux, de s'y assoir. Il voit dans l'utopie, l'électrisme, une manière non pas de fuir mais de se dépasser, un peu comme un sportif. Le corps est toujours associé à l'entraînement. Pilote d'acrobatie aérienne, champion de ski dans les années 50, Carlo Mollino participera également à plusieurs compétitions automobiles.

Au volant de son bolide, dont il a dessiné la carrosserie et conçu la mécanique, il remporte deux fois de suite les 24 Heures du Mans. Diplômé d'architecture au Politecnico de Turin (1931), il est encore l'inventeur d'une quinzaine de brevets ( joints universels pour échafaudages, tubulaires ), manie les Leica comme les feins et la plume biseautée : on lui doit des essais aussi divers que l'initiation à la descente, *Traité de la chambre noire*, des écrits au vitriol sur l'urbanisme et deux romans inachevés.

## Rapports instables

Obsédé par la vitesse, la verticalité, il signe les projets les plus vertigineux : maison du soleil de Cervinia, station refuge du Lago Negro, et surtout la Cavalierizza (1937-1940), société d'habitation de Turin, détruite vingt ans plus tard. Contre l'arbitraire des lignes, du fonctionnalisme, Carlo Mollino invoque une architecture « organique », un attrait irrésistible pour

la spirale, les torsions et la recherche constante de « nouveaux rapports instables » : espaces fragmentés par des passerelles, élévations, avancées insolites, éclairages de plafond en volutes évoquant les acrobaties d'un avion dans le ciel...

Les plans, les coupes suggèrent d'abord la sensation, le vertige. Carlo Mollino inaugure des perspectives vues « à travers un hublot d'avion ». Le centre sportif Quota 2000 se dessine comme « un filtre où l'on entre citadin et d'où l'on ressort skieur ». Ses villas, ses garçonniers conçus comme des boîtes à surprises, il les peuple de meubles vivants : pieds de table en arabesques voluptueuses, chaises dressées sur des talons aiguilles...

Le bois donne une chair, des os à ses silhouettes rondes ou squelettiques. Ces formes anatomiques serviront de décor, de support onirique aux photos de nus de Carlo Mollino. Son œuvre, loin d'être éparpillée, reste à l'image de ses constructions : les activités comme les pièces s'enchaînent, s'enroulent

les unes autour des autres dans un mouvement jamais interrompu.

Le Centre Pompidou a fait appel pour la mise en scène au designer Alessandro Mendini. En voulant accueillir ce visionnaire excentrique dans l'Histoire, on a volontairement occulté ses mystères, ses passions pour la magie noire, l'érotisme. Les croquis, les textes les plus savoureux, anthologies des désirs (*Une chambre pour un jeune couple amoureux*), sont plaqués sur des cloisons comme les fiches techniques d'un appartement témoin. L'homme tourne un peu à l'autopsie, privilège le classement, là où l'on attendait l'émotion.

En dépit d'un remarquable catalogue, les cinq loges thématiques situées au fond de la salle ne sont qu'une timide évocation d'un œuvre en partie détruit et dispersé.

LAURENCE BENAIM

► Carlo Mollino, CCI, Centre Pompidou, jusqu'au 29 janvier. A lire : *Carlo Mollino*, monographie éditée par le Centre Pompidou, 192 pages, 175 illustrations, 320 F.



Nu féminin (vers 1950-1960)

## Renouvellement du mandat de Jean-Pierre Miquel au Conservatoire d'art dramatique

Le mandat du metteur en scène Jean-Pierre Miquel à la tête du Conservatoire national d'art dramatique de Paris vient d'être renouvelé pour trois ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre de cette année. Nommé pour la première fois à ce poste par décret du président de la République en 1983, il avait vu son mandat directorial renouvelé en 1986. L'ancien directeur de l'Odéon et du Centre dramatique national de Reims n'en continuera pas moins ses activités de metteur en scène, comme il l'a montré en réalisant pour cette rentrée le *Souper*, nouvelle pièce de Jean-Claude Brisville, au Théâtre Montparnasse, à Paris.

Café de la Plage  
LES BLUES BEL BOYS  
Street Jazz Band  
LES DIMANCHES  
5, 12, 19 et 26 novembre  
à partir de 22 h  
59, rue de Charonne Paris 11<sup>e</sup>

Le Monde  
sans visa

## Un nouveau directeur pour l'Opéra de Nantes

Philippe Godefroid, prendra le 1<sup>er</sup> juillet 1990 la direction de l'Opéra de Nantes, en remplacement de Marc Soustrot, démissionnaire (*le Monde* du 31 octobre). Spécialiste de Wagner, ce journaliste et dramaturge de trente-cinq ans lui a consacré plusieurs ouvrages. Il a également mis en scène plusieurs de ses opéras dont *Lohengrin*. La programmation de la saison 1990-1991 devrait être consacrée au répertoire français de la période 1760-1860.

## « Nocturne indien » triomphe à Florence

Le film d'Alain Corneau a reçu mardi 7 novembre le grand prix des Rencontres de cinéma de Florence, consacrées au cinéma français (*le Monde* du 3 novembre). Le prix spécial du jury a été décerné à *Chine ma douleur*, de Dai Sijie. Le jury a en outre attribué deux distinctions pour une première œuvre à *Erreur de jeunesse*, de Radovan Tadic, et à *Un monde sans pitié*, d'Eric Rohmer.

EXPOSITION  
créteil  
JUSQU'AU 20 DÉCEMBRE  
PIERRE OLIVIER  
"TRENTA ANS DE PEINTURE"  
Avec le concours de la Maison de la Région Nord / Pas-de-Calais et de l'ORCEP.

## Mort du comédien Yusaka Matsuda

Le comédien japonais Yusaka Matsuda est décédé lundi 6 novembre à Tokyo. Il était âgé de trente-neuf ans. Lauréat de l'Académie du Japon en 1983 pour son interprétation dans *Le Jeu de la famille*, Yusaka Matsuda venait de donner la réplique à Michael Douglas dans *Black Rain*, de Ridley Scott.

## Echos de la musique noire

La Maison des cultures du monde, boulevard Raspail, à Paris, présente successivement trois échos de la musique noire : du 9 au 12 novembre, le groupe des Fodonon, originaire du nord de la Côte-d'Ivoire et composé de musiciens paysans jouant des mélodies lancinantes au moyen d'énormes calabasses à cordes ; du 15 au 19 novembre, deux des plus belles traditions de la Guadeloupe : la danse des bâtons (les Mayoleurs) et celle de Gwo-Ka ; du 5 au 22 décembre enfin, le blues texan de Bill Neely et les spirituels d'Oscar Mayes, venue de Dallas avec des poèmes de l'époque de l'émancipation des Noirs.

## MUSIQUES

## Le premier opéra d'une femme

Elisabeth Jacquet de La Guerre, une des « filles » de M<sup>me</sup> de Maintenon, sur les pas de Lully

Elisabeth Jacquet de La Guerre, quel beau nom que celui de la première femme en France qui ait composé un opéra, ce *Céphale et Procris* que Jean-Claude Malgoire et Daniel Ogier viennent de ressusciter à Saint-Etienne !

Cette amazone, née entre 1666 et 1669, célèbre à Paris dès l'âge de dix ans pour ses improvisations au clavecin, « la merveille de notre siècle », selon le *Mercurie Galant*, fut admise à la cour et confiée par M<sup>me</sup> de Montespan, dit-on, à M<sup>me</sup> de Maintenon. Épouse d'un organiste, Marin de La Guerre, elle écrivit beaucoup de cantates, de nombreuses pièces pour clavecin, des sonates, et cet unique opéra qui semble n'avoir eu aucun succès, avant de se retirer et de mourir à Paris en 1729.

*Céphale et Procris* (créé le 15 mars 1694) est heureusement arrivé jusqu'à nous grâce à une de ces partitions simplifiées qu'utilisaient les mélomanes pour se jouer les opéras nouveaux dans leurs résidences privées, avec uniquement les parties de dessus et les basses, dont Mirella Giardelli a reconstitué les lignes intermédiaires.

## Mille idées

## fraîches et imprévues

En attendant qu'une fois de plus le temps fasse son œuvre, nous nous détachons de toutes ces sources fraîches dévalant les pentes des opéras baroques qui reviennent au jour, de ces « Vous soupirez ? — Hélas ! » inépuissamment repris pendant deux siècles... Mais la musique d'Elisabeth de La Guerre possède un véritable charme : sur un modèle strictement lulliste, elle brode des fugues brèves et naïves, une passacaille somptueuse aux variations subtiles, des airs tristes ou désespérés d'une grande beauté, et surtout des récitatifs et des duos dramatiques pleins de vie, souples, abrupts, qui font vivre les personnages dont, par ailleurs, on comprend presque chaque mot...

Pour autant, le livret de Joseph-François Duche de Vancy ne vaut pas ceux de Quinault. Ces amours de Céphale et de Procris (qui viennent des *Métamorphoses* d'Ovide), contrariés par les prétendants de l'un (l'Aurore) et de l'autre (Borée), donnent lieu à de longues péripéties prévues et inévitables, bien qu'elles s'achèvent par la mort plus surprenante de Procris, frappée par une flèche perdue de Céphale ! Et l'on a son

content de ballets : bergers, amours, paysans, démons, danse de la Volupté, etc., sans compter le prélude obligé en l'honneur du roi.

Mais qu'importe le flacon, pourvu que Daniel Ogier nous verse l'ivresse ! Comme au dix-septième siècle, toute la tragédie est prête à un déploiement de décors, de costumes, de jeux de scène plus délicieux les uns que les autres, où le grand décorateur, seul maître cette fois, invente mille idées fraîches et imprévues, et cent costumes adorables rivalisant avec les merveilles qu'on voit dans les livres, les tableaux et les tapisseries.

Cela dans le décor du château de Marly pour un soir revêtu à la vie, puis des bosquets, des jardins, des nuages comme dans les machines anciennes, et de réjouissantes fantaisies, tel ce gigantesque oiseau de proie squelettique dont le bec semble sucer le sang des douze humains pendus à ses ailes, pour « répandre la terreur, le trouble et l'épouvante ».

Ajoutons que la distribution est succulente avec, au premier rang, une toute jeune Procris, Sophie Marie-Degor, dont le talent s'ouvre comme un bouton de rose, Isabelle Poulencq, fière, impérieuse et retourne Aurore, l'exquis Céphale d'une tendresse presque sans défense de Gilles Ragon, le Borée ferrailant de François Harismendy, à la tête d'une troupe d'ours blancs, et le couple de serviteurs qu'on croirait sortis de chez Monteverdi (Anne-Julia Goddard et Philippe Cantor).

Mais c'est toute la troupe qu'il faut citer et l'Ensemble vocal de Saint-Etienne, les harmonieux danseurs d'Ann Jacoby, le continuo, la Grande Ecurie et la Chambre du Roy. Et naturellement Jean-Claude Malgoire, qui collectionne les chefs-d'œuvre comme un général de l'Armée rouge les décorations, dirige cette musique ressuscitée avec son cœur et sa passion.

Une grande réussite à l'achet de la Maison de la culture de Saint-Etienne et de son équipe technique qui a réalisé entièrement les décors et les costumes, pour ce spectacle applaudi par quelque mille six cents personnes.

JACQUES LONCHAMPT

► Coproduction avec l'Atelier lyrique de Tourcoing, où *Céphale et Procris* sera repris les 12 et 14 janvier.

## L'Angola à l'Opéra-Comique

Dans la région du bas Congo, lorsque les querelles de voisinage prennent trop d'ampleur, la communauté villageoise s'assemble en cercle autour du conteur qui régalait les conflits par la danse et la musique. Les Kikongo et les Kimbundu appellent cette sorte de catharsis le *semba*. Plus tard, les Portugais en exportèrent l'usage en trafiquant les hommes vers leurs colonies d'Afrique du Sud. On sait ce qu'il en advint. Mais, aujourd'hui, entre le *semba* et la samba, il y a plus qu'une différence de voyelles.

En Angola, la musique africaine s'est, comme au Brésil, teintée d'influences lusitaniennes : à la nostalgie du fado, l'histoire a rajouté les rythmes, les instruments taillés dans la forêt. Mais, libéré bien plus tard de la tutelle coloniale pour retomber dans une république d'austérité, socialiste, ravagée par la guerre, l'Angola s'est tenu dans une attitude de repli frileux. Tandis que les Capverdiens faisaient danser le Sénégal, les Angolais boudaient leurs voisins zairis et se remplassaient les

oreilles de musique cubaine, antillaise, de zouk, de salsa, de merengue par des disques venus par la bande. De nombreux musiciens partis en exil avant l'indépendance en 1975 ne rentrèrent pas. Bonga (1), le plus connu, Sam Mangwani, qui, chose rare, fit partie du groupe du Zairis Rochereau, Teta Lando, découvert en France, Les Marimbaires, le groupe Merengues, les danseuses Kikiri, eux ont choisi de vivre et de travailler au pays. Dans un spectacle pas toujours bien organisé, mais vif (2), ils ont su, hier soir, à l'Opéra-Comique, rétablir l'ordre chronologique : c'est bien en Afrique que les Antillais et les Brésiliens ont trouvé leurs sources, et non l'inverse.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) Album : Angola, CD Auvidis.  
(2) La Quinzaine culturelle angolaise s'achève à Paris par une rencontre avec l'écrivain José Luandino Vieira, à la librairie Gallimard, le 9 novembre, à 16 heures.

PETIT MONTPARNASSE  
LES HOMMES  
NAISSENT  
TOUS  
EGO  
"Le western des temps  
modernes où tous les  
coups sont permis"  
LOC. 43.22.77.74

NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD  
TEL. 43.31.1195  
PHI-PHI  
Le spectacle de la Victoire  
du 11 novembre 1918  
Opérette légère de  
M.M. A. WILLEMETZ et F. SOLAR  
Musique de M. H. CHRISTINE  
Mise en scène de  
M. C. BENEZECH

## La mort du Père

Emile Martin

Le musicien du sacré des rois de France

Le Père Emile Martin, fondateur des Chanteurs de Saint-Eustache, est mort le 7 novembre d'une crise cardiaque, à la sortie du cimetière de Lisieux. Il était âgé de soixante-quinze ans.

C'était un grand animateur, un excellent musicien et un personnage pittoresque. Fils de viticulteur, il était né à Cendras (Gard) le 7 mai 1914 : docteur en lettres avec un très savant *Essai sur les rythmes de la chanson grecque antique* et diplômé de grec biblique à l'Institut catholique de Paris, ce prêtre de l'Oratoire était un charmeur, à la conversation ornée et baroque, voltigeant avec la même aisance dans les domaines les plus éloignés, mais aussi un redoutable breteur de mots et d'idées comme en témoigne son *Essai sur la musique et le sacré : une Muse en péril* (Fayard, 1968) et de nombreux articles, où il pourfendait allègrement la musique liturgique d'aujourd'hui tout en se montrant un historien vivant et sûr, et un esprit assez ouvert sur l'avenir.

C'est surtout son inlassable activité à la tête des Chanteurs de Saint-Eustache, depuis 1945, qui l'a rendu célèbre. Chef de chœur fougueux, embrassant l'ensemble de la musique liturgique de Machaut à nos jours, il galvanisait sa troupe de cent dix choristes amateurs d'un esprit de corps exemplaire, ne leur laissant jamais le temps de souffler.

Les offices de son église, où il était maître de chapelle depuis 1964, ne suffisaient pas à le rassasier, il multipliait les voyages, fondait un Festival Bach à Mazamet en 1965, montait les plus grandes musiques avec orchestre (Bach, Mozart, Haendel ou Franck), notamment pour les concerts de Notre-Dame d'été, où sa direction tempéramente et un peu frustre lui faisait courir quelques dangers.

Le compositeur n'était pas moins surpris. Il avait atteint la gloire le 8 novembre 1950 en faisant passer sa *Messe du sacré des rois de France* pour une œuvre inconnue d'Etienne Moitinté (dit-septième siècle) servi en cela par sa connaissance des styles anciens (il avait vraiment restitué des pièces oubliées de Gesteoldi, de Du Courroy, de Josquin des Prés, etc.). L'œuvre reçut un accueil enthousiaste, mais la supercherie révélée fit scandale. Ses autres partitions (vingt-deux motets, deux messes, des hymnes, des oratorios, etc.) ne bénéficièrent pas d'un lancement aussi favorable, mais furent fort bien reçues.

Tout en réduisant son activité depuis quelque temps, il n'avait pas cessé de diriger ses chœurs et de composer. Sa dernière œuvre, *Les Chants de la liberté* pour le bicentenaire de la Révolution, avait été créée le 3 juin. Il laissait le souvenir d'une personnalité très forte, capable de réunir cinq ou six mille personnes à Saint-Eustache autour des chefs-d'œuvre de l'art religieux.

J. L.

► Les funérailles du Père Martin auront lieu lundi 13 novembre à 10 h 30 à Saint-Eustache, où sera célébrée la *Messe du sacré des rois de France* le 5 décembre.

MUSIQUE  
VEN. 17 NOV. 18 H 30  
MARIA JOAO PIRES  
HUSEYIN SERMET  
SAM. 18 NOV. 18 H 30  
DIM. 19 NOV. 20 H 45  
MICHEL PORTAL  
MARIA JOAO PIRES  
YURI BASHMET  
HUSEYIN SERMET (8)  
DONNA BROWN (9)  
PRX 60 F. LOC. 42.74.22.77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>



## Accord entre l'Etat et les associations

## Quatorze mille postes de travail pour les handicapés seront créés d'ici à 1994

objectivement plus beaucoup. Sur le dévouement, il a également interrogé l'auditoire : « Devait-il refuser d'entendre Gordji le jour où on le lui a amené ? Pour sauver son image ? Pour qu'on dise : ah ! le grand Boulouque ? »

## Un coup de poker

Mais le magistrat, malgré toutes ces embûches, n'avait pas voulu renoncer ni prendre l'initiative d'une demande de sursis à statuer, excédé qu'il était le temps des attaques soit venu celui de la pitié. « Qu'on ne dise pas : le pauvre Boulouque, il a succombé à la raison d'Etat, on lui pardonne, mais permettez-nous de l'écrire », a pleidé son avocat, M. François Sarda.

« Comportement  
exemplaire »

Non, le magistrat pavendique un « comportement exemplaire », et ce n'est pas lui qui a fait enclencher l'ambassade iranienne à Paris. Le pouvoir politique a « exploité la situation » en gonflant les charges contre Gorfij pour créer un rapport de forces avec l'Iran. Et M. Sarda a suggéré à Plerini, « dont le rôle est de contrôler le juge en guise d'aéroport pour faire fait jurisprudence, un croquis plus pertinent : M. Bouloque ouvrirait la porte de son cabinet à Gorfij et, derrière, c'est M. Charles Pasqua qui délivrerait le billet d'avion.

Dans sa chronologie d'un comportement parfait, M<sup>r</sup> Sarda a admis que le juge était informé de ce qu'il a appelé la « volubilisation » du dossier : « Informé ne veut pas dire dévoyé. » Il ne s'est guère arrêté au fait que le juge avait encore déclaré que son dossier formait un « lot cohérent » en septembre 1987, à un moment où les charges contre Gordji étaient, certes, massives, selon la vérité officielle de l'époque, mais, en fait, inexistantes, selon la vérité révélée aujourd'hui.

Il a revendiqué « le droit du juge à évoluer, dans sa pensée, sur un dossier qui bouge ». Et il a demandé à la presse combien de temps elle aurait mis pour crier que M. Boulouque s'était « couché » s'il avait renoncé, le 15 août, à la convocation d'un témoin qui ne l'intéressait

Indirectement, l'avocat a donc admis que son client n'était pas resté totalement étranger au bras de fer diplomatique eu-dessus d'un dossier vide, qui a servi à la libération de deux otages français du Liban. Un coup de poker — avec rupture des relations diplomatiques, envoi du porte-avions *Clemenceau* dans le Golfe et intoxication générale de l'opinion — que M<sup>re</sup> Leclerc n'a pu cependant que saluer : « *Pasqua a été plus fort que les Iraniens. Je le dis franchement : bien joué !* » Tel n'a d'ailleurs pas été le moins intéressant enseignement de ce débat, on ne peut qu'apprécier l'évidence, à savoir la marchandise avec l'étranger.

Dans un livre à paraître le 24 novembre, dont l'avocat du Monde, M<sup>re</sup> Yves Baudelot, a cité des extraits (1), l'ancien ministre des affaires étrangères M. Jean-Bernard Raimond raconte, par exemple, comment il a « joué le jeu » par de fortes déclarations publiques sur la nécessité de permettre au juge d'entendre Wahid Gordji, alors que le dossier lui apparaissait si peu convaincant qu'il avait envisagé de renvoyer sa démission. Et comment il avait alerté le premier ministre Jacques Chirac dès le 15 mai 1987, sur les risques d'une opération qui pouvait se révéler « désastreux ».

Dans son réquisitoire, M<sup>re</sup> Dubreuil a demandé une condamnation, estimant différenciateurs, presque par essence, la représentation du magistrat en poinçonnet : « Le juge n'est plus un juge. » Si elle a estimé que cette image était le « baromètre de la décadence de la magistrature », elle a estimé qu'elle avait « porté l'éclosoie » : elle a laissé au tribunal l'oppression de la borne foi des journalistes. M<sup>re</sup> Baudouin a répliqué qu'il n'avait « jamais été dit que M. Boulogne aurait, été contre sa conscience », et que, en maintenant sa demande d'audition, alors que les charges s'étaient réduites, le juge était « en train de se faire » : « Je veux dire que le juge a voulu par le ministre de l'intérieur. »

« Que M. Boulouque ait souffert, qu'importe ! même si c'est terrible à dire, a tranché M<sup>re</sup> Leclerc. Il a servi l'Etat. Il s'en plaint. aujourd'hui. Qu'il réclame réparation à M. Pasqua, au ministre de la justice, à ses collègues. Pas à deux journaliers »

**Jugement, le 6 décembre.**  
**CORINE LESNES**

(1) *Le Quai d'Orsay à l'épreuve de la cohabitation, chez Flammarion.*

## An tribunal de Paris

## La victoire du scoutisme sur « la concupiscence »

accordés ultérieurement par une  
juridiction civile.

Le 24 juin 1988, les associations fondatrices des Scouts de France, des Guides de France, du Scoutisme français et des Eclaireurs neutres de France s'étaient adressés au juge des référés, qui avait refusé de saisir la revue *Newlook*, tout en accordant à chacune des associations une provision de 50 000 F à valoir sur les dommages et intérêts qui pourraient être

Devant le tribunal, les Editions des Savanes avaient invoqué le caractère de journal de la publication. Les libérés d'expression, en l'instance sur l'aspect totalement ignominieux des personnages mis en scène par des mamequins professionnels. Dans son jugement, la première chambre civile, présidée par M. Jean-Marie Desjardins, rappelle que l'article 1 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 stipulait déjà que tout citoyen peut se parler et imprimer librement, sans à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi ». Aussi, les juges constatent : « si la Société des Editions des Savanes peut faire paraître les articles et les photographies de son choix dans un magazine enclins à flatter la concupiscence de certains

lecteurs, elle a commis une faute caractérisée en associant délibérément dans un article, dans le titre même et dans les images qui y sont jointes, le nom, la devise, la tenue vestimentaire, les emblemes, symboles et tous signes permettant d'identifier les adolescents à deux sexes adhérent aux groupements demandeurs ».

Le tribunal ajoute : « Il importe de relever que la société *Éditions des Savanes* savait, dès l'origine, que son initiative allait à l'encontre des valeurs morales et spirituelles défendues par le scoutisme et qu'elle était de nature à blesser de manière profonde, les sentiments les plus nobles des milliers de jeunes fidèles à cet idéal, et provoquer un émoi justifié de l'esprit de ceux qui contribuent à animer ces mouvements, atteints dans leur dignité même. »

**M.P.**

## FAITS DIVERS

## Une centaine de véhicules incendiés en région parisienne

## La « haine »

### du pyromane ferrailleur

Il était ferrailleur et devint incendiaire. Gilbert Mahé, trentecin ans, un vagabond interpellé, lundi 7 novembre, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) et placé en garde à vue dans les locaux de la 3<sup>e</sup> division de police judiciaire à Paris, l'avoue bien volontiers : son plaisir, ou sa vengeance à lui, était de mettre le feu aux voitures, de préférence des 2 CV Citroën, aux camionnettes de déménagement et aux motocyclettes.

Il a ainsi reconnu une centaine d'incendies de véhicules précisant devant les policiers les motivations de ces choix. Les 2 CV Citroën, parce qu'avec la capote « c'était plus facile ». Les camionnettes de déménagement, car il avait travaillé un temps dans une entreprise de transport et ne s'en était pas remis. Et les motocyclettes parce que, dit-il à ux policiers, l'un de ces engins l'avait renversé lorsqu'il était enfant et qu'il en avait gardé « la haine ».

La semaine dernière, une dizaine de voitures, essentiellement des Citroën, furent ainsi incendiées dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Et dans la nuit du lundi 6 au mardi 7, trois 2 CV devaient être détruites dans le 13<sup>e</sup> arrondissement et à Ivry. Des témoins purent communiquer à la police un signalement précis du suspect. Ce signalement diffusé par la PJ a abouti à l'arrestation de Gilbert Mahé qui a été défilé, mercredi soir 8 novembre, au perquet de Paris.

## CAMPUS

## Une internationale des relations publiques

Les étudiants en relations publiques s'organisent par-dessus les frontières. Afin de renforcer entre eux la coopération internationale, ils viennent de se rassembler au sein de la Confédération européenne des étudiants en relations publiques (CERP-Etudiants), qui regroupe aujourd'hui des étudiants d'une dizaine de pays et dont le siège est à Gand, en Belgique. Leurs premiers objectifs sont très concrets : établir une banque de données des stages disponibles dans les entreprises européennes et centraliser des études de cas ou des sujets d'études réalisés dans les diverses universités membres.

Mais la CERP-Etudiants entend aussi développer des activités propres, telles qu'un camp d'été européen en août 1990 ou des manifestations internationales portant sur des problèmes de communication. Ainsi, les étudiants européens seront invités les 3, 4 et 5 avril 1990 à Dunkerque pour « plancher » sur le sujet suivant : « Comment sensibiliser les enfants de 14-15 ans à la réalité européenne ? ». Charité bien ordonnée commençant par soi-même, la CERP-Etudiants fera elle-même sa communication grâce à une lettre d'information adressée aux adhérents, dont le premier numéro doit paraître en janvier prochain.

J.-J. B.

\* CERP-Étudiants, Baggartenstraat 126, B-9000 Gand, Belgique.  
Tél. : (32) 91-24-41-06. Correspondants française : Virginie Nollat, 91, rue  
de l'Hôtel-de-Ville, 59240 Malo-les-Bains. Tél. : 28-63-94-17.

## Technologies

### **Défense des concours**

Une « association pour la qualité de l'enseignement et des concours de recrutement » vient de se constituer pour défendre les concours, notamment l'agrégation. Elle est présidée par M. Michel Hervé, directeur adjoint honoraire de l'Ecole normale supérieure.

★ Correspondance : D. Bouteil, Ecole normale supérieure, 45, rue d'Ulm 75006 Paris.

★ Correspondence : D. Boutet.  
Ecole normale supérieure, 45, rue  
d'Ulm 75006 Paris.

\_\_\_\_\_

هكذا من الامل

16 Le Monde • Vendredi 10 novembre 1989 \*\*\*

● PROCHE-ORIENT : LA PAIX SE NÉGOCIE AU-DESSUS DES PEUPLES — Pages 22 et 23

LE MONDE

N° 428 - 36<sup>e</sup> année

NOVEMBRE 1989

32 pages - 17 F  
Abonnés : voir tarif page 26

diplomatique

La quête  
des Allemands de l'Est  
(Page 3.)

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

## Démocraties sans courage

Par CLAUDE JULIEN

**P**RISES au dépourvu, les capitales occidentales manifestent une extraordinaire perplexité devant l'effervescence de l'Europe orientale (1). Longtemps sceptiques, elles ont finalement cessé de s'interroger sur les intentions réelles de M. Gorbatchev. Devant l'ampleur des mouvements qu'il a mis en branle, elles ne peuvent plus douter, mais ne savent que faire. Expriment bien l'incertitude générale, l'un des meilleurs commentateurs américains (2) écrit : « Je pose des questions. Il est évident que je

M. Henry Kissinger se borne à émettre un vœu : « Les Etats-Unis doivent prendre position (...). Nous devons trouver un [nouveau] concept politique pour l'Europe de l'Est (5). » Plus facile à dire qu'à faire... Car c'est toute une manière de voir le monde



UNE AMÉRIQUE A COURT DE MOYENS

## La prudence forcée de M. George Bush

L'héritage de M. Reagan est-il en train de paralyser la diplomatie du président Bush ? Face à la rapidité des changements à l'Est, les dirigeants américains se montrent d'une extrême prudence. Mais cette attitude reflète moins un calcul stratégique qu'une incapacité à prendre l'initiative, à agir vigoureusement. En raison de ses folles dépenses militaires, de ses déficits budgétaires et commerciaux et des immenses besoins pour remédier aux inégalités sociales, l'Amérique manque aujourd'hui de moyens pour encourager une évolution qu'elle n'avait cessé de souhaiter.

Par SERGE HALIMI \*

DANS ses premières déclarations à la presse écrite en tant que président, M. George Bush a tenu à la Maison Blanche sous M. Reagan, en un mot, de sa « passivité ».

## Également au sommaire

### RENDRE AUX ÉLUS DU PEUPLE LA CAPACITÉ DE FAIRE LA LOI

Pour que les citoyens « à la conquête des pouvoirs » puissent pleinement participer aux décisions au sommet de l'Etat, il n'est d'autre solution que de renforcer le rôle et les moyens du Parlement. Christian de Brie explore les méthodes qui permettront au peuple de mieux faire entendre sa voix.

### DÉSORDRE MONDIAL ET PAUVRETÉ DES NATIONS

Censées porter remède aux crises du sous-développement, les politiques d'ajustement structurel font faillite, écrit Jacques Decornoy. La « mondialisation » de l'économie concerne une poignée de nations riches. Mais l'Occident continue de prôner un libéralisme qui ne peut qu'aggraver le désordre planétaire.

### ASIE DU SUD

M<sup>me</sup> Bhutto dans un « champ de mines », par A. Dastarac et M. Levent. Comment garantir une transition pacifique à Kaboul, par Selig Harrison.

### URSS

L'écologie comme terrain de lutte politique, par Patrice Miran.

### ÉCOLOGIE

Les politiques sommées de faire un choix radical, par Bernard Cassen.

### NOUVELLE-CALÉDONIE

A l'école de l'intégration, par Jean-Marie Kohler.

### CAFÉ

Les producteurs perdent leur filet de sécurité, par Jean-Louis Gombaud.

NOVEMBRE 1989

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



# SOCIÉTÉ

Trafic entre l'Italie et la France

## Les cargaisons pestilentielles de déchets hospitaliers

La destruction des déchets hospitaliers contaminés pose problème. Un arrêté paru au *Journal officiel* du 8 novembre impose, au nom du respect de l'environnement, des contraintes aux incinérateurs d'ordures ménagères, chargés pour le moment de traiter ces résidus. La récente découverte, qui fait scandale, à l'hôpital de Brest prouve la nécessité d'une telle réglementation (*le Monde* du 8 novembre).

Mais un décret, examiné en Conseil d'Etat, est toujours en attente, faisant obligation de déclarer préalablement tout mouvement transfrontalier de ce type de déchets — importation, exportation ou transit à l'intérieur de la CEE et avec les pays tiers.

L'urgence est pourtant évidente, comme en témoignent de récents trafics entre l'Italie et la France.

MODANE (Savoie)  
de notre envoyée spéciale

La neige surpasse le passage-frontière du Fréjus, mais le trafic ne s'essouffle pas, venu d'Italie. En ce matin froid, les camions stoppent dans un crissement de pneus sur le parc de contrôle de l'autoparc de Modane. Halte pour vérification des cargaisons. Un « 8-tonnes » immatriculé à Milan se range aux côtés des mastodontes internationaux. Le conducteur en descend et se rend au bureau, documents de transport en main.

Les papiers sont en règle, le dédouanement semble assuré. « Déchets hospitaliers, spécialement traités », lit la jeune fonctionnaire : cela signifie que la marchandise est « saine ». Mais elle doute, à l'évidence, et fait ouvrir les portes du « 8-tonnes ». Six cent quarante-huit colis y sont empilés, à demi éventrés, dégageant une odeur de décomposition et de septicémie. Le chauffeur est assailli de questions. Il convulse, affirme-t-il, son chargement de Milan à Bassens (Gironde), sous la responsabilité d'un transitaire de Modane jusqu'à l'arrivée au centre d'incinération de la société Montemay, autorisée à les traiter sous réserve d'un conditionnement conforme.

Précisément, lui rétorque la douanière, votre emballage n'est pas étanche ! Et de refuser le dédouanement. Le camionneur doit rebrousse chemin à Bardonecchia, sous l'escorte des gendarmes.

Dès le lendemain, il repasse la frontière : les colis sont maintenant correctement conditionnés. Ce n'est que la première livraison d'un contrat de plusieurs milliers de tonnes... Mais la douane de Modane, aux aguets, ne verra jamais trace des suites du convoi. D'autres véhicules ont-ils déchargé leurs cartons dans un terrain vague de Lombardie ou de Savoie ? Ou ont-ils réussi, sans attirer l'attention, à franchir un autre poste transalpin ? Nul ne le saura. Aucun des intéressés ne s'est risqué à se manifester. Et pour cause : transporter une cargaison dangereuse pour l'environnement dans des condi-

tions aussi déplorables est parfaitement illégal.

La loi du 30 décembre 1988 impose au transport des déchets hospitaliers — solides, liquides et gazeux — des restrictions comparables à celles appliquées aux matières radioactives. Le *Bulletin officiel des douanes* a publié un règlement le 19 octobre 1988. Bizarrement, ce texte reste lettre morte : le décret du Conseil d'Etat et ses textes d'application sont toujours en attente. Il existe un vide juridique, providence des mercenaires du déchet hospitalier.

La jeune douanière de Modane n'est pas dupe. Elle ne se contente plus de viser des titres apparentement réguliers. « Hospitaliers ? Je vérifie. » Elle sait pourquoi. Un

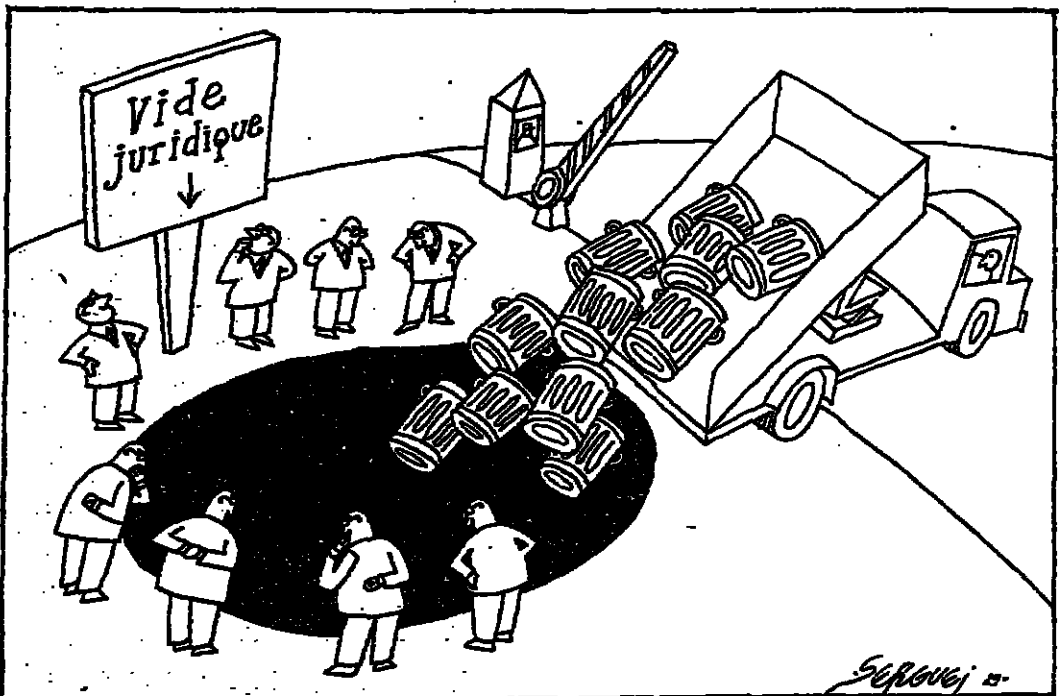
Il fallut sévir. Depuis, la jeune douanière de Modane — sans passion excessive pour l'écologie, simplement « écorchée » — comme ses collègues, gardent l'œil ouvert. D'ailleurs, faute d'un règlement national qui tarde à venir, le préfet de Savoie a pris les devants. Tout camion suspect est refoulé, interdit de circulation dans le département : à chaque fois, un arrêté préfectoral est signé.

### Les poubelles débordent

Cet exemple de lutte contre la pollution. M. Clerc, directeur régional des douanes à Chambéry, le revendique : « Il faut stopper ce

trafic : leurs administrés se battent frénétiquement contre les fumées toxiques et les infiltrations destructrices produites par une telle usine. Le rétablissement du contrôle sanitaire à la frontière française restera insuffisant : une réglementation européenne est indispensable. Le vide juridique actuel fait qu'on frise parfois l'absurde.

Par exemple, le délégué lombard à l'environnement vient d'imposer à la principale firme de traitement des ordures ménagères, l'AMSA, de brûler les résidus hospitaliers. Sic ! L'AMSA proteste : elle réclame des subventions pour s'agrandir. Sinon elle se verra contrainte de laisser s'entasser les ordures ménagères.



précédent de taille a alerté les autorités et inquiété les populations. Quelques mois auparavant, en effet, au cœur de l'été, un TIR, provenant lui aussi d'Italie, avait aisément franchi le poste de Modane, muni d'un certificat de transit conforme : 6 tonnes de déchets, démarrage d'un contrat de 5 000 tonnes passé par une société italienne, Eco-Marché. Le dédouanement devait se faire à l'aéroport de Brest, proche de Lyon. Puis la cargaison devait être incinérée dans une usine de Saint-Chamond (Loire), pourtant non équipée pour ce type de déchets. La Société centrale de chauffe, basée à Roanne, jouait l'intermédiaire.

### Aspicots et vieilles seringues

A Bron, ce week-end-là était férié, le véhicule s'immobilisa plusieurs jours. Il en émana des relents si pestilentiels que des douaniers intrigués ouvrirent la porte arrière. Aspicots grouillant sur des pansements usagés, têtes de sang noirâtre, vieilles seringues, résidus de peau... Il fallut masquer et gants pour inventorier le contenu de ce carton béant. Le préfet fit recourir le véhicule jusqu'à la frontière. « Bombe bactériologique, cadavre d'Italie », titraient les quotidiens locaux.

mal à la racine, sinon nous allons être envahis. Chaque nation traite ses poubelles de façon individuelle. La guerre n'est jamais finie.

Car, selon lui, l'enjeu est grave. Le marché des déchets hospitaliers connaît un boom depuis trois ou quatre ans — effet indirect des exigences croissantes des Verts. Les profits réalisés sont énormes, comme aux beaux jours de la prohibition. Le producteur de déchets est prêt à payer très cher le bienfait de s'en débarrasser. En situation de quasi-monopole entre le producteur et l'incinérateur final, les intermédiaires sont très structurés. Les transitaires facturent jusqu'à quatre fois le prix d'un transport ordinaire. En l'absence d'un classement au tarif des douanes, la taxe est nulle. Les incinérateurs, rares, sont très sollicités. Dans ces conditions, « l'Europe des incinérateurs existe bien, la France est en train de devenir la poubelle de l'Europe », affirme M. Clerc.

De fait, la plupart des grands établissements français de soins disposent de leur propre système de destruction. Mais ailleurs, dans les pays voisins ? Les municipalités de France, elles, ne rechignent guère devant les fortes subventions et les bénéfices escomptés de l'installation d'un nouveau four. A l'inverse, leurs homologues italiennes, comme néerlandaises et britanniques, se refusent à toute implanta-

tion : leurs administrés se battent frénétiquement contre les fumées toxiques et les infiltrations destructrices produites par une telle usine. Le rétablissement du contrôle sanitaire à la frontière française restera insuffisant : une réglementation européenne est indispensable. Le vide juridique actuel fait qu'on frise parfois l'absurde.

Embroûille à l'italienne

Milan. La grille s'ouvre sur l'hôpital Sacco, niché au fin fond de la banlieue. Ici est soignée et aidée la plus grosse communauté, pour la péninsule, de malades du sida. C'est un lieu de paix où fleurissent bosquets et haubiers. Le docteur Maria-Carmela Perna, après avoir dirigé le pavillon des maladies infectieuses durant quinze ans et détecté les premiers maillons de ce virus incontrôlable à ce jour, est devenue, sur sa demande, l'adjointe de directeur pour les affaires sanitaires et sociales de l'établissement. « J'avais l'impression de soigner la mort », confie-t-elle. Elle s'occupe aussi du traitement des déchets hospitaliers. Tâche, elle veut faire de Sacco un hôpital-pilote, exemple qui peut servir à l'ensemble du pays. D'ailleurs, l'équipe vient d'être chargée par le gouvernement italien, soutenu par des fondations, d'un vaste programme de recherches. L'équipe dispose d'un an pour pro-

Jean-Pierre Clerc  
rédacteur en chef  
du « Monde de l'éducation »

Après la nomination de Jean-Michel Croissandeau au ministère de l'éducation nationale, où il occupera le poste de directeur de l'information et de la communication (*le Monde* du 9 novembre), Jean-Pierre Clerc devient rédacteur en chef du *Monde de l'éducation*.

[Né en 1941, Jean-Pierre Clerc est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et diplômé d'études supérieures de sciences politiques. Il entre au *Monde* en 1969 au service information-général, puis à celui des informations générales. Il rejoint en 1971 le département éducation-jeunesse, où il participe trois ans plus tard à la création du *Monde de l'éducation*. Responsable de la rubrique Amérique latine-Portugal du service étranger du *Monde* en 1974, il est ensuite correspondant de notre journal à Rome de 1985 à 1988. De retour au siège parisien, il reprend la responsabilité du service Amérique latine. Il a été président de la Société des rédacteurs du *Monde* de 1981 à 1984. Il est l'auteur de *La Rivalité États-Unis/URSS dans l'espace* (Ed. Autrement, 1986) et de *Fidel de Cuba* (Ed. Ramsay, 1988)].

### EN BREF

○ Naufrage d'une plate-forme de forage en mer du Nord. — Alors qu'elle était remorquée par deux navires, mercredi 8 novembre, la plate-forme de forage de gaz *Interocean-11*, appartenant à la compagnie américaine Texaco, a rompu une amarre dans la tempête et coulé en mer du Nord au large de l'Angleterre. Les cinquante et une personnes à bord ont pu être évacuées par hélicoptère avant le naufrage. — (AFP, Reuters.)

○ M. Curien demande un rapport sur l'aviation du futur. — M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a demandé un rapport sur les moyens et les recherches à mettre en œuvre pour le lancement d'un programme d'études nationales sur les avions supersoniques et hypersoniques (5 000 à 7 000 kilomètres-heure) de demain. Les avions français (Dassault et l'Aérospatiale) comme les américains (SNIECMA, SEP) ont déjà entrepris des recherches sur le sujet (*le Monde* du 8 février). Les conclusions du rapport, commandé au président de l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA), permettront au gouvernement de déterminer les efforts de financement nécessaires, a précisé le ministre qui présidera, le mercredi 8 novembre, à Strasbourg, un colloque sur l'aviation du futur.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
sans visa

VENTES PAR  
ADJUDICATION

Rubrique OSP  
64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINITEL 36.15 CODE A3T  
puis OSP

Cabinet de M<sup>rs</sup> Louis CHEVALIER, membre de la SCP CHEVALIER-CHEVALIER-ANDRIEU-BARADEZ, avocat au barreau du Val-de-Marne, 39, rue de Cressens, 94190 VILLENEUVE-SAINT-GEORGES. Tél. : 43-89-09-08.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE au palais de justice de CRETEIL, 94000, rue Pasteur Valléry-Radot, le JEUDI 23 NOVEMBRE 1989 à 9 h 30, EN DEUX LOTS, des biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier à :

LIMEIL-BREVANNE (Val-de-Marne), 4 bis, avenue de Verdun, et place Mario-Le-Nour, sans numéro.

LOT APPARTEMENT

2<sup>e</sup> LOT BATIMENTS

à l'usage de HANGARS et COUR (lots n<sup>os</sup> 21, 22 et 27).

MISES à PRIX :

1<sup>er</sup> LOT : 20 000 F  
2<sup>e</sup> LOT : 2 000 F

Consignation obligatoire pour enchérir. Une visite sur place est prévue le 15 NOVEMBRE, de 15 h à 16 h.

Vente sur saisie au Palais de justice de Paris, le jeudi 23 novembre 1989 à 14 h 30  
LOGEMENT à PARIS (10<sup>e</sup>)  
17, rue PHILIPPE-DE-GRAND, 6<sup>e</sup> étage, n<sup>o</sup> 10 : salle à manger, chambre, cuisine, entrée, cave. Mise à prix : 100 000 F. S'adresser à M<sup>rs</sup> J.-C. ABADIE, avocat, 23, bd Henri-IV - Tél. : 42-72-07-41 (avant 16 heures).

Vente sur saisie immobilière au Palais de justice à Paris  
le JEUDI 23 NOVEMBRE 1989 à 14 h 30  
UN APPARTEMENT de 5 P. PRINC. - 3<sup>e</sup> ÉTAGE.  
Bât. s/rue - CHAMBRE de bonne au 6<sup>e</sup> étage - 2 CAVES, n<sup>os</sup> 5 et 6  
61, RUE DE BRETAGNE, PARIS (3<sup>e</sup>)  
M. à P. : 220 000 F  
Tél. : 47-20-48-37 - Au greffe des criées - Sur les lieux pour visiter

Vente sur saisie au Pal. de just. de Nanterre (92), le jeudi 23 novembre 1989 à 14 h  
LOCAL COMMERCIAL à LEVALLOIS-PERRET (93300)  
2 à 30, rue de Lorraine, 18 à 22, rue Jules-César, et 1 à 33, rue d'Alsace  
MISE à PRIX : 1 000 000 F  
S'adr. à M<sup>rs</sup> A. Mailab-Sarkany, avocat, 184, av. Ch.-de-Gaulle, 92200 Nanterre - Tél. : 46-24-02-13 - M<sup>rs</sup> A. Claude, avocat à la cour, 52, bd Malesherbes, Paris (8<sup>e</sup>) - Tél. : 46-24-02-13. Pour vis. s/p, 14 nov. 1989 à 15 h, 7 à 11, promenade de la Tour (niveau dalle).

**Le Monde**  
7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL *Le Monde*  
Droits de la société :  
cent ans à compter de  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beauvillier, fondateur.

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux  
et publications, n<sup>o</sup> 57 437  
ISSN : 0393-2037  
Reconnu comme journal officiel  
et leader du Monde au (1) 42-47-89-81.

Impression  
de « Le Monde »  
D. M. Gaudin  
PARIS-IVY

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

**Le Monde**  
PUBLICITE  
5, rue de Montmoy, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDE-UTB 286 136 F

ABONNEMENTS  
PAR MINITEL  
36-15 - Tapez LEMONDE  
code d'accès ABO

ABONNEMENTS  
BP 587 69  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-96-72

Ther	FRANCE	EUROPE	SWISS	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	780 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 480 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 800 F	2 680 F

ÉTRANGER : par voie  
aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner  
RENOUVEZ CE BULLETIN  
accompagné de votre règlement à  
l'adresse ci-dessus.

PORTAGE : pour tous renseignements  
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Chaque année d'adhésion (différent de pro-  
prieté) : nos abonnés sont invités à former  
leur demande deux semaines avant  
leur départ. Joindre la dernière bande  
d'envoi à toute correspondance.  
PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN  
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

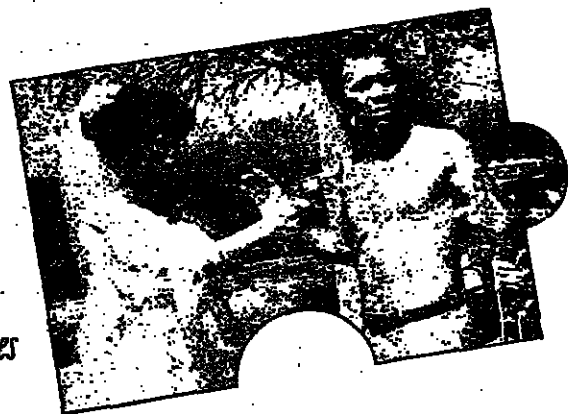
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
pour les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

صكزا من الاموال



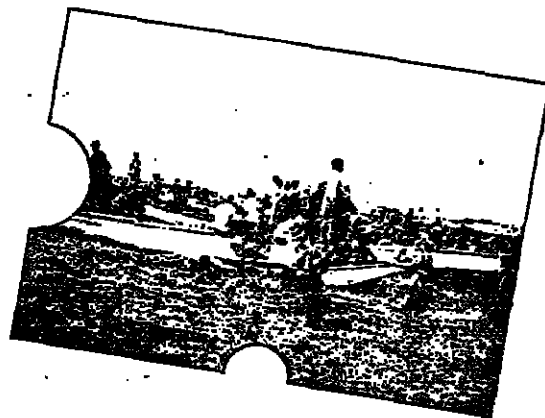


# Chaque vendredi, Antenne 2 et FR3 se mettent en quatre pour vous satisfaire deux fois plus.



*Panique aux Caraïbes*

20h35



*Thalassa*



*Apostrophes*

21h30



*Le retour d'Arsène Lupin*

En effet, à partir du 10 novembre, les télévisions publiques proposent une soirée du vendredi complètement adaptée à vos goûts et à vos exigences: que vous soyez fans d'actions ou férus de culture, vous y trouverez votre compte. En faisant parfaitement coïncider nos horaires et vos possibilités de choix, vous pouvez sans hésiter démarrer avec «Panique aux Caraïbes» à 20 h 35 sur Antenne 2, avant de suivre «Le retour d'Arsène Lupin» à 21 h 30 sur FR3.

Ou bien plonger dans «Thalassa» à 20 h 35 sur

FR3 puis retrouver «Apostrophes» à 21 h 30 sur Antenne 2.

Quoi que vous décidiez: voyager au gré de vos préférences, passer toute la soirée passionnés par Antenne 2, ou ne pas quitter FR3 des yeux, vous ne perdrez plus une image de vos émissions favorites, au cours des nouvelles soirées du vendredi d'Antenne 2 et de FR3.

Un vrai changement qui en annonce bien d'autres: rendez-vous le 6 janvier 1990.



*Le choix*

هكذا من الامل

هكذا من الاجل

# COMMUNICATION

« L'Express » passe le cap des 2 000 numéros

## Une histoire mouvementée

L'Express publie, vendredi 10 novembre, son deux mille unième numéro. Un numéro spécial intitulé « L'Express 2 001 », trente-six ans d'actualité, accompagne l'hebdomadaire. Jeudi 9, le premier news magazine français offre une fête d'anniversaire d'un coût de 5 millions de francs. TF 1 diffusera, dans la soirée du 10 novembre, une émission d'une heure, « Les années Express », commentées par de grands témoins et alimentées par des images d'archives et des reportages.

Quand le premier numéro du magazine sort des rotatives, samedi 16 mai 1953, il est au carrefour de la guerre d'Indochine finissante et de la guerre d'Algérie qui va éclater. L'Express n'est alors qu'un supplément imprimé sur papier journal du quotidien les Echos. Son directeur-fondateur, Jean-Jacques Servan-Schreiber, est le neveu de Robert Servan-Schreiber, qui lança le quotidien économique en 1906.

Pour son fondateur, polytechnicien et ancien éditorialiste au Monde, l'Express doit rassembler « contre la droite un vaste front de Gauche à Mendès France ».

Françoise Giroud quitte Elle pour la rue de Berry, alors siège de l'hebdomadaire. Pierre Vianson-Ponté en assure la rédaction en chef. De sa création au début des années 60, l'hebdomadaire est clairement à gauche. Il soutient Pierre Mendès France, défend l'indépendance algérienne. Son combat lui vaut une vingtaine de saisies et la haine de l'OAS. Face à France-Observateur, fondé en 1950, l'Express offre aussi une tribune à l'intelligentsia : de François Mauriac, qui y tiendra son « bloc-notes » jusqu'en 1961, et de Raymond Aron

à Maurice Merleau-Ponty et Albert Camus, qui en deviennent chroniqueurs.

Une pléiade de journalistes, d'Albert du Roy à Michèle Cotta, y font leurs premières armes et une partie de leur carrière. En 1955-1956, l'Express tentera l'aventure du quotidien pour se transformer en Express-Matin. A l'orée des années 60, l'hebdomadaire de Jean-Jacques Servan-Schreiber vend 120 000 exemplaires. Son patron, nourri par la presse américaine, lui donne en 1964 sa physionomie de news magazine, sur le modèle de Time et du Spiegel. Sa diffusion s'envole.

Mais en dépit de la prospérité qu'il acquiert le journal s'enfonce

progressivement dans la crise. Les ambitions politiques de son directeur, élu secrétaire général du Parti radical-socialiste en 1969, perturbent et divisent la rédaction. Une partie d'entre elle - Olivier Chevrillon, Claude Imbert, George Siefert, etc. - s'en va pour fonder le Point. A la crise d'un titre dont la ligne rédactionnelle s'estompe, correspond une chute des ventes. Il perd 100 000 exemplaires entre 1972 et 1976, année pendant laquelle la diffusion dépasse cependant les 500 000 exemplaires.

En 1977, Jean-Jacques Servan-Schreiber jette le gant et revend l'Express à l'homme d'affaires britannique Jimmy Goldsmith, qui possède notamment la Célébrité occidentale. Le penchant de Sir

James pour l'ultra-libéralisme n'est pas un secret. Démissions et crises scandent le vie du journal. En mai 1981, pour une couverture jugée hostile à Valéry Giscard d'Estaing, Jimmy Goldsmith se heurte au directeur de la rédaction, Olivier Todd. Celui-ci choisit de partir. Les éditorialistes Jean-François Revel et Max Gallo lui emboîtent le pas, ainsi qu'une vingtaine de journalistes. Mais le patron de l'Express n'en a cure. Il fait entrer au journal deux chantres du libéralisme, René de Laportière et Alain Dumait, et lance quatre « hebdomadaires » en dépit de l'opposition de la rédaction. La rédaction vacille, l'audience recule. Instruit par ses déboires médiatiques, dont sa candidature

malchanceuse à la reprise de la Cinq, Sir James abandonne sa proie au cœur de l'été 1987 à la Compagnie générale d'électricité (CGE), qui nomme Willy Stricker PDG du groupe Express.

Deux ans après son rachat par un groupe néophyte en matière de presse, l'Express a retrouvé sa santé. Il renoue avec les bénéfices. Ses ventes s'accroissent. A trente-six ans, il aura connu trois patrons différents et modifié quatre fois sa formule. Il fête aujourd'hui son « 2 001 » numéro avec un faste particulier. Une façon sans doute de faire taire les rumeurs qui circulent périodiquement sur une nouvelle vente de l'hebdomadaire.

Y.-M.L.

## Yann de l'Ecotais : « Nous avons retrouvé la stabilité »

« Vous êtes directeur des rédactions de l'Express depuis deux ans, date de son rachat à Jimmy Goldsmith par la Générale occidentale. Quel bilan tirez-vous de cette période ? »

— En 1977, l'hebdomadaire sortait de l'époque difficile de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Jusqu'à la fin 1987, il est passé d'une crise à une autre. On se demandait toujours ce qui allait se passer avec Jimmy Goldsmith. Le journal a vécu dans une situation précaire marquée par le départ de la rédaction d'Olivier Todd et de Jean-François Revel, puis par la nomination à la direction des rédactions de Jean-Paul Pigasse et par celle de René de Laportière à la direction générale, enfin par la création des quatre « hebdo-mensuels » auxquels étaient opposés une majorité de journalistes.

— En 1987, l'Express enregistrait un déficit de 100 millions de francs. En 1989, nous prévoyons un bénéfice net de 50 millions et un chiffre d'affaires de 900 millions, dont deux tiers proviennent des recettes publicitaires.

— Selon l'OJD 1988, l'hebdomadaire a vendu 553 524 exemplaires en moyenne, ce qui le place au premier rang des news magazines. Il est aussi le plus lu, avec 2,3 millions de lecteurs dont 45 % de cadres selon le CESP. Nous avons rénové sa formule ainsi que celle de l'Express Paris. La richesse de nos recettes publicitaires, notamment en matière d'offres d'emploi, nous

le cas avec Jean-Jacques Servan-Schreiber puis Jimmy Goldsmith. L'Express a retrouvé sa stabilité et a renoué avec la tradition qui fut la sienne : mener des combats en dehors du clivage gauche-droite, que ce soit en faveur du respect des droits de l'homme, de la juste utilisation des deniers de l'Etat, de la décentralisation et de l'Europe, de la laïcité.

— Quels sont les résultats ?

— En 1987, l'Express enregistrait un déficit de 100 millions de francs. En 1989, nous prévoyons un bénéfice net de 50 millions et un chiffre d'affaires de 900 millions, dont deux tiers proviennent des recettes publicitaires.

— Selon l'OJD 1988, l'hebdomadaire a vendu 553 524 exemplaires en moyenne, ce qui le place au premier rang des news magazines. Il est aussi le plus lu, avec 2,3 millions de lecteurs dont 45 % de cadres selon le CESP. Nous avons rénové sa formule ainsi que celle de l'Express Paris. La richesse de nos recettes publicitaires, notamment en matière d'offres d'emploi, nous

a incité à lancer l'Express Réussir il y a quelques semaines. Ce supplément contient les offres d'emploi, ce qui facilite la lecture de l'hebdomadaire, et dispose de son propre espace rédactionnel de cinq pages, qui sera porté à quinze en janvier.

— Avez-vous des projets de développement en France et en Europe ?

En décembre paraîtra le premier numéro des Cahiers de l'Express, consacré à « La révolution Gorbatchev ». Il s'agit de numéros hors série d'une centaine de pages, dont un cahier photo couleur de huit pages. Il en paraîtra six à huit par an. L'Express, quant à lui, va renforcer sa partie « enquêtes » et va inaugurer une rubrique « Est-Ouest » le 17 novembre. Au sein du groupe Express, à Lire, Bernard Pivot étudie le projet d'un quotidien culturel. Des esquisses de « une » ont été réalisées par Milton Glaser et la direction du groupe a dégagé 500 000 francs pour cette étude. Mais aucune décision ni date de lancement n'ont été prises. Nous

allons aussi nous pencher sur le développement international de l'Express.

— Notre édition internationale est diffusée à 70 000 exemplaires et le Vif l'Express-Pourquoi pas à 90 000 en Belgique. Nous allons voir comment développer nos ventes dans d'autres pays francophones (Suisse, Québec). Quant à l'Europe, il n'est pas question de rivaliser avec les news magazines britanniques ou allemands. En revanche, l'Espagne est un marché intéressant : beaucoup d'hommes d'affaires parlent le français et l'Espagne ne possède pas de news magazines du type l'Express. Nous comptons donc y développer notre diffusion et, le cas échéant, lancer une édition en langue espagnole qui pourrait répondre à la soif d'informations de la péninsule ibérique et l'Amérique latine. Avec nos résultats financiers et une rédaction de 220 titulaires de la carte de presse, nous avons une marge de développement non négligeable.

Propos recueillis par YVES-MARIE LABÉ

## La presse régionale souhaite une ACP d'un autre type

Deux organisations de la presse, le Syndicat de la presse quotidienne régionale et le Syndicat des quotidiens départementaux, affirment dans un communiqué commun que « l'expérience des dix dernières années démontre sans ambiguïté qu'il n'y a pas de place en France pour une agence se positionnant en concurrence directe avec l'Agence France-Presse ». Ils se déclarent prêts à participer à « toute éventuelle rencontre regroupant les divers interlocuteurs intéressés par le dossier de l'Agence centrale de presse (ACP) », et « souhaitent avoir connaissance en priorité de l'intégralité du projet de redéploye-

ment » de l'agence, préparé par le PDG M. Alain Couture.

« C'est à partir de ces informations et propositions, poursuivent les syndicats de la presse, et dans le prolongement d'un dépôt de bilan qui apparaît comme une étape indispensable de clarification, qu'un plan de redressement et des solutions d'avenir pourraient être envisagés. »

« Divers journaux régionaux et départementaux estiment en effet qu'il doit être possible de faire vivre une ACP d'un « autre type », à condition qu'elle rende des services utiles, voire indispensables, et qu'elle soit gérée avec la plus grande rigueur », conclut le communiqué.

CFCE

FRANCE info

LE MOCI

Le Monde

présentent

LES ÉCUS OR

lundi 13 novembre 1989

Colloque ÉTHIQUE ET FINANCE

15 h Introduction par André Fontaine.

15 h 10 « Éthique et finance », le point de vue de Carlo De Benedetti.

### Première table ronde

15 h 30

Déontologie et nouveaux marchés financiers.

François Delavenne, directeur général de la société Techniques et gestion financière ; Bernard Esambert, président-directeur général de la Compagnie financière Edmond de Rothschild ; Francis Demler, maître de conférences à Paris-X ; Bertrand Jacquillat, professeur à l'université Paris-Dauphine ; Etienne Pillulin, président de la Banque du crédit mutuel.

### Seconde table ronde :

16 h 45

La morale et les affaires.

Christian Giacomotto, président du directoire de la Banque Arjil ; Jean Pasquero, professeur à l'université du Québec à Montréal ; Hugues Puel, secrétaire général d'Economie et Humanisme ; Jean-Marc Vernes, président-directeur général de la Banque industrielle et commerciale du Marais ; Marc Vienot, président de la Société générale.

18 h Remise du Prix « Les Ecus Or ».

Les débats sont animés par Erik Izraélwicz, Didier Pourquery, François Renard et Paul Fabra, journalistes au Monde.

SALONS DU CFCE, 10, avenue d'Iéna, 75016 PARIS

Entrée sur invitation - Tél. : 42-47-97-99





هكذا من الوجل

# AGENDA

## CARNET DU Monde

### Naissances

Catherine FERBOS-NAKOV et André NAKOV ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille

Iris,

à Paris, le 6 novembre 1989.

Ania et Dimitri Nakov s'associent à cet heureux événement.

Amie ROUARD et Jean-Pierre BLANCHI sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille

Julie,

mardi 7 novembre 1989.

« Les Communes », 38110 Faverges-de-la-Tour.

Florence OSTIER, Henry BOUVIER et leurs parents

ont la joie d'annoncer la naissance de

Simon Pierre.

110, rue de Montreuil, 75011 Paris.

### Décès

M. et M<sup>me</sup> Cyril Bertrand Belin, M. Pierre Antoine Joly et M<sup>me</sup>, née Christiane Letulle,

Karine et Emilie Belin, Alexandre et Agathe Joly, M. et M<sup>me</sup> Jean Belin, M. Robert Letulle,

Les familles Belin et Letulle, ses parents, beaux-parents, frère et sœurs, grands-parents, ses oncles et tantes, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Marie BELIN

à l'âge de vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Ferdinand des Ternes,

23, rue d'Annam, Paris (17<sup>e</sup>), le 10 novembre 1989, à 10 h 30, dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Résidence Chef-Saint-Jean, 13, rue de la Paroisse, 78400 Chantou.

35, boulevard Victor-Hugo, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Uzès, Bompierre, Saint-Etienne.

M<sup>me</sup> André BERTHIER, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Maurice BERTHIER, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. André BERTHIER, ingénieur IEG 1939, ancien délégué régional de la direction, de la production et du transport EDF,

survenu à Grenoble le 8 novembre 1989, dans sa quatre-vingtième année.

La messe de funérailles sera célébrée le vendredi 10 novembre, à 10 heures, en l'église d'Évry-les-Bois (Seine-et-Marne), suivie de l'inhumation dans le caveau familial à Saint-Victor-sur-Rhins (Loire).

Famille BERTHIER, 6, rue Clot-Bey, 38000 Grenoble.

Philippe de la Guernonnière et ses enfants, Sophie Rochette et sa famille, La famille Sauvage, La famille Robinet, Et tous ses amis, font part du décès de

Jean-Loup de la GUERNONNIÈRE,

survenu le 5 novembre 1989, dans sa vingt-sixième année.

Les obsèques ont eu lieu en l'intimité familiale le jeudi 9 novembre au cimetière du Vésinet.

M<sup>me</sup> René Lussan, Hélène Lussan-Hauton, François et Marianne Hanton, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. René LUSSAN

survenu le 5 novembre 1989, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu le 9 novembre à Villeneuve-la-Garenne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M<sup>me</sup> Georges Guéron, M. et M<sup>me</sup> André Messiah, M. et M<sup>me</sup> Albert Messiah, M<sup>me</sup> veuve Guy Calvet, ses enfants, ses petits-enfants, arrière-petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Benjamin MESSIAH, née Suzanne Fraenckel,

survenu le 30 octobre 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie a été célébrée dans la plus stricte intimité familiale à Elbeuf.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M<sup>me</sup> Gilbert et Hélène Moquay, ses parents, M. et M<sup>me</sup> Christian et Arlette Moquay, ses frères et belles-sœurs, Son neveu et sa nièce, ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves-Alain MOQUAY,

survenu le 26 octobre 1989, à l'âge de cinquante-deux ans.

Le personnel, le comité de la Société des gens de lettres et le conseil d'administration de la Société civile des auteurs multimédia, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Yves-Alain MOQUAY,

attaché principal.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 28 octobre à Puyroland (Charente-Maritime).

M<sup>me</sup> Mireille Oliver, M<sup>me</sup> Marie-Odile Dubas, ses parents, ses amis, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Jaime OLIVER,

survenu le 1<sup>er</sup> novembre 1989.

L'incinération aura lieu le mercredi 15 novembre, à 8 h 30, au columbarium du cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2 bis, rue Léon-Comard, 75017 Paris.

Barcelone (Espagne).

On nous prie d'annoncer le décès de

Lucien PIGNON, maire de Saint-Pol-sur-Ternoise, conseiller régional, ancien député, ancien membre du Conseil de l'Europe et de l'UEO, officier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques,

survenu dans sa soixante-troisième année, le mardi 7 novembre 1989, à Saint-Pol-sur-Ternoise.

Les obsèques se dérouleront en l'église de Saint-Pol-sur-Ternoise, le lundi 13 novembre, à 10 h 30. L'inhumation se fera au cimetière de Saint-Pierre-Brouck (Nord).

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-96-03

Tarif : la ligne R.T. Toutes rubriques : 87 F

abonnés et actionnaires : 77 F

Comptes divers : 90 F

M<sup>me</sup> Xavier Serafino, M. et M<sup>me</sup> Jean Degout et leur fille Béatrice, M. et M<sup>me</sup> Jean-François Serafino et leurs enfants Laetitia et François-Xavier,

Les parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Xavier SERAFINO,

professeur honoraire à la faculté de médecine de Marseille, chirurgien des hôpitaux, ancien directeur de l'Institut Paoli-Calmette de Marseille, ancien maire de Bonifacio, ancien conseiller régional de Corse, ancien conseiller général de Bonifacio, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, médaille de la Résistance, croix de guerre 1939-1945, American Legion.

Les obsèques religieuses ont lieu en l'église Saint-François de Bonifacio le vendredi 10 novembre 1989, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Marseille, Bonifacio.

Rény et Daniella Vergès-Jourd, Brigitte et Jean Perriaud, Elisabeth et Serge Lallier-Vergès, ses enfants, Isabelle, Charlotte, Guillaume, Julie, Paul, Pauline, Bérengère et Benjamin, ses petits-enfants, Georges et Paule Optat, ses frères et belles-sœurs, La famille Antech, M<sup>me</sup> Sylvette Teissier et ses enfants, M. Jean-Loup Pardon, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Raymond VERGES,

née Yvette Optat,

survenu le 2 novembre 1989 en son domicile, à l'âge de soixante-huit ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le vendredi 3 novembre, en l'église Notre-Dame-de-la-Gare, à Paris (19<sup>e</sup>).

Anniversaires

Il y a dix ans disparaissait

Jean BOURDIN, ENSAM (L. 49).

Celui qui fut aimé et aimé à saur de l'abandon, de la misère, de l'oubli, de la solitude, de la mort, de la vieillesse, de la souffrance.

Avis de messes

Il y a vingt ans nous quitte

Etienne LAULAN, professeur d'anglais au lycée Montesquieu de Bordeaux.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses

Logo L'Echelle de Jacob n° 27. Franco-masquerie féminine de tradition, style anglais Emulation : mercredi 13 novembre, à 10 h 30, réception au premier étage. Sur invitation. B.P. 646, 75161 Paris Cedex 04. Note d'information sur demande.

Soutenances de thèses

Université Paris-Val-de-Marne (Créteil), le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle des thèses. M<sup>me</sup> Véronique Malard : « Caractérisation et purification de l'aide d'un anticorps monoclonal d'un nouveau marqueur d'activation des lymphocytes T et B humains ».

Université Paris-IX (Dauphine), le mardi 14 novembre à 11 heures, salle D 520. M. Bernard Cova : « Stratégies de soumission aux appels d'offres internationaux de projets industriels ».

Université Paris-VII, le mercredi 15 novembre à 16 heures, tour centrale, 14<sup>e</sup> étage, salle des thèses. M<sup>me</sup> Diana Quattrocchi-Voisson : « La querelle historiographique en Argentine : quête d'identité pour une nation en crise. Histoire et politique (1916-1955) ».

Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le jeudi 16 novembre à 16 h 30, bureau 41, galerie Claude-Bernard, 1, rue Victor-Cousin. M. David Hewitt : « Etude comparative de la voix passive dans quatre langues germaniques (anglais, allemand, islandais, suédois) ».

Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 18 novembre à 15 heures, salle 201, escalier E, 2<sup>e</sup> étage. M. Jean-Benoît Liger-Belair : « Le corps. Ontologie du sujet ».

Rectificatif : le COPEF (Carole ouest-parisien d'études ferroviaires) est au n° 19 de la rue d'Amsterdam, 75008 Paris, et non au n° 10 comme indiqué par erreur dans notre édition datée du 31 octobre.

## MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps, en France, entre le jeudi 9 novembre 1989 à 0 heures et le dimanche 12 novembre à 24 heures.

Après quelques petites pluies vendredi sur le Nord-Ouest, cette fin de semaine verra le retour d'un temps calme avec beaucoup de soleil et une nette remontée des températures maximales. Les nuages ne seront pas absents sur la façade ouest du pays.

Vendredi : plusieurs près de la Manche.

De la Bretagne aux Pays de Loire à Champagne-Ardenne et au Nord, le ciel restera très nuageux toute la journée. Des pluies faibles s'y produiront le matin puis l'après-midi sur les côtes nord de la Bretagne. De Poitou-Charentes à la Franche-Comté, le ciel sera nuageux à peu près égal après dissipation des nuages matinaux. Dans le Midi, après les brumes du matin, le soleil brillera. Le vent de sud-est soufflera de sud-est modéré sur le Languedoc.

Les températures minimales seront de l'ordre de 2 à 5 degrés dans l'extrême Nord, de 4 à 7 degrés dans le Nord, de 5 à 8 degrés dans le Sud-Ouest et l'Ouest et de 8 à 13 degrés près de la Méditerranée. Les maximales seront de 10 à 14 degrés dans le Nord-Est, de 14 à 15 degrés dans l'Ouest et le Sud-Ouest et de 14 à 18 degrés près de la Méditerranée.

Samedi : des nuages sur la Bretagne, soleil ailleurs.

Les brumes et brouillards seront nombreux sur tout le pays. Après leur dissipation, les nuages seront présents sur la Bretagne où ils pourront donner quelques brumes le matin. De l'Aquitaine à la Normandie, ils feront leur apparition dans la journée. Partout ailleurs, le soleil brillera. Les vents de sud-est souffleront de façon modérée sur le Languedoc.

Les températures minimales iront de 0 à 4 degrés dans l'extrême Nord et le Nord-Est, de 3 à 7 degrés près des côtes de la Manche et de l'Atlantique et de 8 à 13 degrés près de la Méditerranée. Les maximales iront de 11 à 15 degrés dans le Nord et de 15 à 18 degrés dans le Sud.

Dimanche : journées ensoleillées.

Le soleil se montrera très généreux tout au long de la journée sur la plupart des régions. Cependant, le ciel se voilera en cours de matinée sur le Midi-Pyrénées et en Aquitaine. Les nuages risquent également d'être abondants et de cacher fréquemment le soleil sur le Languedoc-Prouvence et par endroits sur le reste du territoire méridional. Le vent sera orienté de secteur sud-est et soufflera assez fort sur la façade atlantique.

Les températures minimales seront comprises entre 4 et 8 degrés sur les régions proches des côtes de la Manche, de l'Atlantique jusqu'au Languedoc et à Midi-Pyrénées. Elles atteindront 10 à 13 degrés ailleurs. Elles s'élèveront de 1 à 5 degrés vers l'ouest. Les maximales varieront entre 12 et 15 degrés sur la moitié nord et seront supérieures à 16 degrés sur la moitié sud.

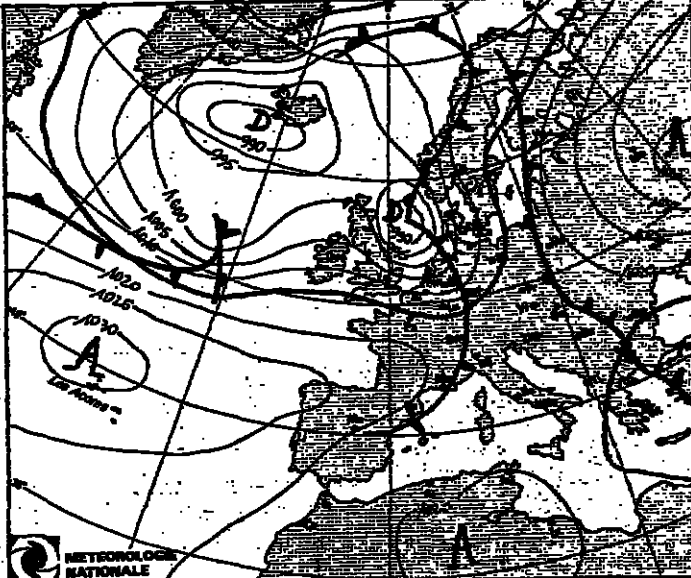
## LÉGION D'HONNEUR

### Ministère de la défense

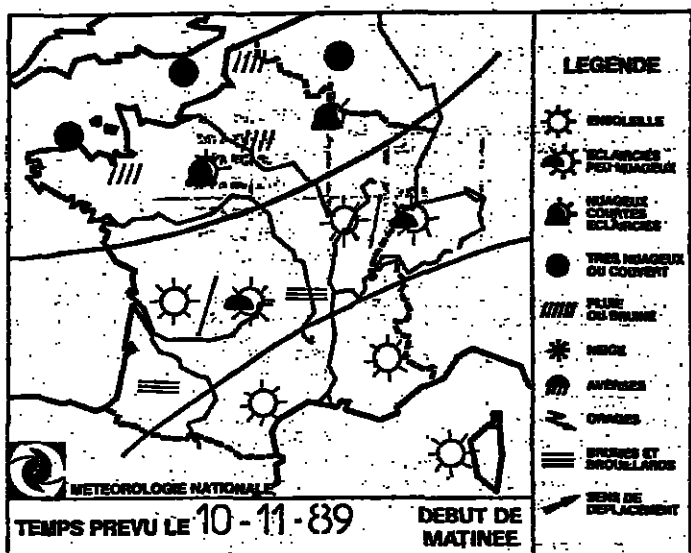
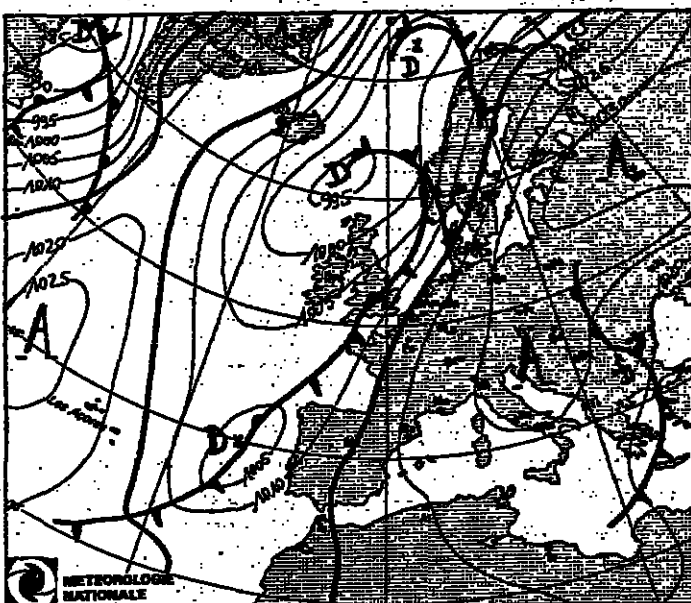
Sont nommés chevaliers :

MM. Jean André, René Baraud, Marcel Bataille, Gilbert Bard, Castel Bernard, Bernier Bernard, Alban Bessat, Charles Bissch, André Bollu, Fernand Bonny, Jacques Bourdin, André Bourrelly, Gustave Bourrelly, Henri Brigueaux, Joseph Camargue, Jacques Casabianca, Alain Cavalié, Frédéric Charasse, Daniel Chéron, Noël Colobi, Georges Colonna de Lega, Marcel Courtrant, Marcel Crouzet, André Debanne, André Delphin, René Desplais, Emile Devloies, Marie Dubois, Robert Eluère, Victor Euard, Pierre Erreault, Pierre d'Estrobaud, Roger Faure, Henri Favro, Marcel François, Auguste Frangou, Michel Friedberg, Charles Gaillard, Alphonse Gandon, Epiphane Garnier, René Gobillard, Henri Gontard, Raymond Grappaz, Charles Grosjean, Alphonse Guénard, Adrien Hello, Victor Jacquin, Jérôme Kerangiel, Raymond Laffique, Méridée de Lantivy de Trédion, Henri Lavelette, Georges Lebret, Léon Lefebvre, Edmond Lefon, Georges Lévy, Robert Maarten, Fostuzé Mazzetti, André Matry, Gabriel Maubert, Jean-Baptiste Macéjourn, Louis Morin, Jean-Marie Otzavi, Jean Perrot, Paul Pétissier, Pierre Pétissier, Roger Pétissier, Joseph Pétissier, Lucien Philippe, Louis Ravoux, Henri Rayet, Armand Renaud, Ernest Rey, Gaëtan Rézé, Pierre Robin, Juste Rolin, Jean Saint-Bien, Marcel Sauvagnac, Etienne Sauve, Léopold Siere, Ange Tardivel, Amédée Tribot, Gérard Trompette, Marcel Verwaerde.

## SITUATION LE 9 NOVEMBRE 1989 A 0 HEURE TU



## PRÉVISIONS POUR LE 11 NOVEMBRE 1989 A 12 HEURES TU



## TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés

FRANCE				ÉTRANGER			
max	min	obs	dir	max	min	obs	dir
ANGERS	18	13	F	ALGER	25	19	D
BANZ	18	9	A	ANDRERAN	11	9	A
BONNAY	15	2	A	ANTWERP	20	11	N
BOURGES	15	2	D	BANGKOK	32	26	C
BREST	10	5	D	BEIRUT	21	14	F
CHEN	15	5	D	BERGAMO	7	7	C
CHERBOURG	15	6	D	BELIN	7	4	C
CLERMONT-F	14	1	D	BREITENBURG	11	5	D
DIJON	8	3	D	LE CATEL	22	17	N
GRENOBLE	12	5	D	COPENHAGEN	9	7	F
LILLE	12	5	D	DUBLIN	11	7	F
LIMOGES	12	2	D	HELSINKI	22	11	D
LYON	11	4	A	OSAKA	22	13	D
MARSEILLE	18	10	D	GENÈVE	8	2	F
NANCY	9	3	D	STOCKHOLM	22	12	N
NANTES	16	5	D	STUTTGART	17	13	N
NICE	17	10	N	TOKYO	23	13	D
PARIS-MONT	14	5	D	VIENNE	23	13	D
PERPIGNAN	15	8	N	YOKOHAMA	23	13	D
RENNES	15	4	D				
STRASBOURG	16	1	D				
TOULOUSE	15	5	D				

**Pompes Funèbres Marbrerie**

**CAHEN & C<sup>ie</sup>**

43-20-74-52

MINITEL par le 11

**STERN GRAVEUR**

(Gravure de médailles pour événements et commémorations)

le prestige de la gravure

47, Passage des Panoramas 75002 PARIS

Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.36.45

**MICHEL SWISS**

PARFUMS, ACCESSOIRES

PRODUITS DE BEAUTÉ

TOUTES LES GRANDES MARQUES

16, rue de la Paix (Paris 75002) 2<sup>e</sup> étage asc.

Tél. : 42.61.61.11

ouvert Samedi 11 Novembre

24 heures a envoyé 6 équipes de journalistes vivre à New York avant l'élection du maire. Le Crime, le Crack, le Sida et les Golden Boys, une ville complexe et difficile. 24 heures regarde et confronte les points de vue.

**NEW YORK**

Samedi 13H en clair.

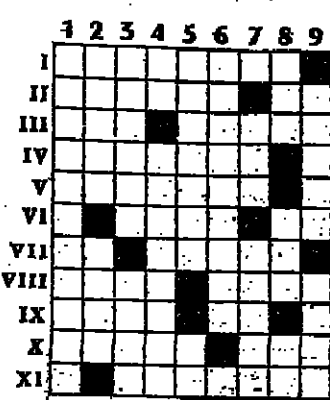
**CANAL+**



# AGENDA

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5128



VERTICALEMENT

1. Fait de la recherche.
2. Occasion de verser du liquide.
3. Ce n'est pas pour sauver une vie qu'il donna son sang ! Regardait au loin.
4. Agit lentement. Rendus blanches avec le noir.
5. Blessent avec leurs pointes. Peut passer avant Pierre ou Paul.
6. Un qui peut nous aider quand ça ne tourne pas rond.
7. Refuge pour naufragé. Met en valeur.
8. Arrive à nos oreilles. Plus en mesure de donner le meilleur de lui-même. Article.
9. Devennent « lâches » quand ils cessent d'être provocants. Font des sommes.

HORIZONTALEMENT

- I. Ont beaucoup versé pour payer.
- II. Travaille avec du fil. Mauvaise pour l'action.
- III. Possessif. Alimente la discussion.
- IV. Où il ne veut mieux pas mettre le feu aux poudres.
- V. N'apporte rien de plus.
- VI. Possessif. Renseignement sur le mode de vie.
- VII. Indique qu'on a créé la surprise. Pas faciles à partager.
- VIII. Où il n'est pas rare que l'on taille une bavette. Ont fini par disparaître.
- IX. Contribue à faire le malheur des uns et le bonheur des autres. Participe.
- X. Apportent un certain soulagement. Aide à tenir bon.
- XI. Est partie très tôt.

Solution du problème n° 5127

Horizontalement

- I. Sincères.
- II. Numéraire.
- III. Preux.
- IV. Ave. Eve.
- V. Ratine.
- VI. Odt. Trait.
- VII. Duell. Fira.
- VIII. Snob.
- IX. Dantes. Cl.
- X. Ure. Ios.
- XI. Souffle.

Verticalement

1. Nemrod. Due.
2. Su. Abuser.
3. Impotentes.
4. Nervi. Lot.
5. Crêpe. Beau.
6. Eau. Enne.
7. Ruse. Air. H.
8. Er. Vair. Col.
9. Sète. Tamise.

GUY BROUTY

Loterie	Numéro	Montant	Lot	Montant
0	200 000 000	100 000 000	6	100 000 000
1	100 000 000	50 000 000	7	50 000 000
2	50 000 000	25 000 000	8	25 000 000
3	25 000 000	12 500 000	9	12 500 000
4	12 500 000	6 250 000		
5	6 250 000	3 125 000		

**TRANCHE DU BICENTENAIRE**  
BICENTENAIRE  
TRAJAN DU BICENTENAIRE 1000

**TALOTAT**  
Le système de TALOTAT ne prévoit aucun cumul (L.O. du 20/09/88)

Le numéro **0 5 4 8 4 1** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros approchant :  
1 5 4 8 4 1 : 6 5 4 8 4 1  
2 5 4 8 4 1 : 7 5 4 8 4 1  
3 5 4 8 4 1 : 8 5 4 8 4 1  
4 5 4 8 4 1 : 9 5 4 8 4 1  
5 5 4 8 4 1 : 0 5 4 8 4 1

Les numéros approchant aux :  
004841 050841 054041 054801 054840  
014841 051841 054131 054811 054842  
024841 052841 054241 054821 054843  
034841 053841 054341 054831 054844  
044841 054841 054441 054841 054845  
054841 055841 054541 054851 054846  
064841 056841 054641 054861 054847  
074841 057841 054741 054871 054848  
084841 058841 054841 054881 054849

Tous les billets se terminant par :  
4 8 4 1 : 4 000,00 F  
8 4 1 : 400,00 F  
4 1 : 200,00 F  
1 : 100,00 F

**LOTO**  
N° 48  
TRAJAN DU BICENTENAIRE 1000  
POUR LES TRAJAN DU BICENTENAIRE 15 ET 20 NOVEMBRE 1989  
GÉNÉRATION JOUABLE JUSQU'AU 20 NOVEMBRE 1989

**TALOTAT**  
TRAJAN DU BICENTENAIRE 1000  
RÉSULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS 20.10 LOTO

**BENNETON**  
Graveur-Héraldiste  
Papier à lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage  
Chevalières gravées  
75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P Signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; F Film à éviter ; O On peut voir ; N Ne pas manquer ; M Chef-d'œuvre ou classique.

## Jeudi 9 novembre

TF 1

- 20.40 Série : Commissaire Moulin.
- 22.10 Documentaire : D'amour et de sexe. De Bernard Bouthier. 3. Les homosexuels.
- 23.05 M Magazine : Futur's.
- 23.40 Journal et Météo.

A 2

- 20.35 Cinéma : La fugue. Film américain d'Arthur Penn (1975).
- 22.20 Documentaire : Entre deux mondes. O'émouvances retrouvées avec des réfugiés d'Union soviétique. Les lendemains qui déchantent.
- 23.20 Quand je serai grand.
- 23.25 Informations : 24 heures sur le 2. Avec le magazine européen Puissance 12.

FR 3

- 20.35 Téléfilm : Miracle en Alabama.
- 22.20 Journal et Météo.
- 22.40 Magazine : Océaniques. Portrait d'un peintre oublié de son vivant et mort en 1981, à Grimaud (Var).
- 23.35 Musiques, musique. Trio op. 49, par le Beaux-Arts Trio.

23.40 Mini-films. Mon père Victor F., de Philippe Sabane ; Fune-rock, de Jérôme Massot.

CANAL PLUS

- 20.30 Cinéma : La maison de jade. Film français de Nadine Trintignant (1988). Tous les clichés de la presse du cœur et des images façon magazine pour l'adaptation d'un roman de Madeleine Chapsal.
- 22.05 Flash d'informations.
- 22.10 Cinéma : Body double. Film américain de B. De Palma (1984) (v.o.).

LA 5

- 20.30 Divertissement : Drôles d'histoires.
- 20.40 Téléfilm : Recherche comédiennes déshabillées.
- 22.20 Série : Deux flics à Miami.
- 23.30 Magazine : Désir.
- 0.00 Journal de minuit.

M 6

- 20.30 Cinéma : La grande nouba. Film français de Christian Caza (1974).

- 22.10 Série : Brigade de nuit.
- 23.00 Série : Câlins d'abord !
- 23.20 Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 20.30 Feuilleton : Sainte Thérèse d'Avila (4<sup>e</sup> épisode).
- 21.30 Série : It's our world (4).
- 22.00 Magazine : Mégamix.
- 22.30 Magazine : Dynamix.
- 23.00 Documentaire : Ici bat la vie.
- 23.30 Cinéma : Les saints innocents. Film espagnol de Mario Camus (1984).

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Le théâtre de l'Europe des Douze. Belgique francophone. Sans mentir, de Jean-Marie Piemme.
- 21.30 Profils perdus. Pierre Loeb.
- 22.40 Nuits magnétiques. En exil au paradis.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 9 mai à Berlin) : Concerto pour piano et orchestre n° 22 en mi bémol majeur K 482, de Mozart ; Symphonie fantastique op. 14, de Berlioz, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Daniel Barenboim.
- 23.07 L'invité du soir. Graziane Frozi.

## Vendredi 10 novembre

TF 1

- 14.25 Feuilleton : La Mafia (4<sup>e</sup> épisode).
- 15.35 Série : Tribunal.
- 16.00 Variétés : La chance aux chansons.
- 16.45 Club Dorothée vacances.
- 17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.
- 18.50 Avis de recherche.
- 18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
- 19.25 Jeu : La roue de la fortune.
- 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.

**LE SAMEDI INCROYABLE !**  
Le seul grand magasin ouvert à Paris le 11 novembre.

**SAMARITAINE**  
-20% et des milliers de prix.

- 20.40 Variétés : Avis de recherche. Robert Hossein. Invité d'honneur : Emmanuelle Béart. Variétés : Claude Nougaro, Eddy Mitchell, Cliff Richard.
- 22.40 Les années Express. Sommaire : L'Europe ; Le gaullisme ; Les Etats-Unis ; La guerre de Six Jours ; Le retour de Khominey d'Iran ; L'Est ; La condition féminine ; Les grandes peurs.
- 23.40 Variétés : Et puis quoi encore !
- 0.40 Journal et Météo.

**SAMEDI 11 NOVEMBRE**  
**LES BHV SONT OUVERTS**

A 2

- 14.15 Feuilleton : Guerre en pays neutre (4<sup>e</sup> épisode).

15.15 Magazine : Du côté de chez Fred.

- 16.15 Série : Les mystères de l'Ouest.
- 17.10 Dessin animé.
- 17.20 Magazine : Graffiti 5-15.
- 18.15 Série : Les voisins.
- 18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19.00 Série : Top models.
- 19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.35 Série : Parique aux Caraïbes.
- 21.35 Apostrophes.

Thème : La francophonie sans frontières. Invités : Tom Bishop (Le passeur d'acier), Marie Gagnier (Blonde était les bûches d'Ukraine), François Cavanna (Migronne, alors voir si la rose...), Richard Jori (Le Burelle), Jacques Lacomère (Ce bel aujourd'hui).  
Quand je serai grand. Françoise Verry.  
23.17 Solitaire secondes. Sempé, dessinateur.  
23.20 Cinéma : La dentellière. Film franco-allemand de Claude Goretta (1976).  
-1.05 Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

- 14.00 Magazine : Tilleul menthe.
- 14.30 Magazine : La vie à cœur.
- 15.00 Feuilleton : A cœur ouvert.
- 15.25 Magazine : Télé-Caroline.
- 17.00 Flash d'informations.
- 17.05 Amuse 3.
- Petit Ours brun ; Inspecteur Gadget ; Les petits malins ; Auto vidéo bravo ; Les Diplômes.
- 18.00 Magazine : C'est pas juste.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
- 19.00 Le 19-20 de l'information.
- De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
- 19.58 Dessin animé : Kimbo.
- 20.05 Jeux : La classe.
- 20.35 Magazine : Thalassa.
- L'île de Robinson Crusoe.
- 21.30 P Série : Le retour d'Arsène Lupin. La méditation du pays. Autour d'un fabuleux bijou.
- 22.30 Journal et Météo.
- 22.55 Documentaire : Histoire de la Révolution française. 4. La Terreur.
- 23.45 Musiques, musique.

CANAL PLUS

- 15.00 Pochettes surprises. Ce qui me meut, de Cécile Klapach ; Au même moment, d'Argonne-Chapon et Laigneau.
- 16.30 Cinéma : La cocoonelle à Mexico. Film américain de Vincent Mc Evety (1980).
- 17.00 Magazine : Rapido.
- Rediffusion de l'émission du 5 novembre.
- 17.25 Cabout cadin.

- En clair jusqu'à 20.30.
- 18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
- 18.30 Top album.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
- 20.30 Téléfilm : Le tueur de l'ombre.
- 21.55 Magazine : 24 heures.
- Thème : 24 heures à New-York, après les élections.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Mon ami le traître. Film français de José Giovanni (1988). Avec

Valérie Kaprisky, André Dussolier, Thierry Frémont.  
Un vovou s'enrôle dans le Geste pour échapper à la police française. Au moment de la Libération, il donne, pour se racheter, des renseignements et dénonce les collabos qu'il a connus. Ce film, qui prétend justifier les excès de l'épuration et prendre parti pour un personnage de légende (au reste bien interprété), a des aspects fort déplaisants. Mal mis en scène.

0.55 Cinéma : Hope and Glory. Film britannique de John Boorman (1987) (v.o.).

LA 5

- 14.30 Série : L'inspecteur Derrick.
- 15.30 Série : Le renard.
- 16.45 Dessins animés.
- 18.50 Journal images.
- 19.00 Série : Happy days.
- 19.30 Le bar des ministères.
- 20.00 Journal.
- 20.30 Divertissement : Drôles d'histoires.
- 20.40 Téléfilm : Vendredi 13, la couette d'Aphrodite.
- 22.20 Magazine : Reporters.
- 23.25 Série : Génération pub.
- 0.00 Journal de minuit.
- 0.05 Génération pub (suite).
- 0.30 Feuilleton : Les héritiers.

M 6

- 17.05 Série : L'homme de fer.
- 18.05 Variétés : Multitop.
- 18.35 Série : Le frelon vert.
- 19.00 Série : Magnum.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.30 Téléfilm : Les mutants de la Saint-Sylvestre.
- De Norman J. Warren. Avec Suzy Aitchison, Nikki Brooks.
- Pour amateurs d'épouvante.
- 22.15 Série : Brigade de nuit.
- 23.15 Série : Câlins d'abord !
- 23.40 Capital.
- 23.45 Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 16.00 Méthode Victor : Espagnol.
- 18.30 Documentaire : Archives du vingtième siècle. De Jean-José Marchand.
- 17.30 Feuilleton : Sainte Thérèse d'Avila (3<sup>e</sup> épisode). De Josephine Molina.
- 18.30 Série : It's our world (3).
- 19.00 Magazine : Imagine.
- 19.30 Documentaire : Archives du vingtième siècle. De Jean-José Marchand.
- 20.30 Danse : Changing steps. Ballet de Merce Cunningham.
- 21.10 Documentaire : Vladimir Horowitz. D'Albert et David Mayles.
- 22.40 Documentaire : Les ministères de l'art. De Philippe Garrel.
- 23.30 Cinéma : L'espoir. Film français d'André Malraux (1939).

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives. Le grand chantier, 1959.
- 21.30 Musique : Black and blue. Sur Bobby Jasper.
- 22.40 Nuits magnétiques : En exil au paradis.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 7 janvier au Théâtre des Champs-Élysées) : Hymne ; Poèmes pour M., pour soprano et orchestre ; Les offrandes oubliées ; L'ascension, de Messiaen, par l'Orchestre national de France, dir. Gary Bertini, sol. Phyllis Bryn-Julson, soprano.
- 22.20 Musique légère. Fantaisie pour piano et orchestre, de Milvy ; La valse tzigane à musique, de Rauber ; Mon rêve, valse de Waldteufel.
- 23.07 Le livre des mélanges.
- 0.30 Poissons d'or.

سكنا من الاجل

## SPORTS

VOILE : Transat 6,50

## Coquilles de noix

La Transat 6,50 (réservée aux monocoques de 6,50 mètres de longueur maximale) disputée en deux étapes, de Concarneau à Fort-de-France avec escale à Ténériffe, a été gagnée, mardi 7 novembre, par Philippe Vicariot (Thom Pousse). Avec 17 jours 1 heure 26 minutes pour couvrir les 2 630 milles de la deuxième étape (6,37 nœuds de moyenne), cet ingénieur en génie mécanique brestois de trente ans a battu de deux jours le record de l'épreuve.

« Le solo, ce n'est pas moi. On ne m'y reprendra plus. » Septième de la précédente édition de cette course disputée tous les deux ans, Philippe Vicariot avait juré de ne plus repartir. Dimanche 24 septembre, son Thom Pousse, un prototype Finot, figurait pourtant parmi les soixante-trois petits monocoques réunis au départ de Concarneau. Et pour courir un peu plus l'aventure, cet ingénieur en génie mécanique qui conçoit des radars pour la société Geris, une filiale de Thomson, avait renoncé au routage et à toutes les aides à la navigation autorisées pour s'orienter au sextant.

Cette démarche aurait sans doute plu à Bob Salmon, un concurrent des transats anglaises en solitaire de 1972 et 1976, marquées par le gigantisme des bateaux, qui avait créé en 1977 la Mini-Transat pour retrouver l'esprit des premières courses en revenant à des longueurs de voiliers et donc à des budgets minimes.

Pour bon nombre de jeunes navigateurs, comme le regretté Daniel Gilard, vainqueur de la première édition, Stéphan Poughon, l'un de ses successeurs en 1983 ou encore Bruno et Loick Peyron, Lionel Péan ou Halvard Mabire, la Mini-Transat a représenté leur vrai baptême de solitaire. Reprise en 1983

par l'association Voiles 6,50, créée à l'initiative du journaliste Jean-Luc Garnier, l'épreuve, rebaptisée cette année Transat 6,50, continue à assurer cette vocation, même si son succès a relancé quelque peu la course aux armements.

Par rapport aux Mascadet de série alignés en 1977, les meilleurs prototypes actuels pèsent deux fois moins lourd (900 kilos) et portent près d'un tiers de voilure en plus (45 mètres carrés au près et 100 mètres carrés au portant). Cette année, les deux prototypes Finot de l'Avignonnais Hervé Devic (Mistral gagnant) et de Philippe Vicariot avaient déjà pris les deux premières places du Fastnet 6,50. Les deux navigateurs avaient terminé dans le même ordre à l'arrivée de la première étape à Ténériffe, où 19 minutes les séparaient.

## La route directe

La défaillance de ses pilotes électriques avait contraint Hervé Devic à l'abandon, trois jours après le départ de Ténériffe. Dès lors, l'Océan était libre pour Philippe Vicariot qui avait choisi la route directe où il a bénéficié d'une brise soutenue pour rallier Fort-de-France à 6,37 nœuds de moyenne.

Avec plus de 3 600 milles (6 650 kilomètres) à parcourir en un mois de navigation (28 jours 7 h 33 min pour Vicariot), la Transat 6,50 soumet ses participants à rude épreuve. Une vingtaine d'abandons ont déjà été enregistrés et cinq concurrents ont dû être secourus par les quatre bateaux d'assistance de la course.

Ce mois de navigation, harassant pour le corps et pour les nerfs, se révèle parfois difficile à supporter sur ces coquilles de noix où l'espace est réduit à 3 ou 4 mètres carrés (1). Surtout s'il faut les partager à deux. Cette cohabitation autorisée depuis 1983 — le handicap du solitaire pour la navigation

est compensé par le poids du second équipier en duo — avait failli tourner au drame en 1985.

✓ Bernard Raverty et Gilles Guillot, un judoka et un rugbyman, étaient les meilleurs amis du monde au départ de Concarneau. Pourtant, en plein Atlantique, un bateau accompagnateur de la course avait dû récupérer le premier avec trois sautes blessures au cou, au cou, à l'abdomen et à la cuisse. « Le plus dur, c'est de ne pas pouvoir échapper un instant au regard de l'autre pendant un mois », expliquait un des duellistes à l'arrivée.

Plus rocambolesque a été l'aventure de José Gonçalves, un concurrent paraplégique qui a chaviré cette année dans une tempête au large du cap Finistère, quatre jours après le départ de Concarneau. Au petit matin, sur son monocoque sans mâts, il avait aperçu un cargo et avait pu être hissé à son bord. Le cargo ne portait ni nom ni immatriculation, et l'équipage, chaleureux mais ferme, avait autorisé au navigateur une seule liaison radio pour rassurer sa famille.

Une semaine s'était ensuite écoulée, sans nouvelles. « Ils m'ont d'abord transbordé sur une vedette de 30 mètres qui filait au moins 25 nœuds en vitesse de croisière », raconte José Gonçalves. Naturellement, elle n'avait pas d'immatriculation. Je crois qu'elle était venue pour « ravitailler » le cargo. Il a fallu ensuite plusieurs jours et quelques rendez-vous manqués pour qu'un petit chalutier, aussi pirate que les deux autres embarcations, me débarque sur une plage déserte. Une voiture m'attendait, puis un taxi pour me conduire à l'aéroport de Porto avec les 20 000 pesetas d'argent de poche qu'ils m'avaient données.

GÉRARD ALBOUY

(1) Pour s'éloigner de plus de 60 milles des côtes de France, ces voiliers bénéficient pour la Transat 6,50 d'une dérogation du ministère de la mer.

DOPAGE

## Quatorze

## Allemands de l'Est « positifs » en 1988

À la suite d'une visite sans précédent au laboratoire de Kirsch, près de Dresde, le centre de contrôle antidopage de RDA, la presse d'Allemagne de l'Est a rapporté, le 8 novembre, que quatorze athlètes du pays avaient subi des contrôles qui s'étaient révélés positifs au cours des dernières années.

Outre qu'elles témoignent d'une ouverture nouvelle sur un milieu dont les pratiques relevaient jusqu'ici du secret d'Etat, ces révélations sont venues contredire les démentis véhéments opposés il y a cinq mois aux déclarations d'un transfuge qui avait fait état d'un usage routinier de produits dopants par les athlètes est-allemands de haut niveau.

C'est aussi la première fois que la presse est-allemande admet l'existence de cas de dopage dans le pays. L'ouverture des médias promise par M. Egon Krenz n'est sans doute pas étrangère à cette franchise.

Jusqu'alors, seules deux vedettes sportives du pays avaient été convaincues de dopage lors de contrôles à l'étranger : la lanceuse de poids Ilona Slupiansek, en 1977, et le coureur cycliste Norbert Dierich, en 1978. Selon l'organe des Jeunesses communistes les noms des « coupables » seront publiés au début de l'année prochaine dans le but de promouvoir un sport propre.

Selon Volker Kluge, l'un des plus célèbres commentateurs sportifs en RDA, les autorités sportives du pays ont préféré sanctionner discrètement les contrevenants plutôt que de jeter sur eux un discrédit public. Toutefois, la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF), qui, tout en étant consciente, n'a pas eu connaissance du résultat de ces contrôles, a demandé des informations complémentaires à la Fédération est-allemande, qui aurait dû lui transmettre les dossiers, pour prendre les sanctions prévues par les règlements. — (Reuters.)

OMNISPORTS : le projet de grand stade

## L'Etat sur le terrain de Paris

La mission confiée récemment par le premier ministre à M. Jean Glavany de coordonner « pour l'Etat » le dossier d'un grand stade dans la région parisienne n'a pas mis fin aux spéculations sur son lieu d'implantation.

Le choix préconisé par le « Monsieur grand stade » de la Ville de Paris, M. Jacques Périllat, a toutes chances d'être abandonné. Le terrain du Corillon, à Saint-Denis, avait les faveurs de la mairie de Paris et il appartenait à la Ville, mais la municipalité de Saint-Denis n'y est pas favorable et M. Glavany a prévenu qu'un site ne sera pas retenu s'il ne reçoit pas l'assentiment de toutes les parties intéressées.

La tâche sera rude. « Monsieur grand stade » — qui demeure délégué interministériel aux Jeux olympiques de 1992 — a l'intention de consulter toutes les municipalités de l'agglomération qui disposent d'un site potentiel, en tenant compte des conclusions établies par M. Jacques Périllat. Il devra, selon les directives du premier ministre, travailler en concertation avec la région Ile-de-France, les départements et les communes, ainsi que le mouvement sportif.

Le terrain sera choisi avant la mi-1990 et l'implantation inscrite dans le plan d'aménagement de la région parisienne, le « chantier Ile-de-France » ouvert par le premier ministre pour améliorer les conditions de vie dans l'agglomération.

La définition du programme qui devra, lui aussi, « faire l'unité du mouvement sportif », précisera la fonction de cet équipement. Chacun pense, évidemment, aux grandes épreuves de football comme la Coupe du monde. La candidature de la France à son organisation en 1998 impose l'existence d'un stade de soixante mille places qui fait actuellement défaut à la capitale, la capacité du Parc des Princes étant voisine des deux tiers de ce chiffre.

Dans la perspective des Jeux olympiques de l'an 2000, comme dans celle d'un usage permanent, la spécialisation du nouvel équipement serait moins poussée. M. Glavany estime en tout état de cause que le futur grand stade sera « plurifonctionnel » et donc en mesure d'accueillir des épreuves de disciplines très variées.

Les modalités de financement de la construction ne sont pas encore explorées. Public, privé, société d'économie mixte ? Aucune option n'est prise, pas plus que sur la gestion future. M. Jean Glavany constate que l'Etat même du projet séduit des investisseurs étrangers. La société du Madison Square Garden de New-York s'est déjà mise sur les rangs pour construire et exploiter le grand stade. Les Canadiens du Skydome de Toronto, gigantesque stade à structures extensibles qui avait impressionné M. Périllat, n'ont pas renoncé non plus à toute participation au grand stade de Paris.

CHARLES VIAL

FOOTBALL : championnat de France. — La dix-huitième journée du championnat de France de première division a été marquée mercredi 8 novembre par l'échec (1-1) de l'Olympique de Marseille sur son terrain face à l'AJ Auxerre. Ce match nul permet aux Girondins de Bordeaux d'avoir 4 points d'avance au classement général sur l'OM et 6 points sur le FC Sochaux, qui a subi une deuxième défaite consécutive contre l'AS Saint-Etienne.

Bordeaux b. Toulouse ..... 1-0  
Lyon b. Mulhouse ..... 3-1

Marseille et Auxerre ..... 1-1  
Paris-SG b. Nantes ..... 1-0  
Nice b. Cannes ..... 2-0  
Metz b. Monaco ..... 1-0  
Montpellier et Brest ..... 1-1  
R.P. et Caen ..... 0-0  
Saint-Etienne b. Sochaux ..... 3-2  
Lille b. Toulon ..... 3-0

Classement. — 1. Bordeaux, 28 pts ; 2. Marseille, 24 ; 3. Sochaux, 22 ; 4. Toulon, Monaco, 20 ; 6. Lyon, Paris-SG, 19 ; 8. Lille, Nantes, Saint-Etienne, 18 ; 9. Auxerre, Toulon, 17 ; 13. Metz, R.P., Caen, 16 ; 16. Montpellier, 15 ; 17. Mulhouse, Nice, Brest, 14 ; 20. Cannes, 13.

## PAN AM U.S. SUPERPRICE + 180 F

c'est un billet U.S.A., 2 nuits d'hôtel et une semaine de location de voiture.



Prix en FF  
au départ  
de Paris vers :

Du 2 nov.  
au 16 déc. 89  
et du 25 déc. 89  
au 31 mars 90

Du 17 au  
24 déc. 89

New York ..... 2 990 ..... 3 490

Washington D.C. 3 290 ..... 3 790

Detroit ..... 3 290 ..... 3 790

Chicago ..... 3 590 ..... 4 090

Fort Lauderdale .. 3 690 ..... 4 190

Prix en FF  
au départ  
de Paris vers :

Du 2 nov.  
au 16 déc. 89  
et du 25 déc. 89  
au 31 mars 90

Du 17 au  
24 déc. 89

Miami ..... 3 690 ..... 4 190

Orlando ..... 3 690 ..... 4 190

Dallas/Ft. Worth .. 3 890 ..... 4 390

Los Angeles ..... 4 490 ..... 4 990

San Francisco ..... 4 490 ..... 4 990

Pan Am vous offre des Superprice d'automne pour les U.S.A. Pour en bénéficier, réservez vos places au plus tard 7 jours avant le départ. Faites votre voyage quand vous voulez entre le 2 novembre 1989 et le 31 mars 1990. Vous pouvez séjourner de 7 à 30 jours en territoire américain. Deux personnes ou plus munies chacune d'un billet Pan Am peuvent également bénéficier d'une offre exclusive proposée par Travelodge.

Travelodge

autres destinations, 2 nuits d'hôtel et une semaine de location de voiture. Cette offre exceptionnelle coûte seulement 180 F par personne. Pour plus d'informations, contactez Pan Am au (1) 42.66.45.45 ou Vacances Fabuleuses au (1) 42.66.21.76 ou votre Agent de Voyages et renseignez-vous sur nos offres spéciales valables pour 41 destinations.

Conditions d'application : Les billets U.S. Superprice s'appliquent sur des vols aller-retour au départ de Paris en Classe Economie. Ils doivent être réservés 7 jours avant le départ et payés dans les 48 heures suivant la réservation. Ils ne sont pas remboursables. L'offre spéciale Vacances Fabuleuses est valable du 1<sup>er</sup> novembre 1989 au 31 mars 1990. Location de voiture de catégorie Economie (taxes et assurances non incluses). Logement en hôtels Travelodge ou Viscount de la chaîne Trusthouse Forte.

PAN AM

NUMERO UN SUR L'ATLANTIQUE



## L I V R E S • I D E E S

## Calvi-no Calvi-si

Les Leçons américaines d'un écrivain qui changeait l'affirmation en négation et la négation en affirmation en un mouvement vertigineux et obtenait chaque chose en passant par son contraire.

## LEÇONS AMÉRICAINES

Aide-mémoire pour le prochain millénaire d'Italo Calvino. Traduit de l'italien par Yves Hersant, Gallimard, coll. « Du monde entier », 65 F.

C'est seulement dans sa maturité qu'Italo Calvino comprit combien il appartenait à la lignée d'Hermès. Dès sa jeunesse, il avait été un petit Mercure. Son esprit multiple et versatile savait revêtir les formes les plus diverses, et se parer de couleurs variées : il avait des yeux vifs et rapides, une intelligence d'une extrême netteté, toujours occupée à de nouvelles inventions — récits, histoires comiques, histoires morales, brefs romans, qui tous possédaient le même don de légèreté, d'agilité, d'exotisme. Mais il ne connaissait pas encore sa nature mercurienne.

Lorsqu'il en prit conscience, il mesura l'immensité de son royaume : outre les messages et les tromperies des dieux, c'étaient les ombres, les morts, les spectres, les magies, les sorcelleries, les labyrinthes, qui étaient eux aussi placés sous son signe. Calvino explore ses possessions, s'aventurant toujours plus loin, là où l'ombre se fait dense, où les frontières des extrêmes se confondent.

A la fin, il comprit que son Hermès cerné d'ombre ressemblait à Saturne, le dieu lointain, mélancolique, lent, froid, ténébreux. Tout ce qu'il écrivait au cours de ses dernières années porte la marque de cet Hermès composé d'Hermès et de Saturne : sa rapidité se fait lenteur, puis redevient rapide, sa légèreté s'égare dans les tourbillons de l'intellect, mais n'en demeure pas moins légère. Son ancienne vocation ne disparaît jamais : sous les ombres saturniennes perçant le scintillement, l'ambiguïté, de son esprit hermétique.

Ce qui nous enchante tout d'abord, dans les *Leçons américaines* que Calvino devait prononcer à l'université Harvard, juste avant de mourir en 1985, c'est le caractère poétique de son esprit. A soixante-deux ans, après avoir lu et écrit tant de livres, vu tant de pensées se contredire sans fin en lui, il ne savait plus affirmer une pensée et en exclure une autre. A peine proposait-il une idée que l'idée opposée lui apparaissait plus séduisante. Aussi l'affirmait-il à son tour, avant de revenir, de nouveau, à sa première pensée, changeant l'affirmation en négation et la négation en affirmation, en un mouvement vertigineux qui le menait parfois à l'impossibilité de parler et d'écrire. Il obtenait chaque chose en passant par son contraire.

Aussi cet homme porté à partager toutes les raisons de son adversaire était-il l'espèce la moins agressive que l'on puisse imaginer. Il était toujours du côté de l'autre. Mais il ne se contentait pas de susciter les contradictions. Il lui fallait édifier autour d'elles un cristal, une sphère, ou un système solaire

par Pietro Citati



Pour Calvino, l'écriture était une activité artisanale

capable d'embrasser tous les pôles opposés de la vie et de la littérature, leurs rapports réciproques, et aussi les antithèses, et les relations successives de ces divers rapports. Seule cette sphère-labyrinthe contenait la vérité sur toutes choses.

Prenons le cas de la légèreté, à laquelle est consacrée la première leçon du livre. Elle n'a rien à voir avec la légèreté de Voltaire, de Stendhal ou de Stevenson, avec la prose de la raison et du mouvement que Calvino avait adorée dans sa jeunesse. Il commence par refuser le regard direct — le regard de la légèreté — pour adopter une vision indirecte. Puis il entraîne son écrivain dans une série de tensions et de conflits : avec les monstres, mythiques et réels, qu'habite l'existence,

avec les complications de la syntaxe, l'éprouvance presque indéterminée de l'abstraction ; enfin, il le contraint à contempler une réalité discontinue, éclatée, atomisée, dans laquelle le moindre détail — un rayon de soleil scintillant sur les vagues, un grain de poussière sur un meuble, un mur qui s'effrite à peine — possède la redoutable force d'attraction de l'infini.

Toute cette tension se produit au cœur de la pesanteur. Plongé dans ces remous, Calvino peine et semble sur le point de se perdre ; et pourtant, il remonte à la lumière avec la conviction que l'écrivain est aussi léger que le baron de Münchhausen sur son boulet de canon ; et que sa page possède la nature même des pattes, de la membrane, de

l'araignée, des élytres des sauterelles, ou des fils de la Vierge.

Ainsi, en ce qui concerne le rythme narratif, la rapidité que recherche Calvino n'est plus la vélocité ligne droite qui définit ses premiers livres. Il s'arrête, ralentit, s'attarde, s'écarte de sa route, glisse d'un sujet à l'autre, perd le fil de son propos, revient en arrière, retrouve ce fil, fait l'éloge de Sterne — l'écrivain le plus lent qui ait jamais existé — et s'égare dans toutes les cavernes. Et pourtant, ce voyage exténuant au royaume de la lenteur finit par renforcer l'agilité pressentie avec laquelle il saisit les analogies du monde.

En une époque chargée de confusion, il persiste à invoquer les raisons de l'exactitude, et les écueils de sa culture scientifique. Mais cette précision paradoxale s'exerce justement en des lieux ennemis de toute exactitude. Comme Musil et Pessoa, Calvino pénètre en des régions où fourmillent le multiple, l'indéterminé, l'indéfini. Chaque objet est perçu comme entrant dans une série de relations que l'écrivain « ne peut s'empêcher de suivre, multipliant les détails au point que ses descriptions, ses digressions, deviennent infinies ». Or où finit le réel, où commence le possible ?

Tandis qu'il s'immobilise tel un artisan scrupuleux, pour accomplir sa tâche de descripteur, Calvino est fasciné par tout ce qui n'est pas devant ses yeux, ce qui n'est qu'hypothétique ou éventuel, ce qui n'a pas été et, peut-être, ne sera jamais, mais, simplement, aurait pu être. Aussi l'exactitude devient-elle la forme d'expression du possible.

Les amis d'Italo Calvino étaient particulièrement sensibles à sa modestie ; et cette modestie, mêlée à la sagesse et à la mélancolie, donne à ses pages posthumes une fascination difficile à définir. Il n'aimait que la littérature : elle seule existait pour lui ; il était modeste parce que l'art d'écrire n'était pas pour lui une révélation de l'Être, une exploration de l'absolu, mais une activité artisanale, un art de la combinaison, quelque chose que l'on fait avec ses mains, de l'encre et du papier, comme on construit les meubles avec du bois, une scie et de la colle. Sa vie durant, il émana de lui ce parfum qu'il aimait : celui de l'homme de lettres — une odeur de papier, de table de travail, de nuages et d'impossible.

Je n'ai jamais rencontré un écrivain d'une plus grande bonhomie intellectuelle. Il était disposé à se tromper, à confesser ses erreurs, à rejeter son passé derrière lui et à s'en moquer : ce livre est consacré aux écrivains — Gadda, Musil et Valéry — qu'il ne supportait pas dans sa jeunesse. Il savait que ce qui compte dans la littérature, c'est d'essayer : ne jamais s'arrêter ni s'immobiliser, proposer sans cesse de nouvelles formes et de nouveaux projets, même si cela peut susciter l'angoisse ou le désespoir.

Lire la suite et l'article de Danièle Sallenave page 35

## LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

## Le prix des choses inconnues



Bertrand Visage (notre photo) s'éloigne de la Sicile pour plonger dans le terroir âpre du Quercy. Leonardo Sciascia ne délaisse pas son île qui le désespère et nous livre deux nouvelles fables politiques et policières.

Page 26

## PHILOSOPHIE

## Un Rimbaud métaphysicien

A la découverte d'un philosophe italien, Carlo Michel Stauder, qui s'est suicidé en 1910, à l'âge de vingt-trois ans.

Page 32

## LE DÉBAT

## Science et philosophie pour quoi faire ?

A l'occasion d'un colloque au Mans, les contributions de Henri Atlan, René Thom, Mireille Delmas-Marty, Dominique Janicaud à un débat de plus en plus actuel.

Page 30

## Naguib Mahfouz dans ses quartiers

Les romans du Prix Nobel 1988 en disent plus sur l'Égypte d'aujourd'hui que les livres d'histoire ou de sociologie.

## LA CHANSON DES GUEUX

de Naguib Mahfouz. Traduit de l'arabe par France Douvrie Meyer, Denoël, 480 p., 135 F.

## DÉRIVES SUR LE NIL

de Naguib Mahfouz. Traduit de l'arabe par France Douvrie Meyer, 190 p., 85 F.

## LE JARDIN DU PASSÉ

de Naguib Mahfouz. Traduit de l'arabe par Philippe Vigieux, Lattès, 370 p., 115 F.

« Je veux démissionner de cette fonction qui s'appelle lauréat du prix Nobel pour avoir la paix », se plaint Naguib Mahfouz. Le romancier, qui avait acquis des habitudes inamovables tout au long de ses soixante-dix

huit ans, est obligé maintenant de se cacher des admirateurs le poursuivant dans tous les lieux qu'il fréquentait. Certains défilants touristiques n'ont-ils pas couché sur papier glacé un Naguib Mahfouz avec les Pyramides et le Sphinx en arrière-plan, et les guides avisés n'ont-ils pas reçu des pourboires conséquents en conduisant des Français ébahis dans les cafés hantés par l'écrivain ?

Une fois de plus, Naguib Mahfouz a perdu des droits d'auteur. Il s'y est habitué, lui qui, boycotté par la plupart des pays arabes pour avoir été partisan de la paix avec Israël, a vu son œuvre piratée de A à Z. Cer-

tains livres comme *Aouled Haretma* (Les enfants de notre quartier) n'existent d'ailleurs qu'en version pirate du fait de l'interdiction de l'œuvre par les autorités islamiques égyptiennes.

En fait, les seuls vrais droits d'auteur que le romancier perçoit sont ceux des œuvres traduites, ses romans n'étant vendus en Égypte qu'entre 5 francs et 15 francs. Selon Mahfouz, ses œuvres se sont le mieux vendues, après le Nobel, en France puis en Allemagne de l'Ouest, en Italie et en Espagne. Que les Français soient les meilleurs lecteurs de Mahfouz n'a rien d'étonnant puisqu'ils sont aussi ses meilleurs éditeurs.

En effet, trois romans de Mahfouz avaient été traduits en français avant le Nobel : les deux premiers tomes de la *Trilogie* et *Passage des miracles*. Aujourd'hui, il faut en ajouter trois autres : *La Chanson des gueux* et *Dérives sur le Nil*, chez Denoël, et *Le Jardin du passé* chez Lattès (1). De son côté, Sindbad s'apprête à publier avant la fin de l'année : *Le Jour de l'assassinat du Zaim*, inspiré de la mort du président Sadate, et un volume d'*Entretiens avec Naguib Mahfouz* réalisés par le romancier égyptien Gamal El Ghitani.

Alexandre Baccianti

Lire la suite page 35

Pierre BOURGEADE



L'empire des livres

roman

Il préfère la vie aux livres. Elle préfère les livres à la vie.

GALLIMARD *nrf*

صكذ من الاصل

حكايا من الراحل

DERNIÈRES LIVRAISONS

HISTOIRE

ALLA TAHIR : *Irak : aux origines du régime militaire*. — Préfacée par Jean-Paul Charnay, une vision minutieuse de l'histoire mésopotamienne récente par un jeune historien d'origine irakienne. (L'Harmattan, 320 p., 160 F.)

PSYCHANALYSE

SIGMUND FREUD : *Œuvres complètes*, tome III. — Ce troisième volume — le deuxième à paraître — de la grande édition des œuvres de Freud dirigée aux PUF par André Bourguignon, Pierre Cotet et Jean Laplanche, regroupe les textes datant des années 1894-1898, ceux donc écrits juste avant le grand travail d'interprétation des rêves. Les choix de traduction (le néo-psychose, le « sublimé », le « souvenir-couverture »...) ne manquent pas de susciter de nouvelles questions... (PUF, relié, 308 p., 195 F.)

KARL ABRAHAM : *Œuvres complètes*. — Réédition des principaux textes du célèbre psychanalyste allemand, parus en français en 1965-1966 et épuisés depuis quelques années. Fondateur de la Société psychanalytique de Berlin en 1910, ce disciple et ami de Freud, mort en 1925, manifesta un intérêt particulier pour les psychoses (Tome I, 1907-1914, tome II, 1915-1925, introduction et traduction d'Isabelle Barande, avec la collaboration d'Elisabeth Grün, Payot, 360 et 302 p., 260 F. chaque volume.)

RELIGIONS

CATHERINE CHALIER : *l'Alliance avec la nature*. — Quelle est la place de la nature dans la tradition hébraïque, dans l'élection d'Israël et dans la liturgie juive ? Elève d'Emmanuel Lévinas, auteur des *Matriarches*, Catherine Chaliel s'interroge sur le sens de cette Alliance inscrite dans la Genèse. (Cerf, 214 p., 148 F.) Dans la même collection, « La nuit surveillée », Catherine Chaliel vient de traduire l'essai de Yoram Jacobson *la Pensée hassidique* (184 p., 164 F.).

ROMANS

JULIEN GREEN : *Moira*. — Réédition du célèbre roman paru en 1950 et qui marqua des générations de jeunes gens préoccupés par l'« ancien désordre amoureux ». Dans sa préface, Julien Green cite « l'admirable formule de Bergson » selon laquelle la fiction « est un commencement d'hallucination ». (Seuil, 318 p., 98 F.) Chez le même éditeur paraît *Liberté chérie*, virulente affirmation en faveur du libre usage de l'esprit, écrit par Julien Green en 1974 (60 p., 49 F.).

JACQUELINE MASSAKI et FRANÇOIS POREL : *la Mémoire des cadavres*. — Ce roman-feuille, œuvre d'une avocate libanaise et d'un journaliste français, retrace un demi-siècle d'histoire nationale et intimiste à travers l'itinéraire d'un Français libanais. (Laffont, 600 p., 125 F.)



— LA VIE DU LIVRE —

LIVRES D'HISTOIRE  
ACHAT-VENTE  
**LIBRAIRIE**  
**PAGES D'HISTOIRE**  
8, rue Bréa, 75006 PARIS  
(1) 43-64-43-61  
CATALOGUES  
MENSUELS  
Service de recherche de livres  
d'histoire épuisés

Le mercredi 15 novembre, rencontre avec  
**PIERRE VIDAL-RAQUET**  
à l'occasion de la parution de  
**L'AFFAIRE AUDIN**  
aux Éditions de Minuit et de  
**FACE A LA RAISON D'ÉTAT**  
aux Éditions La Découverte  
A 18 heures,  
il signera ses livres à la librairie  
**LES TEMPS MODERNES**  
57, rue de Valenciennes, Orléans  
38-53-94-35  
A 20 h 45  
Conférence-débat sur le thème  
« Un historien dans la guerre d'Algérie »

**BEAUCHESNE**  
SCIENCES RELIGIEUSES  
PHILOSOPHIE - HISTOIRE  
POLITIQUE  
Catalogue sur demande  
72, rue des Saints-Pères  
75007 Paris - Tél. : 46-48-80-28

**LA LIBRAIRIE**  
**TSCHANN**  
continue  
Son nouveau magasin  
est au  
125, bd du Montparnasse  
PARIS (6<sup>e</sup>)

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Leonardo Sciascia

Le prix  
des choses inconnues

Le tabagisme et son chef doivent se rendre au domicile d'un personnage important, le président des Industries réunies, Cesare Aurispa. La nuit même, un avocat, M<sup>re</sup> Sandoz, a été assassiné. Or le président Aurispa a justement dîné avec Sandoz la veille au soir. Assis l'un en face de l'autre, entourés de plus ou moins jolies femmes du monde, ils ont joué un petit jeu — faire semblant de courtoiser la même M<sup>me</sup> de Matis — et échangé des messages rédigés sur les bistrots à leurs noms destinés à marquer leurs places à table.

Dans la poche de Sandoz on a trouvé le bistrolet d'Aurispa avec ces mots : « Je te tuerais... ». On aimerait savoir ce qu'il y avait en retour sur le carton de Sandoz, mais bien sûr le président Aurispa l'a perdu. Il a un indice cependant qui pourrait aider l'enquête : Sandoz avait fait l'objet de plusieurs menaces téléphoniques revendiquées par un groupe terroriste ou du moins candidat à la terreur, Les Enfants de 89.

C'EST à sa manière biaisée, l'hommage ironique de Sciascia au Bicentenaire de la Révolution française. Quand tout le monde se demande la signification de ce nom de combat — s'agit-il des bébés nés en 1789 ? d'un pari sur l'avenir des poseurs de bombe ? — l'Adjoint entrevoit tout de suite la référence à 1789, à la Terreur, à la seule Révolution qui, dans cet horizon-là, reste à refaire. Ce qui ne le détourne nullement d'une recherche plus immédiate : retrouver le petit carton rédigé par Sandoz, retourner pour cela au restaurant La Vecchia Cucina où le président dit l'avoir perdu, fouiller les poubelles, puisque « les ordures ne mentent jamais », sinon par omission.

Ce n'est pas dans les débris cependant que l'Adjoint aura l'autre moitié de sa clé. A supposer qu'à une chose aussi retorse, épouvantable et sabotée, il n'y ait que deux moitiés. Il lui faudra retrouver les compagnes de ce dîner au restaurant, celles qui ont vu l'un écrire, l'autre lire, raconter la spirituelle M<sup>me</sup> de Matis, écouter M<sup>me</sup> Zorn, qui est une

belle dinde, stupide et séduisante, « car la stupidité sait être céleste et même profonde, comme le savent les gens intelligents ».

On est à l'épicentre du doute qui depuis toujours fait trembler la Sicile : où est la manipulation ? Dans les ficelles ou le pantin ? Les Enfants de 89 ont-ils été fondés pour éliminer Sandoz ou celui-ci a-t-il été tué pour donner vie à ce groupe ? Ne faudrait-il pas admettre l'existence d'une Constitution occulte stipulant que « la sécurité du pouvoir se fonde sur l'insécurité des citoyens », y compris « ceux qui, répondant à l'insécurité, se croient en sécurité ».

Ce n'est pas la première fois que Sciascia décrit cette spirale du soupçon qui hante le pouvoir, tous les pouvoirs, en son pays. Mais il n'est pas si fréquent qu'il ait ce trait de génie (peut-être est-ce une histoire vraie sur ce point) d'inventer le tour de passe-passe des cartons qui se complètent et se dénoient, la partie de billard mortelle qui se joue entre les convives (qui a vu quoi ? qui a pu lire, par-dessus quelle épaule ?) et dont la référence est évidemment dans *la Lettre volée* d'Edgar Poe.

Cette longue nouvelle est en cela un chef-d'œuvre de construction et de style. Toute en ellipse et en sobriété, sèche et dure, d'une économie de moyens qui est la marque des artistes à leur sommet. Et l'on n'oubliera pas les réflexions de l'Adjoint sur la progression de la douleur et l'approche de la mort. Qui peut, sinon Sciascia, parler dans la même phrase du caractère fasciste de la morphine et de la peine de mort (« La peine de mort n'a rien à voir avec la loi : c'est une façon de se consacrer, au crime, de consacrer le crime ») ?

Il revient sur ce dernier thème qui lui est cher dans un autre court récit, *Portes ouvertes*, où l'on voit un juge palermitain s'opposer à l'exécution d'un criminel en 1937, malgré la loi, l'atrocité des crimes commis, et au mépris de son ambition personnelle. Les amateurs, ou plutôt les amis de Sciascia, retrouveront dans la collection des « Cahiers rouges » de Grasset *Pirandello et la Sicile et Du côté des infidèles*, déjà traduits en 1980. Mais ils ne manqueront pas de lire avant tout la parabole du chevalier en route vers l'impossible château de la vérité et qui pèse sans illusion le poids et le prix de sa vie, de la nôtre : « Peut-être que dans le monde tout se produisait à l'instar de l'inflation, que la monnaie de vivre perdait chaque jour de sa valeur, la vie entière était une sorte de vide euphorie monétaire sans plus aucun pouvoir d'achat. La couverture or — du sentiment de la pensée — avait été dilapidée ; les choses authentiques avaient disparu, mais un prix inabordable, et même inconnu ».

(1) Seuil  
P.S. : La semaine dernière, je vous signalais le passage d'Howard Butler au Théâtre de la Ville. Il y a deux ans, il avait joué « Vous direz qu'il est actuellement au Théâtre du Rond-Point, 5, rue des Vignes, à Paris 16<sup>e</sup>, dans son spectacle *Buffo*, tous les jours sauf le lundi, à 19 heures (tél. : 42-88-64-44). Courtois, cet homme est inoubliable. Et en seconde partie, *Molère par elle-même*, de Françoise Théron, est bien réjouissant.



LIVRES • RÉCITS

ROMANS

# Les folies allemandes de Marc Petit

Charniers, bûchers, massacres, métaphysique et poésie...  
le dix-septième siècle allemand en ses tumultes et en ses œuvres

OROBOURS,  
de Marc Petit, Fayard,  
504 p., 120 F.

Quand les pluies d'automne balayaient d'un coup un temps de juin, il faut aux frileux et aux mélancoliques un beau et gros livre qui emporte très loin. Avec *Orobours*, de Marc Petit, le résultat dépasse l'attente. De charniers en bûchers, de l'« arche » du Père Struzzi, général inventeur, survivant de la Renaissance — à la bibliothèque du professeur Rabenau, de hurlements guerriers en subtils poèmes baroques, on est brinqué dans un récit qui, comme le dit son auteur, se propose de montrer combien, en ces temps, « la monstruosité rejoignait la merveille. L'épouvantable avait quelque chose de sacré ».

Un instant perdu, comme assommé par les démentances de ce dix-septième siècle allemand, on se laisse bientôt entraîner par Marc Petit « dans l'immense tourbillon qui emportait l'Allemagne, l'Europe entière et presque tout le monde connu » et où « deux enfants dont aucun n'avait demandé à naître ouvraient de grands yeux étonnés. Ils avaient à peu près le même âge, celui où l'on commence à ne plus comprendre, où les terribles entailles invisibles des premiers temps deviennent des souvenirs. Un jour, beaucoup plus tard, montant sur le bûcher ou dans l'obscurité d'une bibliothèque, devenus l'un et l'autre adultes — prêts à mourir, — un homme et une femme reverraient ces images, ces premiers traits jetés sur la toile du peintre et qui décident tout : une vie, un destin, l'éternité dans un éclair ». De ces deux enfants, et de leur siècle, *Orobours* raconte le destin chaotique, du bûcher, où tout commence, à la bibliothèque, où tout s'achève.



Marc Petit ou le plaisir du labyrinthe

Pour dire ces temps d'embrassements et de fureurs, cet ouvrage d'un « grand siècle » composé, Marc Petit aurait pu construire un roman historique, autour des auteurs baroques allemands, qu'il connaît bien pour les avoir traduits (1) : Andreas Gryphius, Catharina Regina von Greiffenberg, Quirinus Kuhlmann.

## Faire rêver l'histoire

Il a choisi le geste littéraire inverse, manière beaucoup plus fascinante de faire rêver l'histoire. Partir des textes réels de la littérature pour en faire surgir des personnages de fiction : Andreas Barvus, l'humaniste, dont les traits doivent beaucoup à Gryphius et les thèses au Tchèque Comenius ; Corona de Falkenstein, la baronne justice ; Quirinus Weisdorn, fils de sorcière, vous, comme sa mère, au bûcher.

Bien sûr, pour aimer *Orobours*, le roman le plus étrange

de la rentrée — que, déjà, les Allemands sont en train de traduire, — il faut se ranger du côté du professeur Rabenau : « Une fois pour toutes, il avait résolu d'aimer la vie, sans illusions, avec cette même curiosité, cette sorte de passion distante, cette gourmandise cérébrale, cette jouissance de l'attention connue des grands lecteurs de livres et des porteurs de lunettes... »

Si vous êtes deux fois du bon côté — lecteur et porteur de lunettes, — on peut vous garantir, avec *Orobours*, le plaisir du labyrinthe et l'excitation de la découverte, la jubilation du foisonnement des mots, la plongée dans un imaginaire fabuleux, les délices de l'humour. On ne peut toutefois vous assurer que vous comprendrez tout, à moins que vous n'ayez une exceptionnelle culture. Mais qui a débusqué toutes les allusions d'Umberto Eco dans le *Nom de la rose* ? Et le plaisir en a-t-il été gâché ?

Le seul reproche qu'on peut faire à Marc Petit tient à son refus de faire d'Andreas Barvus

un personnage qui, comme Guillaume de Baskerville chez Eco, permettrait au lecteur de ne jamais tout à fait se perdre. Revendication vaine, Marc Petit n'en a cure. Il joue, précisément, à égarer le lecteur puis à lui faire retrouver, de la manière la plus incongrue, ce qu'il prendra pour le fil du récit : « C'était écrit. La ficelle vous paraîtra peut-être un peu grosse, la manière dont l'auteur compose son récit bizarrement désinvolte, naïvement absurde. Dieu n'a cure du jugement des critiques. Il s'amuse. Au fond ce n'est pas tellement l'histoire qui compte pour lui, mais plutôt la façon dont les personnages se comportent, comme ces acteurs de la commedia dell'arte qui n'ont pas de texte, seulement un rôle à jouer dans une intrigue ».

Tout est dit. Marc Petit s'amuse avec sa culture, son érudition, sa démiurgique ambition créatrice et son amour fou de la liberté. Il fait un livre comme on doit le faire, avec de la littérature. Si vous êtes de ces rescapés du « vécu » qui abhorrent le « témoignage », il est temps de vous embarquer dans ce dix-septième siècle baroque, dans la balade du Père Struzzi, et de jouer avec *Orobours* « le grand serpent qui tout encercle, vision d'enfer (...) mordant sa queue dans l'inutile poursuite de son ombre ». Vous y découvrirez peut-être que « chacun n'est que le songe de l'autre (...) la moitié d'un rêve que fait l'esprit ». Et, à la dernière page, quand les murs de la bibliothèque s'effondrent et que Corona comprend que « maintenant, l'heure était venue de se taire », vous serez un peu étourdis. Mais tout à fait éblouis.

Josyane Savigneau

(1) Voir sa présentation et traduction de *Poètes baroques allemands*, Maspéro, 1972, 50 F.

# Les mots d'orfèvre de Richard Jorif

Quand Frédéric Mops devient bureaucrate...

LE BURELAIN,  
de Richard Jorif,  
François Bourin, 231 p., 90 F.

Pour ceux qui ont lu le premier tome des aventures de Frédéric Mops (1), il n'y aura pas d'étonnement mais un grand plaisir à retrouver le héros de Richard Jorif. Quant aux lecteurs néophytes, ignorants des caractéristiques du protagoniste, ils auront tout intérêt à la fréquentation des élèves de boniquistes, de celles susceptibles de receler les volumes du *Dictionnaire de la langue française* du grand Littré : à défaut de quoi, ils se priveraient de moments d'intense jubilation.

Le personnage du *Navire Argo*, dont les débuts dans l'existence avaient été marqués par le désastre, portait en exergue à son destin le mot fameux de Voltaire :

« Il n'y a qu'une chose à faire : se refaire. Ce n'est pas simple. Le hasard n'étant pas mesquin en rebondissement, ce furent la littérature (de Rabelais à Rousseau), et l'intrassable océan des mots du Littré — « le dictionnaire, remède évident à tous les maux d'imagination, consolateur absolu... » — qui domèrent à l'antidote les matériaux de la reconstruction. Le voici revenu, ce jeune homme au nom d'Argonaute ; maladroit, anxieux, perfectionniste comme l'était son lexicographe d'élection.

Avec toute sa candeur de grand garçon privé d'enfance, prêt à s'émerveiller des situations les plus insipides. En l'occurrence — pour se frotter aux réalités dont il s'abstrait volontiers, et pour donner du poids aux personnages de fiction

qu'il promène dans sa tête — Frédéric s'est fait « burelain » (délitieux néologisme, sans doute moins barbare que l'affreux « bureaucrate »), dans l'entreprise où l'a recommandé son ami le prince Pelée, curieux personnage évocateur du Martial Canterel de Roussel dans *Locus Solus*.

Il faut bien trois années de « burellerie » au technicien deuxième échelon du service Organisation et méthodes pour épouser le répertoire de « l'affligeante routine du travail, nourrie de griffes contenues, de rancœurs inexprimées » ; pour « s'acclimater » aux symboles et rites de ce triste univers : les deux pauses récréatives, minuscules, au distributeur de boissons récalcitrant ; les tickets multicolores du restaurant d'entreprise ; les histoires belges — « de troisième main » — et les attitudes

paternalistes du directeur de la comptabilité ; sans oublier les stratégies pitoyables déployées pour circonvenir les menaces de « mobilité » et de « compression de personnel »...

Si Frédéric n'a pas encore détaillé de cet univers de grisaille, c'est que sa curiosité a plus d'un mobile ; celui par exemple du corps d'Aline, la belle hôtesses, dont il est, pour un temps, l'amoureux « un peu céladon ». Ce littéraire au visage angélique, rétif au port de la cravate et aux statistiques, à la langue chargée de mots et d'expressions inusitées, ne laisse pas d'intriguer.

S'il s'abstient d'employer dans ses notes internes ce que ses collègues tiennent pour préciosités (des mots d'orfèvre enfouis dans les coffres-forts du patrimoine), Frédéric, plutôt du genre à se délecter de métaphores, se désolait de ces « temps de prose » de la langue, d'autant plus maltraitée que réduite au seuil de pauvreté. Il ne se lasse pas de relever les outrages qui lui sont faits ; notamment par ces cadres dits « supérieurs » qui, entre deux « malgré que », « pallier à », et autre « opportunité », employé pour « occasion », attribuent officiellement à Rabelais et à Pascal un précepte de Montaigne.

Mais ce n'est là qu'un aperçu des pérégrinations de Frédéric Mops ; plein d'humour et d'érudition plaisante livrée sous formes d'énigmes, le roman de Richard Jorif est un régal lorsqu'il s'agit des affaires de la table et de celles de l'amour, et une invitation permanente à hanter les bibliothèques. Ses personnages sont d'une bonté singulière ; ce n'est pas là un manque de profondeur mais le parti pris de reléguer la gravité entre les lignes, et d'offrir au lecteur un moment... « rafraîchissant ».

Valérie Cadet

(1) *Le Navire Argo*, François Bourin, 1987.

## NICOLAS MOREL

C'est si drôle que, baillotté, secoué, sans savoir où l'on va, on y va.

Michèle Bernstein / Libération

C'est très drôle, bourré d'idées, de talent paradoxal, plus riche en intrigues qu'une pile de trente romans de cette rentrée.

Paul-Jean Franceschini / L'Express

**L'homme aux raptus**  
ROMAN

AVEC ÉDITIONS DU SEUL

99 F

**Editions du Seul**

PIERRE PÉJU

## L'archipel des contes

L'archipel des contes se veut avant tout éloge du récit, invitation à naviguer entre toutes les histoires que les hommes n'ont cessé d'inventer, de répéter ou d'écouter.

Aubier

CAROLA SPEADS

## ABC de la respiration

Apprendre à mieux respirer

Lever les blocages qui entravent la liberté du souffle : réapprivoiser et stabiliser sa respiration ; reconquérir une énergie sans faille, une capacité de s'ouvrir à soi et à autrui. Une méthode simple et pratique.

Aubier

## Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur pense recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adresses manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tel. 48 87 08 21



LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITIONS

L'homme  
qui inventa sa vie.

Jean-François  
**DENIAU**

UN HÉROS  
TRÈS  
DISCRET

ROMAN



Après le triomphe de « La Désirade »,  
toute la virtuosité romanesque  
de Jean-François Deniau.

OLIVIER ORBAN

سكزا من الاصل

هكذا من الازل

## Les clameurs de Troie

**L'ILLIADÉ**  
d'Homère  
Texte bilingue présenté  
par Claude-Michel Cluney,  
traduit du grec  
par Frédéric Mugler,  
Editions de la Différence,  
850 p. 195 F.

Saluons d'abord le courage — le double courage — de l'éditeur qui publie un volume de huit cent cinquante pages de poésie, du traducteur, qui affronte un océan de plus de quinze mille vers (15 673). Et consacrer à quoi ? A quelques journées sanglantes entre toutes, mais non décisives, vers la fin d'un siège interminable, dont le poème se soucie peu d'expliquer comment il s'achève. A la rancune irresponsable d'une jeune brute devant le caprice d'un roi cupide et plutôt faible, l'un et l'autre jouets inconscients de dieux dont le seul grand projet semble être de faire tuer le plus d'hommes possible.

L'auteur montre ces morts, qui surviennent au combat, sans nous épargner aucun détail des coups portés et des blessures reçues ; il n'a pas peur, apparemment, qu'un jour le public ne se passionne pour cette épopée-là ni pour cette anatomie. Et pourtant, il comptait bien que ses chants lui donneraient l'immortalité, ainsi qu'à ses héros, le vieil Homère !

Il ne s'est pas trompé, pas plus que Claude-Michel Cluney et Frédéric Mugler ne se sont trompés en nous redonnant l'Illiade en français (avec le grec sur la page de gauche, ô divine générosité !), dans un seul volume. Le même vertige saisit toujours le lecteur de l'Illiade devant les nuages de poussière et les clameurs qui remplissent la plaine de Troie, devant ces fleuves obstrués de cadavres qui se mettent à déborder devant cette femme, triste qui voit partir son combat son mari, sait qu'elle ne le reverra pas, que cela signe, pour elle, son asservissement

futur, pour leur fils la fin d'un animal qu'on assomme contre le sol, et cependant rit à travers ses larmes aux grâtes enfantines du petit devant le panache du casque paternel...

Ainsi va l'Illiade, remplie par la présence de la mort et la sauter, violente et fugitive, de la vie. Et cet ami se prend à rêver qu'autour de lui et de son compagnon préféré tous ont péri, alliés ou ennemis, Grecs et Troyens, et qu'eux deux, seuls survivants, détachent la voile qui cache le visage de Troie — les remparts de la ville — comme une épouse qui se livre enfin à eux dans le silence du néant !

Cette sensibilité à la fois extrêmement archaïque et terriblement vivante, ce mélange de proximité immédiate et de raideur formulaire, rendent redoutable l'entreprise de traduire l'Illiade. Il est réconfortant que l'on s'y lance aujourd'hui encore, après la réussite que fut la traduction de Paul Mazon, plus que cinquantenaire. Frédéric Mugler, tout en tâchant de respecter l'assemblage des vers par formules qui sont autant de petites unités métriques, a privilégié le rythme. Il a choisi un vers de quatorze syllabes, rare mais non sans exemples (chez Saint-John Perse), qui évite la banalité de l'alexandrin classique et le côté étriqué, pour notre langue peu concise, du décasyllabe.

En fait, le vers de Frédéric Mugler se décompose le plus souvent en un octosyllabe associé à un hémistiche d'alexandrin, produisant un effet insolite et pas désagréable. Il accompagne ainsi, dans une langue sage et moderne, son lecteur, depuis les bûchers collectifs sur lesquels s'ouvre le poème jusqu'aux funérailles du plus civil de ses héros, qui le finissent, au fil d'un long voyage dans les sphères les plus apaisées et les plus prenantes de l'expérience humaine.

P. Ch.

## La malchance des Phéniciens

Un livre pour mieux connaître ces géniaux inventeurs de l'alphabet, cousins germains des Hébreux

**L'UNIVERS PHÉNICIEN**  
de Michel Gras,  
Pierre Rouillard,  
et Javier Teixidor.  
Arthaud, 284 p.,  
111 en noir et en couleurs, 320 F.

Nous n'en finissons pas de regarder les Phéniciens dans des miroirs plus ou moins clairs tenus par autrui : les auteurs de la Bible, Homère... En 1988, une exposition rétrospective, à Venise, révélait au grand public le visage nouveau de leur civilisation (1). Aujourd'hui, Michel Gras, Pierre Rouillard et Javier Teixidor nous font passer de la contemplation à l'analyse historique des multiples audaces tissées « l'aventure méditerranéenne des Phéniciens », sans cesse croisée avec celle des Grecs.

Comme eux partis du Liban, ils voguent face à l'Ouest, vers le grand large, d'abord au-delà de la Sicile, puis, dépassant les colonnes d'Hercule, vers Madère, l'île de rêve. C'est l'affaire de quelques siècles. Vers 1100 av. J.-C., l'arrivée des Assyriens, les isolant, les incite à se tourner davantage vers la mer. En 572 av. J.-C., la prise de Tyr par Nabuchodonosor inspire le célèbre chant d'Ézéchiel : les Phéniciens tombent sous la domination étrangère, babylonienne, perse, grecque enfin, cependant que se développe autour de Carthage une civilisation autonome, que l'on appelle « punique ».

Ils n'ont pas eu de chance, les Phéniciens ! Géniaux inventeurs de l'alphabet, tous leurs livres ont disparu. Grands bâtisseurs, les ruines de leurs métropoles sont ensevelies sous celles du Liban et la recherche est paralysée aussi sur une partie de Chypre (2). Cousins germains des Hébreux, ils ont comme eux subi le torrent de boue et de sortites de l'antisémitisme. Certes, qu'est-ce que le rejet égoïste au dégoût d'un dialogue par livres interposés (3) ? S'il faut se fier à l'horrible libéralisme, qu'est-ce que le mépris envers un peuple mort face à la shoah ? Mais insidieux et invétérés, les préjugés sont d'autant plus solides...



Sphinx portant la double couronne de Haute et de Basse-Egypte (musée de Nicotie).

Le livre de Michel Gras, Pierre Rouillard et Javier Teixidor apporte les éléments d'une rectification, savante, ferme et pondérée. En rappelant l'histoire de leur discipline, ils tracent les contours de l'antisémitisme moderne en matière scientifique, appuyé sur la malveillance de certains auteurs antiques. A partir des données fournies par l'archéologie, ils nous proposent une conception plus fine des rapports coloniaux entre les Grecs et les Phéniciens.

Le cotoiement, attesté par la présence d'Eubéens et de Bédouins en milieu carthaginois, et même le mépris ont été plus poussés qu'on n'a voulu l'imaginer. Les traits spécifiques des Phéniciens n'en subsistent pas moins, dans leur mode d'essai-

nage et leur urbanisme notamment.

A une époque où plus personne n'écrivait sur les rives de la Méditerranée, entre 1200 et 800 av. J.-C., les Phéniciens tenaient des archives dans leurs temples. On pouvait encore les lire à l'époque romaine et il en subsiste, traduits et adaptés en grec, des débris. Mais c'est le dossier épigraphique, quoique réduit, qui est fondamental aujourd'hui. Là, seulement, les Phéniciens parlent avec leur voix propre. Javier Teixidor traduit et commente, avec rigueur, les textes principaux : des épitaphes, qui, de si loin, nous communiquent l'angoisse d'être oublié dans le dernier sommeil, des textes religieux, inscrits sur des amulettes le plus souvent.

Mais c'est à propos du tophet qu'une remise en cause radicale des idées reçues donne un modèle de critique des sources. L'affaire est issue d'une accusation portée par les auteurs anciens contre les Carthaginois : la pratique des sacrifices d'enfants. Les archéologues, naguère, ont voulu la mettre en rapport avec d'importantes nécropoles de nouveau-nés localisées, qu'ils exhumèrent et auxquelles ils donnaient le nom, pris à la Bible, de tophet. L'amalgame est aujourd'hui défilé : le tophet dénoté par la Bible n'est pas une coutume phénicienne, mais ammonite (au-delà du Jourdain).

Les corps retrouvés dans les nécropoles n'ont pas pu, dans leur majorité, être offerts en sacrifice. Ce sont les restes d'enfants morts en bas âge, parfois des fœtus, qui étaient enterrés à part de ceux qui avaient vécu assez pour être intégrés à la communauté (3). Comment envisager une société qui n'aurait échappé à la lourde mortalité infantile pesant sur toutes ses voisines que pour sacrifier en masse ses nouveau-nés ? Les visiteurs des nécropoles de Carthage et les auteurs de romans historiques devront renoncer au frisson facile du tophet... Flaubert, du moins, n'a pas fait du sacrifice d'enfants une pratique quotidienne !

Mais le vrai sujet, à lui seul passionnant, de ce volume demeure les origines et le caractère initial de la présence phénicienne en Occident : l'histoire d'un mouvement vers le large. Tant mieux si les trois historiens nous en apprennent plus et nous donnent envie d'en savoir davantage encore.

Pierre Chuvp

(1) J. Fentel, sous la dir. de Sabatino Moscati, *Phoenicia, 1988* (une version espagnole *The Phoenicians*) est disponible.  
(2) *Cronos* sur Tyr un excellent article d'Ernest Will, « Splendeur et misère de Tyr la phénicienne », *L'Histoire*, avril 1989, p. 28-36.  
(3) Sergio Rinaldi, *Il tofet e il sacrificio dei fanciulli*, *Studo* 2, 1987, Saverio, Chianella éd. 9 500 lire.

## Le couronnement de la liberté

Pour Jacqueline de Romilly, la leçon de la Grèce, c'est le respect des dieux et de la cité, la volonté de vivre

**LA GRÈCE ANTIQUE**  
A LA DÉCOUVERTE  
DE LA LIBERTÉ  
de Jacqueline de Romilly.  
Ed. de Fallois, 206 p., 90 F.

Pour Jacqueline de Romilly, voici venu le temps des couronnements... et du dépouillement : deux cents pages où les mots, soudain, deviennent transparents — accompagnent la Grèce antique à la découverte de la liberté : y confluent les méditations de l'auteur sur la loi et la douceur, sur l'impérialisme et la démocratie à Athènes, sur les mutations de l'angoisse et les difficiles triomphes de la raison dans ces quelques années du cinquième et du quatrième siècle avant Jésus-Christ, d'où sont sorties tant de nos valeurs. Ce livre est à la fois somme d'une œuvre et introduction à une civilisation l'une et l'autre soucieuses, plus que de la pratique toujours qu'à la traîne, des idées novatrices qu'à force de patience l'on voit enfin cheminer...

Dans tous ses registres, la liberté, cette obsession grecque, se définit par opposition à l'esclavage. C'est à l'origine un concept social plus que politique, une « soif d'affranchissement ». L'expérience première en est négative, son écart n'est jamais si vif qu'au moment où elle va être soufflée. Cette précieuse lumière, les Troyens, dans l'Illiade, vont la perdre — et ils le savent. Ils savent aussi qu'elle ne se préserve pas sans la force, et qu'elle est d'autant plus sûre que l'on est soi-même en mesure d'asservir autrui.

Dans le domaine politique, la liberté grecque, première manière, a été faite de conduire à l'impérialisme le plus dur à l'extérieur et, à l'intérieur, par abus de pouvoir, de se muer en dictature (« tyrannie ») — les penseurs grecs n'avaient pas une

très haute idée du règne de ce qui n'était pas encore le prolétariat, mais le *demos* (Aristote eût dit l'ochlocratie). Ils y voyaient l'immédiate préface à la dictature d'un seul, et comment Jacqueline de Romilly ne partagerait-elle pas leur opinion ?

La liberté se garde aussi grâce à la loi, seule souveraine devant laquelle les Grecs voulaient s'incliner, ce qui les rend supérieurs, pensent-ils, à tous ceux qui obéissent à des despotes plutôt qu'à des textes écrits. Ces derniers manifestant eux aussi leur humaine précarité, les « lois non écrites » inscrivent l'ordre des dieux dans le cœur des hommes et affirment, face à la prétention de la cité à la toute-puissance, les droits imprescriptibles, sinon de l'individu, du moins de la religion familiale d'une part, de la communauté universelle, de l'autre.

### Une affaire métaphysique

Des excès commis à Athènes à la fin du cinquième siècle naît une autre conception, celle de l'équilibre des pouvoirs, s'efforçant de « dissocier liberté et domination ». La cité vraiment libre vit dans la concorde, par la reconnaissance d'une pluralité de droits « monnayés » aux citoyens. Athènes est fière alors de l'humanité, de la tolérance réciproque, de l'indulgence et de la douceur qui règnent chez elle.

La liberté est aussi une affaire morale. Chez les Tragiques, l'esclave exposé aux humiliations, vivant sous la contrainte, ne saurait être libre, alors que le roi, par excellence, l'est ; ce sera l'affaire du quatrième siècle de découvrir qu'il existe une liberté intérieure de l'âme face à ses propres passions comme à celles

d'autrui, qui n'est pas aliénable. La quête nouvelle qu'entame Socrate mis en scène par Xénophon aboutira bien plus tard, après de nombreux relais dont le premier fut celui des stoïciens, à constituer la notion moderne de conscience.

Ici Jacqueline de Romilly s'arrête, transmettant le flambeau à son « collègue et ami » Pierre Grimal, avec lequel elle noue un dialogue par livres interposés (1). La liberté consiste aussi à reconnaître l'autonomie et l'égalité des individus, quelle que soit leur condition — les sophistes, au tournant des deux siècles de préférence de l'auteur, ébauchent cette reconnaissance intellectuelle. Quant à la traduire dans les faits...

Enfin, la liberté est une affaire métaphysique, dans un ballet à trois parties, les hommes, les dieux, le destin. Adhésion raisonnée de l'individu à son destin, elle lui permet, sinon de le modifier profondément et immédiatement, du moins de sauver sa « part de choix » et, à long terme, peut-être de l'infirmité. L'homme se doit de faire face, même devant une catastrophe comme celle qui frappe l'Ithaque d'Euripide, meurtrier de ses propres enfants, déshonoré, désespéré, et qui décide pourtant de vivre.

La leçon de la Grèce, écoutée aux cours de Jacqueline de Romilly, c'est le respect des dieux, le respect de la cité, le sens irrépressible de la liberté et la vision lucide des obstacles, c'est la volonté de vivre.

Pour Jacqueline de Romilly, voici venu le temps des couronnements.

P. Ch.

(1) P. Grimal : *Les Erreurs de la liberté*, Les Belles Lettres.

## Les couleurs de l'art grec

**LA GRÈCE**  
de Bernard Holtzmann.  
Ed. Citadelle, 252 p.,  
illustr. en noir et couleurs,  
245 F.

Célèbre, trop célèbre peut-être, l'art grec : un répertoire rebaptisé, réinterprété, par les empereurs romains ou les rois de Sardaigne. Quant aux œuvres, il reste ce qu'ont laissé le temps ou les vandales, et non, comme pour les textes, un choix critique. La Grèce a notamment perdu presque toutes ses couleurs. Les tableaux des monuments sacrés que furent ses plus grands peintres, les Polygotes et les Apelles, sont, à la lettre, inimaginables.

Notre regard aussi a changé, comme le note Bernard Holtzmann dans la remarquable monographie qu'il vient de consacrer à la Grèce, perdue aux éditions Citadelle, héritière de Mazenod. Nous sommes saturés d'images. La photographie et le cinéma nous ont désenchantés du merveilleux réalisme de ces statues dont l'Antiquité tardive, interrompant la tradition millénaire, fit des talismans. Aujourd'hui, les arts plastiques et picturaux se libèrent de la figuration, comme l'architecture de la pesanteur.

C'est peut-être un atout : l'effet de trop vu s'étant atténué, voici l'occasion de redécouvrir cet art que nous ignorons sans le savoir et d'exercer notre jugement sur de nouvelles pièces. Car en ce vingtième siècle fascinant qu'est devenu le paysage méditerranéen, bronzes répétés dans la mer, tombes violées par les bulldozers, marbres étonnés par les opérations d'urbanisme, ont enrichi le trésor ancien. Les acquis des vingt dernières années plaquent dans une per-

ceptive nouvelle les œuvres déjà connues.

Bernard Holtzmann rééquilibre une histoire moins axée désormais sur Athènes et sur le classicisme, défrichant mieux les particularismes régionaux, soulignant la vigueur d'écoles ioniennes insulaires, comme celles de Naos et de Paros, avec sa colonie Thasos. Influences égyptiennes, types mésopotamiens venus par la Syrie, échanges avec les Phéniciens : voilà aussi les Grecs situés plus exactement parmi leurs voisins.

### Diviniser l'être humain

Bernard Holtzmann aime, à lever les équivoques, à préciser le sens d'équivoques conventionnelles et trompeuses, à céramique modeste produite plutôt à Milet, style « dédédique » pratiqué aussi ailleurs qu'en Crète. Il adopte des classements commodes et clairs (« maniérisme », terme qu'il affectionne, « romantisme », « baroque ») pour ordonner à grandes rubriques le développement des arts au-delà de la « figure de ce point d'équilibre qui constitue le style parthenonien », sans que pleine justice soit rendue cependant à la période hellénistique.

Les interprétations pressenties sont marquées au coin du bon sens : sur une coupe lacônienne souvent reproduite, Arés, roi grec de Cyrène en Libye, assise au passage de balots de laine, non de siphons (plante condimentaire de grand prix), encore moins de coton.

Oblié par son format de se tenir sur les lignes de faits, Bernard Holtzmann propose une perception contemporaine.

Informés et réfléchis, de cet art qui, en « recherchant l'essence qui transcende tous les siècles de l'existence », inventa l'image de l'homme. La « polyvalence » des types statutaires (dieux, défunts, dédicataires) traduit un mouvement : pour « diviniser l'être humain », selon une formule de Goethe, grâce à la science des proportions mathématiques, la symétrie, et à la nudité, montrée dans l'art avant d'être pratiquée par les athlètes.

Les statues apparaissent vraiment, selon le sens original de l'un de leurs noms, comme des « objets de ferveur ». On ne se plaindra donc pas outre mesure que la sculpture domine ce livre : l'auteur, attentif à restituer les couleurs lorsque c'est possible, rappelle au reste l'importance de la peinture dont nous avons, depuis 1877, un témoin exceptionnel dans le décor de la tombe de Philippe II à Vergine.

L'architecture est traitée plus rapidement — peut-être parce qu'elle avait constitué, grâce à une série de notions rassemblées par Jean Boussquet, le meilleur point de départ de ce livre aux éditions Mazenod. Après tout, le Parthénon ou le temple de Zeus à Olympie n'attirent-ils pas d'abord d'énormes chaises pour de somptueuses statues de culte ?

Et pour finir, pourquoi, aujourd'hui, devrions-nous nous intéresser à l'art grec ? Une question que Bernard Holtzmann laisse sans réponse, peut-être parce qu'elle tient en un mot : « Regardez ! »

P. Ch.

A signaler, dans la même collection et au même prix, *La Rome antique* de Bernard Holtzmann.



LIVRES • IDÉES

# HISTOIRE

## Sous les archives, la vie

Arlette Farge plonge dans les kilomètres de papier de la bibliothèque de l'Arsenal et en fait surgir les voix du peuple

**LE GOUT DE L'ARCHIVE**  
d'Arlette Farge.  
Seuil,  
« La Librairie du XX<sup>e</sup> siècle ».  
160 p., 65 F.

Si la science historique, beaucoup mieux que toute autre science, est parvenue à franchir les portes des laboratoires, des revues savantes et des universités pour répandre ses lumières sur le public cultivé, c'est d'abord parce qu'elle a eu la chance d'être servie par de véritables écrivains. Pas par de « bons vulgarisateurs » — il en existe dans tous les domaines — mais par des créateurs qui ne se contentaient pas de transmettre l'information ou l'esprit de leurs recherches mais savaient aussi en faire partager la chair, la poésie, la charge imaginaire et émotive.

Au fur et à mesure que l'histoire-science se séparait plus radicalement de l'histoire-roman, ils ont compensé en quelque sorte le manque à révéler du matériau par un investissement de l'écriture. Ce qui leur donnait également une liberté nouvelle pour aller fouiller dans des domaines jusqu'alors interdits ou réservés. L'impérialisme des historiens, qui leur a été tant reproché par leurs voisins en sciences humaines, n'est peut-être qu'un effet induit de la toute-puissance envahissante de l'écriture.

### Une autoroute de papier

Du même coup, l'histoire a pris le risque de passer pour une science trop aimable. L'énorme, l'aride, l'épuisant, l'abrutissant travail de fouille que suppose la recherche historique se trouve, par la grâce du texte, reforgé dans l'ombre inconnue des notes, évacués en bout de livre par quelques références chiffrées, quelques cotés d'un algorithme mystérieux ou d'une secte ésotérique dont les adeptes se réunissent dans des caves de la Bibliothèque nationale, de l'Arsenal ou de la Mazarine.

Le livre d'Arlette Farge est un rappel de cette réalité, prosaïque,



Arlette Farge tient le journal d'une curieuse passion.

que, du métier d'historien. *Le Gout de l'archive* est un court voyage, très excitant, dans un endroit qui l'est bien peu, la Bibliothèque de l'Arsenal, dans laquelle l'auteur s'enferme, jour après jour depuis des années, pour déponiller des archives judiciaires du dix-huitième siècle : procès, interrogatoires, informations, sentences, plaintes conservées soigneusement, « à l'état brut », sans reluire, sans brochette, liés « comme une botte de paille ».

Archive démesurée, « envahissante comme les marées d'équinoxe, les avalanches et les inondations ». « Dans les bibliothèques, le personnel (...) parle d'elle en nombre de kilomètres de travail qu'elle occupe. C'est une autre forme de gigantisme ou bien une astucieuse façon de l'approprier tout en marquant d'embellie l'utopie que représenterait la volonté d'en prendre un jour exhaustivement connaissance. » « Lit-on une autoroute, fut-elle de papier », demande Arlette Farge, qui signale qu'aux Archives de France, en 1980, on notait un accroissement de soixante-cinq kilomètres par an.

C'est pourtant dans cette mer, au risque de la noyade, que se plonge l'historienne. Son livre est un journal de bord de cette immersion. Tout à la fois description du matériel de plongée — avec de savoureux petits chapitres sur les us, coutumes, manies, superstitions et phobies

des habitants de cet océan de papier, — description des paysages découverts au cours de cette lente, lente et patiente descente, et réflexion sur cette curieuse passion qui vous pousse à avaler des milliers de procès-verbaux poussiéreux et parfois presque illisibles.

C'est bien de passion qu'il s'agit. *Le Gout de l'archive* est un voyage, à la fois la savante d'une chose et l'aptitude à saisir cette chose. La saveur de l'archive, nous dit Arlette Farge, donne le plaisir et les émotions les plus rares, à condition que le chercheur soit apte à en comprendre non seulement le sens mais la matière vivante : la vie des hommes et des femmes qui apparaissent presque furtivement au détour de ces interrogatoires, avec leur langage, leur imaginaire, leurs stratégies sociales, leur vision d'eux-mêmes, leurs angoisses, leurs espérances diffuses.

L'archive est tout pour qui veut essayer d'éclaircir le passé à travers les seules réalités qu'il nous abandonne : ses traces ; et elle n'est rien si on ne sait pas la faire parler. Dans le cas d'Arlette Farge et de ses recherches sur les femmes et les hommes du peuple au dix-huitième siècle, ce « faire parler » va loin puisqu'il s'agit de donner la parole aujourd'hui à des catégories sociales, à qui on la déniait alors, de donner une voix — multiforme — par-delà les siècles à ceux qui étaient réputés n'en pas avoir.

Or l'archive, contre le sentiment même des commissaires et des magistrats qui l'ont écrite, montre, fait entendre cette voix, à travers les milliers de témoignages maladroits, éclatés, orientés et même menteurs. Elle fait comprendre « comment une population se pense elle-même et produit constamment de l'intelligence et de l'inintelligible à la recherche d'un sens qu'elle découvre et fabrique au fur et à mesure des situations qu'elle vit. Les élites ne sont décidément pas les seules à détenir une culture et une vision déchirée de leur conscience, même si elles sont les seules à avoir eu l'aisance de l'exprimer, et le bonheur de s'exprimer par écrit. »

### Une errance à travers les mots

Mais si elle éclaire le passé d'un jour neuf, si elle met en évidence, par exemple, la profonde désaffection du peuple parisien pour l'institution monarchique dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, l'archive, dans le maquis hétéroclite et souvent contradictoire des événements qu'elle donne à voir et des langages qu'elle donne à entendre oblige aussi à repenser l'histoire — et donc à l'écriture — de manière moins paisible, moins linéaire, moins synthétique, moins « logique ».

« L'événement historique tient aussi dans le jaillissement de singularités aussi contradictoires que subtiles et parfois intempestives. L'histoire n'est point le récit équilibré de la résultante de mouvements opposés, mais l'appréhension d'expériences du réel, peuplées à travers des logiques démontables se heurtant les unes aux autres. » Le goût de l'archive oppose la résistance du singulier au goût des grands systèmes intellectuels, trop vastes et trop hautains pour n'être pas un peu mort ; trop raisonnables pour saisir l'errance, la marginalité, l'incongruité : la vie elle-même.

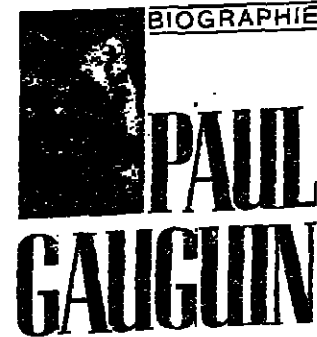
Cette vie, Arlette Farge la fait jaillir de ce qui est, en apparence, le plus mort : des tonnes de papiers accumulés pour surveiller et punir. Subtil, animé, ironique, joueur, sérieux, son livre est évidemment une œuvre d'écrivain. Comme l'est peut-être, par essence, tout véritable travail d'historien : « Le goût de l'archive est visiblement une errance à travers les mots d'autrui, la recherche d'un langage qui en sauve les pertinences. Peut-être même est-ce une errance à travers les mots d'aujourd'hui, une conviction peu raisonnable qu'on écrit l'histoire pour ne pas la raconter, pour articuler un passé mort sur un langage et produire de l'échange entre vivants. »

Pierre Lepape

## De grands auteurs racontent LES GRANDS PEINTRES

PIERRE DAIX

BIOGRAPHIE



416 pages  
Relié  
170 F

PIERRE DAIX

« Mon dieu comme c'est difficile la peinture ! Je marcherai sur les règles et serai lapidé. »  
Gauguin

PIERRE CABANNE



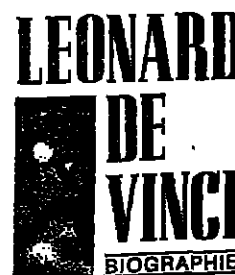
389 pages  
Relié  
170 F

PIERRE CABANNE

« Tout est long pour un aveugle qui veut faire croire qu'il y voit. »  
Degas

### Dans la même collection

SERGE BRAMLY



483 pages  
Relié  
160 F

SERGE BRAMLY

Prix Vasari de la biographie 1989

« Seule la vérité fut fille du temps »

Leonard de Vinci

365 pages  
Relié  
170 F

PIERRE LEPROHON

« Mon travail à moi j'y risqué ma vie et ma raison y a sombré à moitié. »  
Van Gogh



J. Clartès

### NOUVEAUTÉ



Pierre Skira

LA NATURE MORTE

De l'Antiquité à Morandi  
240 pages, 180 illust. 680 FF



Jean Jacques SEMPE

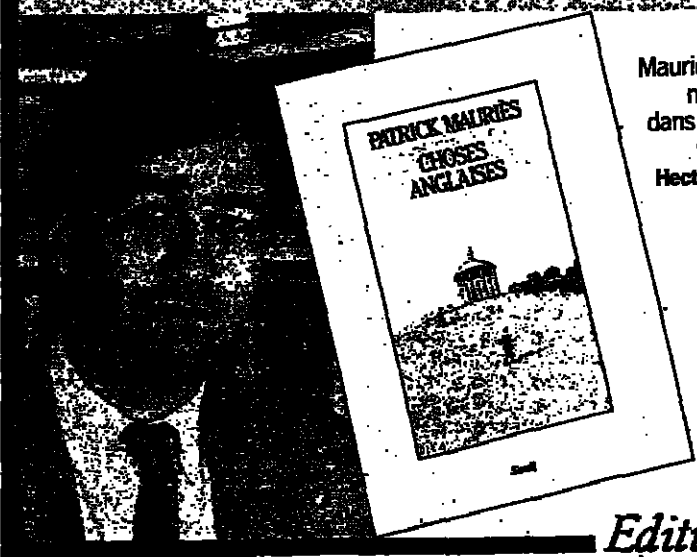
Signera son dernier album

« PAR AVION »  
Éditions DENOËL

Judi 16 novembre 1989  
à partir de 18 h

Librairie LA HUNE  
170, bd St-Germain, Paris-6  
Tél. : 45-48-35-85

## PATRICK MAURIÈS



Mauriès, éternel promeneur, ne flâne pas seulement dans les marges du passé : il hume l'air du temps.  
Hector Bianciotti / Le Monde

On se réglera avec « Choses anglaises », ironique et délicate apologie d'une Grande-Bretagne bien insulaire et bien-aimée.  
Pierrette Rosset Elle

69 F

Editions du Seuil

هكذا من الازل

هكذا من الاصل

# Science et philosophie, pour quoi faire ?

Un colloque a réuni au Palais des Congrès et de la culture du Mans, du 2 au 4 novembre, une vingtaine de scientifiques et de philosophes sur le thème « Science et philosophie, pour quoi faire ? ». Organisées conjointement par le Monde, la ville du Mans, l'université du Maine et l'association Lire et vivre, ces journées, préparées et animées par notre collaborateur Roger-Pol Droit, ont été suivies, en dépit de leur apparente aridité, par un vaste public. Chacune des conférences et des tables rondes a donné lieu à un débat, qui a permis l'ouverture d'un dialogue sur des sujets (les « crises » du progrès, le développement des technosciences, le pouvoir de la médecine et des sciences de la vie) trop importants pour être réservés aux seuls spécialistes. Nous présentons ici des extraits des interventions de René Thom, Henri Atlan, Dominique Janicaud et Mireille Delmas-Marty, en attendant la publication des actes du colloque.



## Le savant, l'homme, la démocratie

DEPUIS qu'elles se sont séparées au dix-huitième siècle, après plus de deux millénaires de vie commune, la science et la philosophie se sont assigné chacune un champ d'action et de réflexion propre. A la première, désormais émancipée de la tutelle philosophique, la maîtrise de la réalité, accompagnée de ses prolongements techniques ; à la deuxième, imparablement délogée du domaine scientifique, le reste, qui va entre autres de l'éthique à la politique. A la double question - *La science, pour quoi faire ?* - et - *La philosophie, pour quoi faire ?* -, les praticiens de ces deux disciplines, malgré leur diversité, étaient donc assez bien armés pour répondre, depuis deux siècles, en se plaçant, comme l'a rappelé Jean Petitot, les uns dans le cadre d'une conception technicienne de la science, les autres dans le cadre d'une conception culturelle de la philosophie.

La nouveauté de la question posée par le colloque du Mans est donc dans le « et ». *Science et philosophie, pour quoi faire ?* Autrement dit, que peuvent faire ensemble la science et la philosophie ? Quelle peut être la nature de leur collaboration ? Ont-elles besoin l'une de l'autre, et en ce cas pour quoi faire ? Ce qui suscite de telles interrogations, c'est précisément la mise en cause de cette séparation tranchée entre les territoires respectifs de la science et de la philosophie. Car si la philosophie veut continuer d'être, selon la formule d'André Comte-Sponville, cette activité de la raison qui « sert à chercher le bonheur dans la vérité », elle ne peut manquer de s'intéresser au travail scientifique ; mais à l'inverse le savant lui-même, confronté à la complexité croissante de ses objets, ne peut plus faire l'économie d'une approche philosophique qui lui donne les moyens de réfléchir sur certains des concepts impliqués dans sa recherche. « Ce dont nous avons besoin, c'est du regard à la fois informé, critique et indépendant de la philosophie », a dit le physicien Jean-Marc Lévy-Leblond.

Qu'elle se tienne au plus près de la science, sous la forme de l'épistémologie, ou qu'elle s'en

tienne volontairement éloignée, sous celle de l'éthique, la philosophie reçoit ainsi pour mission d'introduire d'autres exigences, un autre rapport au réel. Elle aide la science à se mettre en question, lutte contre ses dérives, s'interroge sur ses limites - en quoi elle a partie liée avec la démocratie.

L'abondance des thèmes abordés au cours du colloque, la richesse et parfois la difficulté des exposés, le foisonnement des discussions qu'ils ont suscitées ne permettent pas de rendre compte d'une façon détaillée de ces trois journées, qui ont fait apparaître à la fois la variété des positions assignées à la philosophie dans sa relation à la science, et l'étendue du champ qu'elle est appelée à couvrir, de la « crise de la rationalité » analysée par Jean-Toussaint Desanti à la défense des droits de l'homme. On tentera seulement d'indiquer ici quelques lignes directrices.

La première est une critique de la « philosophie des sciences »

« Qu'elle se tienne au plus près de la science ou qu'elle s'en tienne volontairement éloignée, la philosophie reçoit pour mission d'introduire d'autres exigences, un autre rapport au réel. »

telle qu'elle est pratiquée depuis Auguste Comte, dans la mesure où elle se donne pour tâche de définir des critères de scientificité. C'est Jean-Marc Lévy-Leblond qui a, d'entrée de jeu, souligné les faiblesses de la plupart de ces théories, élaborées sur le terrain même de la science, allant jusqu'à « la pure et simple réduction » (Bachelard) ou « l'identification au camp d'en face » (Mario Bunge) : loin de se subordonner au développement de la science, la philosophie, selon Jean-Marc Lévy-Leblond, doit garder ses distances.

A son tour, le philosophe Bruno Pinchard, dans un exposé fort remarqué, a affirmé que « la philosophie n'est d'aucun emploi dans la constitution d'une épistémologie », celle-ci demeurant « interne à la science », mais que « la philoso-

phie absolue considère la science comme un système d'actes spirituels ». De même, Claude Debry a dû se défendre de plaider pour une « vassalisation » de la philosophie, après avoir précisé, exemples à l'appui, que celle-ci pouvait aider le savant à réorienter sa recherche.

Une autre série de débats a porté sur le nécessaire contrôle de la science par l'opinion publique. Isabelle Stengers en a appelé à une « démobilisation » des chercheurs en réponse à la « mobilisation » que leur impose le pouvoir. Elle a souligné, avec d'autres, que se développe dans le public une « culture scientifique », grâce à des « connaissances » capables d'esprit critique, afin de favoriser les controverses et de « compliquer la tâche de l'institution ». La philosophie peut jouer à cet égard un rôle essentiel en montrant, selon Jean Petitot, que la plupart des découvertes importantes ont - une *généalogie problématique* - et en permettant, selon Jean-Marc Lévy-Leblond, que de véritables choix soient présentés aux citoyens dans le domaine de la technoscience.

Enfin, les désillusions, les périls et les contradictions du progrès ont été l'objet de plusieurs discussions. Gilles-Gaston Granger a expliqué que le rôle du philosophe est notamment de « discerner le passage d'un concept opératoire à une idéologie du progrès », tandis qu'Albert Jacquard, au terme de ce qu'il a lui-même qualifié de « préchi-précha », invitait son auditoire à réfléchir sur l'homme, cette « merveille », ajoutant : « Pour m'en rendre compte, ce n'est pas d'un miroir que j'ai besoin, mais du regard des autres. » C'est encore au nom de l'homme et de ses droits que Claire Ambroselli, Guy Braibant, Mireille Delmas-Marty, Bernard Edelman et Marie-Angèle Hermitte ont confronté leurs points de vue sur l'avant-projet de loi relatif à la bioéthique actuellement au centre de maintes polémiques.

Thomas Ferenzy

France-Culture consacra à ces journées cinq émissions des « Chemins de la connaissance », du 8 au 12 janvier prochain.

## La science moderne comprend-elle ce qu'elle fait ?

par René Thom

SCIENCE et philosophie ont cessé d'être d'un même désir : celui de savoir. Mais la philosophie se préoccupe avant tout de problèmes essentiels, portant sur la place du Moi vis-à-vis du monde, du « subjectif », vis-à-vis de l'« objectif », de la destinée individuelle etc. Par là elle touche au domaine relevant traditionnellement de l'éthique et du religieux. La science s'intéresse au monde extérieur, à la diversité des choses, qu'elle veut explorer, répertorier, et - si possible - expliquer et maîtriser. (...)

Jusqu'à la « rupture galiléenne » (début du XVII<sup>e</sup> siècle), science et philosophie n'étaient pas clairement distinguées ; depuis, le divorce est allé s'approfondissant. La philosophie a parfois tenté de s'approprier les résultats des sciences de son temps ; les doctrines ainsi constituées (cartésianisme, kantisme, positivisme) ne figurent peut-être pas parmi les plus heureuses réussites de l'esprit philosophique. On aboutit, en ce siècle, à des réactions de rejet : « Die Wissenschaft denkt nicht » (Heidegger, 1929). Chez les scientifiques contemporains, l'opinion quasi unanime est que la philosophie n'est « une science proprement dite d'aucune utilité ; on peut s'y intéresser à titre personnel, sans plus ».

A cela s'ajoute qu'il y a toujours eu, chez le philosophe, une sorte d'intuition centrale dirigeant toute sa vision du monde (sauf, récemment, chez les théoriciens modernes, post-nietzschéens, de la « déconstruction »). Or, la science contemporaine se présente comme un kaléidoscope d'activités sans grand rapport entre elles ; chaque discipline a ses spécialistes, et il est difficile de trouver des esprits capables de connaître la totalité du savoir d'une « grande discipline ». La seule unité présente en science est d'origine sociologique ; c'est la nécessité d'un financement sur fonds publics. La science actuelle s'est lancée dans une tâche d'exploration indéfinie, dont on peut se demander si elle arrivera jamais à son terme ; c'est une course entre la collecte des données observationnelles et un horizon qui s'approfondit sans cesse par suite des progrès continus de l'instrumentation.

A l'heure qu'il est, la science a perdu pratiquement toute activité réflexive (exception faite de la mathématique et de la physique théorique) ; elle n'est plus que le prolongement d'une activité biologique, celle de l'animal qui explore son territoire. Peut-être viendra bientôt le problème des choix... (déjà présent pour les astronomes, qui se contentent d'explorer à fond les « aires choisies » sur la voûte céleste). A l'heure actuelle, ce problème ne se pose de manière précise que pour les projets coûteux, la science « lourde » ; essentiellement l'exploration de conditions extrêmes.

Par une tendance naturelle, on sera porté à conférer la plus grande importance aux disciplines de plus fort budget ; ne faut-il pas craindre, dès lors, que la majorité des chercheurs, sensibles à la formule anglo-saxonne : « Go where the money is », ne se précipitent dans ces directions ? Seule reste l'espérance qu'un petit nombre d'esprits indépendants préférera à cette voie attirante un chemin plus ardu : l'analyse théorique des disciplines classiques, l'élucidation de leurs

concepts ; ainsi seulement pourront survenir les ruptures théoriques qui pourraient redonner à notre science un peu de son unité première.

La science contemporaine se présente donc comme un hydre polycéphale, une hydre polycéphale où chaque tête cherche jalousement à étendre son domaine au détriment de ses voisines.

La science moderne comprend-elle ce qu'elle fait ?

par les disciplines rivales sont d'un statut « inférieur ». Mais alors, il importe d'étudier de manière approfondie les critères qui permettent d'affirmer que tel objet X a un statut ontologique dérivé - ou secondaire - par rapport à l'objet Y. Cela montre que, dans ces discussions internes interdisciplinaires, une certaine culture philosophique - éventuellement traditionnelle - peut se révéler utile.

C'est dans cette direction, je crois, qu'on peut espérer recréer une certaine forme de « philosophie naturelle ». Je lui proposerais comme programme : *Qu'est-ce que théoriser en science ? Peut-on faire une théorie interdisciplinaire de la théorisation ?*

A titre d'indication, voici quelques idées qu'il me semblerait bon d'explorer.

1) Il n'y a théorie en science que si l'on a introduit des entités imaginaires, virtuelles, qui « pourraient » exister mais n'existent pas naturellement. On plonge le réel étudié dans un virtuel plus grand, et on s'efforce d'énoncer les contraintes qui pèsent sur la propagation du réel au sein du virtuel. Mais ce virtuel doit être construit à partir du réel observé par une définition explicite, si l'on veut satisfaire au critère d'une « bonne scientificité ». A cet égard la notion de « variable mathématique » a joué historiquement un rôle essentiel.

2) Classifier les critères d'individuation d'un objet utilisés dans les diverses sciences.

3) Comment définir de manière conceptuellement précise ce qu'est un « niveau d'organisation d'une structure » ? Personnellement, je crois que les notions de « saillance » et de « prévalence » que j'ai introduites sont indispensables pour définir un tel niveau.

Enfin un problème général est celui de préciser les divers modes d'intelligibilité en usage dans les diverses sciences ; c'est l'incohérence de ces modes qui rend l'usage effectif de l'interdisciplinarité si difficile. Se donner pour but la « purification » d'une théorie générale de l'intelligible me semble le but à proposer à une telle philosophie de la nature, nouveau style.

René Thom est professeur émérite à l'Institut des hautes études de Bures-sur-Yvette.



# La fin de la tentation de l'idéologie

par Henri Atlan

**P**LUS un phénomène est complexe et singulier, plus toute théorie susceptible d'en rendre compte sera sous-déterminée, donc incertaine (1), mais cela ne veut pas dire qu'elle n'aura aucune valeur explicative. Sa valeur de vérité sera évidemment faible, par rapport à un critère de vérité absolue. Mais sa valeur prédictive pourra être grande en ce qu'elle sera toujours capable de prédire un grand nombre de faits. Que d'autres théories ou soient aussi capables de thésauriser à l'avenir. Chacune est alors capable de construire un monde qui est le même — celui des faits que nous observons — mais qui est différent en ce qui concerne ce que nous n'observons pas, ce qui n'est qu'implicite par ce que nous observons, que logiquement possible à partir de ce que nous observons.

En particulier, si une norme doit être édictée — à tort ou à raison — sur la théorie — soit très fortement par déduction et projection prédictive de ce qui doit être à partir de ce qui est, soit même faiblement par indication seulement des contraintes qui limitent les possibilités — alors chacune de ces théories permettra d'éclaircir des normes très différentes. Ainsi, sans rien sacrifier de la rigueur dans la prédiction des faits observables, il sera possible de choisir, parmi des théo-

ries différentes, laquelle ou lesquelles favorisent telle norme qui nous convient — pour de tout autres raisons évidemment que celles provenant de la théorie elle-même. Il s'agit ainsi d'une sorte de *wishful thinking* contrôlé — dont il semble bien que c'est comme ça que, sans le savoir

bien sûr, fonctionne l'élaboration de normes éthiques ou politiques qui se prétendent vraies en ce qu'elles sont étayées sur des théories scientifiques.

Et pourtant, cette activité, bien que dangereuse puisqu'à l'origine des idéologies modernes, n'est pas

« Notre connaissance de notre ignorance, c'est cela notre expérience de la volonté. »

vaine, à condition de se percevoir pour ce qu'elle est, construction d'un monde rationnel, cohérent avec un certain projet explicite ou implicite, le projet qui s'exprime dans la norme, dont on attend que celle-ci ne provient pas de notre connaissance rationnelle de la réalité, n'est pas fondée par elle.

C'est cette activité-là, quand elle échappe au piège de l'idéologie, qui nous semble le propre de la philosophie, s'acceptant d'emblée constructiviste, à partir de l'analyse de situations complexes et singulières, au contraire de la science qui ne peut jamais renoncer totalement au réalisme, car elle ne peut, sans se détruire, renoncer à l'idéal d'une contrainte totale par les faits.

C'est le propre de son projet original que de rechercher, même indéfiniment, toujours plus de détermination de la théorie grâce à l'observation de toujours plus de faits pertinents.

Mais comme la sous-détermination des théories semble être la règle plutôt que l'exception quand il s'agit de théories des phénomènes naturels complexes, c'est à la philosophie de s'occuper de ne pas abandonner ce domaine — qui est celui des expériences de notre vécu, dans leur singularité et leur complexité — ni à l'idéologie rationalisatrice ni à l'arbitraire total et aux discours sur l'insaisissable où l'indiscrutable ne peut jamais s'empêcher de parler.

Ce serait donc le rôle de la philosophie de récupérer ce que Wittgenstein appelait des pseudoconcepts, sans avoir, comme la science doit le faire, à les transformer au préalable en vrais concepts susceptibles de devenir scientifiques parce que opérationnels. Par exemple, la totalité, la négation, le possible sont de tels pseudoconcepts, et on pourrait montrer comment ils sont transformés et déformés en concepts opérationnels. Un autre de ces pseudoconcepts, où ceux-ci d'ailleurs se retrouvent, est celui d'intentionnalité, dans la nature ou de finalité intentionnelle. Celui-ci est particulièrement important, car une réflexion sur le bien et le mal dans les comportements humains, débouchant éventuellement sur l'énoncé de normes et celui de la loi, ne peut pas se passer d'une réflexion sur les fins que l'on se propose. Et si l'on prétend l'attribuer dans une connaissance de la nature, et fonder ainsi un droit naturel, comment ne pas avoir recours à une théorie des fins de la nature, c'est-à-dire une conception téléologique de l'univers ?

Or si cette idée n'est plus tenable aujourd'hui, cela ne veut pas dire que c'est un déterminisme laplacien qui l'a remplacée. Certes, au lieu des finalités naturelles, tout nous pousse, dans nos représentations scientifiques, à en concevoir qu'un déterminisme naturel et rien qu'un déterminisme. Mais ce déterminisme-là est différent de celui de Laplace en ce qu'il tient compte de la sous-détermination des théories par les faits, c'est-à-dire du caractère local de nos connaissances ; et de notre ignorance de l'ordonnement total de la nature.

Notre connaissance de notre ignorance, c'est cela notre expérience de notre volonté. Cette volonté telle quelle, qu'elle soit elle-même déterminée par les passions ou par la raison, c'est elle, et non d'hypothétiques finalités de la nature, qui fonde le droit. C'est en ces termes que peut se poser la question d'une réflexion éthique et politique enracinée dans notre connaissance rationnelle de la nature — qui connaît aussi ce qu'elle ignore — sans qu'il soit nécessaire encore une fois de faire appel à ces hypothétiques finalités de la nature. Nous y gagnons beaucoup en cohérence, mais nous y gagnons surtout la fin de la tentation de l'idéologie.

► Henri Atlan, médecin et biologiste, est professeur à l'université de Paris-VI et à l'université hébraïque de Jérusalem.

(1) La « sous-détermination des théories par les faits » signifie que dans certains cas il existe plusieurs théories différentes, non redondantes l'une par rapport à l'autre, qui prédisent avec la même exactitude les faits observables sans qu'aucun moyen empirique ne permette de trancher entre des théories.

# Les droits de l'homme entre médecine et politique

par Mireille Delmas-Marty

**L**e moment est venu d'affirmer explicitement la distinction entre vie humaine et vie biologique, avec toutes les conséquences que cela implique quant à la hiérarchie entre les droits de l'homme d'une part, quant à leur domaine d'application, d'autre part.

Non résolue par la Déclaration de 1948, la question de la hiérarchie entre les droits et libertés proclamés est réglée par la Convention européenne de 1950 et, dans des conditions assez proches, par le Pacte de l'ONU de 1966. On se rendra compte que si la vie n'a pas valeur absolue — ce qui marque bien qu'il ne s'agit pas d'une conception purement biologique de l'homme — en revanche le respect de la dignité humaine, tel qu'il résulte notamment des interdictions de la torture, des traitements inhumains ou dégradants ou de l'esclavage, a valeur absolue, en ce sens qu'il s'applique en toutes circonstances (même en cas de guerre ou de danger exceptionnel menaçant la vie de la nation), et à tout être humain, quels que soient ses écarts aux normes de référence : écart aux normes juridiques (criminels), sociales (marginés), biologiques (handicapés), mentales (aliénés)...

Mais il ne suffit pas de reconnaître des droits individuels. On se souvient de la formule de Sartre : « Tout homme est tout l'homme ». Avec cette conséquence que distinguer la vie humaine de la vie biologique, c'est aussi considérer que les droits de l'homme appartiennent à la fois à chaque être humain et à l'humanité tout entière. C'est donc admettre un champ d'application élargi de « tout homme » à « tout l'homme ».

Définir les droits de l'humanité supposerait que l'on dépasse la formulation par l'interdit et que l'on réussisse à dire de façon positive ce qui, par-delà la vie, définirait ce qu'il y a d'humain dans l'homme. La difficulté est presque insurmontable de « durcir en mots » l'essence vivante de la personne. Mais il y a urgence à le faire.

Il est vrai qu'en définissant le « crime contre l'humanité » la communauté internationale a essayé de caractériser ce qui — par-delà le meurtre ou l'assassinat — porterait atteinte à l'humanité tout entière. Inspiré des textes internationaux, le projet de code pénal (art. 211-1 à 5) définit comme crime contre l'humanité — avec pour conséquence leur imprescriptibilité —

le génocide qui frappe tout un groupe, « national, ethnique, racial ou religieux » ainsi que d'autres pratiques (notamment de déportation ou de réduction en esclavage) lorsque celles-ci sont « inspirées par des motifs politiques, philosophiques, raciaux ou religieux et organisées à l'encontre d'un groupe de population civile ».

Aux critères ethniques, raciaux ou religieux devraient sans doute être ajoutés les critères biologiques, notamment génétiques. En outre, il faut revenir de ces définitions la référence au groupe. C'est à raison de leur appartenance à tel ou tel groupe que des êtres humains sont déportés, réduits en esclavage ou exterminés. Et c'est cette référence au groupe qui, en réduisant l'individu à un seul caractère (sa race, son ethnicité, sa religion... ou son patrimoine génétique), met en cause la notion même d'humanité. Autrement dit, le crime contre l'humanité commencerait là où la singularité de chaque être et son égale appartenance à l'humanité (et non à tel ou tel groupe) seraient déniées.

Mais alors l'expression de « crime contre l'humanité » doit s'appliquer à toute pratique, politique, juridique ou médicale, qui comporte soit la négation absolue du principe de singularité (exclusion pouvant aller jusqu'à l'extermination de groupes humains réduits à une catégorie raciale, ethnique ou génétique, ou à l'inverse, à la fabrication d'êtres identiques) soit la négation absolue du principe d'égale appartenance à la communauté humaine (pratiques discriminatoires, telles que l'apartheid, mais aussi la création de « surhommes » par sélection génétique ou de « sous-hommes » par croisement d'espèces).

C'est à la fois dans le code civil et dans le code pénal que le principe devrait s'inscrire en droit français. Dès que possible il faudrait qu'il soit aussi formulé au plan européen et à l'échelle internationale, afin qu'entre médecine et politique les droits de l'homme puissent jouer effectivement le rôle qui est le leur d'assurer la médiation entre la vie biologique et la vie humaine.

► Mireille Delmas-Marty est professeur de droit à l'université de Paris-Sud, présidente de la commission justice pénale et droits de l'homme, qui vient de présenter son rapport (Le Monde du 7 novembre).

# Pouvons-nous raison garder ?

par Dominique Janicaud

**C**e que les succès de la techno-science nous obligent à considérer c'est le problème des limites. Il ne faut pas accuser la techno-science parce qu'elle ne pose pas elle-même ces limites. Il faut, au contraire, discerner que cette incapacité est la rançon d'une autoréférence (ou d'un ensemble d'autoréférences) qui, si elle est rigoureuse, laisse indécidée — et, par conséquent ouverte — la possibilité d'une délimitation extérieure, par exemple, éthique, décidée en dernier recours par l'homme lui-même, individu ou instance politique responsable. Autrement dit, l'indifférenciation éthique qui peut effectivement conduire à la barbarie (culturelle et sanglante) n'est pas à imputer à la techno-science elle-même, mais à l'unification induite de l'ensemble du champ pratique et langagier à partir de sa rationalité particulière.

C'est la fascination, la mythification de la techno-science, qui viennent, apporter ce supplément si dangereux, sans doute inévitable mais cependant conjurable, qui vient transformer la science en scientisme, la technique en technicisme, et court-circuiter le jeu qui devrait,

qui doit subsister entre les diverses phases de la rationalité, au bénéfice du possible. Prenons un exemple où le danger d'instrumentalisation de toute fin est particulièrement patent : le champ des « jeux stratégiques » où les populations civiles elles-mêmes sont d'avance prises en otage et comptabilisées par millions dans des prévisions ou selon des probabilités qui font frémir ; il est tentant, pour un intellectuel, de se réfugier dans une noble protestation contre le principe même de ces jeux stratégiques, en clamant par exemple : « Que tout cela soit concevable, c'est déjà cela la barbarie ». Soit. Mais ce recul, très légitimement, moralement scandaleux, doit-il nous empêcher de faire la différence entre la neutralité de l'étude purement technique et la cynisme d'une volonté de puissance qui se délecte de ces perspectives apocalyptiques, la différence entre la militaire et le nazi ? Différenciation éthique qui conduit aussi à une différenciation politique.

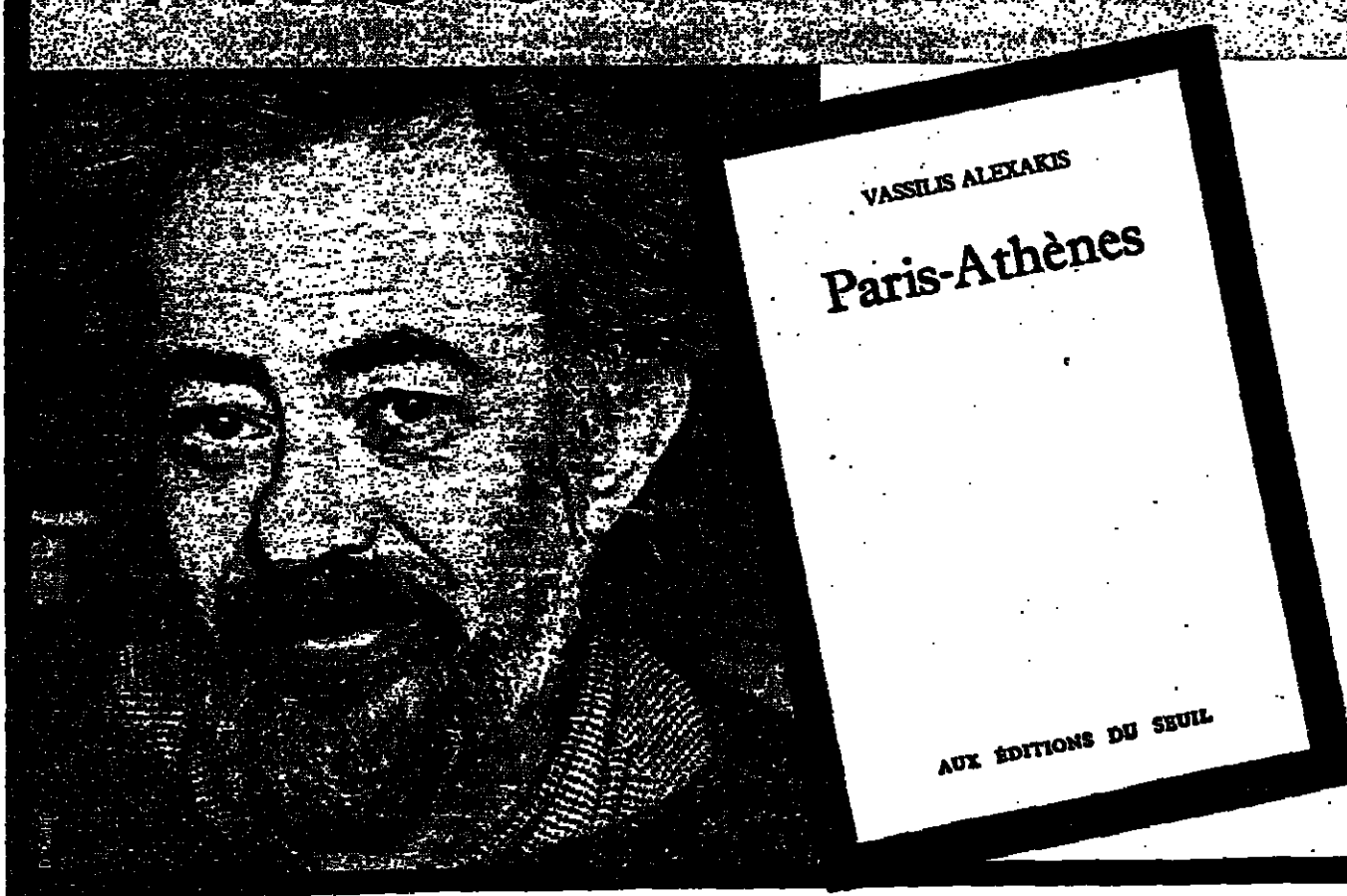
Si nous détenons toutes les clés du futur, nous serons rassurés. Maîtriser le développe-

ment scientifique et technique reste un but prioritaire ; des scientifiques, et non des militaires, en sont conscients. Mais s'il ne faut pas céder à la tentation de l'affolement ou de l'enthousiasme, la volonté d'une maîtrise absolue, d'une programmation sans faille, risque de n'être que le prolongement des pseudo-rationalités qu'elle veut corriger. Maîtriser la science, cela ne doit pas vouloir dire ajouter un dernier étage comme les autres à la fusée techno-scientifique. Cela devrait signifier : penser le problème, des limites, aider les scientifiques eux-mêmes à poser la question des pouvoirs et des limites de leurs pratiques, aider toute la société à assumer une salutaire limitation de l'éventail des possibilités techniques.

Il y a encore beaucoup à faire pour que les prises de conscience — et de décision — soient à la mesure des urgences ; mais l'existence d'un espace de liberté et de dialogue comme celui-ci permet d'espérer qu'il n'est pas trop tard pour conjurer le pire.

► Dominique Janicaud est directeur du département de philosophie de l'université de Nice.

# VASSILIS ALEXAKIS



Ce Grec qui doute et écrit en français est en fait un grand écrivain.

Tahar Ben Jelloun / Le Monde

Dit-on de Beckett ou Ionesco que curieusement ils écrivent directement en français ? Paris-Athènes est un grand match, ce n'est pas une revanche.

Jean Palestel / Libération

Pourquoi écrit-il ? A la question piège, il répond par une boutade : « Pour avoir de mes nouvelles. » N'en doutons pas : elles sont excellentes.

Noëlle Lorient / L'Express

Editions du Seuil

صكزا من الاصل

هكذا من الابد

## PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit

**LA PERSUASION ET LA RHÉTORIQUE**  
de Carlo Michelstaedter,  
présenté par Sergio Campailla.  
Traduit de l'italien  
par Marlène Ratiola.  
Editions de l'Eclat,  
coll. « Philosophie imaginaire »,  
206 p., 87 F.

L A veille, il avait mis la dernière main à son texte. Des appendices restaient à achever. Voilà qui était fait. Et puis, dit-on, il était allé au concert. Une symphonie de Beethoven, musicien qui figurait, selon lui, parmi ceux qui ont répété l'essentiel, de Parménide à Leopardi. A-t-il dormi, ensuite ? On ne sait. En tout cas, ce jour-là, il s'est tiré une balle de revolver dans la tête. C'était le 17 octobre 1910. En Italie — Gorizia exactement, sa ville natale, au nord de Trieste, sur la frontière avec la Yougoslavie actuelle. Depuis près d'un an, il avait emprunté l'arme à un ami. Le 10 septembre précédent, il écrivait à sa mère : « La fin est proche, comme est proche aussi l'aube de ma vie (1) ». Carlo Michelstaedter avait vingt-trois ans. Ne cherchez pas son nom dans les dictionnaires. Quelques Italiens mis à part, tout le monde l'ignore.

Il existe des génies étoiles filantes chez les poètes, les musiciens ou les mystiques. Chez les mathématiciens aussi, voyez Evariste Galois. Mais chez les philosophes ? Ceux-ci meurent rarement jeunes : la réflexion est un fruit à maturation lente. Il faudrait se demander dans quelle mesure et en quel sens cet exigeant jeune peut ou non être dénommé philosophe. Vain débat : les météores offrent peu de prise aux classifications. S'adapter n'est pas leur fort, et ils n'ont guère de faiblesse pour l'académisme. En entrant dans l'atmosphère terrestre, ils s'enflamment et se désagrègent, feux sans artifice.

Ce n'est pas un hasard si l'étudiant Carlo Michelstaedter inscrivait en exergue à son travail ces mots que Sophocle fait dire à Electre : « Je conçois que mes façons ne répondent ni à mon âge ni à mon rang ». Le livre que nous lisons, traduit pour la première fois en français, devait n'être qu'une « *test di laurea* », équivalent approximatif d'un mémoire de maîtrise. Sujet prévu : les concepts de persuasion et de rhétorique chez Platon et chez Aristote. Résultat, avant comme après le coup de feu : un chef-d'œuvre, inclassable et inconvenant.

Il est vrai que le titre n'attire guère. Mais, dans la pensée de Michelstaedter, « persuasion » et « rhétorique » n'ont plus grand-chose à voir avec les notions conventionnelles. Sa prose fiévreuse distille la signification de ces

termes, jusqu'à en faire un couple d'opposés, pouvant servir d'emblèmes au tragique de la condition humaine. Son usage, très inhabituel, de ces vocables courants n'est pas une coquetterie ni une insuffisance. « La langue n'existe pas », écrit-il, « mais tu dois la créer. »

La « persuasion », sous sa plume, n'a donc rien d'un acheminement vers une conviction. Ce n'est pas non plus l'assurance ou la « bonne foi » procurées par une croyance. Etre « persuadé » signifie ici être en possession totale de soi-même. Michelstaedter nomme « persuasion » un état limite de perfection absolue. L'homme y échappe à la dépendance envers tout besoin, à la souffrance de tout manque, à toute attente. Est « persuadé » celui qui accède à ce présent pur et intégral, par définition hors du temps, qu'on nomme éternité. N'échappant plus à soi-même, qui est « persuadé » ne fait qu'un avec le monde.

On objectera que cette fusion dans la paix n'est qu'une chimère, fantasmagorie vieille comme l'humain. Pour être passablement heureux, on ferait mieux de se débarrasser de cet impossible rêve. Michelstaedter réplique en substance que seul l'impossible vaut d'être exigé. « Que vous importe de vivre si, par souci du possible, vous renoncez à la vie au sein de chaque présent ». La mort est moins à craindre qu'une existence perpétuellement différée, échangée contre la menue monnaie des petits plaisirs et des petites attentes, bardée de carapaces protectrices contre la vertigineuse angoisse d'être là. Cette étoile filante désire assez haut, et assez fort, pour refuser cette sécurité « raisonnable » et ces courtes vues que l'on dit « réalistes ». C'est là sa grandeur — on la dira folle.

D'autant que Michelstaedter sait pertinemment qu'aucune continuité n'existe entre la béatitude de la « persuasion » et le monde des organismes vivants, puisque ceux-ci sont toujours dépendants de leurs besoins, jamais rassasiés, perpétuellement en train de



## Un Rimbaud métaphysicien

s'adapter, portés qu'ils sont par l'habitude de vivre. Pour celui qui, « seul dans le désert », parvient à « demeurer stable » et ainsi « arrête le temps », il n'y a qu'une issue : « faire de soi-même un flambeau ».

La « rhétorique », qui « promène l'Absolu par les rues de la ville », c'est seulement une chandelle pour rassurer les papillons dans la nuit. Elle confectionne « un baume de mots contre la douleur ». Elle multiplie artifices et séductions pour donner aux humains l'illusion de savoir et de maîtriser quelque chose. Le terme ne désigne donc plus seulement l'agencement des discours ou les règles de l'argumentation. La « rhétorique » englobe l'univers des conventions de signes, l'ensemble des connaissances dites objectives, et même l'obligation d'œuvrer méthodiquement à l'accumulation des savoirs, en travailleur discipliné, déchargé de toute inquiétude. « Tous les mots seront des termes techniques lorsque l'obscurité

sera voilée pour tous de la même façon, les hommes étant tous dressés de la même façon. »

L'univers de la « rhétorique » est ainsi celui où tout le monde s'entend pour que les cris de la chair soient un objet d'étude aussi neutre qu'un autre. Les affaires de l'esprit y deviennent un genre littéraire. Les sujets de dissertation, ou de divertissement, s'y substituent au dangereux accord de la vie et de la pensée.

Toute recherche y est légitime dès lors que des manières érudites, ou esthétisantes, tiennent soigneusement à distance, pour la sécurité de tous, le sens effectif des œuvres étudiées. Bref, en déposant l'individu de lui-même, en le contraignant à une « affirmation inauthentique » de soi, la « rhétorique » est évidemment l'inverse et l'ennemie de la « persuasion ».

CET aperçu ne reflète pas la singulière expérience que peut faire vivre à ses lecteurs ce petit volume. Il étourdit, au vieux sens du mot, qui évoque la foudre. Michelstaedter, voulant « adjoindre à blanc les mots », joue sur plusieurs registres, mêle des écritures habituellement distinctes. Des analyses tournent au pamphlet, tandis que des fables virent au spéculatif. C'est ainsi que l'on commence par lire une fable concernant... un poids. Un besoin infini de descendre l'habite, qu'aucun lieu n'assouvi — sinon il ne serait plus... un poids. On assiste aux noces suicidaires du chlore et de l'hydrogène. Y succède une description extraordinaire de la lassitude de Platon, vieillissant dans l'aérostas qu'il a construit, et de la ruse d'Aristote pour faire redescendre à terre cette infernale machine à paradis. Mais voilà qu'un dialogue met en scène la suffisance du bourgeois moderne, assuré contre tout : le vol, l'incendie, la mort, l'existence... et sa propre insuffisance.

Tout n'est pas confinement d'une veine admirable. Ce texte n'était pas plus destiné à la publication qu'à la soutenance universitaire. Mais un éclat

habite presque chaque page. Un seul exemple : pour dire l'angoisse qui sourd des rêves et vient briser la surface des apparences rassurantes : « L'homme est à nouveau sans prénom, sans nom, sans épouse et sans parents, désarçonné, sans habits, seul, nu, les yeux ouverts à regarder l'obscurité. »

Sans doute est-il possible, et légitime, d'étudier dans quelle filiation s'inscrit Michelstaedter, qui appartient à l'évidence à la postérité de Leopardi et de Nietzsche, entre autres — et plus encore de Schopenhauer. En 1907, il avait d'ailleurs proposé à Benedetto Croce de traduire Schopenhauer dans la collection « *Classici della filosofia moderna* », alors en cours d'élaboration chez Laterza. L'essentiel n'est pas là. Ce qui bouleverse dans cet impossible texte, c'est bien plutôt l'incandescence d'une existence mystique égarée au temps de la mort de Dieu. « L'absolu, je ne l'ai jamais rencontré, mais je le connais comme celui qui souffre d'insomnie connaît le sommeil, comme celui qui regarde l'obscurité connaît la lumière. »

Chacun d'entre nous, lecteur par profession ou par amour, connaît quelques volumes dont il n'est pas sorti indemne. Ils marquent obscurément les fibres, au point que la voix sonne faux quand on veut en parler de manière seulement docte. Ces livres-là, qu'on est sûr de n'oublier jamais, nous les comptons sur les doigts d'une main, rarement des deux. Pour ma part, je n'hésiterai pas à y mettre, désormais, la *Persuasion et la Rhétorique*.

(1) Cette lettre a été présentée et traduite en français par Michel Valensi dans le n° 9 de la revue *Patris*, éd. de l'Eclat, 1987.

La parution de ce volume donne l'occasion de souligner le remarquable travail accompli par les éditions de l'Eclat, ces dernières années, dans le domaine des traductions d'œuvres philosophiques originales, classiques ou contemporaines, issues notamment du domaine italien (Giordano Bruno, Giorgio Colli, Aldo Gargani) ou espagnol (Benito Jerónimo Feijoo, María Zambrano), mais aussi hébreu (Abraham Abouhassia, Yehuda Halevi) ou arabe (Niffari). Catalogue complet sur demande aux éditions de l'Eclat (Combas, 30250 Sommières).

Précisons. La chronique du mois dernier (Le Monde du 13 octobre) a omis de mentionner que le volume *Logos et théorie des catastrophes*, de partir de l'œuvre de René Thom, paru sous la direction de Jean Petitot aux éditions Patris, était issu d'un colloque tenu en 1982 au Centre culturel international de Cerisy-la-Salle. Le programme des colloques qui auront lieu au cours de l'été 1990 dans ce centre sans équivalent est déjà disponible au CCIC, 22, rue de Belfort, 75016 Paris.

## Théorie et pratique du désastre

La course à la débâcle d'un philosophe amoureux de balistique

**LE LIVRE DES DÉSASTRES**  
de Kierkegaard,  
Traduit de l'allemand  
par Olivier Mannoni.  
Ed. François Bourin.  
218 p., 98 F.

Le vingtième siècle vieillit mal. Les *dealers* de la littérature le fournissent en bons sentiments, les *love stories* continuent à tuer : sur les trottoirs s'accumulent les cadavres de pauvres bougres morts d'ennui. Heureusement, les neveux de Thomas Bernhard veillent. Aux *love stories*, ils substituent des *catastrophes stories* : à la théorie du baiser, celle des désastres ; à la sérénade, le lamento ; au miel, le fiel ; au bonheur conjugal, la drague du malheur.

Kierkegaard, romancier berlinois dont on ne sait rien, sinon qu'il voue une passion exclusive à la philosophie et aux armes à feu, fait partie de cette brigade du désespoir qui se répand dans le monde pour l'exorciser de la comédie du bonheur. Son *Livre des désastres* pourrait être mis en scène par un Jim Jarmusch débarrassé du clinquant juvénile, ou par un Wim Wenders qui, au lieu de piocher dans les évangiles de Peter Handke, irait voler un

pen de rage et de sarcasme chez Thomas Bernhard.

Le *Livre des désastres* est la plus brillante, la plus balistique course à la débâcle qu'on ait jamais lue sous la plume d'un philosophe amoureux de balistique. Deux candidats au désespoir s'en vont semer leur poison sur les terres de la Dordogne. L'un, Alfonso Robert Brant, est l'auteur de livres immortels (*Art de vivre et légitime défense*, *Fais plus avec ta vie*) ; il souffre d'asthme, de troubles digestifs, et, accessoirement, d'un cancer de la gorge ; il donne dans le catastrophisme cynique. L'autre, Kelp, atteint de sinistrose placide, tient la chronique de ses infortunes et lit le journal de Queron, un philosophe, une « larve du désastre », qui a trouvé un « ton heureux pour décrire ses malheurs : un style minutieux, pressant, poétique, un style de comptable ».

### Le définitif chronique

Tout au long d'un voyage dont les fiascos constituent les plus grandioses étapes, Brant garde un silence putride et jette sur le papier quelques réflexions sautes, du genre : « Si l'on était à

tout instant conscient de ce qu'on fait, on se suiciderait qu'on se précipiterait dans la folie. Son compagnon d'odyssée, penné, que l'espérance, est « père des idiots », raconte ses mésaventures sentimentales à la manière d'un Jacques de Fénélon converti dans le définitif chronique.

D'une séquence — calamiteuse — dans un cinéma porno, à quelques gaudalouzes — de sinistre mémoire — dans les arrières de bord de mer ; de fantasmes étouffés entre les draps, à une tentative — vouée à l'échec — de tirer bénéfice des désastres humains, le livre de Kierkegaard suit la trajectoire de la débâcle, se permettant de temps à autre des commentaires ironiques sur son contenu, tel ce fatal : « Partout la conscience bourgeoise se livre à des considérations apocryphes sur elle-même. »

Décidément, les neveux de Thomas Bernhard sont passés maîtres dans la théorie et la pratique des désastres. Si l'on n'y prend garde, le filon Kierkegaard risque d'emporter dans sa malle de prophète hilare les dernières illusions de notre siècle.

Roland Jaccard

Fondation Saint-Simon  
Liberté de l'Esprit

ÉLIE COHEN

**L'ÉTAT BRANCARDIER**

Politiques du déclin industriel  
(1974 - 1984)

CALMANN - LÉVY

Collection « Liberté de l'Esprit / Fondation Saint-Simon » 352 p., 130 F.

**Calmann-Lévy**

« Tout le livre est passionnant. »  
Arnaud Lehnardt, *Fortune*

« Une brillante analyse de la crise industrielle et de sa gestion par les gouvernements successifs. »  
Christine Delavennat, *L'Express*

« Ce livre, qui ne parle que de faillite, pourrait bien être en fait un excellent outil de gestion pour les entrepreneurs. »  
Philippe Thureau-Dangin, *Dynasteurs*

« Un livre lucide et désenchanté. »  
Jean-Jacques Rosa, *Le Figaro Économique*

« La force du livre d'Élie Cohen est qu'il n'enfile pas les poncifs habituels sur la faiblesse de l'industrie française. Il plonge au contraire au cœur du bal des faillites. »  
Thierry Gandillot, *Le Nouvel Observateur*



# Gros livres pour lecteurs voraces



## TOUT SIMENON

TOME 9

LE FILS LE NOIR MAIGRET VOYAGE STRIP-TEASE LES SCRU-  
PULES DE MAIGRET LE PRÉSIDENT  
LE PASSAGE DE LA LIGNE  
DIMANCHE

832 pages - 98 F

## HENRI TROYAT

LES SEMAILLES ET  
LES MOISSONS

LES SEMAILLES ET LES MOISSONS  
AMÉLIE LA GRIVE TENDRE ET  
VIOLETTE ELISABETH LA REN-  
CONTRÉ

1408 pages - 128 F

## PIERRE LOTI

AZIHADI LE MARIAGE DE LOTI LE  
ROMAN D'UN SRAHI MON FRÈRE  
YVES PÊCHEUR D'ISLANDE  
MADAME CHRYSANTHEME  
RAMUNTCHO LES DÉSENCHAN-  
TEMENTS

1104 pages - 128 F

## J. FENIMORE COOPER

LE ROMAN DE BAS-DE-CUIR

LE TULUR DE DAIMS LE DERNIER  
DES MOHICANS LE LAC ONTARIO  
LES PIONNIERS LA PRAIRIE

1652 pages - 150 F

## LARTEGUAY

LES MERCENAIRES LES CENTU-  
RIONS LES FRETORIENS LE MAL  
FAUNE LES TAMBOURS DE  
BRONZE

1412 pages - 128 F

## CECIL SAINT-LAURENT

CAROLINE CHÉRIE LE FILS DE  
CAROLINE CHÉRIE LES CAPRICES  
DE CAROLINE

1634 pages - 150 F

## BARONNE ORCZY

LE MOURON ROUGE

LE MOURON ROUGE LE SÉMENT  
LES NOUVEAUX EXPLOITS DU  
MOURON ROUGE LA CAPTURE  
DU MOURON ROUGE LA VEN-  
GEANCE DE SIR PERCY LES  
MÉTAMORPHOSES DU MOURON  
ROUGE LE TRIOMPHE DU MOURON  
ROUGE LE MOURON ROUGE  
CONDUIT LE BAL

1240 pages - 128 F

## ELLERY QUEEN

SEPT ENIGMES

LE MYSTÈRE DU SOULIER BLANC  
LE MYSTÈRE DE L'ALLUMETTE L'ARCHÉ DE  
NOÛ LE VILLAGE DE VERRE LE  
CAS DE L'INSPECTEUR QUEEN ET  
LE HUITIÈME JOUR

1020 pages - 98 F

## PETER CHEYNEY

RECITS DE L'OMBRE

1940-1945  
DUEL DANS L'OMBRE HÉROS DE  
L'OMBRE LES ÉTOILES SE  
CACHENT SINISTRES RENDEZ-  
VOUS ON NE S'EMBÊTE PAS  
DANS LA RUE SOMBRE  
INTERLUDE

960 pages - 98 F

## MICKY SPILLANE

MON NOM EST MIKE HAMMER

J'AI RA TA PEAU PAS DE TEMPS À  
PERDRE DANS UN FAUTEUIL  
NETTOYAGE PAR LE VIDE FALLAIT  
PAS COMMENCER BAROUD  
SOLO IN THE RABA

892 pages - 98 F

## ED McBAIN

CHRONIQUES DU 87<sup>e</sup> DISTRICT

FAITES-MOI CONFIANCE VICTIME  
AU CHOIX CREDIT ILLIMITÉ  
SOURFLEUR N'EST PAS TUBER SOUPE  
AUX POULETS PAS D'AVENIR  
POUR LE FUTUR RANÇON SUR  
UN THÈME MINEUR LA MAIN  
DANS LE SAC A LA BONNE  
HEURE

828 pages - 98 F

**COLLECTION OMNIBUS / PRESSES DE LA CITÉ**

هكذا من الاجل





LIVRES • IDÉES  
L E T T R E S É T R A N G È R E S

## Calvi-no, Calvi-si

Suite de la page 25

Tout donne à penser que les *Leçons américaines* ont été une « somme » de sa maturité ; et que, tandis qu'il décrivait le passé, il avait déjà en tête quelque chose de nouveau, un autre livre ou une autre forme, qui devait le mener au-delà de la voie désespérément sans issue qu'avait été pour lui *Palomar*.

Mais je ne voudrais pas affirmer que, pour Calvino, la littérature se suffisait à elle-même. Lorsque j'ai écrit un éloge de la « forme », en Occident, il m'a dit doucement (ses objections étaient toujours pleines de douceur) que je me trompais : « Tu sais, tout cela n'a été qu'un petit ex-voto ». A quelle divinité ? Une divinité inconnue, j'imagine. En tout cas, il y avait toujours un lieu, un au-delà, un imprévu, un hasard, un don, une espérance, une énigme, un vide, dont la littérature descendait... Écrire n'était rien d'autre que tendre vers ce lieu, attendre ce lieu.

Ces leçons contiennent bien plus de choses que leurs titres ne le laisseraient supposer. Calvino aurait pu sans effort écrire d'autres leçons sur la pesanteur, la lenteur, l'infini, le mythe, la profondeur, le labyrinthe, le cristal et la sphère. Il ne les écrit pas parce que l'art est, avant

tout, une science de la limite. Mais, assurément, il manque quelque chose dans ces *Leçons*. Il y manque le don de la vision : Calvino n'était pas un écrivain visuel. Il manque, surtout, la réalité et les sentiments.

### Ni l'ombre ni la grâce

L'on n'y retrouve pas la réalité compacte, lourde, grumelleuse, faite de montagnes et de légumes, de mer et d'oignons, de bicyclettes, d'automobiles, de briques et de concierges : la réalité chère à Balzac, à Proust et à Gadda. Il n'y a que des objets. Les sentiments non plus n'existent pas : pour Calvino, ceux-ci n'étaient que des relations spatiales. Mais plus que par une absence, l'on peut être troublé par une présence.

Dans la rapidité de cette énonciation théorique, les écrivains sont avant tout, pour Calvino, des formes, ou des projets mentaux. Il retient chez eux l'« idée », que recherchent Valéry, Borges ou Proust. Or les écrivains sont aussi traumatisés, névrosés, capricieux, amnésés de sensations, espaces supracellulaires, architectures verbales.

Je ne voudrais pas que ces très belles *Leçons* contribuent à répandre un malentendu, qu'elles puissent éloigner quel lecteur de Calvino. L'on considère souvent celui-ci comme un écrivain exclusivement intellectuel. Certes, il se méfiait (et se méfie dans ces *Leçons*) de l'inspiration et de l'inconscient. Il n'aimait ni l'ombre ni la grâce.

Il construisait chaque livre comme une machine à vapeur : avec une attention méticuleuse, une ingéniosité digne d'Hermès, le sens de la combinaison. Mais il ne savait rien de ce qu'il écrivait, comme le recommandent, justement, Platon, Goethe et Kafka. Nul n'était plus aveugle que cet homme si perspicace. Certains de ses derniers livres, *Les Villes invisibles* et *Si par une nuit d'hiver un voyageur* (1), lui échappèrent des mains, se muèrent en aéroliques incontrôlables, revêtirent des significations dont il ne savait rien, et parvinrent en des lieux qu'il n'avait jamais connus, ou ignorait avoir connus.

Pietro Citati

(Traduit de l'italien par Brigitte Pérol.)

(1) Seuil.

## Naguib Mahfouz dans ses quartiers

Suite de la page 25

La *Trilogie* reste l'ouvrage dominant de Mahfouz, en français comme en arabe. Lattès vient de sortir un coffret réunissant les trois tomes : *L'Impasse des Deux-Palais*, *Le Palais du désir* et *Le Jardin du passé*. Il offre par ailleurs en prime un livret comprenant une analyse critique de la *Trilogie*, ainsi que le discours de Mahfouz devant l'Académie Nobel.

### Un tyran affectueux

Mais revenons à l'inséparable *Trilogie*, le *Jardin du passé* (*El Sokariya*), qui marque la fin de la saga des Abdelgouad, cette famille bourgeoise d'un quartier populaire du Caire, à travers lequel Mahfouz restitue la première moitié du vingtième siècle. Les événements, les bouleversements et l'atmosphère d'une Egypte en pleine mutation sont rendus à travers des personnages hauts en couleur dominés par le formidable Ahmed Abdelgouad, tyran affectueux, libéral pieux et nationaliste intransigent. En lisant la *Trilogie*, on peut presque se passer des sept cent cinquante pages de *L'Egypte, impérialisme et révolution*, de Jacques Berque (Gallimard). Il suffit que la *Trilogie* soit bien annoncée, comme cela est le cas pour le *Jardin du passé* de Lattès.

Le temps, « vrai héros de la *Trilogie* », comme nous l'affirmait Naguib Mahfouz, remporte victoire sur victoire dans le *Jardin du passé*. Le puissant Ahmed n'est plus que l'ombre de lui-même. Miné par la maladie et l'âge, le patriarche qui menait despotiquement sa famille subit maintenant la tyrannie de son médecin. Ses amis, avec lesquels il a partagé les nuits de plaisir, s'en vont un à un. Il finira par les suivre, et sa fidèle Amina ne lui survivra pas longtemps. C'est sur la mort de cette dernière que le *Jardin du passé* se termine, comme pour marquer la fin d'une époque.

Les temps nouveaux sont ceux des petits-fils, Ahmed le journaliste communiste et Abdelmonem, le Frère musulman, qui militent chacun à sa manière, pour « une Egypte meilleure ». Arrêtés, ils sont jetés ensemble en prison, ce qui provoque cette réflexion d'Ahmed : « C'est une même humaine condition qui, malgré la divergence de nos buts, nous réunit dans ce lieu obscur et humide. Le Frère musulman, le communiste, le voleur et l'ivrogne. (...) En fait, l'individu est heureux tant qu'il est fonctionnaire, père ou fils.

mais voué irrémédiablement aux ennuis et même à la mort tant qu'il est homme ! »

Mahfouz, qui a écrit son *Jardin du passé* avant le renversement du roi Farouk par les militaires dirigés par Nasser, en 1952, a eu le génie de laisser une fin ouverte à sa fresque. Il aurait pu la retoucher puisque la *Trilogie* n'est sortie en arabe qu'en 1956-1957, mais il a préféré s'abstenir. Mahfouz a même cessé tout à fait d'écrire entre 1952 et 1957 « parce que le désir était mort et qu'il n'y avait pas de sujet ».

La *Chanson des gueux* (*El Harefich*) est une autre saga que Mahfouz considère comme sa meilleure œuvre avec la *Trilogie*. Mais contrairement à cette dernière, il s'agit d'un conte pour grands, portant sur la lutte pour le pouvoir. Un pouvoir déteint par les « fétouas », les caïds rackettant le quartier à la tête d'une bande et extorquant aux commerçants et aux notables le prix de leur « protection ». A l'autre bout de l'échelle se trouvent les gâche-petit, les « harefaich », un mot créé par Mahfouz par l'amalgame de *hara* (ruelle) et de *kharefaich* (chauve-souris).

Le roman commence avec la prise du pouvoir dans le quartier par Achour (orthographe préférée au *Ashur* de la traduction), un charretier bâtarde qui est le seul survivant du quartier après une épidémie de choléra, d'où son surnom d'« El Nagui (le survivant) ». Bienfaiteur des harefaich, Achour devient une légende. Mais son âge d'or disparaît avec lui et ses successeurs tombent vite dans l'iniquité et la tyrannie. Le conte se termine sur la révolte des harefaich sous la conduite d'un descendant du fondateur de la « dynastie » et l'instauration d'une vraie démocratie dans le quartier, ce microcosme symbolisant l'Egypte.

### Une dérive dans l'absurde

Il est regrettable que la traduction de ce chef-d'œuvre de Mahfouz ait été bâclée. En français ce qui est bien égyptien, la traduction a souvent trahi le génie de l'œuvre originale. Plutôt que de garder le mot *harefich*, la traduction se sert de circonlocutions et la *bouza*, cette gargarisée où l'on sert une boisson alcoolisée fabriquée à partir de jus de canne à sucre et de restes de pain fermentés, s'est malencontreusement muée en « tripot » ou « café ».

Le traducteur multiplie par ailleurs les imprécisions et même

les faux sens. *Fétouas* devient « chef de clan » au lieu de « caïd », pourtant plus court et plus scribologique. C'est ainsi que le racket devient « dîme » ou « taxe ». El Nagui, « le survivant » (du choléra) devient « le victorieux » ; *mokhber*, le plus petit des policiers en civil devient un puissant « inspecteur », les compliments à une belle femme deviennent de « pieuses louanges » et l'infusion de cannelle se transforme en gâteau que l'on croque goulâment...

*Dérives sur le Nil*, dont la traduction est due à la même personne, est mieux restituée en français. Les traits d'esprit et les divagations de la bande de *hachachine* se ressemblent chaque nuit sur une péniche du Nil sont bien rendus. Malheureusement, ces camés se défont chaque nuit au hachisch ne sont pas les protagonistes d'une des œuvres maîtresses de Mahfouz. Le roman traduit en effet la dérive d'une partie de la société égyptienne des années 60. Une dérive dans l'absurde pour échapper aux responsabilités et à la répression latente du pouvoir. Une œuvre qui ammonçait, en quelque sorte, la défaite fracassante de 1967, face à Israël.

Même si l'œuvre n'est plus tellement liée aux réalités actuelles de l'Egypte, le roman n'en reste pas moins savoureux à lire, ne serait-ce que pour la restitution du climat très égyptien des soirées de hachisch.

Toutefois, il est regrettable que la vague de traduction des romans de Mahfouz ne comprenne pas *Aouled Haréna* (les enfants de notre quartier), ce récit à caractère philosophique qui avait reçu, au même titre que la *Trilogie*, les vibrants hommages de l'Académie suédoise et qui reste interdit en Egypte par les dignitaires islamiques, lesquels y voient « une atteinte aux religions et aux prophètes ». Les éditeurs craignent-ils une réédition de l'affaire Salman Rushdie ? Pourtant, l'imam Khameisy est mort, comme Gabalawi, le démirage d'Aouled Haréna.

Alexandre Bucciatti

(1) Notons également que la *Trilogie*, *Dérives sur le Nil* et plusieurs nouvelles de la *Chanson des gueux* ont été portés au cinéma. Plus d'une quarantaine de films égyptiens ont été tirés de l'œuvre de Mahfouz.

La collection « Bibliothèque du Livre de poche réédite *Impasse des Deux-Palais*, roman de Mahfouz publié au Caire en 1956. Traduit de l'arabe par Philippe Vigreux (n° 3125).

## Le cristal et la flamme

L'œuvre d'Italo Calvino est, hélas, assurément achevée. Mais elle n'est pas close : sa lecture ne cesse de nous éveiller aux principales énigmes que nous posent, en cette fin de siècle, la langue et ses usages, le langage, la littérature et la survie problématique du livre.

Notre fin de siècle est aussi une fin de millénaire. Si elle qu'on puisse être aussi dépourvu, grandiloquent, des symboles, nous ne pouvons échapper à celui-ci : il nous semble arriver à la fin d'un premier voyage et devoir tenter de rassembler nos provisions et nos munitions pour une prochaine étape extrêmement dangereuse.

Tout, dans *Cosmicomiche*, les habitants de la Terre se penchant à l'extrême de son bord pour puiser dans ses entrailles le lait de la Lune, nous vient pénétrer sur l'inconnu, armés d'une simple idée forte et secourable : l'inconnu est une île encore déserte, nous n'y emporterons que des livres.

Les *Cinq conférences américaines* d'Italo Calvino sont en effet comme les bagages au milieu desquels on surprend un ami qui va faire un long voyage — et se mort rend le métaphore plus juste encore et plus douloureuse. Calvino nous y reçoit dans le désordre apparent d'un texte encombré de citations, de références, de vers, de fragments d'œuvres et de noms de poètes.

Tout à tour il lit et commente, cite et feuillette, dans une confusion, exquise autant que savante d'écriture et de familiarité, les textes qui l'ont accompagné, nourri et formé comme les ont formés ses œuvres. Et une extraordinaire impression de légèreté s'empare de nous : d'allègement, d'allégresse. Ce petit livre est à l'image de toute une œuvre dont la méticulosité constructive et le penchant pour la rationalité désincarnée ne cessent de se tempérer d'une ironie joueuse et d'humour négateur.

### La légèreté de la lettre

La gaieté de l'intelligence y règne, ce ferment subtil qui dissout les empoisonnements, les empoisonnements du naturel, de la vraisemblance, du sentimentalisme. Et la littérature peut ainsi déceler ses qualités majeures, dès d'une éthique autant que d'une esthétique : la légèreté de la lettre contre la pesanteur du vivre, la rapidité de la phrase et l'exactitude du mot contre la complaisance et les accords auto-complaisants du mot ; la visibilité, enfin, en hommage à la lumière et à la rationalité du monde.

Cristal et flamme : ces deux principes, en apparence contradictoires, ne sont en fait qu'un double modèle de régularité, l'un dans la symétrie parfaite des structures, l'autre dans la

constance d'une forme sous l'apparence d'une agitation débridée.

Sans doute une philosophie secrète, un choix principal, organique, pousse-t-il Calvino à se ranger dans le parti des cristallins : mais jamais au point de pouvoir trancher entre ces deux versants de la pensée, l'un pour qui l'imagination est le « répertoire de potentialités », d'hypothèses, de choses qui ne sont ni n'ont été, ni peut-être ne seront, mais qui auraient pu être » (p. 147), l'autre qui la met en communication avec l'âme du monde.

En d'autres termes, jamais l'œuvre ne pourra éviter les choix contradictoires que suppose « l'irréductible inadéquation entre le monde écrit et le monde non écrit » (*Lettera internazionale*, n° 5).

Rien d'autre à faire, sans doute, que de prendre tantôt le parti des mots, tantôt celui des choses : de fait, la littérature n'a pas à choisir les mots contre le monde ni le monde contre les mots. Car, si le monde est fait pour aboutir à un livre, cela veut dire sans doute que le monde n'est rien et que le livre est tout ; mais cela veut dire aussi que le livre n'est rien et que le monde se réalise par l'accomplissement de la terre et du monde.

Lui-même reflet de la création, le cristal des livres ne s'embrasse alors d'aucune autre flamme que de celle des choses créées, que ses facettes démultiplient.

Danièle Sallenave

## PATRICE DELBOURG



Patrice Delbourg a édifié là, sur cette mine de rien, sur cette caverne aux recels, un mausolée de la souffrance et du désespoir qui est un monument à la littérature de ses frères d'armes, Emmanuel Bove, Henri Cochet, Léon-Paul Fargue.

Jean-Louis Ezine

Le Nouvel Observateur

Editions du Seuil

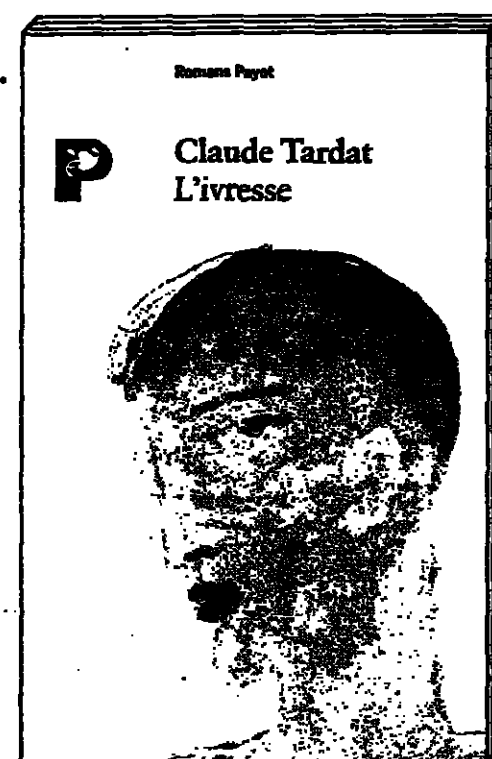
## Kazuo Ishiguro Booker Prize 1989

Le secret était bien gardé, le suspense total, jusqu'à l'attribution du 21<sup>e</sup> Booker Prize, le 25 octobre à Londres, à l'écrivain britannique d'origine japonaise Kazuo Ishiguro, pour son troisième roman publié par Faber and Faber, *The Remains of the Day* et dont la traduction française doit paraître aux Presses de la Renaissance au début de l'année prochaine.

Ce choix du Booker 1989 honore un écrivain de très grand talent (déjà sélectionné pour son deuxième roman par le Booker en 1985) et qui appartient à la génération de la Renaissance du roman anglais de ces dernières années avec Merin Aris, Julian Barnes, ou bien sûr Salman Rushdie, dont Ishiguro (« Ish », comme on le surnomme familièrement) devait rappeler avec une certaine émotion que lui aussi fut lauréat du Booker Prize en 1981 pour *Les Enfants de minuit*.

G. Ra.

## L'ivresse par l'auteur d'Une mort sucrée



Payot

Roman

# Le droit de lire

# Descentes aux enfers

□ Les Goncourt à Brive. — La huitième Foire du livre de Brive se déroulera du 10 au 12 novembre. La dernière sélection du prix Goncourt sera proclamée à cette occasion.

□ Giraudoux 1939. — L'Association des amis de Jean Giraudoux et l'équipe de recherches giraudouxistes de l'université de Tours célèbrent les 17 et 18 novembre à Brive, la mort de ce *linguiste universel d'une œuvre d'une importance dans la vie et dans la culture de Giraudoux, face aux événements politiques et militaires, vus aux critiques*. — Quatre tables rondes, avec des spécialistes, seront organisées pendant ces deux jours. (Sénat, salle A; 26, rue de Valenciennes, 75006 Paris. Début des séances à 9 h 45 et 14 h 30). Remarque: L'Association des amis de Jean Giraudoux, Maison natale, 4, avenue Jean-Jaures, 87300 Bellac.

□ Illustration de la littérature contemporaine. — Dans le cadre du festival Première scène, une rencontre poétique organisée par



38 Un sondage sur l'assurance-veilles  
39 Le financement de la retraite à 60 ans

42 Les cinq étoiles de l'Age Khan  
44 Vie et mort des cinémas de quartier

46 Marchés financiers  
47 Bourse de Paris

## BILLET

## De Saint-Nazaire à La Ciotat

Petit-être parce que les navires, avant de prendre la mer, sont baptisés, contrairement aux autres produits industriels et bien matériels, la construction navale a toujours, au-delà des données économiques, pris une dimension sentimentale. D'où les difficultés, pour les patrons qui les dirigent et les gouvernements - tous les gouvernements du monde entier, qui les subventionnent, à rayer un chantier d'un trait de plume quand la stricte non-réalisabilité, pourtant, l'imposait.

Comme la Finlande, la Grande-Bretagne, l'Espagne, mais aussi le Japon et la Corée du Sud, la France en fait l'expérience. Alors que Jacques Chirac, ministre de l'aménagement du territoire, éprouve toutes les peines du monde à tourner définitivement la page de la grande construction navale à La Ciotat.

Saint-Nazaire, les 4 500 métalliers sont engagés dans une partie de bras de fer avec la direction d'Alstom.

Conflits sociaux certes, sur l'estuaire de la Loire contre le littoral méditerranéen, enjeux industriels et stratégiques, légitimité ou non des aides publiques qui, par salarier, atteignent des chiffres énormes, mais aussi dimension historique et donc politique. Laisser périr Saint-Nazaire, ce serait comme priver Clermont-Ferrand de Biscuit. Plus qu'une mutation industrielle : une liquidation sociologique et une condamnation régionale.

La CEE, qui cherche, vaille que vaille, à trouver une certaine transparence entre ses membres mais réagit trop mollement aux frictions impérieusement exigées par le marché unique, ne peut pas laisser les Etats à vaser des subventions dans la limite de 26 % du prix de revient des navires.

Mais si, comme certains y compris au sein du gouvernement français le souhaitent, ce plafond était abaissé, le coup de grâce sonnerait, de Belfort à Cadix. Le martèlement des tôles rappellerait le glas.

F. G.

## La réforme des PTT

## La poste et France Telecom seront autonomes

La réforme des PTT a pris un virage décisif : le gouvernement a décidé de déposer un projet de loi transformant la poste et France Telecom en deux exploitants autonomes de droit public placés sous le contrôle de l'Etat et de conserver aux 435 000 agents leur statut de fonctionnaires.

La journée du 8 novembre 1989 restera marquée d'une pierre blanche dans l'histoire des PTT. M. Michel Rocard a fait connaître officiellement ses décisions sur la réforme : comme le proposait M. Paul Quilès, ministre des postes, télécommunications et de l'espace, le statut juridique de l'administration va être modifié, mais celui du personnel restera inchangé (Le Monde daté 29-30 octobre).

Un projet de loi va donc être déposé auprès du Parlement lors de la session de printemps. Il consacrera la séparation de la poste et des télécommunications, qui, de sinistres, deviendront jumelles. Elles se verront dotées d'une personnalité morale - qui leur permettra, entre autres, de contracter - et deviendront deux exploitants autonomes de droit public placés sous le contrôle de l'Etat.

## Le statut des agents inchangé

La parole est aux juristes et aux experts pour trancher une question originale, « sur mesure », comme l'a promis le gouvernement, susceptible de ne pas employer un des nombreux termes (EPIC, sociétés nationales...) rejetés par les syndicats.

La France n'est pas la seule à opter pour le statut juridique des PTT. Les Allemands ont fait la même chose et bien malin celui qui résisterait à qualifier très précisément la formule juridique qu'ils ont retenue (Le Monde daté 26 octobre). Cependant le gouvernement s'est écrit au moins une hypothèse - la privatisation - en précisant bien que les deux nouvelles entités seront de « droit public » et « placées sous le contrôle de l'Etat ». Pour calmer aussi les

craintes des syndicats de voir la poste et les télécommunications diverger trop, les pouvoirs publics confient, en outre au ministre des PTT un rôle de « garant de leur unité sociale et humaine, de la complémentarité de leurs actions et du respect de leurs missions de service public ».

Sur le plan social, concession de taille aux syndicats, le statut des agents ne sera pas modifié, ils resteront fonctionnaires. Méanmoins, pour lutter contre les rigidités dont souffrent les PTT, on va procéder dans les mois prochains à une grande remise à plat du système, fort complexe, des qualifications et des classifications. Rude tâche, qui demandera plusieurs mois de négociations et deux à trois ans avant d'être appliquée. Sans attendre, les agents recevront un « à valoir » de 700 francs par trimestre.

Les dés sont donc lancés, et l'enjeu de cette réforme laisse espérer qu'elle sera menée à bien. La France, il faut le rappeler, est un des derniers pays à n'avoir pas modernisé ses PTT. Elle dispose dans les télécommunications d'une bonne réputation et d'une avance réelle sur beaucoup de ses concurrents, que ses rigidités juridiques risquent de compromettre à l'heure de la « dérégulation » (Le Monde Affaires du 28 janvier). Le premier ministre a d'ailleurs souligné, lui-même à plusieurs reprises, les dangers d'un échec. « Si on ne fait rien pour la poste, dans dix ans, elle sera la sidérurgie », déclarait-il le 1<sup>er</sup> septembre.

M. Rocard a d'ailleurs pesé de tout son poids dans ce dossier. Tout au long de ces onze derniers mois, il a joué un rôle de locomotive pour faire évoluer les PTT, relayé depuis l'été par M. Quilès. Ce dossier illustre la fameuse « méthode Rocard ».

La réflexion sur l'avenir des PTT a été lancée quelques jours après la grève-bonbon des conducteurs des camions jaunes de la poste qui avait paralysé pendant plusieurs semaines une partie du pays. A peine la situation débloquée, M. Quilès parle pour la première fois, à la mi-novembre 1988,

d'organiser un « débat public ». L'idée, accueillie avec scepticisme, devait finalement permettre de casser le face-à-face traditionnel entre les syndicats - dont deux étaient particulièrement rétifs au changement - et l'administration. Les PTT restent un bastion syndical et un vivier dans lequel se recrutent souvent les électeurs de gauche. En outre, les velléités de réforme du précédent ministre, M. Gérard Longuet, avait plus figé les positions que préparé les esprits.

L'ombre du premier ministre se fit sentir dès décembre, quand il a fallu choisir l'homme qui mènerait le débat public : M. Hubert Prévot, proche de M. Rocard, ancien océaniste, ancien commissaire au Plan, entré en scène. Il l'occupa pendant des mois, faisant un tour de France un peu solitaire. Alors que le dossier semblait s'enliser, le premier ministre jeta une première fois son poids dans la balance en plaidant, fin juin, pour une évolution « sans tabou » des PTT.

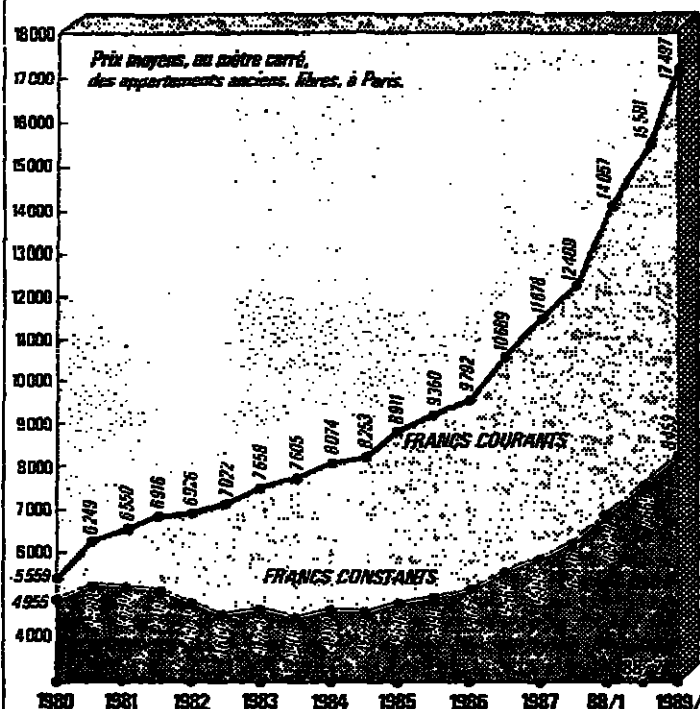
Dès lors, les événements se précipitèrent. D'un côté, M. Quilès rassura les syndicats, de l'autre, M. Prévot faisait avancer les idées dans son rapport de clôture, publié à la fin de l'été. Rapport que le gouvernement n'a pas repris à son compte, mais qui a permis l'ouverture de concertations serrées entre M. Quilès et les syndicats.

La suite, on la connaît. L'équilibre entre, d'une part, un indiscutable conservatisme social et, d'autre part, une avancée juridique, une démarche, menée sans tambour ni trompette, au prix d'heures de négociations, mais qui a permis jusqu'ici d'avancer sans blocages. Dès mercredi soir, trois syndicats se montrèrent particulièrement critiques : la CGT, qui « appelle le personnel à agir vite et fort » et les autres syndicats « à faire l'union ». « L'UDF (constitué de l'Assemblée de la CFDT), qui « considère l'absence de volonté de modifier le statut des PTT », et FO, qui met en contradiction MM. Rocard et Quilès. La CFDT et la CFSC sont beaucoup plus modérées, le premier estimant pourtant la démarche du gouvernement « prématurée ». Le gouvernement n'en a pas fini de rassurer le demi-million d'agents des PTT.

FRANÇOISE VAYASSE

## Le prix des logements selon les notaires parisiens

## Paris brûle toujours



Le prix de vente moyen des logements anciens, libres, continue à grimper follement dans la capitale. La Chambre interdépartementale des notaires parisiens a raison, en présentant sa dernière note semestrielle de conjoncture sur « le marché immobilier du logement » : Paris brûle toujours.

Le prix moyen, au premier semestre de cette année, s'est établi à 17 000 francs, en hausse sur un an de 24,5 %. En francs courants, les prix ont doublé à Paris en moins de cinq ans, écrivent les notaires, qui ajoutent : « Aucun développement n'a de prix moyen inférieur à 12 000 francs, et quelques-uns de prix moyens supérieurs à 15 000 francs ».

Les disparités, qui sont grandes d'un arrondissement à l'autre, cachent bien sûr de fortes différences de prix à l'intérieur d'un même arrondissement, selon le standing de l'immeuble, le quartier, les qualités propres de l'appartement : il s'agit bien de moyennes, et non de prix minima. Et c'est déjà assez impressionnant ! Ainsi le prix moyen d'un studio approche les

400 000 francs, celui d'un deux-pièces les 560 000 francs, tandis que celui d'un trois-pièces dépasse le million de francs. Les grands appartements atteignent des prix vertigineux : plus de 3 millions pour un cinq-pièces, et 4,7 millions pour un six-pièces.

Le nombre des transactions reste globalement stable, avec 22 060 ventes, contre 21 720 au premier semestre de 1988. Les trois quarts de ces mutations ont pour objet des appartements construits avant 1948 et 70 % d'entre elles portent sur des studios et des deux-pièces. Enfin, 85 % des achats ont pour but de satisfaire un besoin de résidence principale.

En gros, le marché parisien, en dépit de la hausse de prix, reste relativement modéré : dans les Hauts-de-Seine, le département le plus cher de la petite couronne, le prix moyen du mètre carré s'est établi à près de 13 600 francs, en hausse de 7,9 % par rapport au premier semestre de 1988 ; dans le Val-de-Marne, le prix moyen est à 9 100 francs (+ 8,2 %), en Seine-Saint-Denis, le mètre carré vaut en moyenne 6 700 francs (+ 9,6 % en un an).

Paris intra-muros semble bien constituer un marché à part, en raison des spécificités de sa situation et de son parc. Des attraits socioculturels, une offre de logements à vendre (de toutes petites unités), qui ne correspondent pas du tout aux demandes des familles, une insuffisance de construction de logements neufs (moins de 2 000 par an), toutes ces données se conjuguent, selon la Chambre des notaires, pour que la hausse des prix soit « le seul élément d'arbitrage ».

JOSÉE DOYÈRE

## INSOLITE

## L'astuce de Paribas

Quand à la fin du mois d'octobre, Paribas a demandé le droit de déposer le seul de 20 % dans le capital de la Navigation Miro, le Comité des établissements de crédit a refusé. Motif invoqué : fonds propres insuffisants ! Cet organisme, chargé de faire appliquer la réglementation bancaire, a même été plus loin : le 19 octobre, il a estimé que, compte tenu de la réglementation en vigueur, « le niveau des fonds propres consolidés sur la Compagnie financière de Paribas ne lui permettrait de détenir que 15 % environ du capital de la Miro ».

Pour contourner la réglementation, Paribas a eu beau répartir les titres achetés entre plusieurs établissements du groupe, le Comité des établissements de crédit a estimé que cette astuce ne justifiait pas une autorisation de dépassement de seuil et encore moins une dérogation. Passer une OPA/OPC pour augmenter son capital permettrait à la Compagnie financière de renforcer ses fonds propres. Il n'y a pas de son moyen.

Lire nos informations page 46.

## Dans sa note sur la conjoncture au second semestre 1989

## L'INSEE confirme la bonne santé de l'économie française

L'économie française continue de bien se porter, créant des emplois, investissant beaucoup, surtout dans l'industrie, sans pour autant céder aux facilités de l'inflation.

L'analyse que l'INSEE vient de publier ne surprendra personne. Nous vivons depuis l'été 1987 une période béate, qui a vu l'expansion s'accroître, progressivement d'abord, sous l'effet de la forte baisse des prix pétroliers, puis sous celui d'investissements long-

temps retardés mais que les entreprises multiplient maintenant.

L'institut de la statistique a-t-il pour autant raison d'annoncer la poursuite des beaux jours, alors que quelques signes apparaissent, ici et là, porteurs - peut-être - de nouvelles « penes bonnes » ? L'activité se ralentit aux Etats-Unis, ce qui est inquiétant pour le climat mondial, se ralentit également en Grande-Bretagne, ce qui est inquiétant pour l'Europe, et tout spécialement pour la France qui vend beaucoup outre-Manche.

L'INSEE a tout de même probablement raison. Son optimisme est basé sur des chiffres. Cette année, la croissance économique aura été, avec 3,8 %, aussi forte qu'en 1988, peut-être même un tout petit peu plus rapide. Et, surtout, les investissements auront encore progressé de 7 % en volume après déjà 9,4 % l'année dernière. Encore faut-il savoir que les dépenses d'équipement de la seule industrie ont progressé de presque 10 %. Pourquoi, sans dépréciation sensible du climat international - hypothèse tout de même peu probable - cette bonne conjoncture prendrait-elle fin ?

## Le déficit du commerce extérieur

Le risque semble d'autant plus limité que après des années de sagesse et de modération, les consommateurs ont recommencé à beaucoup dépenser. Non pas du fait d'une accélération du pouvoir d'achat, dont l'évolution est restée remarquablement sage selon l'INSEE, mais par impatience et séduction : les achats de voitures depuis la baisse de la TVA atteignent des records. En fait, les Français sem-

blent anticiper le partage des fruits de la croissance qu'on leur a annoncée, sous forme de prime aux fonctionnaires notamment.

C'est peut-être là que résident les dangers de l'immédiat. Non pas dans une accélération des hausses de prix, mais dans le fait que l'INSEE ne prévoit pas, relevant pour 1989 le chiffre de + 3,6 %, mais dans un déséquilibre accru du commerce extérieur, beaucoup de biens manufacturés étant achetés à l'étranger. Si la consommation déjà forte s'accroît durablement, les importations vont se gonfler à due proportion, alors même que les exportations semblent avoir dû mal à suivre.

L'institut prévoit pour 1989 un déficit du commerce extérieur atteignant une cinquantaine de milliards de francs, peut-être un peu moins. Le chiffre n'est pas catastrophique, loin de là, même si le déficit de France celui de 1988 : d'autant moins catastrophique que la France vend beaucoup de « services » : tourisme, assurance, ingénierie, liés aux contrats passés avec l'étranger. Du coup, la balance des paiements courants qui, outre les marchandises, prend en compte les « services », cette balance-là sera très peu déficitaire cette année : d'une vingtaine de milliards de francs, comme en 1988.

Alors 1990 ? L'INSEE ne dit toujours pas pour combien de mois est valable son optimisme. Mais on peut raisonnablement penser qu'un ralentissement se produira un jour ou l'autre descendant un climat d'affaires proche parfois de la schizophrénie.

Une chose est sûre : nous sommes sortis et bien sortis de la morosité du début des années 80, comme en témoignent les 250 000 emplois salariés créés cette année.

ALAIN VERNHOLLES

## Après plusieurs mois d'attente sur les marchés financiers

## Une baisse du taux d'intérêt en vue aux Etats-Unis

Les autorités monétaires des Etats-Unis (la Réserve fédérale) ont-elles vraiment entrepris d'assouplir leur politique du crédit et de faire baisser les taux à court terme dans le pays, comme les milieux financiers nationaux et internationaux l'attendent depuis des mois ? En d'autres termes, estiment-elles maintenant que le soulagement d'une récession, la désinflation prioritaire sur le risque d'une résurgence de l'inflation ?

Avec prudence, de nombreux observateurs considèrent que, effectivement, un assouplissement a été décidé, d'une ampleur modeste mais réelle. Depuis le début de la semaine, ladite Réserve fédérale, à la surprise générale, a fait baisser d'un quart de point le taux d'intérêt à court terme (fonds fédéraux), ramené de 8,75 % à 8,50 % en injectant 2 milliards de dollars dans le circuit bancaire. Du coup, une petite banque de Saint-Louis, la Southwest, qui traditionnellement anticipe la tendance, a réduit de un demi point son taux de base, revenu de 10,50 % à 10 %, en même temps qu'une caisse d'épargne de Boston. Elles pourraient être imitées par les grandes banques ultérieurement.

Cartes, c'est la troisième fois, en cinq mois, que les établissements américains abaissent leur taux de base qui, en février 1989, avait été porté à 11,50 % au plus haut depuis novembre 1984, avant d'être réduit d'un demi point en juin, puis en juillet derniers. Mais, depuis l'été, aucune diminution n'était plus envisagée, la Réserve fédérale faisant clairement savoir que la lutte contre l'inflation était prioritaire, en l'absence de tout signe de ralentissement sérieux de l'économie.

Cette fois-ci, il pourrait en être autrement. Sans doute, l'annonce

d'une stabilité du chômage en octobre et d'une augmentation de 15 % des créations d'emplois pourraient donner à croire que le rythme de l'expansion se maintiendrait aux Etats-Unis. Mais ces créations se sont effectuées à 90 % dans les services et à 10 % dans l'industrie, secteur qui accuse un ralentissement marqué, en raison, notamment, de la hausse du dollar, qui pénalise les exportations américaines. Par ailleurs, la Réserve fédérale semble nourrir moins d'inquiétude sur l'inflation, dont le rythme paraît s'assagir après une flambée au premier semestre 1989. Dans ces conditions, elle peut se croire autorisée à desserrer un peu ses contraintes.

## Reprise de la Bourse

Les conséquences d'un tel assouplissement, s'il se vérifiait, pourraient être considérables. Sur les marchés des changes, le dollar serait susceptible de baisser sensiblement (10 % dit-on), à la grande satisfaction de la Banque du Japon et surtout de la Banque fédérale d'Allemagne. Sur les marchés financiers, qui attendent depuis des mois l'assouplissement en question, le soulagement serait très net. Il est déjà observé à Paris, où les cours du MATIF, après une nette plongée en début de semaine, se redressent, de même que ceux de la Bourse de Paris, par sympathie avec la Bourse de New-York, elle aussi en pleine reprise. Sans doute, une hirondelle ne fait pas le printemps, mais le grand réajustement des taux d'intérêt, par la baisse d'une hausse en Europe et d'une baisse aux Etats-Unis, pourrait, enfin, s'amorcer.

FRANÇOIS RENARD

## Dans le « Monde Affaires »

## Les Français en Afrique du Sud

Soixante-douze entreprises françaises sont établies en Afrique du Sud. Vingt-cinq disposent d'installations industrielles et commerciales. Agissant le plus souvent sous de faux noms, elles cherchent à tirer le maximum de bénéfices de leur situation inconfortable. De la construction de « townships » jusqu'à la vente de voyages organisés, elles profitent de l'image innovatrice de l'industrie française au pays de l'apartheid. Mais si le pragmatisme (parfois le cynisme) est la règle, la frustration est souvent au rendez-vous, y compris chez les pionniers français, plombiers ou cuisiniers, partis à l'assaut de ce dernier Eldorado.

Pages 41 à 45

سكزا من الالاح

هكذا من الاعمال

## ÉCONOMIE

La succession de M. Ortol à la tête de Total

### Le retour au pétrole de Tchuruk-le-chimiste

La boucle est bouclée. Venu du pétrole, Serge Tchuruk y retournera en février 1990, après dix ans passés dans la chimie. Nommé mercredi 8 novembre par l'assemblée générale administrateur de la compagnie Total-CFP, il en sera le prochain président en remplacement de M. François Xavier Ortol.

Un périple compliqué pour cet homme de cinquante-deux ans dont tout le monde s'accorde à penser qu'il est « l'un des meilleurs chimistes de France » et qui avoue adorer « prouver aux gens qu'ils ont tort ». En effet, il aura fallu de la persévérance et une dose de talent à ce polytechnicien, ingénieur de l'armement, pour réussir dans les tâches très diverses qui lui furent successivement confiées chez Mobil, Rhône-Poulenc et Cof-Chimie.

Les seize années passées chez Mobil Oil, de 1964 à 1980, en France comme aux États-Unis ne furent pas précisément un parcours sans encombre. M. Tchuruk se souvient encore de la frustration ressentie quand, après s'être occupé de recherche, de raffinage et du « plan et des programmes » de la filiale française, il se vit confier la direction des relations humaines et extérieures.

De cet intermède passé sur le chemin des affaires où il dut apprendre à composer, M. Serge Tchuruk garde cependant le

goût de la communication et le sens du « social ».

Après une ultime promotion à la direction générale de Mobil Oil Benelux à Rotterdam celui que les industriels appelaient déjà familièrement « le beau Serge » tourna la première page de sa carrière pour rejoindre en juillet 1980 Rhône-Poulenc à l'appel de M. Jean Gandois. Le président du premier groupe chimiste français lui confia le redressement de la division engrais, alors au plus mal. L'homme du pétrole remit sur pied ce secteur, revendu un peu plus tard, et en décembre 1982 il se retrouva membre du comité exécutif de Rhône-Poulenc.

#### Une méthode originale

Quelques mois plus tard, M. Gandois partit, il fallut clouer la porte à l'arrivée de M. Loïc Le Floch Prigent « Quel est ce barbu socialiste ? », grondait-il entre deux portes. Mais, fine mouche, M. Le Floch le retint et les deux hommes sympathisèrent. Fin 1983, le « barbu » le nomma directeur général adjoint et un an plus tard en faisait son directeur général.

Le tandem pendant trois ans restera solide, jusqu'à ce que Alain Madelin, alors ministre de l'Industrie, demande à M. Tchuruk de prendre la tête de Cof-Chimie en mal d'un sauvetage. La troisième groupe chimique française en était alors à 12 mil-

liards de francs de pertes accumulées depuis vingt ans dont 10,6 milliards entre 1980 et 1986. M. Tchuruk accepta cette « mission impossible » à condition... d'avoir les pleins pouvoirs. Ils lui furent accordés en même temps qu'une enveloppe de l'État pour solder de tout compte.

Dès 1987, avec un an d'avance sur le calendrier établi, Cof-Chimie sortait du rouge pour la première fois depuis 1979 et dégageait un bénéfice net de 1 milliard de francs. Pour 1988 ce furent 3 milliards de profits nets et un changement d'enseigne (Orkem).

Indiscutablement, la chance donna un coup de pouce à l'action du nouveau président, sous la forme d'une très bonne conjonction dans le secteur. Mais même s'il est admis que les travaux de débâtellement réalisés par ses prédécesseurs furent précieux, M. Serge Tchuruk a bien mis en œuvre une méthode originale. L'ancien numéro deux de Rhône-Poulenc sut recentrer sans amputer, déléguer sans affaiblir, son pouvoir, renouveler le style sans modifier la culture de l'entreprise et surtout redonner confiance aux équipes.

En bon scorpion, M. Tchuruk est adepte du franc-parler tout en usant de son charme et en jouant habilement. Parfaitement conscient de l'importance du facteur humain, il sait acquiescer la confiance de ses collaborateurs, les associer aux grandes décisions et leur donner la pleine

mesure de la responsabilité individuelle. L'arsenal Tchuruk se compose de toutes ces petites choses devenues banales dans le discours patronal dominant.

Certains de ces proches affirment néanmoins qu'il « est un tueur ». A cela M. Tchuruk répond qu'il n'est pas prêt, pour arriver au sommet, à renier sa parole, à sacrifier l'amitié ou à s'engager dans des manœuvres hasardeuses. Aux yeux de cet homme qui sait transmettre la sympathie et qui ne peut vivre sans elle, la trahison est impardonnable. Toutes ces qualités lui seront certainement utiles pour faire prendre à Total le virage de la diversification. Une tâche où il trouvera en face de lui, à la tête du grand concurrent Elf, son ancien compère de Rhône-Poulenc, M. Loïc Le Floch Prigent.

ANDRÉ DESSOT

■ Total va réaliser de nouvelles recherches pétrolières en Algérie. — La société algérienne Sonatrach a signé, mercredi 8 novembre, avec une association d'entreprises étrangères deux contrats pour la reprise des recherches d'hydrocarbures. Il s'agit, pour 55 % de la filiale algérienne du groupe français Total, pour 25 % de l'espagnol Repsol et pour 20 % de Kalfep, filiale de la Kuwait Petroleum Company. Six forages d'exploration sont prévus. Le programme de recherche minimum est évalué à 70 millions de dollars (420 millions de francs).

Dans le conflit LVMH

### M. Arnault tente d'évincer M. Racamier

Le conflit qui oppose M. Bernard Arnault à M. Henry Racamier au sein de LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton) va être directement évoqué dans les instances de direction du numéro mondial du luxe. Au cours du conseil de surveillance convoqué pour le 14 novembre, M. Arnault devrait réclamer que M. Racamier soit démis de ses fonctions de vice-président du directoire. M. Arnault argue en effet que, en continuant à demander l'annulation des OBSA (obligations à bons de souscription d'actions),

M. Racamier risque de provoquer un appauvrissement du groupe. Le remboursement de quelque 5 milliards de francs pourrait empêcher LVMH de réaliser des investissements indispensables à son développement.

En réalité, la démarche de M. Arnault est plutôt symbolique puisqu'elle ne peut pas aboutir à une évincement de M. Racamier du directoire. Seule une assemblée générale pourrait en décider. Mais elle indique que M. Arnault a

décidé d'argumenter sur le fonctionnement et le développement du groupe, alors que les actions en justice se poursuivent. Le tribunal de commerce de Paris devait en effet se prononcer vendredi 10 novembre sur le référé pour le report de l'assemblée générale de Louis Vuitton qui devait se tenir le 15 novembre. Le 14 novembre, les juges examinèrent la demande de mise sous sequestre des OBSA et, le 20 novembre, ils entendront les plaidoiries sur la demande d'annulation de ces mêmes OBSA.

### Philips évalue Polygram à environ 20 milliards de francs

AMSTERDAM

de notre correspondant

La multinationale néerlandaise Philips escompte que la prochaine introduction en Bourse, à New York et à Amsterdam, d'une partie du capital de sa filiale de disques Polygram lui rapportera entre 1,2 et 1,65 milliard de florins, soit de 3,6 à 4,5 milliards de francs.

La souscription pourrait être ouverte d'ici à la fin de l'année. Elle portera sur un nombre d'actions compris entre 32 et 35 millions, représentant environ 20 % de Polygram. La valeur totale de la compagnie de disques est donc estimée entre 18 et 22,5 milliards de francs par Philips, qui contrôle sa filiale à 100 % depuis qu'elle a racheté la participation (10 %) détenue par un investisseur institutionnel anonyme.

L'opération boursière en préparation permettrait notamment à Polygram de financer le rachat, récemment conclu, de la société de disques américaine A & M (le Monde du 13 octobre). Cette transaction avait suivi de deux mois l'acquisition de Island Records. Ce double investissement est évalué à 4,5 milliards de francs environ, mais il a offert à Polygram la deuxième place sur le marché mondial du disque.

CHRISTIAN CHARTIER

### Saint-Gobain va construire une usine de verre en Yougoslavie

Saint-Gobain va construire une unité de production de verre plat en Yougoslavie, avec l'entreprise yougoslave Industrija Stakla Pancevo (ISP). Cette unité de « float-glass », qui représente un investissement total de 700 millions de francs, aura une capacité de 400 tonnes de verre plat par jour. Elle sera installée à Pancevo, près de Belgrade, dans la province autonome serbe de Vojvodine.

Les deux groupes feront appel à des financements yougoslaves et internationaux et créeront une société commune dans laquelle Saint-Gobain sera majoritaire. Outre un apport en capital d'un montant non précisé, le groupe français apportera sa technologie. — (AFP.)

## CONSUMMATION

Jugeant l'information confuse

### Les automobilistes se méfient de l'essence sans plomb

95 % des automobilistes déclarent connaître l'essence sans plomb, un peu moins d'un tiers savent l'existence de plusieurs types de ces carburants, et 9 % seulement sont des utilisateurs du nouveau produit distribué en France depuis juillet. Ces chiffres en peu de chagrin sont tous tirés d'un sondage IPSOS réalisé du 9 au 12 octobre (1), avec la participation du Centre français d'informations pétrolières et du secrétariat d'État chargé de l'environnement.

Cette consultation confirme la très médiocre pénétration de l'essence sans plomb. « Dans le doute, abstiens-toi », avait préconisé M. Véronique Neiertz, secrétaire d'État chargé de la consommation. Les automobilistes ont, semble-t-il appliqué, à la lettre ce conseil de prudence ou de défiance, envers un carburant dont ils sont pourtant nombreux à reconnaître les avantages. C'est en effet un des paradoxes mis en lumière par le sondage que de constater la forte pénétration « véhiculée » par l'essence propre, auprès d'automobilistes restant par ailleurs très mal informés à son sujet.

« Une consommation réduite en regard d'une apparence de notoriété spontanée élevée », note dans son commentaire le responsable d'IPSOS, Jean-Marc Lech. Les utilisateurs jugent à une forte majorité (61 %) ce carburant « moins polluant pour l'environnement », 32 % y ont recours parce que « c'est meilleur marché » et 26 % parce que « c'est bon pour (leur) voiture ».

#### Lever le doute

Il ressort surtout du sondage que les automobilistes ont bien, pour 64 %, l'entre eux, contre une information sur l'essence sans plomb qu'ils jugent assez mal, voire très mal faite. Même si 63 % d'entre eux répondent « oui » à la question de savoir s'ils peuvent s'en procurer à proximité de chez eux... En réalité, c'est surtout l'aptitude de leur véhicule à fonctionner sans dommage pour les soupapes ou le moteur qui a posé problème aux automobilistes.

Lever le doute ? L'échec est bien là. Cette carence provient en bonne partie du mode de circulation de l'information en la matière. Au total, 85 % des automobilistes ont entendu parler de l'essence sans plomb par les médias — télévision, journaux télévisés, presse écrite —, contre 17 % seulement dans les stations-service.

« Pour l'avenir », souligne Jean-Marc Lech, la charge d'information est donnée nettement plus fréquemment aux motoristes.

L'état de confusion dans lequel se trouvent les automobilistes n'est

pas étranger à cette contre performance : un tiers d'entre eux savent ainsi qu'il n'existe pas un mais plusieurs types d'essence sans plomb, mais ces heureux initiés connaissent davantage le « super super » à 98 d'octane que l'Eurosuper à 95 d'octane censé représenter la norme moyenne adoptée par la CEE, compromis entre l'ordinaire et le super.

En France, la part de marché de l'essence propre a évolué de façon peu spectaculaire : 0,20 % en janvier, avant le lancement officiel du produit à 2,98 % en juillet, au moment de la grande mobilisation médiatique ; 3,32 % en août et 4,08 % en septembre. « Les ventes de carburant sans plomb peuvent être considérées comme un succès. Les volumes de super sans plomb quatre-vingt-dix vendus par les différentes compagnies ne cessent de progresser », croit M. Pacifique Le Clerc, directeur de réseaux chez Shell. Convaincu que ce « mouvement continuera », il indique que la moitié des automobilistes utilisateurs de « sans plomb » dans de bonnes conditions ont constaté une baisse de consommation et des performances accrues de leur moteur.

Une comparaison européenne montre toutefois que la France a du retard à l'allumage face au Royaume Uni, où l'essence propre, lancée au même moment que dans l'Hexagone, détenait en septembre une part de marché de 27,5 %. Entre avril et septembre, le taux de pénétration du « sans plomb » en RFA est passé de 33 % à 60 %.

Un des blocages actuels est l'adaptation de la quasi totalité du parc automobile à l'Eurosuper 95, en raison de son trop faible indice d'octane. « Notre conseil sera de limiter son usage aux voitures équipées de pots catalytiques », explique le directeur général d'Esso SAF, M. Jean-Luc Randaché. Il préconise, bien sûr, l'emploi des super sans plomb 98 à fort taux d'octane, commercialisés depuis peu par les grandes sociétés.

Cette essence peut selon lui être d'ores et déjà utilisée par toutes les voitures prévues pour fonctionner sans plomb, soit 50 à 60 % du parc des véhicules existants. « Pour les autres dont le moteur n'est pas prévu pour rouler sans plomb, c'est-à-dire leurs conducteurs, nous leur recommandons d'utiliser le super ainsi plus propre », à condition de mettre de temps en temps un peu de plomb dans leur moteur en faisant un plein sur quatre ou cinq avec du super-plomb normal.

Si, comme le laissent entendre les pétroliers, chacun « s'y retrouve de mieux en mieux », parmi les partenaires impliqués l'essence sans plomb devrait connaître un boom dont on attend encore les signes.

E. F.

(1) Le sondage a été réalisé sur un échantillon national de cent personnes âgées de plus de dix-huit ans.

Le contrôle de la consommation

### L'Europe va adopter une directive sur la sécurité des produits

Le conseil des ministres européens de la consommation, réuni jeudi 9 novembre à Bruxelles, devait aborder au fond la proposition de directive sur la sécurité des produits ainsi qu'une directive sur les voyages à forfait.

En matière de sécurité des produits, les États jouissent d'une situation privilégiée : la loi de 1983 impose aux professionnels une obligation générale de sécurité, les pouvoirs publics disposent de pouvoirs d'intervention très efficaces (injonctions aux professionnels, interdiction de commercialisation...), existence d'une commission de sécurité des consommateurs.

La situation est beaucoup plus diversifiée dans les autres pays de la Communauté. Si trois pays disposent d'une législation assez complète (Allemagne fédérale, Grande-Bretagne et Pays-Bas), deux autres (Luxembourg et Grèce) n'ont ni législation ni projet, tandis que l'Espagne et le Portugal se préparent à compléter la législation par des textes d'application, et que la Belgique, l'Italie, le Danemark et l'Irlande ont à l'étude des législations spécifiques.

Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'État français chargée de la consommation, considère que l'adoption de cette directive est une priorité pour la France. Le conseil des ministres se déterminera sur quelques orientations majeures : le champ d'application, les liens avec les négociations spécifiques existantes, les mécanismes d'intervention communautaire.

Le développement des loyers, la fréquence de plus en plus grande des voyages à l'étranger rend nécessaire, selon Mme Neiertz, l'adoption d'une directive sur les voyages à forfait. Le projet examiné par les ministres européens (qui pourrait être adopté définitivement au conseil du 21 décembre prochain) prévoit de fournir aux consommateurs des garanties minimales et harmonisées dans chaque pays de la Communauté ; présentation précise des prestations offertes, règles de révision de prix et de résiliation du contrat annulés, garanties financières pour protéger le consommateur contre l'insolvabilité de l'organisateur, en cas de mauvaise exécution du contrat.

J. D.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE FINANCIÈRE DE PARIBAS

### Paribas étend son offre à 100 % des actions de la Compagnie de Navigation Mixte

Le conseil d'administration de la Compagnie Financière de Paribas, réuni le 7 novembre 1989 sous la présidence de M. Michel François-Poncet, a décidé d'étendre son offre publique à 100 % des actions de la Compagnie de Navigation Mixte (au lieu des deux tiers).

Les autres modalités de l'offre demeurent inchangées. Ces modalités sont exposées dans une Note d'Information visée par la Commission des Opérations de Bourse et publiée le lundi 6 novembre. Ce document est également disponible sans frais sur simple demande auprès de la Banque Paribas - 3, rue d'Antin, 75002 Paris (référence 221) ou en appelant Paribas Actionnariat (42.98.17.88).

La modification exposée ci-dessus est soumise au Conseil des Bourses de Valeurs et fera l'objet d'une Note d'Information complémentaire disponible prochainement, dès son approbation par la Commission des Opérations de Bourse.





هكذا من الاعمال

Quand on vise la perfection, on découvre que c'est une cible qui bouge.

Une entreprise satisfaite de ses

progrès peut vite découvrir que ses clients ne le sont pas. ■ Cette conviction a poussé Motorola à multiplier

par 100 la qualité de ses produits

depuis 1981. ■ Notre philosophie est

simple: ne jamais se satisfaire

du niveau de qualité atteint et mettre sans cesse la

barre encore plus haut. ■ Nos exigences

en termes de qualité sont définies

par le programme Six Sigma : pas

plus de 3,4 défauts par million de pièces

d'ici 1992. ■ C'est l'objectif que se sont

fixés les 3 000 collaborateurs de Motorola en France,

notamment dans les usines de Toulouse, Angers et

Bordeaux. ■ Aujourd'hui, nous savons que la satisfac-

tion totale de nos clients n'est pas un

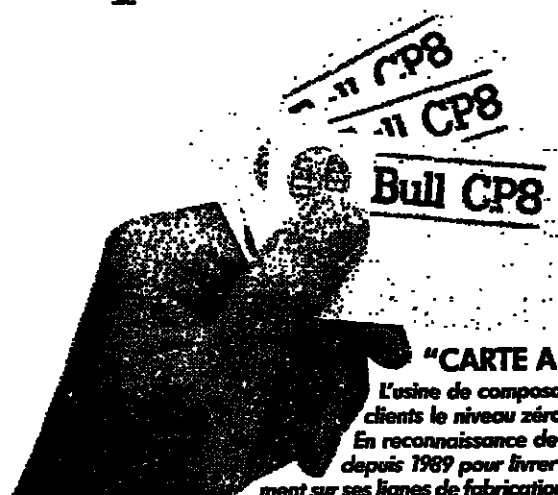
but utopique. ■ Et nous faisons tout

pour l'atteindre.

© 1989 MOTOROLA INC. - MOTOROLA et © sont des marques déposées de MOTOROLA INC.



**RADIO COMMUNICATIONS**  
L'utilisation de postes portatifs Motorola par les pompiers constitue une preuve permanente de qualité. Ce matériel hyper-fiable doit en effet résister à la chaleur, la poussière, les fumées, les aspersions d'eau et de produits chimiques.



**"CARTE A PUCE" DE BULL**

L'usine de composants de Toulouse garantit à ses clients le niveau zéro défaut dans ses livraisons. En reconnaissance de cette qualité, BULL l'a certifiée depuis 1989 pour livrer les semi-conducteurs directement sur ses lignes de fabrication, sans aucun contrôle d'entrée.



**ELECTRONIQUE AUTOMOBILE**

L'usine d'Angers fête la sortie de son 10 millionième régulateur hermétique pour alternateur d'automobile avec un niveau de qualité de moins de 20 défauts par million de pièces sur 12 mois d'usage.

La Force De Nos Convictions.



**MOTOROLA**



# Le Monde

## AFFAIRES

### Les entreprises françaises au pays de l'apartheid

Quelque soixante-dix-neuf sociétés françaises sont présentes en Afrique du Sud, dont vingt-cinq avec des installations industrielles ou commerciales. Souvent sous de faux noms, elles cherchent à tirer le maximum de bénéfices de leur position inconfortable

JOHANNESBURG  
Correspondance

LES Sud-Africains adorent le Club Med. Quarante mille « gentils membres » sont répertoriés dans les fichiers de Vacances Ltd, la filiale sud-africaine du premier voyagiste français. Dans leurs bureaux de Johannesburg, au septième étage de l'imposant tour Carlton, les douze missions ont été, l'année dernière, dix mille candidats au départ vers la destination de leurs rêves : l'île Maurice, toute proche, la Thaïlande, la Côte-d'Ivoire ou l'Europe. La quasi-totalité des gentils membres sont des Blancs, ce que la blonde dirigeante de Vacances Ltd explique d'une formule pragmatique : « Les Noirs apprécient moins le concept d'antenne de la civilisation : les huttes, les commodes ».

Curieusement, alors que le monde du Club est découpé en trois secteurs géographiques — Europe-Afrique, Amérique et Asie-Pacifique — la filiale sud-africaine, créée en 1976, appartient au troisième et dépend donc fonctionnellement de Tokyo. Mais ce n'est pas, à en croire la directrice, pour brouiller les pistes.

Les sociétés françaises qui possèdent des filiales en Afrique du Sud les poussent à adopter un profil bas. « Je vous mets au défi de trouver la moindre référence à nos activités dans le rapport annuel et les comptes de notre maison mère, confie le dirigeant d'une filiale qui emploie plus de cent personnes dans le triangle industriel Pretoria-Witwatersrand-Vereeniging. Tout se passe comme si nous n'existions pas. » A Paris, on vit dans la terreur des questions du comité d'entreprise, insinue un autre.

La liste des sociétés françaises en Afrique du Sud, qui diffèrent les services commerciaux de l'ambassade de France, ressemble à la carte mune d'un grand restaurant : 79 raisons sociales, 79 boîtes postales. Il n'y a pas, à l'adresse, un numéro de téléphone ou l'indication qu'il s'agit d'une filiale au sens strict, d'une succursale ou d'un bureau de représentation. Comme les sociétés, même détenues à 100 %, ne portent pas toujours le nom de leur maison mère, le rapprochement n'est pas immédiat. Qui deviendrait qu'Ellebel Ltd est la filiale de Lanôme et de L'Oréal ? Si, néanmoins, vous parvenez à localiser une entreprise intéressante, vous avez toutes les chances de vous casser le nez sur sa porte. A moins que, par bonheur, son directeur soit de nationalité sud-africaine... et qu'il n'ait pas été dément chapitré.

Parmi les 79 sociétés françaises présentes en Afrique du Sud, 25 possèdent des installations industrielles et commerciales. Pour 30 d'entre elles, elles sont des sociétés purement commerciales, les autres étant généralement de simples bureaux de représentation. Des chiffres à rapprocher des quelque 600 sociétés britanniques, 300 sociétés ouest-allemandes ou

encore 200 américaines, et cela malgré les départs annoncés ces dernières années. Les Français, quant à eux, ont peu désinvesti : seuls Peugeot et Renault ont quitté l'Afrique du Sud, non pour des raisons politiques, mais parce qu'ils y connaissaient des difficultés commerciales.

Moins nombreux et de moindre envergure, puisqu'ils ne représentent que 2 % des investissements directs étrangers, les investisseurs français en Afrique du Sud ont été aussi plus tardifs que ceux de leurs partenaires européens. Les Allemands sont implantés depuis plus d'un siècle, alors que les Français ont débarqué dans les années 60-70. Seules les entreprises lainières — Dewavrin Fils et Co (1928), Froment-Lefebvre (1939) — sont installées depuis plus d'un demi-siècle, l'implantation la plus ancienne étant celle du négociant Louis Dreyfus (1924), qui est aujourd'hui une filiale de Louis Dreyfus Ltd.

Le recours à des sociétés-écrans, qu'elles soient suisses, luxembourgeoises ou britanniques, est devenu inévitable. C'est, pour un investisseur français, la seule façon d'échapper au régime de l'autorisation préalable institué par le gouvernement Fabin en juillet 1985. Mais qu'on utilise ou non un artifice, « assumer » n'est guère facile.

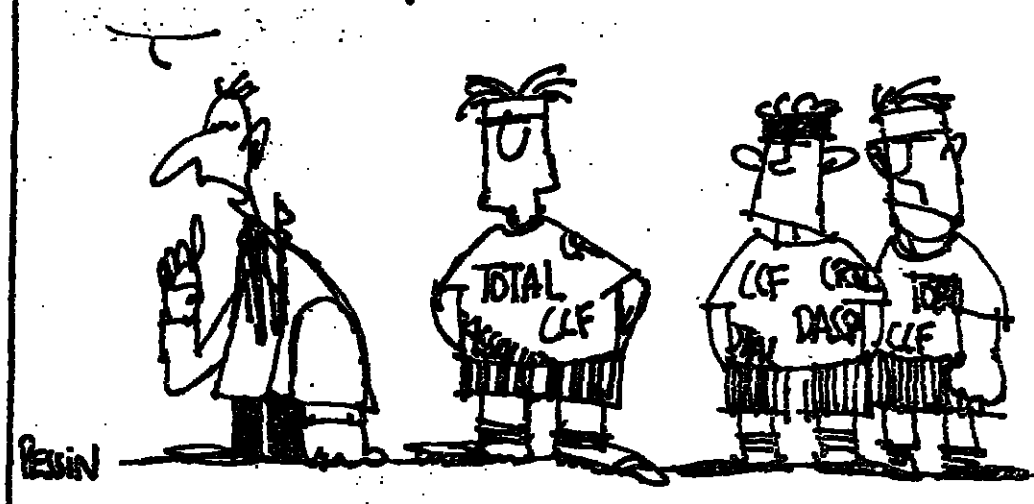
#### La vitrine Total

Il est, sur la poitrine, en lettres noires sur fond jaune, une inscription : « Total : We care if it's clean ». (1). Dans leur dos, un autre slogan : « Keep Johannesburg beautiful ». (2). Les dardes sponsorisés des employés noirs qui ramassent les ordures de la ville (Johannesburg) transmettent sans doute pour que, en les voyant, ils s'efforcent de leur camion, on n'oublie pas la plus grande entreprise française. (3) En Afrique du Sud : Total.

Mille cinq cents salariés, 700 stations-service aux quatre coins du pays, y compris dans les bantoustans, une gamme d'activités qui va de la distribution de produits pétroliers (12 % du marché) à l'exploitation des mines de charbon en passant par l'extraction d'uranium ou le développement de l'énergie solaire : Total South Africa, contrôlée à 57,6 % par la maison mère française, le reste du capital étant entre les mains des groupes sud-africains Rembrandt et Old Mutual, est aussi, en matière sociale, la vitrine obligée de la présence française en Afrique du Sud.

Avec des salaires deux fois plus élevés que le minimum théorique (mais rarement respecté) de 500 rands (4), une politique de formation exemplaire pour les Noirs et des relations avec les syndicats, inimitables pour l'endroit, Total va indéniablement au-delà du code de conduite recommandé par la CEE pour les entreprises européennes ayant des filiales en Afri-

IL N'EST PAS QUESTION DE LAISSER JOUER NOS RUGBYMEN FRANÇAIS DANS NOS FILIALES EN AFRIQUE DU SUD !



que du Sud. Au moins en ce qui concerne la compagnie pétrolière proprement dite, car il est plus difficile de savoir ce qui se passe dans les mines. Mais, si, à l'instar de Total, les trois ou quatre premières sociétés françaises respectent le code sans l'avoir explicitement voulu, celles qui, avant la création du texte, n'offraient pas à leurs salariés noirs des conditions aussi favorables n'y ont pas été incitées pour autant (5).

Liquid Air fait aussi partie de ces entreprises où les salariés, du moins si on la compare avec la moyenne locale, sont bien payés, bien formés et bien défendus. Cette filiale de L'Air Liquide, qui compte quatre cent cinquante personnes, est implantée depuis 1948

sur tous les sites industriels du pays et dessert notamment Koeberg, la centrale nucléaire sud-africaine. Elle détient 15 % du marché du gaz et des équipements du gaz. C'est le groupe L'Air Liquide qui a construit, lorsque Pretoria a voulu acquiescer son indépendance énergétique à la fin des années 70, les usines d'oxygène qui servent à la gazéification du charbon dans le procédé Sasol. On trouve, aujourd'hui, une pompe Sasol dans toutes les stations-services : un tiers de l'essence consommée en Afrique du Sud est fabriqué grâce à cette méthode stratégique, quoique d'un coût extravagant (environ 75 dollars le baril).

De l'autoroute, on aperçoit d'abord le drapeau bleu, blanc,

rouge, puis l'enseigne Télémécanique. Pourtant, il n'y a pas un seul Français parmi les cent vingt salariés de Télémécanique South Africa. L'usine, silencieuse et propre, est installée à Sandton, dans la banlieue de Johannesburg, depuis 1971. Eugène Wannenberg, son directeur sud-africain, estime qu'il « faut exploiter positivement le fait d'être devenu à 100 % par une société française, même si elle pourrait aussi bien être allemande ou japonaise ». « La réputation du Français novateur, qui a toujours une technologie d'avance, est parvenue jusqu'en Afrique du Sud, insiste-t-il. Il y a quelques années, pour des raisons politiques, la filiation française était beaucoup plus lourde à porter. Mais

aujourd'hui, on montre facilement, en prenant l'exemple de la centrale de Koeberg ou de la dernière tournée des joueurs de rugby, que les Français ne nous sont pas hostiles ».

Télémécanique est leader sur le marché des centralisations électriques, avec 30 % de parts de marché et 70 millions de rands de chiffre d'affaires en 1988. Cependant, elle importe 90 % des produits qu'elle commercialise. Dans l'usine, le salaire minimal mensuel d'un ouvrier est de 850 rands, la moyenne des salaires perçus par les Noirs atteignant 1 100 rands. Si un Français et un Anglais ont précédé Eugène Wannenberg au poste de directeur, leur nationalité importait peu : l'essentiel est que règne l'esprit Télémécanique. Le Sud-Africain sera d'ailleurs remplacé par un Français en janvier prochain.

#### Fermes expérimentales

Chez l'inséparable Merlin Gerin, qui s'est implanté en Afrique du Sud trois ans après Télémécanique pour fabriquer des disjoncteurs sur le site industriel de Benoni, on vient justement de faire l'opération inverse. En fait, sur 79 entreprises représentées, une quarantaine seulement ont un patron bien français.

Grillage, enroulements de barbelés, barrière, vigile et glaces sans tain pour les portes d'entrée. L'ambiance est différente chez Roussel Laboratoires Ltd, installée, lui aussi, sur le bord de l'autoroute Pretoria-Johannesburg, à Marlboro. Dans la cour, la minuscule fontaine bleu pâle paraît déplacée. Pourtant, ce déploiement de force ne vise pas, dit-on, les curieux, mais les voleurs de matériel informatique.

Roussel Laboratoires n'est filiale de Roussel-Uclaf que par l'intermédiaire de Roussel-Londres. Elle emploie cent dix personnes, dont un seul Français. Elle fait venir d'Europe toutes les spécialités pharmaceutiques et les emballages sur place.

EMMANUELLE PRADIEL  
Lire la suite page 45

### Les townships : un marché prometteur

La COMIAT (Compagnie internationale de travaux) se présente, dans ses plaquettes publicitaires, comme « l'un des plus grands groupes français jouissant d'une expérience mondiale ». On le dirait à moins : la COMIAT est une succursale de Spie-Batignolles. Mais, comme le dit l'un de ses cadres, il lui a fallu « changer de nom, changer de logo, et se forger une image toute neuve » pour éviter de ternir son image en France. La COMIAT, solidement implantée en Afrique du Sud, a remporté récemment plusieurs contrats dans le cadre du Highlands Water Project. Bien que situé au Lesotho, ce mégaprojet de 6 milliards de rands, entièrement sud-africain, et dont la réalisation s'étalera sur trente ans, est l'une des solutions

trouvées par la première puissance économique de la région pour résoudre son déficit chronique en eau. La COMIAT doit construire une cité pour les ingénieurs, des routes et des infrastructures annexes.

En joint-venture avec la société sud-africaine LTA, la COMIAT est aussi devenue leader sur le marché du logement dit « multiracial ». Il s'agit en réalité, comme elle le décrit dans une publicité parue dans la revue de la chambre de commerce et d'industrie française, des maisons destinées aux « communautés noires, colorées et indiennes ». LTA-COMIAT en a construit plus de 15 000 en Afrique du Sud et dans divers

« Etats indépendants », c'est-à-dire dans les bantoustans dont l'indépendance n'est par reconnue par la communauté internationale. Coût de chaque maison : moins de 50 000 F, terrain compris. Pour ce prix, LTA-COMIAT « élimine le concept de cités-dortoirs » et promet que « l'architecture des townships et la décoration intérieure des maisons sont établies à partir d'entrées individuelles ». L'équipement des bidonvilles est en tout cas un marché d'avenir : le gouvernement sud-africain a annoncé le 4 octobre qu'il lançait un programme de 45 000 maisons de ce type... quand les besoins estimés sont d'environ 800 000 logements.

E. P.

### RÉGIE DES TABACS

#### CONSTRUCTION D'UNE USINE DE FABRICATION DE CIGARETTES

#### AVIS DE PRÉSÉLECTION

#### LOT : GROS ŒUVRE et V.R.D.

En vue de la construction d'une nouvelle usine de fabrication de cigarettes à Ain Harrouda, Casablanca, les entreprises désirant participer à la présélection peuvent retirer gratuitement les dossiers correspondants à partir du 23 octobre 1989, auprès du siège social de la Régie des Tabacs (direction des achats et des approvisionnements), sis à Casablanca au 87, rue Ahmed El Fighuini.

L'évaluation des entreprises sera fondée sur l'expérience, la capacité financière, les moyens humains et matériels.

Les dossiers de candidature présentés dans les formes prescrites par le dossier de présélection doivent être adressés sous pli fermé à : monsieur le directeur général de la Régie des tabacs, au plus tard le 8 novembre 1989.

### APPEL A CANDIDATURE

LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE CHERBOURG lance une consultation portant sur son programme de communication et de promotion.

Le cabinet choisi sera chargé d'aider à la définition d'une image d'une stratégie de communication tournée vers l'intérieur de l'agglomération, valorisant et présentant les actions de la CUC près des habitants et des usagers vers l'extérieur de l'agglomération, assurant la promotion de celle-ci des produits à mettre en œuvre.

Les propositions chiffrées des cabinets spécialisés sont à transmettre avant le 15 novembre 1989, à l'adresse suivante :

Monsieur le Président,  
COMMUNAUTÉ URBAINE DE CHERBOURG  
B.P. 808  
50108 CHERBOURG CEDEX  
Tél. : 33-03-26-00 ou 33-03-26-00.

### DIRECTION GÉNÉRALE

L'entraînement à la Direction Générale par des dirigeants choisis parmi les meilleurs.

#### CPA PLEIN TEMPS

Jouy-en-Josas

Programme plein temps de 12 semaines dont 2 à l'étranger. Pour directeurs et cadres supérieurs sélectionnés pour leur expérience professionnelle et leur potentiel.

Prochaines sessions :

session 90/1 : 2 avril/22 juin 1990, session 90/2 : 24 septembre/14 décembre 1990. Renseignements et inscriptions : Tél. Madame Lefebvre : (1) 60.19.25.19 ou (1) 69.41.80.90 ou Minitel 3616 CPA.

Le CPA : un atout décisif.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



CAPIE CIV. CENTRE DE FORMATION DES DIRIGEANTS



سكنا من الاجل

صحنه من الامم

AFFAIRES

# Les cinq étoiles de l'Aga Khan

En 1985, l'un des hommes les plus riches du monde devient actionnaire majoritaire de la holding italienne FIMPAR qui contrôle la société CIGA Hôtels, une chaîne de luxe en pleine expansion

**A** Venise, en 1906, Giuseppe Volpi, un jeune financier de vingt-huit ans, créait la chaîne CIGA (Compagnia Italiana Mundi Alberti) à partir de son premier maillon, le fameux Il Danieli, l'hôtel des doges, au bord de la célèbre lagune. Forte personnalité, ne parlant que le vénitien pour impressionner ses interlocuteurs étrangers, il exerçait une influence considérable dans les affaires au début du siècle : à la fois créateur de la Régie des tabacs de Montenegro, de la Société commerciale d'Orient, de la Compagnie pour la construction du chemin de fer Antivari-Vag-Bazar. Sur le plan politique, négociateur de la paix italo-turque en 1912, il fut, après 1918, chargé par le gouvernement italien de régler les dettes de guerre de son pays.

En 1985, un autre investisseur d'envergure universelle, l'un des hommes les plus riches du monde, son altesse le prince Karim Aga Khan (voir encadré), devenait actionnaire largement majoritaire de la holding italienne FIMPAR qui contrôle la société CIGA Hôtels. Outre ses relations et son aura, le prince apportait dans la corbeille de mariage la majorité

des parts de Costa Esmeralda, un groupe d'hôtels qu'il avait « inventés ». En effet, en Sardaigne, au début des années 60, sous son impulsion, cette région fort peu peuplée de l'île, sans infrastructure routière ni électricité, s'était transformée en un site de vacances intégré de conception unique. Bénéficiaire d'ailleurs pour l'emploi et l'économie sardes. Les membres du consortium avaient confié le plan d'aménagement à de grands noms de l'architecture et de l'urbanisme. Avec une mission précise : éviter toute dégradation de l'environnement, respecter le site, couper court à toute tentative de développement parallèle partiel ou parcelaire.

## Les chiffres de la croissance

Ces mêmes principes de conservation du patrimoine local et de l'authenticité culturelle des lieux ont présidé à la politique générale de CIGA pour tous ses hôtels-immeubles. Ils sont, sans exception, classés, situés le plus souvent au cœur des grandes métropoles. Les « bons sentiments » n'empêchent pas le sens des affaires et une spectaculaire expansion (voir

tableau) : vingt-deux hôtels il y a quatre ans, quarante et un sous contrôle maintenant. On en trouve surtout en Italie (Rome, Milan, Venise, Stresa), mais aussi trois en Autriche (Vienne, Salzbourg, Innsbruck), sept en Espagne, dont le Palace Hotel de Madrid, acquis à 80 %, pour 130 milliards de lires, deux à Paris, le Royal Monceau et le Meurice, payé 80 milliards de lires (depuis le rachat, son chiffre d'affaires a progressé de 41 %). En franchise, le groupe gère une île de pont au Japon (Le Palace Hotel à Tokyo) et une aux États-Unis (Le Grand Bay à Miami). Prochain objectif Londres, le nez plus ultra de cette industrie et l'une des capitales de prédilection, avec Karachi, Genève et Paris, d'un prince dont l'épouse est britannique.

Cette croissance a porté de 3 226 à 5 515 le nombre de chambres de la chaîne. Elle a généré une progression tout aussi spectaculaire de ses revenus hors taxes (184 milliards de lires en 1986, 310 en 1988 et une prévision de 430 cette année). Présidé par M. Franz Grande Stevens, avocat international également conseil de M. Agnelli à la Fiat, la dernière assemblée générale, en juin à Milan, a entériné une augmenta-

tion de capital, de 120 à 164 milliards de lires, motivée par les investissements de Paris et Madrid. La valeur du groupe est estimée actuellement à environ 904 milliards de lires. Les actions à la Bourse de Milan étaient cotées le 31 octobre à 4 160 lires. Les journaux spécialisés conseillaient de ne pas les vendre malgré les menaces de krach, parce que l'hôtellerie de luxe s'avère une activité florissante.

## L'intérêt du cash-flow

Pour être rentable, un 5 étoiles (ils le sont tous) doit afficher une occupation moyenne de 55 %. Or actuellement, elle est, dans l'ensemble CIGA, de 59 %. La clientèle, à la fois saisonnière et fidèle, ce qui n'est pas contradictoire, a crû depuis 1985 de 28 %. A ce niveau de luxe, l'accueil et la disponibilité des lieux constituent des obligations. Aussi, les directeurs estiment que, même en période de pointe, ils ne peuvent assurer toute satisfaction à leurs clients au-dessus de 80 % de taux d'occupation pour ce qu'ils appellent plaisamment « le logement dans nos niches de luxe ». Certains

habitants, par exemple, exigent la même suite à chaque séjour. Autrement ils ne viennent pas. D'autres n'occupent qu'un numéro de chambre identique à Innsbruck, Saint-Sébastien, Barcelone. Par superstition. Dans des hôtels de rois, le client est roi. C'est normal. D'autant plus qu'il paie en moyenne 350 000 lires par nuit (1 250 F environ), Paris et Venise affichant les tarifs les plus élevés.

Le paiement comptant par chèque ou par carte de crédit pour pratiquement toutes les notes nous assure une permanence de liquidités, soit un atout pour notre gestion, explique un des dirigeants du groupe. Ce cash-flow génère une trésorerie toujours disponible, utilisée pour des travaux de rénovation. Ainsi nous allons dégrader sans difficulté 25 milliards de lires pour le Meurice. En somme, la chaîne dispose de revenus élevés constamment renouvelés, et possède pour ce faire un capital immobilier considérable, qui se valorise à vitesse grand V. La pierre de taille, actuellement, est la plus précieuse des investissements. Ce style d'hôtels suscite des convoitises, et les offres d'éventuels acquéreurs, principalement japonais, affluent. Nous les repoussons, naturellement.

tres de thalassothérapie ou de remise en forme, golf, tennis, sans oublier l'installation de lignes aériennes privées. Des services de jet existent déjà à l'instar de CIGA-aviation pour transporter ceux qui le désirent d'un site à l'autre.

La modernisation, l'adaptation au goût de l'époque se conjuguent donc avec le classicisme et la tradition. Le logo de la chaîne en est la meilleure illustration : ce n'est pas par hasard ni par simple souci esthétique gratuit qu'il représente, y compris sur les boîtes d'allumettes et les gadgets, le célèbre quadrige de Venise, les quatre chevaux de la place San-Marco. Un symbole tout trouvé pour encadrer le sponsoring du Prix de l'Arc de triomphe pour six ans, depuis octobre 1988, en échange d'une subvention annuelle de 6 millions de francs à la Société d'encouragement à l'élevage du pur-sang.

Bien plus qu'un simple mécène, une action de promotion et de communication associant le grand public et l'élite. Le prince Aga Khan suit lui-même de très près cette opération, assistant aussi bien à une conférence de presse qu'à un briefing avec ses cadres au moment de ces manifestations. En l'occurrence, il souhaite soutenir les courses de pur-sang en France, mais aussi présenter un monde entier, à l'occasion d'un fastueux week-end hippique, l'image de son groupe.

Les médias internationaux ont largement répondu à cet appel puisque, le 8 octobre dernier, l'événement de Longchamp a été retransmis par vingt chaînes de télévision, dont trois heures sur NBC et trois heures sur Channel 4. Paradoxalement, la chaîne française TF1 a été la plus discrète : un quart d'heure d'antenne seulement.

GUY DE LA BROSSE

## L'imam est bon prince

Né le 13 décembre 1936 à Genève, l'Aga Khan, fils du prince Ali Khan et de la princesse, née Joan Yarde Butler, a passé son enfance à Nairobi, au Kenya, puis a fait ses études à l'école du Rosey, en Suisse. Le 11 juillet 1957, à l'âge de vingt ans, il prend au Pakistan le titre d'imam des musulmans chiites ismaélites. Son grand-père avait exprimé le désir qu'un « jeune homme élevé dans l'esprit des temps modernes » lui succède. Il est le quarante-neuvième imam héréditaire. En 1959, il est diplômé de l'université de Harvard en histoire islamique. En 1969, il épouse la bégum Salimah, née Sarah Crocker Poole, de parents anglais et élevée en Inde. Ils ont trois enfants.



L'Aga Khan.

Depuis plusieurs générations, la famille de l'Aga Khan se consacre aux causes internationales, entre autres la Fondation pour le développement économique des pays du tiers-monde, mais aussi, des actions en faveur de la santé et de l'éducation. Par exemple un dispensaire et cinq hôpitaux où

sont traités plus de deux millions de personnes au Pakistan, en Inde, au Bangladesh, en Tanzanie et en Syrie.

L'Aga Khan a également très à cœur les questions culturelles et

principalement l'architecture. Chaque année est décerné un prix dans ce domaine, d'une valeur de 500 000 dollars, attribué à des projets architecturaux, à la qualité de l'habitat et du tissu urbain dans les différents pays de son ressort (voir le Monde du 28 octobre 1989).

Le prince a toujours séparé ses activités professionnelles de ses fonctions religieuses, diplomatiques et politiques qui restent prioritaires pour lui. C'est pourquoi, à la mort de son père, il hérite longtemps : devait-il ou non poursuivre la tradition familiale d'écure de pur-sang ? Il finit par se décider à continuer, à condition que cela ne l'occupe pas trop et que ses écuries parviennent au moins à s'autofinancer. Ce pari a été réussi grâce à des investissements judicieux et parce qu'il s'appuie sur des structures très légères, aussi bien en France qu'en Angleterre ou en Irlande. Il suit spécialement l'élevage et ne délègue à personne, par exemple, le soin de « syndiquer » un étalon, de sélectionner

ses associés et de fixer son prix. Il est toujours en éveil, disponible, ouvert au dialogue. Il se trouve, de ce fait, tout naturellement à l'aise aussi dans l'industrie du tourisme et porte beaucoup d'intérêt aux médias. C'est dans cet esprit qu'il a créé au Kenya une succursale d'un groupe de presse, le plus important d'Afrique orientale, une agence spécialisée dans la culture, l'art ou l'histoire du tiers-monde et, dernièrement, le *Mingir* : Architecture in Development, le seul magazine international d'architecture consacré aux pays en voie de développement et du monde islamique.

Le prince ne dédaigne cependant pas des investissements plus prosaïques : le 31 octobre, la famille Agnelli, qui contrôle le groupe Fiat, a fait savoir que l'Aga Khan entrerait dans son capital à l'occasion d'une prochaine émission d'actions. Il deviendra ainsi le premier associé de la société en commandite, Giovanni Agnelli, non membre de la famille.

## Diversification et promotion

« Notre bonne santé, continue M. Miorrelli, va nous permettre de poursuivre parallèlement la diversification de nos activités. A l'exemple encore de ce qui a été réussi en Sardaigne : sur l'île, l'hôtellerie proprement dite représente seulement 50 % du chiffre, la restauration, les ports de plaisance, les boutiques, les supermarchés l'autre moitié. Notre objectif est d'assurer un rapport à 75-25 sur toutes nos autres places. D'où des plans de création aussi bien de galeries marchandes que de cen-

## Société CIGA

(Chiffres consolidés au 31 octobre en millions de francs)

	1986	1987	1988
Chiffre d'affaires net (*)	899	1 017,5	1 196
Bénéfice avant impôt	5	93,5	71,5
Résultat net	- 8,9	+ 67,5	+ 50,7
Cash-flow	114,4	194	200
Investissements	72,5	112,9	492,6
Situation nette	1 779,9	1 797,6	1 778,7
Immobilisations nettes (immobilier et équipement)	1 964,9	2 019,9	2 604,7

(\*) Hôtels possédés en direct.

## Le tourbillon de l'hôtellerie parisienne

2 000 chambres nouvelles programmées en 1989, une succession de ventes, des prix qui s'envolent : les établissements de luxe parisiens sont en plein chambardement. Aux premières loges, les investisseurs étrangers

« Nous sommes hôteliers depuis trois générations. Mais si mon grand-père revenait aujourd'hui, il n'y comprendrait plus rien », affirme, lui-même étonné, Jean-Marie Antoine, directeur de l'Hôtel Scribe. L'hôtellerie parisienne est en plein chambardement. Les créations vont bon train : 2 000 chambres nouvelles ont été programmées sur 1989, après 1 221 en 1988. Les ventes se succèdent dans un tourbillon inflationniste. Les rumeurs les plus folles circulent : il y a quelques mois, on parlait d'offrir à 2 millions de francs la chambre pour les palaces ; aujourd'hui, on évoque quelquefois le double ou le triple.

Les établissements de luxe ont été les premiers touchés. Tout a commencé dans les années 70, quand les grandes chaînes internationales, Hilton en tête, ont pris pied à Paris, dont le parc hôtelier était encore familial et vieillissant. Depuis, résultat du manque d'ambition et de moyens des anciens détenteurs, les fleurons de la capitale sont passés aux mains des étrangers. Mis à part le Crillon, propriété du groupe Concord, la France a perdu les palaces parisiens. Ceux-ci sont partagés entre : les chaînes internationales, comme l'anglais Trust House Forte, propriétaire du George V et du Plaza

Athénée, ou CIGA — un groupe italien dont le principal actionnaire est l'Aga Khan — qui a racheté le Meurice ; les financiers (un groupe allemand qui est propriétaire de Bristol depuis une dizaine d'années, et la Compagnie des palaces internationaux, société de droit libanais du Royal Monceau) ; ou les « esthètes fortunés », comme Mohammed Al Fayed, homme d'affaires égyptien qui, avec deux de ses frères, a racheté le Ritz en 1979 pour la modique somme de 30 millions de dollars (auxquels se sont ajoutés 50 millions de travaux de restauration).

## L'étranger a gagné

Les « grands hôtels » — dont les palaces se distinguent moins par le confort et le prix que par l'accueil, et le service, le mobilier, la décoration, etc. — ne sont pas en reste : l'Intercontinental et le Grand Hôtel, après avoir appartenu au britannique Grand Met, sont, depuis décembre dernier, propriété du groupe japonais Saison, qui a cédé 40 % de sa société hôtelière aux Scandinaves de SAS ; le Warwick et le Westminster appartiennent à un holding luxembourgeois dirigé par des Chinois de Hongkong ; le Prince de Galles est estampillé-Marriott.

Certes, il convient de nuancer cette « mainmise » étrangère : la

propriété du fonds ne préjuge rien du sort des murs. Ainsi, les murs du Prince de Galles appartiennent à la Caisse autonome de sécurité sociale des mines, tandis que ceux de l'Hôtel Scribe, exploités par le groupe français Accor, sont la propriété des chemins de fer canadiens.

Pourtant, en haut de gamme, hormis quelques exceptions, il semble bien que « l'étranger » ait gagné la première manche. La deuxième promet d'être rude, car la concurrence entre les grands n'est pas près de s'apaiser, loin de là : les grandes chaînes déjà présentes souhaitent accroître leur capacité d'accueil ; celles qui ne le sont pas (Sheraton, Ramada) voudraient bien s'implanter. L'euro-planification croissante de Paris y attire désormais non seulement les « majors » internationaux, mais des chaînes européennes de taille plus réduite — hollandaises, scandinaves, suisses ou anglaises. Sans compter les groupes financiers japonais qui, encore peu présents dans ce secteur, prospectent dur : « Ils sont prêts à payer très cher pour avoir un pied-à-terre à Paris », affirme Pierre Silli, directeur du Royal Monceau.

La concurrence n'est pas moins vive dans les catégories plus modestes. Mais les acteurs sont différents, les gros bataillons sont formés d'hôtels de dimensions réduites (38 chambres en

moyenne, au confort modéré — 17 % n'ont qu'une étoile, et 35 % deux) appartenant dans leur grande majorité à des propriétaires indépendants, les chaînes ne représentant en effet que 35 % environ des 64 000 chambres de la capitale (soit 17 % pour les deux étoiles et 3 % des une étoile). Quelques-uns, ce sont des étrangers, « dont beaucoup d'Algériens et d'Arabes », souligne Jean-Pierre Bouysse, chargé de mission au CEPME (Crédit d'équipement des PME), mais le plus souvent des nationaux.

Mais sur ce marché porteur, comme les investissements sont modestes (300 000 F hors taxes pour une chambre deux étoiles), les candidats sont nombreux : aux investisseurs traditionnels, « transfuges » du commerce ou des professions libérales, s'ajoutent désormais les « grands » de l'hôtellerie française (Accor avec Nobis, Pullman avec Altea et Arcade, Concord avec Campville) et des « extras », comme Bouygues et ses Latitudes, une chaîne d'hôtels trois étoiles née en 1985 du rapprochement de Bouygues immobilier et d'Havas tourisme ; ou encore Adagio, une chaîne trois et quatre étoiles, exclusivement parisienne, mise en place en 1986 par Les Nouveaux Constructeurs.

Ce mouvement ascensionnel tient à une situation exceptionnelle : « Paris est le marché hôte-

lier le plus porteur en France », explique Yves Thiry, directeur pour la France du groupe Pullman International, « en raison d'une activité continue, tout au long de l'année et de la qualité de la clientèle, à haut pouvoir d'achat. » « S'il est bien situé, tout établissement, même dépourvu, est assuré de faire recette », renchérit Christian Laporte, au département conseil hôtellerie de Horwath et Horwath. Ces conditions exceptionnelles ont fait de Paris le premier pôle hôtelier français avec 64 000 chambres, 72 % des chambres de la région Ile-de-France, et plus de 12 % du parc français. Elles expliquent que 48 % des hôtels y soient des trois étoiles et plus (contre moins de 20 % sur la France entière).

## Au mètre carré

Le marché suit aussi la montée des prix de l'immobilier. « On a de plus en plus tendance à rapporter le prix d'une chambre non aux résultats d'exploitation de l'établissement, mais à la valeur du mètre carré », dit Christian Laporte. L'hôtellerie, considérée par les investisseurs comme un placement de « père de famille », à Paris du moins, devient aussi un secteur de spéculation.

Mais l'augmentation constante du coût d'accès au pôle parisien

oblige chacun, du haut en bas de l'échelle, à revoir sa stratégie. Les inconditionnels de l'aura-muros qui, en tant que moyen tentent d'exploiter la spirale inflationniste en mariant deux objectifs : rentabilité d'exploitation et plus-value immobilière. Les autres s'efforcent de limiter les investissements, en recourant à la franchise ou à des contrats de gestion ou de location. Mais beaucoup, contraints de modifier leurs ambitions, sont repoussés vers la périphérie, à des prix plus « modestes » : 195 000 F à 240 000 F la chambre pour un deux étoiles (selon que l'on se situe en proche ou en lointaine banlieue).

Le transfert extra-muros d'activités d'affaires et de loisirs donne à ce choix un intérêt supplémentaire et renforce la tendance : c'est la grande couronne, avec 4 500 chambres nouvelles prévues d'ici à fin 1990, qui accueille la plus grande partie des projets des chaînes hôtelières. Significatif à cet égard est le programme du groupe Pullman pour 1989-1990 : 205 chambres dans Paris, 711 en banlieue. Et Compagnie, de son côté, compte y ouvrir 700 chambres avant la fin de l'année prochaine. En attendant 1992 et l'ouverture d'Eurodisneyland, avec les 5 200 chambres annoncées pour les grands et les moins grands de l'hôtellerie internationale.

ISABELLE JENDRON



Le Monde

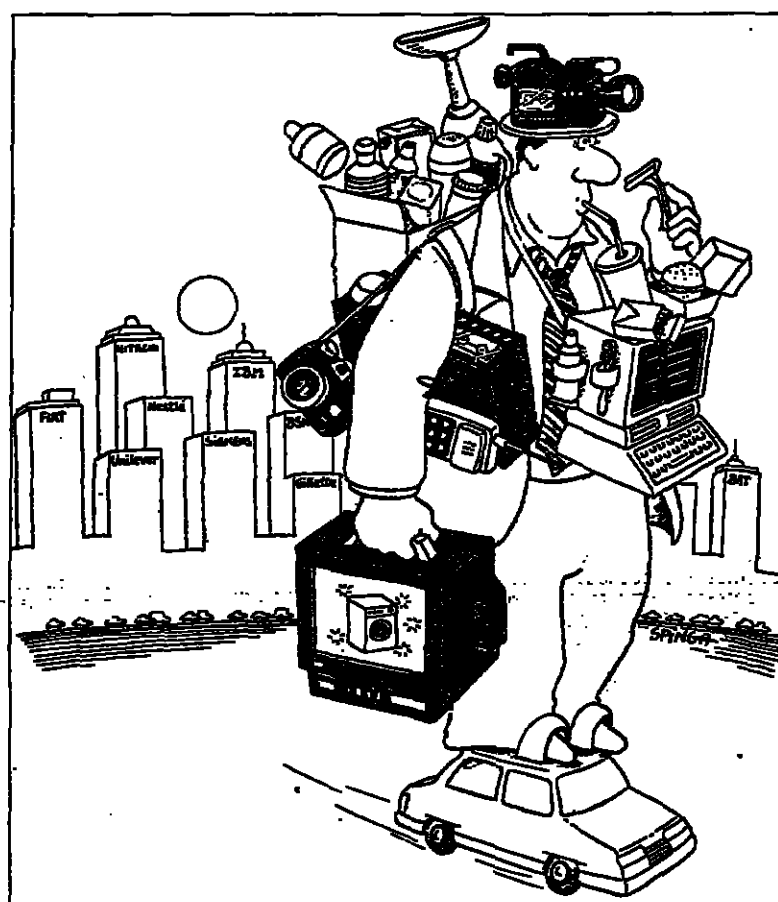
# DOSSIERS & DOCUMENTS

NOVEMBRE 1989

PREMIER DOSSIER

## LES MULTINATIONALES

- **DE L'ANATHÈME A L'ÉTAT DE GRACE** : une image renouvelée des firmes multinationales.
- **OMNIPRÉSENCE ET PUISSANCE DES MULTINATIONALES** : un poids considérable dans l'économie mondiale. Un rôle politique grandissant. La spectaculaire montée en puissance des Japonais.
- **LA PANOPLIE STRATÉGIQUE** : redéploiement vers les services. Des restructurations payantes. L'ère de la délocalisation. Alliances et accords de coopération entre géants.
- **LES MULTINATIONALES DU TROISIÈME TYPE** : les multinationales rouges ou du tiers-monde. Les multinationales publiques. Les « petites » multinationales.



SECOND DOSSIER

## LE GRAND MAGHREB



- **UN ESPACE POLITICO-ÉCONOMIQUE** : historique de l'union difficile de cinq pays (Libye, Tunisie, Algérie, Maroc et Mauritanie).
- **LES FREINS A L'UNITÉ** : quinze ans de conflit au Sahara. La montée de l'islamisme. Les revendications des minorités berbères. Les violences racistes en Mauritanie.
- **LA LENTE ÉDIFICATION** : les étapes menant à l'union.
- **DES PROJETS AUX RÉALISATIONS** : la coopération multilatérale. L'ouverture sur la CEE.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الازل

## AFFAIRES

# Vie et mort des cinémas de quartier parisiens

On ne demande plus seulement aux cinémas d'être rentables mais de l'être autant que d'autres activités pouvant s'installer dans leurs locaux. Le Cluny-Palace l'a appris à ses dépens. Le Ranelagh s'en sort mieux

LES néons rouges se sont éteints boulevard Saint-Germain, entre les ruines des thermes romains et la rue de Cluny. Les chrysanthèmes d'été, le fleuriste du 69, débordent sur le trottoir comme sur une tombe fraîchement refermée. Les grandes carcasses rouillées des caissons lumineux attendent des affiches qui ne viendront plus. Est-ce parce qu'ils craignent les fantômes ? Entre les portes vitrées et l'escalier d'honneur, les propriétaires ont empli des centaines de parpaings. Au cas où le Cluny-Palace ne serait pas tout à fait mort...

Emu par l'affaire, Jean Tibéri, maire du cinquième arrondissement, a alerté le ministère de la Culture. Pour tenter d'empêcher la vente, Jack Lang écrit personnellement à chacun des quatorze et indivisibles propriétaires des lieux : une « vieille famille bourgeoise », Bricon de père en fils depuis trois ou quatre générations. « Dans une indivision, explique calmement l'un d'entre eux, il est normal qu'il y ait quelques propriétaires moins favorisés qui souhaitent une exploitation plus rentable et un loyer plus élevé. » La FNAC sera une meilleure vitrine culturelle qu'un cinéma où on ne passe que des films arabes, risque une autre avec moins de mesure.

M. et Mme Gabrillagues, les gérants de la SARL Cluny-Palace et les propriétaires du fonds de commerce, ont décidé de ne pas renouveler le bail conclu en novembre 1986 avec M. Galeshka Moravioff et la société MG Communications. Le Cluny est à vendre dès le 1<sup>er</sup> juillet. La FNAC vient de signer l'achat du fonds, soit deux salles et un appartement.

Galeshka Moravioff, qui, le 30 juin, avait refusé de quitter les lieux, a perdu le procès engagé par la société Cluny-Palace. Le tribunal de commerce s'est en effet jugé incapable « d'apprécier la nécessité ou non de préserver l'exploitation de salles de cinéma pour la vie culturelle du quartier ». Il a donc ordonné l'expulsion de MG Communications.

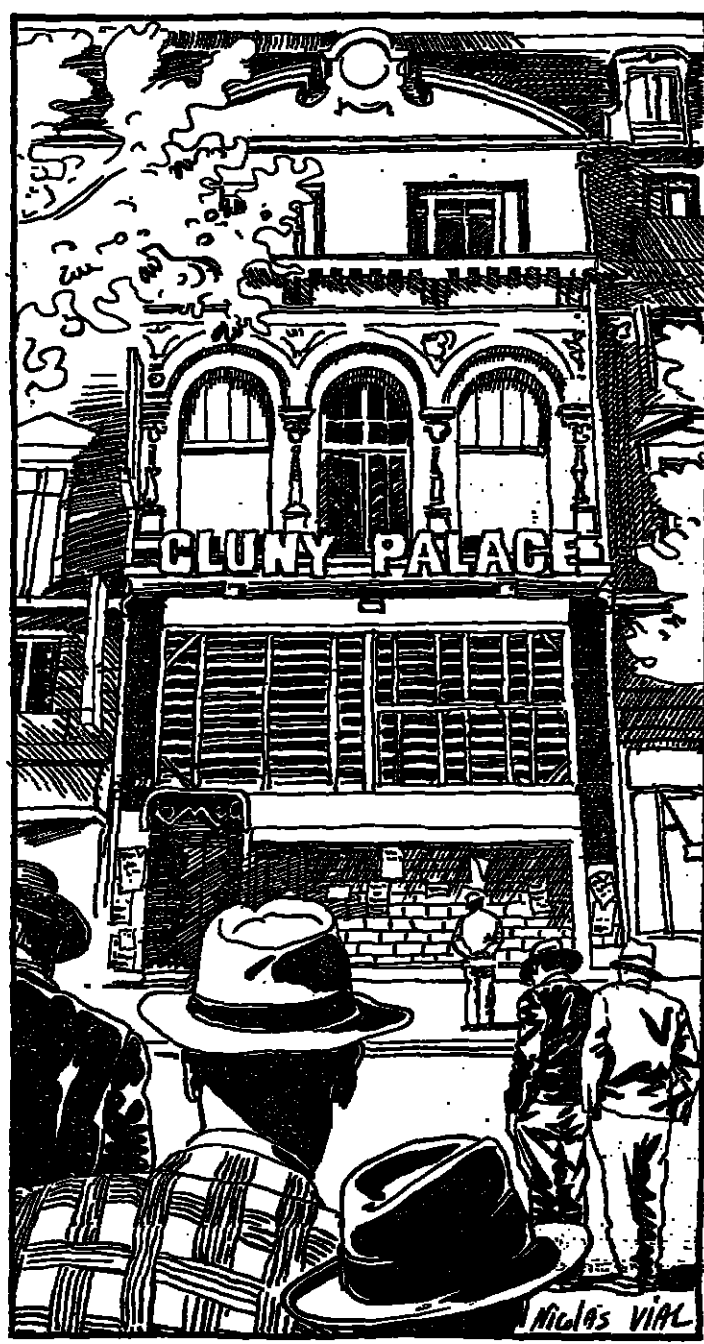
Constantin, à l'instar du tribunal, « que les autorités n'ont pas

pris, quant à présent, d'autre position que celle d'exprimer leur souhait ». Galeshka Moravioff n'a d'autre recours que la pétition (1). Il rappelle qu'un jour, en 1867, le Cluny fut un théâtre lyrique, qu'on y joua gratuitement des pièces pour les blessés de 1870 : qu'en 1929, Henry Bernstein y monta son *Mélo*; ou encore qu'en 1984 un inconnu nommé Truffaut y démarra son Ciné-Club. Sans oser prétendre à l'appellation « cinéma protégé » dont jouissent, depuis 1982, Rex, la Pagode, l'Eldorado ou le Cigale, il espère modestement faire des balcons, des verrières et des marquises de cette façade de music-hall un « lieu de mémoire » plus roturier.

## « Non à la mort »

Sur le mur, une main sacrilège a écrit : « Non à la mort du cinéma ». Du cinéma ? Du Cluny ? Autour, les Germanopratin ne semblent guère émus. Pas plus que le Saint-André-des-Arts, le Cluny-Palace n'était, en effet, un cinéma de quartier. Si Galeshka Moravioff a effectivement fait découvrir le *Festin de Babette* ou la *Légende du saint buveur*, il ramenait aussi de Paris-sur-face et des quatre coins de l'île-de-France les cinéphilas amoureux de films arabes (deux festivals), polonais, danois, ou, tout simplement, rosselliniens. Résultat : 126 023 entrées l'an passé, d'après le très officiel palmarès du *Film français*, pour deux salles de trois cent cinquante places chacune. Soit un taux de fréquentation légèrement inférieur à celui du Saint-André-des-Arts, mais qui, de l'avis de la Fédération nationale des cinémas français, « se situe dans la bonne moyenne des salles art et essai ».

Le Cluny-Palace est donc moins la victime de la crise du cinéma — qui aujourd'hui n'est plus ce qu'elle était (2) — que de l'extraordinaire bataille immobilière dont les fonds de commerce de Paris *intra muros* font l'objet depuis un quart de siècle. Le Gaumont-Colisée, sur les Champs-Élysées et, tout récemment, le Studio 43, dernière salle art et essai du neuvième arrondissement,



ment que vient de racheter la société immobilière EUROGIM, ont ainsi fermé leurs portes sans fanfare ni dépôt de bilan. « Le Cluny est l'une des dernières grandes surfaces disponibles du Quartier latin », explique Galeshka Moravioff. Pour les trois salles qu'il possède rue du Faubourg-Saint-Antoine, à quelques mètres de l'Opéra-Bastille, le locataire du Cluny s'est vu proposer vingt ans de bénéfices d'un futur Burger King. « Ni les indépendants ni même les circuits n'ont les moyens de résister à ceux qui veulent créer des galeries commerciales. » On ne demande pas aux cinémas d'être rentables; on leur demande la meilleure rentabilité.

Car le Cluny-Palace, non content d'équilibrer ses comptes, « margait », et margait « bien ». En 1988, sur un chiffre d'affaires de 3 millions de francs, MG Communications réalise un bénéfice net de 800 000 F. Grâce à des charges locatives raisonnables (30 000 F par mois), l'enjeu principal consistait surtout à équilibrer des charges de personnel qui, pour un cinéma, représente toujours un poste assez lourd. Galeshka Moravioff les estime à un quart environ du chiffre d'affaire annuel du Cluny. Pourtant, l'ouverture, comme dans tous les cinémas qui n'appartiennent pas aux circuits Pathé, UGC ou Gaumont, est payée au pourboire (3), et les trois projectionnistes étaient aussi caissiers.

## Une double taxe

Le Cluny a également bénéficié, en 1988, d'une aide de 200 000 F environ. La moitié provenait directement du CNC qui, après avis de la commission compétente, avait classé les deux salles « art et essai », dont l'une « recherche ». Le Cluny percevait également l'aide aux salles d'édition, une subvention accordée de façon plus discrétionnaire par le ministère aux salles « recherche » en « recherche » qui servent à la fois de salles de projection et de salles d'édition. Sur la vente des billets, enfin, la recette nette de MG Communica-

tions était de l'ordre de 45 % de la recette globale. Les salles de cinéma doivent en effet s'acquitter d'une double taxe : la TVA (5,6 %) et la TSA, ou taxe spéciale additionnelle (11 %), que se partagent le Fonds de soutien à l'industrie cinématographique et la Société des auteurs-compositeurs (SACEM). Le solde de la recette va aux distributeurs (après aux producteurs) de tous les films que le Cluny, en sa qualité de cinéma indépendant, a choisis de programmer. En principe, le distributeur peut toucher entre 25 et 50 % des recettes des ventes; mais, de plus en plus, ils fonctionnent avec un système de « minimum garanti », qui, pour des films « à risque », comme ceux que programmaient souvent le Cluny-Palace (*Pervola*, d'Orlov Senkine, le *Record*, de Daniel Heffler), avoisine les 40 %.

Pour attirer sa clientèle, le Cluny avait choisi de pratiquer des prix attractifs : 30 F le plein tarif, et des tarifs réduits à 20 F tous les jours. Et le Cluny, grâce aussi à quelques films à succès (*Le Peuple singe*, de Gérard Vermeire) et à la double étiquette de Galeshka Moravioff, également distributeur des films sans frontières, tournait. Prodige en aides, mais dépourvu de droits de préemption, le ministère de la culture n'a pas pu ou pas su arracher aux spéculations immobilières un cinéma en pleine « résurrection ».

ARIANE CHEMIN

## La clé du « mystère immobilier » de la Muette

Le « terrain de la vieille dame », royaume des chats errants, est devenu une bonne affaire pour la COGEDIM. Une opération qui illustre la course au mètre carré que connaît Paris « intra muros »

TOUTS les habitants du quartier de la Muette vous le diront : depuis des dizaines d'années les seuls « locataires » de ces terrains-là étaient... les chats errants. A l'angle de la rue Franqueville et de la rue Albert-Magnard, à deux pas du très huppé jardin du Ranelagh, au cœur d'un seizième arrondissement aussi secret et luxueux que le veut sa réputation, deux terrains vagues et un hôtel particulier à l'abandon ne pouvaient manquer d'attirer l'attention du promoteur. Et de l'amener à s'interroger sur ce mystère immobilier : comment les promoteurs ne s'étaient-ils pas emparés de ces précieux échantillons d'une espèce en voie de disparition définitive à Paris : des terrains nus à bâtir ?

Plusieurs acquéreurs potentiels se sont pourtant intéressés de près aux « terrains aux chats ». En particulier l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), toute proche voisine. L'OCDE étouffe dans ses locaux de la rue André-Pascal. « Passant devant tous les jours, nous étions tentés », se souvient M. Lucien Dantin, de l'administration générale. Mais l'Organisation, comme les autres, se heurte à une fin de non-recevoir de la propriétaire : M<sup>me</sup> Deutsch de la Meurthe.

La vieille dame éconduit tous les prétendants et se refuse à vendre avec le dernier acharnement. Sans doute parce qu'elle n'est pas financièrement dans le besoin. Peut-être aussi par attachement sentimental : les terrains de la rue Albert-Magnard ont une histoire, celle de sa jeunesse.

Edifié en 1902 par l'architecte Hulot pour la fille d'un comte de Franqueville, l'hôtel de Franqueville a été racheté en 1920 par un jeune et riche couple. Le domaine de la Muette (un ancien parc royal), en pleine construction à cette époque, est vendu peu à peu sous forme de lotissements. Pour « être tranquilles », le couple acquiert, en plus de l'hôtel, deux lots de terrains lui faisant face, à l'angle des rues Franqueville et Albert-Magnard. Héritière d'un des pionniers de l'industrie du pétrole en Europe, la jeune femme n'a alors que vingt-cinq ans. La guerre chassera les Deutsch de la Meurthe de leur résidence. La famille quitte la France pour se réfugier au Maroc. L'hôtel est habité par un officier allemand, dans une rue rebaptisée « rue Richard-Wagner... ». Après la guerre, il ne sera jamais rouvert. Petit à petit, les herbes ont envahi le jardin, et la rouille a rongé les volets perpétuellement clos.

Jusqu'à ce jour où les palissades bleu-jaune-orange de la COGEDIM sont venues entourer les anciens terrains vagues. Depuis, le bruit des pelleteuses a réveillé le jardin endormi et ses occupants fétifs. Après la mort de la propriétaire — droits de succession obligent — ses héritiers ont décidé de vendre. Ils ont cédé la propriété au prix de 25 000 F le mètre carré. Une affaire... pour la COGEDIM. M. Diaz, directeur général adjoint, affirme que le prix payé en 1988 a été « seulement 30 % plus cher » que sa valeur un an plus tôt. Or, si l'on en croit des chiffres produits par la direction générale des impôts, publiés par la revue *Etudes foncières*, le prix du foncier à Paris a été multiplié par trois en deux ans.

## L'afflux d'argent

Du jamais vu. Dans le seizième arrondissement, le prix dominant (établi par les agents des domaines à partir d'extraits d'actes de vente) du mètre carré est passé de 14 300 F en 1986 à 45 000 F en 1988. Avec, dans ce même quartier, une pointe record à 102 000 F le mètre carré !

La rapidité d'intervention du promoteur immobilier explique que

l'on n'ait pas atteint de telles extrêmes : le jeu de la surenchère n'a pas eu lieu à l'hôtel de Franqueville. Un exemple qui va dans le sens de la thèse de Joseph Comby, auteur de l'article d'*Etudes foncières*. Pour lui, ce n'est pas la rareté des terrains à vendre qui explique la grimpée spectaculaire des prix. Au contraire, c'est l'afflux d'argent sur le marché immobilier qui est à l'origine de la flambée des prix. Car, aujourd'hui, on est de plus en plus disposé à payer le prix fort pour vivre — et donc pour construire — à Paris *intra muros*. Suivant cette courbe ascendante, le nombre de terrains proposés dans la capitale a presque doublé depuis 1986 (passant de 132 à 213).

Pour acheter moins cher, une règle d'or s'impose donc, qu'a bien comprise la COGEDIM : agir discrètement et rapidement. En restaurant l'hôtel de Franqueville pour y réaliser sept appartements « de prestige » et en construisant deux résidences de grand luxe sur les terrains en vis-à-vis, le promoteur réussit une belle opération. Et en proposant des appartements (dont les plus vastes auront jusqu'à 200 mètres carrés) pour 70 000 F le mètre carré à l'achat, il s'assure un confortable bénéfice.

JUDITH RUEFF

## Une salle sans relâche

D'habitude, ce sont plutôt les cinémas qui poussent sur les théâtres. D'ailleurs, le Ranelagh a commencé comme ça. Depuis 1932, le salon de musique construit à la fin du siècle dernier sur les ruines du Théâtre de la Poupinelière, témoin consentant et malheureux des pas de danse de Marie-Aimée et des fastes de l'Ancien Régime, est devenu une salle de cinéma classée Art et essai. Dès le fin de la guerre et jusqu'à aujourd'hui, des générations de Parisiens fidèles viennent s'embarquer des *Enfants du paradis*.

En 1977, on s'émouvait de tous ces salons, ces balcons et ces boisées de chêne craquant et sculpté. La salle, de pure facture Renaissance, flamande, donne au Ranelagh le titre de « cinéma protégé ». Les promoteurs sont prévenus et, à l'automne 1986, Madona Bouglione rachète le cinéma pour « une bouchée de pain ».

Déjà, elle sait qu'elle veut en faire un théâtre. Non pas que cette enfant du cirque, fille du grand Alexandre, croie à la mort du septième art; mais le boulevard du cinéma, qui serpente de la République aux Champs-Élysées, ne passe pas par la rue des Vignes. La station de « RER Boulogne-Madona Bouglione » n'existe pas encore et le système n'est pas le Quartier latin. En trois mois, d'octobre à décembre 1988, le Ranelagh perd un peu plus de 60 000 F.

Théâtre privé — c'est le seul du quartier, — le Ranelagh fonctionne comme une entreprise : taxes d'apprentissage, taxes sur les sociétés... Certes le Ranelagh a touché, l'an passé, quelque 780 000 F de subventions diverses : 100 000 F d'aide aux jeunes compagnies, du ministère de la culture et, au titre de subvention, d'équipement, 400 000 F du même ministère, plus 280 000 F de la mairie de Paris (en contrepartie, les subventions cinéma assistent inférieures à 30 000 F par an).

Mais M<sup>me</sup> Bouglione a fait pour 1 million de francs de travaux et, pour équilibrer ses comptes « Avec-vous déjà vu un théâtre qui paie de l'argent ? », elle doit aussi rentabiliser ses locaux qui abritent déjà une école de danse et qu'elle loue pour quelques « occasions culturelles » privées. Le foyer, la galerie d'exposition et les dépendances permettent en effet de monter des spectacles audiovisuels, des conférences, ou encore de tourner des films en décors naturels. Enfin, grâce à une programmation audacieuse, haut de gamme et éclectique, Madona Bouglione peut se permettre des « premiers prix » qui, selon les spectacles, varient de 120 F à 270 F.

Le Ranelagh s'est déjà bâti une belle réputation. Les spectateurs sont estimés cette année à près de cinquante mille et le chiffre d'affaires du théâtre devrait faire un bond de 45 %. C'est un peu un miracle : un théâtre qui revit de ses cendres... sans faire mourir un cinéma.

A.C.

## La théorie des variations, clef du management

Séminaire animé par Jean-Marie Gogue

Des méthodes pour optimiser les études, réduire le prix de revient, réduire les délais, améliorer la qualité, améliorer la communication.

7 et 8 décembre 1989 - Hôtel Nikko de Paris

Prix TTC : 4 744 F. - Inscription à MAST SA

BP 613, 78006 Versailles cedex. - Tél. : 39-50-99-87.

## LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE



(Publicité)

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DE POLICE DIRECTION DE LA PRÉVENTION ET DE LA PROTECTION CIVILE Sous-direction de la Prévention

5<sup>e</sup> bureau  
Installations classées pour la protection de l'environnement

## AVIS AU PUBLIC

Par arrêté préfectoral du 18 octobre 1989, la société Compagnie nationale Air-France, dont le siège social est à Paris (15<sup>e</sup>), 1, square Max-Hymans, a été autorisée à exploiter, à la même adresse, une installation de réfrigération qui relève de la nomenclature des installations classées sous la rubrique 361 B 1<sup>a</sup> (A).

Cette installation, de deux groupes de 400 kW fonctionnant au fréon 22, destinée à la climatisation des bureaux du siège social de cette société, est située au 3<sup>e</sup> sous-sol d'un immeuble de grande hauteur (IGH), dans un local indépendant mais communiquant avec le parc de stationnement de l'ensemble Maine-Montparnasse, en remplacement des 2 groupes à absorption précédemment implantés au même endroit.

L'enquête publique réglementaire s'est déroulée du 20 février au 21 mars 1989 à la Mairie du 15<sup>e</sup> arrondissement, 31, rue Péclet.

L'arrêté définit notamment les mesures jugées nécessaires pour assurer la prévention des inconvénients ou dangers que les installations seraient susceptibles d'occasionner.

Des dispositions ont été prises en matière de bruit et de pollution des eaux.

La sécurité contre les risques d'incendie a fait l'objet de conditions spécifiques.

Des mesures particulières ont été prévues en matière d'isolement et de ventilation.

Le texte intégral de l'arrêté autorisant et réglementant l'exploitation de cette installation peut être consulté à la Préfecture de Police, 12/14, quai de Gesvres à Paris (4<sup>e</sup>), direction de la prévention et de la protection civile, sous-direction de la prévention, 5<sup>e</sup> bureau.

Le Directeur de la Prévention  
et de la Protection Civile  
Marcel BURLOT

## PANORAMA OF EC INDUSTRY 1989

Plus de 125 secteurs des industries manufacturières et des services sous l'objectif

Avec l'achèvement du marché intérieur en 1992, le besoin d'information fraîche devient vital.

Cet important ouvrage présente, pour la première fois, une image complète et récente des industries manufacturières et des services de la Communauté européenne.

Il comprend :

- une description de plus de 125 secteurs des industries manufacturières et des services : situation et perspectives, emploi, commerce, parts de marché ;
- les données de 1980 à 1987, pour de nombreux secteurs, des estimations pour 1988 et au-delà ;
- une comparaison entre les données de la Communauté et celles des États-Unis et du Japon.

Une nouvelle édition paraîtra chaque année. L'édition 1989 est seulement disponible en anglais.

Remplissez le formulaire ci-dessous, et commandez votre exemplaire maintenant !

### BON DE COMMANDE

A envoyer à : Office des publications officielles  
des Communautés européennes  
Div. MO  
2, rue Mercier  
L-2985 Luxembourg

Veillez m'envoyer ..... exemplaire(s) de la publication

### PANORAMA OF EC INDUSTRY 1989

N° de catalogue : CO-55-89-794-EN-C ISBN 82-825-9855-1  
710 pages Prix ECU 21

☐ Veuillez marquer mon ordre permanent dans les mêmes quantités pour les prochaines éditions, qui seront publiées en français

Nom .....

Adresse .....

Date ..... Signature .....

## AFFAIRES

### Les entreprises françaises au pays de l'apartheid

Suite de la page 41

Si elle commercialise des médicaments aussi bien que des insecticides ou de la chimie fine, l'une des raisons majeures de son implantation en Afrique du Sud tient au fait qu'elle pouvait y mettre en place des formes expérimentales.

Dans le domaine de l'aviation militaire ou civile, les Sud-Africains ont, en revanche, encore beaucoup à apprendre. Dessant, implanté officiellement depuis 1981, s'emploie, par son assistance technique, à combler ces lacunes. Le représentant de Breguet Aviation s'est aménagé un bureau dans les locaux du ministère des transports à Pretoria. Il est chargé de la vente de jets Falcon-50.

Les choses sont moins officielles en ce qui concerne l'aviation militaire. Une chose est sûre, cependant : une dizaine d'« ex » ingénieurs de Dassault ont travaillé en collaboration avec des ingénieurs israéliens sur le Chechak, un Mirage-III amélioré.

La réputation française est au moins aussi prestigieuse dans le domaine de l'ingénierie nucléaire. Framatome, Cogefar (ex-CGEB-Alstom) et Spie-Batignolles ont été les maîtres d'œuvre dans la construction des deux réacteurs de 900 mégawatts de la centrale de Koeberg, près du Cap. Au moment où Pretoria recherche un construc-

teur pour sa seconde centrale nucléaire, Framatome vient de créer, avec l'allemand Siemens, un consortium international, NPI (Nuclear Power International), bien placé pour remporter le contrat.

Mais ce sont, pour l'heure, des ingénieurs sud-africains de la centrale de Koeberg que débanchent Intels South Africa, filiale de la société française Intels, elle-même filiale à 49 % d'Aten, laquelle, enfin, est contrôlée par Cogefar.

#### Toucher le grand public... blanc

Alstom ne possède pas moins de trois filiales industrielles en Afrique du Sud. Stein Industries, Delas Weir et Alstom South Africa Ltd. La première est spécialisée dans le bruyage de matériaux, la seconde fabrique des condensateurs, et la troisième, des centrales thermiques. Alstom est également bien impliqué dans le projet de construction d'un chemin de fer léger à Port-Elizabeth, sur la côte sud. Mais la firme a déjà en ligne de mire les futurs moteurs de Durban, de Johannesburg et du Cap.

Un superbe manoir anglais, un gazon plus vert que les autres, des châteaux, blancs et bleus à souhait, assis autour d'une table et sur des sièges de jardin Allibert : puis-

que, pour les Sud-Africains comme pour le reste du monde, la France, c'est d'abord le luxe et le bon goût, le spécialiste grenoblois des plastiques, qui produit sur place grâce à sa filiale Sapa, a choisi pour ses publicités un positionnement résolument haut de gamme. Et il a, apparemment, trouvé un marché.

Le minitel aussi : Alcatel, qui équipe depuis plus d'une décennie les postes sud-africains, prépare, avec le ministère des télécommunications, l'arrivée de l'antenne électronique et des petites lucarnes françaises. La filiale industrielle d'Alcatel, Pulmon Telecom, est installée depuis 1980 à Boksburg où règne encore le « petit apartheid » (téléphones et bancs publics réservés aux Blancs, transports séparés, etc.). Mais on assure que, à l'instar de l'entreprise, la ségrégation n'a jamais été en vigueur.

Aux guichets du Crédit lyonnais ou du Crédit commercial de France, à Paris, les employés semblent ignorer que leur société est présente en Afrique du Sud. Pourtant, la plupart des grandes banques françaises ont une représentation à Johannesburg. Deux d'entre elles font même davantage, qui y gèrent, directement ou indirectement, des guichets : Indosuez contrôlé à 51 % par le French Bank of South Africa Ltd, tandis que la Société générale, par le jeu de diverses participations, détient 49 % de l'International Bank of Johannesburg.

D'autres groupes, aux noms tout aussi familiers, se sont implantés dans les métropoles sud-africaines sans faire particulièrement parler d'eux : les Chargeurs Delmas, par leurs filiales Joint Container Line

et TTA DMC (Dollfus Mieg et Cie), par le biais de S.A. Threads and Cottons, Lafarge-Fonds International, sous le nom de Fondarge, Legrand, sous celui de Kimbe Electric, Michelin, Pechiney, par sa filiale Lutece Services, Plastic Omnium, avec Fransaf et O.P. Plastics, S.A. French pour Potain, J.I. Case pour Poclain, Rhône-Poulenc, avec Mynbaker, Sagatrans et SCAC, sous les appellations respectives de Micor Shipping et de Walon Ltd.

Certaines sociétés, en revanche, se sont plutôt forgées une mauvaise réputation. Ainsi le Carbone South Africa, filiale de la société française le Carbone Lorrain (groupe Pechiney), spécialisée dans l'électricité et le génie chimique, aurait-elle licencié plus de deux cents personnes l'année dernière dans des conditions peu avouables.

#### Deux poids, deux mesures

La Laiterie de Roubaix, quant à elle, est accusée d'avoir fait le jeu du gouvernement sud-africain en allant s'installer en 1984, sous le nom de Saprotec Ltd, à Fort-Jackson, au Ciskei, où elle a bénéficié de conditions particulièrement favorables. D'autant que les syndicats sont interdits dans le banoustan.

Dans la communauté française, on n'a pas encore digéré le revers subi par les entreprises hexagonales dans l'affaire de Mossel-Bay. Plusieurs d'entre elles se trouvaient en effet en position de remporter des contrats dans le cadre d'un grand projet de transformation de gaz naturel en carburant, au large de Mossel-Bay, entre Port-Elizabeth et Le Cap. Or le refus de garantie de la COFACE - l'Afrique du Sud étant sous le coup d'un moratoire depuis 1985, cette garantie est obligatoire - a fait tout échouer. En très haut lieu, à Paris, on n'a pas caché qu'il n'aurait pas été souhaitable que des entreprises françaises aident l'Afrique du Sud à contourner l'embargo pétrolier dont elle est la cible.

« Seulement, souligne l'un des intéressés, on a appliqué deux poids, deux mesures. Une société sud-africaine à intérêts français, Sopolog, spécialisée dans les forages en haute mer, a, elle, obtenu en 1986 et en 1988, deux sous deux gouvernements différents, des garanties de 400 et de 130 millions de francs pour financer des recherches de gaz ». Le président de Sopolog, M. Castelmann, un Français qui habite l'Afrique du Sud depuis plus de vingt ans, dément l'information en précisant : « Ma société étant sud-africaine n'était pas éligible pour une garantie COFACE ».

#### Une attitude ambiguë

« L'attitude des autorités françaises vis-à-vis des investisseurs a toujours été ambiguë », dénonce l'administrateur d'une grande société. D'une main, on interdit ; de l'autre, on encourage. Ainsi Marc Greissamer, un homme d'affaires établi en Afrique du Sud depuis une décennie et conseiller du commerce extérieur de la France, peut-il conclure ses très officielles conférences, devant des chefs d'entreprise français, par cette exhortation : « Restez fermes et ne vous laissez pas influencer politiquement. Ne cédez pas au charme des sélections qui vont à l'encontre de vos intérêts. »

Marc Greissamer estime que plus de trois cents entreprises françaises nouvelles ont prospecté l'Afrique du Sud en 1988, « conscientes que ce pays représente pour elles le meilleur risque du continent ».

« La France pratique la politique de l'autruche, soupire un haut fonctionnaire français. Ce faisant, elle encourage les négriers. » Les Allemands mènent une tout autre politique, insiste un autre : leurs entreprises investissent au grand jour, mais, en contrepartie, elles se créent des obligations qui font effectivement progresser les conditions de travail dans les branches où elles sont présentes. « Il est vrai que la législation sociale appliquée dans les filiales de Volkswagen, de BMW et de Mercedes-Benz n'a pas grand-chose en commun avec les règles en vigueur en Afrique du Sud : le droit de mettre en place des piquets de grève y est reconnu, les membres des syndicats entrepreneurs en vertu des lois sur l'état d'urgence continuent de recevoir leur plein salaire, et l'on a recouru à des arbitres privés plutôt qu'aux tribunaux locaux pour résoudre, avec plus de justice, les conflits du travail ».

Un dirigeant français, qui ne remettra pas en cause ses activités en Afrique du Sud, mais qui s'est senti découragé après l'affaire de Mossel-Bay, résume le sentiment de ses collègues : « Qu'on perde des contrats pour des raisons politiques, passe encore. Mais, au moins, qu'on en tire tout le bénéfice médiatique ! »

EMMANUELLE PRADIEL

## Le dernier des eldorados

Pour eux, l'Afrique du Sud est encore une terre de pionniers, le dernier des eldorados. « En France, j'étais simple manoeuvre, ici, je suis chef d'entreprise », expliquent-ils tous avec fierté. Les Français qui ont choisi l'Afrique blanche pour seconde patrie n'ont apparemment ni complexe ni état d'âme.

Georges Torres a quarante-huit ans, un accent marseillais, une grosse moustache et un sourire ravageur. Cet ancien des Papeteries de Gascogne, diplômé du CNAM, a débarqué au Cap à quarante ans, pour y refaire sa vie. Les débuts ont été difficiles. Aujourd'hui, il lance une chaîne de restaurants franchisés qui serviront des mets surgelés au bon goût français : petit salé aux lentilles, cassoulet, rognons, navarin d'agneau... Des plats baptisés « Sans souci » qu'il produit en association avec une entreprise locale. « Tous les chefs français qui ont voulu s'installer, dit-il, sont repartis au bout de quelques mois, démoralisés : les goûts étaient trop différents. Pourtant, il suffit d'adapter un peu nos recettes ».

Georges Torres n'en est pas à sa première affaire : l'an passé, il a déposé le brevet de fabrication d'un four à pizza, a créé une petite entreprise pour l'exploiter et l'a cédée deux mois plus tard, avec un demi-million de rands de chiffre d'affaires. « Ici, un chef d'entreprise peut rester deux ou trois ans sans payer de taxes. Pour s'installer, il n'a pas besoin d'une licence, qui lui coûterait entre 16 et 200 rands. Et personne ne lui demandera de présenter ses diplômes », Georges

Torres insiste sur la « générosité de l'Afrique du Sud » pour qui « une âme d'ouvrier » : « Le taux de charges sociales patronales ne dépasse pas 3 % ». Quant au salaire d'un employé noir, il est, dans la restauration, fréquemment inférieur à 200 rands par mois... Et tant pis, à ce prix, 80 % de la population vit dans la misère. « Les Français qui habitent ce pays depuis quelques années comprennent mieux le système. Non qu'ils admettent l'apartheid, mais ils savent qu'il faut aller doucement, qu'il disparaîtra de lui-même. Il ne faut pas venir en Afrique du Sud avec des problèmes de conscience. »

#### Des créneaux à prendre

Laurent Defarges était technicien des métaux. Il était arrivé avec Framatome en 1980 pour la construction de la centrale de Koeberg, près du Cap. Il n'est jamais reparti. Son créneau : les presses à vin. Une presse coûtait, à l'importation, 240 000 rands. Il en a déposé une, a étudié sa fabrication, et les produits désormais pour 50 000 rands pièce. Sa société, Vinequip, installée à Paarl (30 km du Cap), a un chiffre d'affaires de 3,5 millions de rands et emploie 55 personnes. « En Europe j'étais un pion dans le système, ici, je suis le leader d'une activité. » Comme Georges Torres, Laurent Defarges est résident sud-africain : le capital de sa société est donc entièrement sud-africain. Autant dire que les pressions des autorités françaises ne le concernent guère.

« Au Casse-Croûte », chez Antoine, les membres de la petite communauté française du Cap (800 personnes) ne retrouvent autour d'une bouteille de gamay, regrettant les « im-pairs » du gouvernement français ou le départ de la Renault Five, « qui allait faire un tabac ». Le couple Rameau élève des lapins et vient d'obtenir un prêt du Small Business Development pour s'agrandir. « On ne comprend pas que les services commerciaux français ne veulent pas les aider », s'étonne l'un. Dominique Marchand produit du miel. Il n'était pas apiculteur, mais il a tout appris. Aujourd'hui, son activité doit sortir du stade artisanal et il négocie avec la grande chaîne de distribution Pick and Pay.

Un petit plombier va se mettre lui aussi à son compte après avoir fait des économies : « L'Afrique du Sud manque de bons techniciens. Il y a une foule de créneaux à prendre. Si, en plus, vous êtes français et que vous avez un sourire sympa, vous êtes sûr de réussir. » D'autres ont envie de s'installer au Ciskei, le homeland « indépendant » le plus proche du Cap. Son pseudo-gouvernement applique les entrepreneurs potentiels en leur fournissant l'électricité gratuite, en ne percevant aucune taxe sur les salaires et en offrant une indemnité pouvant aller jusqu'à 200 rands par salarié renvoyant ainsi de facto les salaires payés aux Noirs. « Là-bas, rêve Georges Torres, vous pourriez fabriquer la fois plus le moins cher du monde. »

E. P.

## TABLES D'AFFAIRES

### DÉJEUNERS RIVE DROITE

COPENHAGUE 43-59-20-41 De midi à 22 h 30. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. CANARD salé, 142, av. Champagne-Elysées, 9 F. dim. SAUMON, mariné à l'aneth. MIGNONS DE RENNE au vinaigre de pin.

### RIVE GAUCHE

AU MOULIN VERT 45-59-31-11 Dans un cadre champêtre, venez déguster foie gras de canard, saumon mariné, 34 bis, rue des Plantes, 14<sup>e</sup> T.L.J. poisson du jour ou viande, desserts. Menu 155 F VSC. Salon 40 pers.

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le menu 155 F. Poissons, fruits de mer et crudités toute l'année. Parking Lagrange.

LA PETITE CHAISE 42-22-13-35 Fine cuisine dans un cadre d'époque. Menu-carte 135 F, vin et s.s. Vente choix de spécialités. Service jusqu'à 23 h. Rapport qualité-prix excellent.

سكن من الاحل

## MARCHÉS FINANCIERS

Allianz prend 10 % de la Mixte

## Paribas réaffirme sa volonté de vaincre

M. Michel François-Poncet, PDG de Paribas, a longuement commenté, au cours d'une conférence de presse, le mercredi 8 novembre, l'extension de l'offre de Paribas à l'ensemble des titres de la Mixte et les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour la financer. Par ailleurs, ayant racheté à la Suisse de Réassurance 3,8 % des actions de la Mixte, l'assureur allemand Allianz a porté sa participation à 10 % dans le capital de cette dernière.

Paribas a, semble-t-il, décidé de jeter toutes ses forces dans la bataille. Au lendemain de la décision du conseil d'administration de la compagnie financière d'étendre son offre publique d'achat à la totalité des titres de la Compagnie de navigation mixte, un congrès extraordinaire a été convoqué pour diversifier dans l'assurance, l'industrie et les services. M. François-Poncet est monté personnellement au front. Au cours d'une conférence de presse, il a lancé aux « amis » de la Mixte une sorte d'avertissement : si les actionnaires actuels « souhaitent obtenir une majorité de contrôle », ils doivent se déclarer et lancer une contre-OPA, a-t-il affirmé. Le grignotage lent et étiolé de Framatome, du Crédit lyonnais, d'Allianz, peut apparaître comme une « action de concert » non déclarée, ce que les textes en vigueur interdisent formellement. Paribas fait quotidiennement pression sur la COB pour l'amener à intervenir en ce sens.

## Une opération coûteuse

Une offre à 100 % sur le capital de la Mixte (l'offre précédente ne portait que sur les deux tiers du capital) permettra, en tout cas, à Paribas de ramasser des titres sur le marché, à condition de ne pas dépasser les 1 850 F offerts pour chaque titre. Paribas se dote ainsi d'un nouveau moyen de concurrencer vigoureusement son adversaire.

M. François-Poncet a également expliqué que sa volonté de racheter 100 % du capital de la Mixte pouvait être considérée comme « un substantiel relèvement de prix », qui donne aux actionnaires de la Mixte l'occasion de valoriser leurs actifs, « un prix inenvisageable il y a peu de temps ». Les investisseurs

vont-ils se précipiter sur l'OPA ? La question est, pour l'instant, sans réponse.

La nouvelle OPA renchérit cependant le coût de l'opération Paribas. Compte tenu des obligations convertibles en actions qui se présentent petit à petit sur le marché (près de 20 000 titres, sur plus de 1 million, sont déjà arrivés sur le marché) et des options, l'OPA coûtera environ 25,6 milliards de francs. Soit un chiffre qui correspond aux estimations de M. Marc Fournier, président de la Mixte. Paribas affirme qu'il n'y aura aucun problème pour le financer. Etant donné l'endettement nul du groupe, les 4 milliards de cash-flow et ses 3,3 milliards d'obligations convertibles, le coût final ne sera, au pire, que de 4 à 5 milliards. L'assèchement de la trésorerie de Paribas sera, en cas de victoire, largement compensé par la trésorerie de la Mixte (11 milliards de francs). La cession éventuelle de l'assureur allemand Allianz des 50 % qu'il ne possède pas encore dans les assurances Via-Rhin et Moselle dégageera également un cash important. De plus, Paribas espère que les actionnaires de la Mixte choisiront aussi l'offre publique d'échange qui accompagne l'OPA. Paribas procédera alors à une augmentation de capital qui lui permettra de pallier son insuffisance de fonds propres.

M. François-Poncet a expliqué que, après la victoire, Paribas ne tolérerait aucun nœud dur de minoritaires. En ce cas, la Mixte pourrait très bien subsister au sein du groupe comme sous-bolding, au même titre que d'autres. Mais, si tous les minoritaires choisissent de sortir, Paribas n'hésiterait pas à demander la radiation de la cote du titre Mixte.

On attend maintenant la réaction de M. Marc Fournier. Le conseil d'administration de la Mixte devait être réuni incessamment pour étudier la nouvelle proposition de Paribas.

La balle est maintenant dans le camp de M. Marc Fournier. Le conseil d'administration de la Mixte se réunira vendredi 10 novembre. Il comprendra un administrateur de moins : la Suisse de Réassurance, qui a vendu sa participation de 3,8 % à l'assureur allemand Allianz. Ce dernier devient le second actionnaire de la Mixte, derrière Paribas.

YVES MAMOU

Victoire prend le contrôle de la cinquième compagnie d'assurances des Pays-Bas. — Les assurances Victoire (groupe Suez) ont pris le contrôle majoritaire de Nieuw Rotterdam, la cinquième compagnie d'assurances des Pays-Bas. Largement diversifiée dans les risques matériels (1,7 milliard de francs de primes), l'assurance-vie (150 millions de francs de primes) et le courtage (100 millions de francs environ de chiffre d'affaires), Nieuw Rotterdam est en pleine croissance. Parmi ses actionnaires, on compte Nedlloyd, un transporteur, Philips et le Crédit lyonnais Bank Nederland. Le prix de l'opération n'a pas été communiqué.

Les anciens propriétaires d'American Can prennent le contrôle de Moutleigh (immobilier). — Après l'industriel alimentaire, l'immobilier : M.M. Nelson Peltz et Peter May, les deux hommes d'affaires américains qui avaient vendu, en décembre 1988, à Pechiney la firme American National Can pour 1,26 milliard de dollars, se reconvertisent dans l'immobilier londonien. Ils ont racheté pour 70,4 millions de livres (690 millions de francs) les 22,5 % d'actions de Moutleigh détenues par l'actuel président de cette société d'investissements immobiliers, devenant du même coup président et directeur général.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Colas et Cochery Bourdin Chaussé se sont rapprochés pour acquérir ensemble les carrières actuellement détenues par la famille Roy.

Avec une production annuelle de 5 millions de tonnes et plus de quarante ans de réserve de roches éruptives utilisées pour le revêtement des routes et les ballasts de voies ferrées, Roy est en France le deuxième producteur de matériaux de cette qualité.

Sauf élément particulier, les négociations permettent d'espérer un aboutissement dans les prochains semaines.

Cochery Bourdin Chaussé et Colas, déjà présents dans la production de matériaux, renforcent ainsi leur place dans ce secteur situé en amont de leur activité traditionnelle.

## CHARGEURS S.A.

Causse-Walon s'implante en Grande-Bretagne.

Causse-Walon a racheté le 2 novembre dernier au groupe canadien Scotts Hospitality sa participation de 100 % dans le capital de la société de transports de voitures Abbey Hill Vehicle Services.

Abbey Hill détient environ 12 % du marché britannique du transport et de préparation des véhicules, ce qui fait la cinquième société de Grande-Bretagne sur ce marché. Elle représente en 1989 220 millions de francs de chiffre d'affaires, 410 salariés et 125 camions. Elle compte parmi ses

principaux clients BMW, GM, Avia, Hyundai, Subaru, Isuzu, Mitsubishi.

Avec cette acquisition, qui vient après celles réalisées depuis juin 1988 de Braak en et de Woert aux Pays-Bas, RAT NV en Belgique, Hohmeyer en RFA et une prise de participation au Portugal, Causse-Walon complète son réseau européen. Elle est désormais implantée dans tous les pays de la Communauté à l'exception du Danemark et de la Grèce et dispose, de ce fait, des moyens nécessaires à la préparation du marché unique européen, en 1993.

Causse-Walon est une filiale à 100 % de Chargeurs S.A.

NEW-YORK, 8 novembre

## La hausse s'accélère

Après vingt-quatre heures d'attente, le mouvement de hausse s'est sensiblement accéléré mercredi à Wall Street. L'indice des Industriels a touché son plus haut, de la journée. Sur des ventes de dernière minute, il s'inscrit en clôture à 2 623,36 (+ 26,23 points), après avoir atteint la cote 2 644,25. Le bilan général a été encore plus éloquent. Sur 1 954 valeurs traitées, 1 074 ont monté, 407 seulement ont baissé et 473 n'ont pas varié. Tant attendue, la publication de l'indice des prix à la production pour le mois d'octobre.

L'activité est restée modérée avec 170,15 millions de titres échangés contre 163 millions la veille.

VALEURS	Cours de 7 nov.	Cours de 8 nov.
Alcoa	48 3/8	49 1/8
AT&T	43 1/2	44 1/8
Bear	83 5/8	84 3/4
Boeing	83 1/8	84 1/4
Chemical Bank	114 1/8	114 7/8
Eastman Kodak	42 3/8	42 5/8
Exxon	46 7/8	46 3/4
General Electric	53 1/2	54 1/2
General Motors	43 7/8	44 3/4
IBM	117 1/2	117 1/2
IBM	97 1/4	98 3/4
ITT	57 7/8	58 5/8
Westinghouse	56 5/8	57 1/8
Steel	68	69 3/4
Schering	41 3/8	41 1/4
Union Carbide	178 3/4	184 1/4
Union Carbide	23 7/8	24
U.S.A.	64 5/8	65 1/8
Veracorp	86 5/8	86 3/4

LONDRES, 8 novembre

## Forte hausse

Les cours des valeurs ont sensiblement baissé mercredi, après une forte hausse. L'indice Footsie a gagné 25,6 points, à 2 203,8 points. Le volume des transactions a atteint les 487,7 millions de titres. La plupart des compartiments se sont améliorés, notamment les bancaires, les assurances, les électroniques, les immobilières, les textiles, les chimiques et les assurances. BAT a été racheté après l'annonce selon laquelle le consortium Hovlyke Investments était toujours décidé à relancer la firme. Le cours de la construction, comme Rodland, se sont nettement appréciés dans l'espoir de commandes en Allemagne de l'Est pour abriter les réfugiés d'Allemagne.

Les fonds d'Etat et les mines d'or se sont appréciés.

VALEURS	Cours de 8 nov.	Cours de 9 nov.
Alfred	776	772
Bridgwater	1 940	1 970
British	1 610	1 720
Fuj Bank	3 180	3 200
Honda Motor	1 840	1 820
Mitsubishi	2 220	2 200
Aluminium Heavy	1 110	1 130
Shy Corp.	8 240	8 220
Toyota Motor	2 640	2 640

## FAITS ET RÉSULTATS

Nabisco vend ses intérêts dans la pépinière Iberica. — L'américain RJR Nabisco (tabacs et produits alimentaires) annonce la vente de ses activités alimentaires en Espagne et au Portugal à la société espagnole Tabacalera, pour un montant total de 77,5 millions de dollars (488 millions de francs). L'accord prévoit également que Tabacalera (tabacs et alimentation), société détenue à 50,5 % par l'Etat espagnol, va racheter Nabisco Portugal Comercio e Industria LTDA, filiale portugaise de RJR Nabisco à 100 %. Depuis son rachat par la firme d'investissements Kohlberg Kravis Roberts (KKR) au début de cette année, RJR Nabisco a vendu pour environ 5,4 milliards de dollars d'actifs. Ce groupe avait indiqué qu'il comptait céder des actifs pour un montant total de 5,5 milliards afin de réduire son énorme endettement lié à sa acquisition par KKR pour la somme record de 24,5 milliards de dollars.

Les petits porteurs de Sackler ont voté. — La Cour d'appel de Metz a débattu, mercredi 8 novembre, cinq cinquièmes petits porteurs de Sackler, qui avaient intenté une action contre l'insulation de leurs droits à la suite de la reconstruction du capital de la firme sidérurgique en 1986. A l'époque, les titres de cinq mille actionnaires privés, détenteurs de 20 % des titres, avaient brutalement été annulés dans le cadre de la réorganisation par l'Etat du capital de Sackler. La Cour a ainsi confirmé un jugement du tribunal de grande instance de Thionville. Selon l'avocat nancéen M. Michel, « la Cour a implé-

PARIS, 8 novembre

## Légère reprise

Suivant l'exemple des places japonaise et américaine, la Bourse de Paris a amorcé une légère reprise, mercredi, des premiers échanges. L'indice CAC 40 s'appréciait de 0,1 %, et l'Indicateur Intégré de 0,48 % en début d'après-midi. Il progressait jusqu'à + 0,77 %. Ce renversement de tendance intervenait après trois séances consécutives de baisse, les deux dernières lundi et mardi ayant été importantes avec des écarts successifs de 1,41 % et 0,87 %. A l'origine de cette légère amélioration, l'espoir venu des Etats-Unis d'une détente sur les taux d'intérêt. Sans être véritablement rassurés, les investisseurs ont apprécié ce renversement. Sur le marché à rendement mensuel, alors que la veille on déclinait dix baisses pour une hausse, on notait mercredi près de trois valeurs en progression pour une repli (133 contre 56) alors que sept titres demeuraient inchangés. Parmi les valeurs meilleures performances de la journée figuraient la SCOA, Métaleurop, Imetel, CMB Packaging et Duménil Labé. Du côté des reculs les plus significatifs, on observait ceux de CSEB, CSSE et Hutchinson, du plus les de l'armée, et d'UFB Localnet, Colas et Cédifem.

Les cotations de la Navigation mixte étaient suspendues après l'annonce par Paribas d'une modification des modalités de son OPA. Celle-ci s'étend à présent sur l'ensemble des titres de la Mixte, y compris M. Fournier. Le cours de Paribas baissait peu à l'annonce de cette modification de l'opération. On apprendait par ailleurs que le Suez Unifrance du Crédit agricole avait ramené à 4,98 % sa participation dans la Navigation mixte. Le Banque Paribas possédait jusqu'alors près de 10 % du capital et était souvent présentée comme un allié de M. Fournier. Ces 4,98 % seraient-ils cédés à d'autres amis de la Mixte ?

A l'image des actions, le marché obligataire représentait un peu de moral, espérant une détente des loyers de l'argent. Les contrats du MATIF étaient tous en hausse.

TOKYO, 9 nov.

## Encore soutenu

Des ventes bénéficiaires se sont produites, jeudi à Tokyo, en liaison avec la forte hausse des cours survenue la veille. Elles ont toutefois été bien absorbées, et le marché a conservé le rythme de progression encore très légèrement. A la clôture, l'indice Nikkei enregistrait une modeste avance de 61,83 points (+ 0,17 %) à 35 657,42.

L'intérêt s'est concentré sur les valeurs à forte capitalisation, notamment les sidérurgiques et la construction navale, ainsi que sur l'immobilier. D'une façon générale, les investisseurs ont été encouragés à prendre des positions par la bonne tenue de Wall Street et la perspective d'une baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

L'activité a porté sur l'échange de 800 millions de titres.

VALEURS	Cours de 8 nov.	Cours de 9 nov.
Alfred	776	772
Bridgwater	1 940	1 970
British	1 610	1 720
Fuj Bank	3 180	3 200
Honda Motor	1 840	1 820
Mitsubishi	2 220	2 200
Aluminium Heavy	1 110	1 130
Shy Corp.	8 240	8 220
Toyota Motor	2 640	2 640

## PARIS:

## Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Assurances	260	260	Matras Communication	104 50	105
AT&T	43 1/2	44 1/8	Montparnasse	171	171
Bear	83 5/8	84 3/4	Motronic	10	10
Boeing	83 1/8	84 1/4	Motronic	214	213
Chemical Bank	114 1/8	114 7/8	Nord-Lorraine	1219	1219
Eastman Kodak	42 3/8	42 5/8	Orcl. Gest. Fin.	405	405
Exxon	46 7/8	46 3/4	Paribas	250	250
General Electric	53 1/2	54 1/2	P.E.A. S.A.	541	541
General Motors	43 7/8	44 3/4	Publicis	712	712
IBM	117 1/2	117 1/2	Publicis	802	802
IBM	97 1/4	98 3/4	Publicis	712	712
ITT	57 7/8	58 5/8	Publicis	802	802
Westinghouse	56 5/8	57 1/8	Publicis	712	712
Steel	68	69 3/4	Publicis	802	802
Schering	41 3/8	41 1/4	Publicis	712	712
Union Carbide	178 3/4	184 1/4	Publicis	802	802
Union Carbide	23 7/8	24	Publicis	712	712
U.S.A.	64 5/8	65 1/8	Publicis	802	802
Veracorp	86 5/8	86 3/4	Publicis	712	712

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPÉZ  
LEMONDE

## Marché des options négociables le 8 novembre 1989

Nombre de contrats : 12 381.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Déc. 89	Mars 90	Déc. 89	Mars 90
Bovagys	600	-	-	17	-
Permal-Ricard	1 600	14,90	-	-	-
Accor	800	38	55	41	-
CGE	440	28	-	14	-
EF-Aquitaine	400	23	-	10	-
Européenne SA-PLC	50	9,30	13,50	2,70	-
Lafarge-Corpe	1 400	62	125	47	-
Michelin	171	3,00	10	14,50	-
Midi	1 500	10	45	-	-
Paribas	520	95,01	-	8	16
Pengot	925	12,50	35	122	125
Saint-Gobain	600	24	-	25	-
Société générale	520	6,50	-	-	-
Thomson-CSF	200	4,00	11,50	26	-
Suez	1 900	125	-	115	-
Suez Financière	400	10	22	-	30

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage de 8 novembre 1989

Nombre de contrats : 105 835.

COURS	ECHÉANCES		
	Déc. 89	Mars 90	Jun 90
Dernier	105,56	105,58	105,76
Précédent	104,72	104,80	105,04

Options sur notionnel

Options d'achat

Options de vente

PRIX D'EXERCICE

Déc. 89

Mars 90

Déc. 89

Mars 90

106

0,25

8,90

8,67

8,90

## INDICES

## CHANGES

Dollar : 6,2480 F

Les marchés des changes

étaient en hausse

L'indice général CAC

506,4

L'indice CAC 40

1 779,5

L'indice CAC 100

401,26

L'indice CAC 50

401,26

L'indice CAC 20

401,26

L'indice CAC 10

401,26

L'indice CAC 5

401,26

L'indice CAC 2

401,26

L'indice CAC 1

401,26

L'indice CAC 0,5

401,26

L'indice CAC 0,2

401,26

L'indice CAC 0,1

401,26

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)

7 nov. 8 nov.

Valeurs françaises

Valeurs étrangères

(SBR, base 100: 31-12-81)

Indice général CAC

506,4

(SBR, base 1000: 31-12-87)

Indice CAC 40

1 779,5

(OMF, base 100: 31-12-81)

Indice OMF 50

401,26

Indice OMF 20

401,26

Indice OMF 10

401,26

Indice OMF 5

401,26

Indice OMF 2

401,26

Indice OMF 1

401,26

Indice OMF 0,5

401,26

Indice OMF 0,2

401,26

Indice OMF 0,1

401,26

Indice OMF 0,05

401,26

Indice OMF 0,02

401,26

Indice OMF 0,01

401,26

Indice OMF 0,005

401,26

Indice OMF 0,002

401



## BOURSE DU 8 NOVEMBRE

Règlement mensuel										Règlement mensuel													
Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
3700	C.M.E. 3% *	2790	2790	2790	+ 0.35	Compagnies	VALEURS	Cours précédent <td>Précédent cours<td>Dernier cours</td><td>% + -</td><td>2200</td><td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Précédent cours<td>Dernier cours</td><td>% + -</td><td>80</td><td>De Beers</td><td>90</td><td>87.90</td><td>88</td><td>c</td></td></td></td>	Précédent cours <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>2200</td> <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Précédent cours<td>Dernier cours</td><td>% + -</td><td>80</td><td>De Beers</td><td>90</td><td>87.90</td><td>88</td><td>c</td></td></td>	Dernier cours	% + -	2200	VALEURS	Cours précédent <td>Précédent cours<td>Dernier cours</td><td>% + -</td><td>80</td><td>De Beers</td><td>90</td><td>87.90</td><td>88</td><td>c</td></td>	Précédent cours <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>80</td> <td>De Beers</td> <td>90</td> <td>87.90</td> <td>88</td> <td>c</td>	Dernier cours	% + -	80	De Beers	90	87.90	88	c
1080	C.M.F. T.P.	1023	1023	1023	+ 2.53	1140	Credit Inter.	1065	1065	1072	+ 1.61	3380	Lagardet *	2122	2175	2170	+ 1.21	615	Deutsche Bank	2178	2178	2180	+ 0.93
1225	C.E.F. T.P.	1209	1209	1209	- 0.08	1425	C.D.E.E.	1315	1320	1320	+ 0.37	1900	Lagardet (Dij.)	1785	1785	1800	+ 0.84	895	Compt. d'Ind.	1800	1800	1800	+ 0.65
1080	C.R. Lyon. T.P.	1089	1089	1089	- 0.08	1425	C.D.E.E.	1315	1320	1320	+ 0.37	1900	Lagardet (Dij.)	1785	1785	1800	+ 0.84	895	Compt. d'Ind.	1800	1800	1800	+ 0.65
1225	C.R. Lyon. T.P.	1089	1089	1089	- 0.08	1425	C.D.E.E.	1315	1320	1320	+ 0.37	1900	Lagardet (Dij.)	1785	1785	1800	+ 0.84	895	Compt. d'Ind.	1800	1800	1800	+ 0.65
1080	Rhone-Pon. T.P.	1274	1274	1274	- 0.28	1225	C.D.E.E.	1200	1200	1200	+ 0.33	1900	Lagardet (Dij.)	1785	1785	1800	+ 0.84	895	Compt. d'Ind.	1800	1800	1800	+ 0.65
1225	R.S. Gohin T.P.	1280	1280	1280	- 0.33	1225	C.D.E.E.	1200	1200	1200	+ 0.33	1900	Lagardet (Dij.)	1785	1785	1800	+ 0.84	895	Compt. d'Ind.	1800	1800	1800	+ 0.65
1080	Thomson T.P.	1240	1240	1240	- 0.33	1225	C.D.E.E.	1200	1200	1200	+ 0.33	1900	Lagardet (Dij.)	1785	1785	1800	+ 0.84	895	Compt. d'Ind.	1800	1800	1800	+ 0.65
1080	Thomson T.P.	1240	1240	1240	- 0.33	1225	C.D.E.E.	1200	1200	1200	+ 0.33	1900	Lagardet (Dij.)	1785	1785	1800	+ 0.84	895	Compt. d'Ind.	1800	1800	1800	+ 0.65
1080	Thomson T.P.	1240	1240	1240	- 0.33	1225	C.D.E.E.	1200	1200	1200	+ 0.33	1900	Lagardet (Dij.)	1785	1785	1800	+ 0.84	895	Compt. d'Ind.	1800	1800	1800	+ 0.65
1080	Thomson T.P.	1240	1240	1240	- 0.33	1225	C.D.E.E.	1200	1200	1200	+ 0.33	1900	Lagardet (Dij.)	1785	1785	1800	+ 0.84	895	Compt. d'Ind.	1800	1800	1800	+ 0.65
1080	Thomson T.P.	1240	1240	1240	- 0.33	1225	C.D.E.E.	1200	1200	1200	+ 0.33	1900	Lagardet (Dij.)	1785	1785	1800	+ 0.84	895	Compt. d'Ind.	1800	1800	1800	+ 0.65
1080	Thomson T.P.	1240	1240	1240	- 0.33	1225	C.D.E.E.	1200	1200	1200	+ 0.33	1900	Lagardet (Dij.)	1785	1785	1800	+ 0.84	895	Compt. d'Ind.	1800	1800	1800	+ 0.65
1080	Thomson T.P.	1240	1240	1240	- 0.33	1225	C.D.E.E.	1200	1200	1200	+ 0.33	1900	Lagardet (Dij.)	1785	1785	1800	+ 0.84	895	Compt. d'Ind.	1800	1800	1800	+ 0.65
1080	Thomson T.P.	1240	1240	1240	- 0.33	1225	C.D.E.E.	1200	1200	1200	+ 0.33	1900	Lagardet (Dij.)	1785	1785	1800	+ 0.84	895	Compt. d'Ind.	1800	1800	1800	+ 0.65
1080	Thomson T.P.	1240	1240	1240	- 0.33	1225	C.D.E.E.	1200	1200	1200	+ 0.33	1900	Lagardet (Dij.)	1785	1785	1800	+ 0.84	895	Compt. d'Ind.	1800	1800	1800	+ 0.65
1080	Thomson T.P.	1																					

Comptant (selection)										SICAV (selection)										8/11											
VALEURS		% du nom.	% du coupon	VALEURS		Cours prix.	Dernier cours	VALEURS		Cours prix.	Dernier cours	VALEURS		Cours prix.	Dernier cours	VALEURS		Emission	Rachet net	VALEURS		Emission	Rachet net	VALEURS		Emission	Rachet net	VALEURS		Emission	Rachet net
<b>Obligations</b>										<b>Etrangères</b>										<b>VALEURS</b>											
Agro. 8,80 % 77	122 30	4 076		Champs (Ry)	143 30	146		Nagasaki Unipol		157 20		Vinc		160		A.A.A.	1088 10	1042 05		France-Garantie	268 15	267 61		Palatin Opportunists	121 01	118 08					
8,30 % 78/83	99 80	3 195		C.I.C. France del	230	230		Magnara S.A.		75 70		Wattreux S.A.		800		Actia	548 28	529 49		France-Index Secur	107 55	104 43		Palatin Participations	521 73	524 44					
10,20 % 78/84	102 35	1 923		C.I. Montclair	2000	2000		Mediabank Paris		388 30		Banq. du Plessis		800		Actia France	561 41	541 12		France-Invest	465 08	443 98		Palatin Herveu	89 53	89 54					
13,25 % 80/80	101 25	1 738		C.I. Montclair	1225	1225		Mediabank Paris		388 30						Actia France	561 41	541 12		France-Invest	465 08	443 98		Palatin Herveu	89 53	89 54					
15,20 % 82/80	100 98	13 221		C.I. Montclair	1225	1225		Mediabank Paris		388 30						Actia France	561 41	541 12		France-Invest	465 08	443 98		Palatin Herveu	89 53	89 54					
16 % 80/82	100 10	8 883		C.I. Montclair	1225	1225		Mediabank Paris		388 30						Actia France	561 41	541 12		France-Invest	465 08	443 98		Palatin Herveu	89 53	89 54					
14,50 % 80/83	105 55	9 610		C.I. Montclair	1225	1225		Mediabank Paris		388 30						Actia France	561 41	541 12		France-Invest	465 08	443 98		Palatin Herveu	89 53	89 54					
12,25 % oct. 84	106 10	1 056		C.I. Montclair	1225	1225		Mediabank Paris		388 30						Actia France	561 41	541 12		France-Invest	465 08	443 98		Palatin Herveu	89 53	89 54					
11 % 85/86	110 05	7 888		C.I. Montclair	1225	1225		Mediabank Paris		388 30						Actia France	561 41	541 12		France-Invest	465 08	443 98		Palatin Herveu	89 53	89 54					
10,25 % mars 86	104 10	6 774		C.I. Montclair	1225	1225		Mediabank Paris		388 30						Actia France	561 41	541 12		France-Invest	465 08	443 98		Palatin Herveu	89 53	89 54					
ORT 12,75 % 83				C.I. Montclair	1225	1225		Mediabank Paris		388 30						Actia France	561 41	541 12		France-Invest	465 08	443 98		Palatin Herveu	89 53	89 54					
ORT 10 % 2000	106	4 821		C.I. Montclair	1225	1225		Mediabank Paris		388 30						Actia France	561 41	541 12		France-Invest	465 08	443 98		Palatin Herveu	89 53	89 54					
ORT 9,80 % 1987	105 15	5 861		C.I. Montclair	1225	1225		Mediabank Paris		388 30						Actia France	561 41	541 12		France-Invest	465 08	443 98		Palatin Herveu	89 53	89 54					
ORT 9,80 % 1988	102 80	7 572		C.I. Montclair	1225	1225																									

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

صكنا من الوجل

48 • Vendredi 10 novembre 1989 •

# Le Monde

Selon l'Institut Louis Harris

## La politique mal vue des Français

88 % des Français pensent que, s'ils s'intéressent de moins en moins à la politique, c'est parce que « les vrais problèmes ne sont pas abordés ». C'est, en tout cas, ce qui ressort d'un sondage réalisé par l'Institut Louis Harris (enquête auprès de 1 046 personnes du 29 septembre au 13 octobre) et publié dans l'Express du 10 novembre. Aussi 69 % d'entre eux estiment-ils que « les risques d'explosion politique et sociale » sont aujourd'hui, en France, très ou assez importants.

Les hommes politiques paraissent les principaux responsables de cette situation, puisque les personnes interrogées les trouvent « efficaces » pour les sujets qui

intéressent peu les Français, comme les « travaux de prestige », et « peu efficaces » pour ce qui concerne surtout, comme la pollution et le pouvoir d'achat. D'ailleurs 85 % des sondés affirment que les hommes politiques « ne disent pas la vérité ». N'échappent à ce rejet que les élus locaux ; ainsi 56 % des personnes interrogées répondent que le président de la République s'occupe « plutôt pas bien » des gens comme eux ; ce chiffre est de 37 % pour le premier ministre, de 65 % pour les ministres, de 61 % pour les députés, et encore de 53 % pour les conseillers généraux ; il tombe à 37 % pour les conseillers municipaux et surtout à 30 % pour les maires.

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

#### Débats

Foulards islamiques : « Ce morceau de ténacité », par Sami Nairi ; Est-Ouest : « Quelles Allemagne pour quelle Europe ? », par Alfred Grosser ; villes : « Paris à pied », par Henri Montant ..... 2

#### Etats-Unis

l'élection du gouverneur de Virginie  
La victoire de M. Wilder est toujours contestée par son adversaire ..... 6

#### Attentat

à Beyrouth-Ouest  
Explosion d'une voiture piégée peu avant l'arrivée du président Mowad ..... 6

#### L'affaire des foulards islamiques

Un débat « passionnel » à l'Assemblée nationale. Le propos de la polémique semble passer par M. Joxe songe à susciter une instance représentative des musulmans ..... 8 à 10

#### Les débats

parlementaires  
Le budget de l'environnement à l'Assemblée nationale ..... 10

### SECTION B

#### Carlo Molino

au Centre Pompidou  
Une exposition qui retrace la carrière fulgurante de ce designer et photographe italien, deux fois vainqueur aux 24 Heures du Mans ..... 14

#### Un opéra baroque

à Saint-Etienne  
L'un des rares opéras composés par une femme, Elisabeth Jacquet de La Guerre, au dix-septième siècle, est ressuscité par Jean-Claude Malgoire et Daniel Ogier ..... 14

#### Les handicapés

au travail  
Les associations et l'Etat lancent un plan de quatre ans pour offrir aux handicapés quatorze mille places dans les centres d'aide par le travail ..... 15

#### Le « comportement exemplaire »

du juge Boulouque  
Le procès intenté par le juge Boulouque à deux journalistes s'est achevé mercredi à Paris. Un procès dont le substitut a affirmé qu'il était l'occasion de dire que « la justice existe, même si ses artisans ne sont que des hommes » ..... 15

#### Trafic de déchets

hospitaliers  
Le problème du traitement des déchets hospitaliers devient une urgence. Comme en témoignent de récents trafics entre l'Italie et la France, une véritable législation s'impose, à l'échelon européen, pour mettre un terme aux transports clandestins ..... 17

### L'Express 2001

L'Express franchit cette semaine le cap du 2000<sup>e</sup> numéro. Le premier « news magazine » français est passé par trente-six ans d'histoire mouvementée, dans le monde et dans ses colonnes ..... 20

### SECTION C

#### LIVRES • IDÉES

##### Calvi-no Calvi-si

Les Leçons américaines d'un écrivain qui changeait l'affirmation en négation et la négation en affirmation, et obtenait chaque chose en passant par son contraire ..... 25

##### Naguib Mahfouz dans ses quartiers

Parution de trois romans du Prix Nobel 1988 qui en disent plus sur l'Egypte d'aujourd'hui que les livres d'histoire ou de sociologie ..... 25

##### La feuilleton de Michel Braudeau

Bertrand Visage et Leonardo Sciascia : le prix des choses inconnues ..... 26

### SECTION D

#### M. Tchuruk

à la tête de Total  
Un chimiste succède à M. Ortoli, 38

#### L'essence sans plomb

L'insuffisance de l'information renforce la méfiance des automobilistes ..... 38

### AFFAIRES

#### Les entreprises françaises en Afrique du Sud

Soixante-dix-neuf sociétés françaises sont présentes au pays de l'apartheid, où elles cherchent à tirer le maximum de bénéfices de leur position inconfortable ..... 41

#### Les cinq étoiles de l'Aga Khan

Depuis 1985, l'un des hommes les plus riches du monde est l'actionnaire principal de la société Ciga Hôtels, une chaîne de luxe en pleine expansion ..... 42

### Services

Abonnements ..... 17  
Annonces classées ..... 38  
Campus ..... 15  
Carnet ..... 22  
Expositions ..... 21  
Loto, Loterie ..... 23  
Marchés financiers ..... 45 et 47  
Météorologie ..... 22  
Mots croisés ..... 23  
Radio-Télévision ..... 23

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 9 novembre 1989 a été tiré à 520 988 exemplaires

Jugeant la chaîne structurellement déficitaire

## M. Hervé Bourges souhaite réduire la participation de RMC dans Télé Monte-Carlo

M. Hervé Bourges, PDG de la Sofrad et vice-PDG de RMC, l'actionnaire principal de Télé Monte-Carlo (TMC), a présenté, mardi 7 novembre, au conseil d'administration de la chaîne, une refonte radicale de l'entreprise : les actuels actionnaires, ne souhaitant plus assumer les pertes, réduiraient leur participation à 20/25 %.

Développé dans un épais document baptisé « TMC, l'heure du choix », le plan de M. Bourges part d'un constat sévère : TMC, dans sa forme actuelle, n'est pas viable. Son dernier exercice comptable, septembre 1987-septembre 1988, s'est achevé par des pertes d'environ 40 millions de francs et une situation nette négative dépassant les 370 millions. Les nombreux efforts entrepris et l'accord conclu avec Eurocom pour la diffusion du programme musical MCM sur l'antenne de TMC depuis le 1<sup>er</sup> juillet, devraient, certes, se traduire par une appréciable réduction du déficit d'exploitation. Mais, en l'état actuel, une nouvelle restructuration de TMC, estime M. Bourges, n'ouvrirait « aucune perspective d'avenir ».

La zone de diffusion de la chaîne est insuffisante, la possibilité de réduire les frais généraux incertaine et la concurrence des chaînes privées françaises ne cesse de s'accroître.

C'est pourquoi M. Bourges, qui est aussi administrateur délégué de TMC, suggère la création d'une nouvelle société d'exploitation de TMC France, qui prendrait en location-gérance la fréquence, les moyens de production et la tête de réseau de l'actuelle station contre le paiement de royalties annuelles. L'avenir du personnel serait garanti. Un schéma qui est déjà celui retenu pour l'exploitation des fréquences italiennes de TMC et qui rapportent à la maison-mère

une douzaine de millions de francs par an.

La société exploitant TMC aujourd'hui pourrait entrer à hauteur de 20 à 25 % dans le capital de la nouvelle société et... n'aurait plus d'autres activités — grâce à ces revenus devenus réguliers — que d'apurer les dettes actuelles, que ni RMC ni la Sofrad ni les Etats français et monégasques ne souhaitent assumer.

Pour qu'un tel schéma puisse prendre corps, M. Bourges a été chargé par le conseil d'administration de TMC de pourchasser ses contacts avec des investisseurs intéressés — la Générale de eaux, notamment, qui est l'un des principaux actionnaires d'Eurocom. Enfin, des négociations devraient, dès maintenant, s'engager pour un renouvellement sur une longue durée, de l'actuelle concession liant la Principauté à TMC (la concession actuelle s'achève en 1992). Toute autre solution, estime M. Bourges, passerait par une recapitalisation de TMC — ce qu'aucun de ses actionnaires n'est prêt à faire — ou par... sa fermeture.

P.-A. G.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Dopette

L'émur de Berlin, c'est peut-être pas pour demain, mais le mur du silence, là, l'ont crevé, hier, à grand fracas, en RDA. Ils ont pas encore levé le voile, drôlement épais, ce voile, un vrai tchador pudiquement jeté sur leur façon d'élever des champions aux hormones, mais bon, ils ont reconnu que quatorze de leurs athlètes avaient été contrôlés, reconnus positifs et sévèrement sanctionnés. Tu parles ! Ça, pour être contrôlés, elles l'étaient, ces lanceuses de poids et ces rageuses poursuivies, la seringue à la main, par des subtils historiens qui leur piquaient les fesses dès qu'elles dormaient du mou. C'était une nécessité politique, hélas, la dopage. Quand on manquait de pommes de terre, on faisait des médailles à l'étalage des magasins de produits alimentaires.

J'en discutais aujourd'hui encore avec un copain du service des sports. Il racontait : — Ecoute, ça va, arrête ton char ! Ils ont beau jurer le contraire, ils sont tous chargés à mort, les Florentia Griffith, les Fignon, les Carl Lewis, sans parler des Ben Johnson et autres connards qui lâchent pas

simple distraction du pipi douteux dans des fissures, au lieu de le masquer. Et tu te racontes pas ce qui se passe dans les vestiaires des foot et des salles de gym.

— Ah ! Si, raconte, je t'en supplie ! Moi, j'ai beau me cramponner une heure par jour dans des souffrances, des tortures abominables, à mes appareils de musculation, non seulement je gonfle pas, je pisse. Alors, si tu crois que mon club pourrait me retenir...

— Le tien, je sais pas, mais il y en a un près de la gare d'Austerlitz qui vend sous le survet des antécédents utilisés par les vélos pour shooter les chevaux. C'est un super-fortifiant, je vais te dire. Ça te durcit ferme...

— Pas mal, ça ! Je me demande si, ajoutés à toutes les amphétamines que je me tape déjà, le matin au réveil, ça m'aiderait pas à parcourir encore plus rapidement les sobriquets quatorze lignes de ma chronique.

— Possible. Simplement : fais gaffe quand tu présenteras tes croûtes à la rédaction. Des fois qu'ils reniflent quelques choses...

## M<sup>me</sup> Georgina Dufoix nommée déléguée générale M<sup>me</sup> Geneviève Domenach-Chich, présidente de la MILT

Le conseil des ministres a nommé, mercredi 8 novembre, M<sup>me</sup> Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales, déléguée générale à la lutte contre la drogue. A ce poste, créé à l'initiative du président de la République et qui dépendra du premier ministre, M<sup>me</sup> Dufoix, qui est également la

présidente de la Croix-Rouge française, aura la responsabilité de la stratégie antidrogue française. Chargée de la lutte contre la toxicomanie et la drogue à l'échelon européen, elle coiffera de son autorité la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (MILT).

M<sup>me</sup> Dufoix espère pouvoir conserver ses fonctions de présidente de la Croix-Rouge qu'elle occupe depuis avril 1989, date à laquelle une enquête de l'inspection générale des affaires sociales avait révélé un déficit de 120 millions dans la gestion de l'association.

## Doutes sur l'organisation à Lyon du championnat du monde d'échecs

Lucerne (Suisse) (AFP). — Le champion du monde d'échecs, Garry Kasparov, et les deux finalistes du Tournoi des candidats, le Soviétique Anatoly Karpov et le Néerlandais Jan Timman, se réuniront à Belgrade, le 26 novembre, pour décider s'ils acceptent que le prochain championnat du monde ait lieu bien à Lyon, a annoncé, mercredi 8 novembre, à Lucerne, le délégué général de l'Association des grands maîtres (GMA), le Belge Bessel Kok.

Conformément à la décision de la Fédération internationale des échecs (FIDE), le championnat doit se tenir dans la ville de M. Michel Noir (un passionné d'échecs) à partir du 7 octobre 1990, mais les principaux intéressés reprochent à la FIDE d'avoir choisi Lyon sans les consulter.

M. Bessel Kok a précisé que Garry Kasparov ne voulait pas jouer à Lyon, car il voyait dans ce choix le symbole des décisions arbitraires de la FIDE. M. Kok a également indiqué qu'il avait reçu une

lettre des dirigeants de la FIDE reconnaissant leur erreur, alors que, au siège de la FIDE, à Lucerne, son président, le Philippin Florencio Campomanes, démentait immédiatement l'existence d'une telle lettre.

Indépendamment de ce différend, la GMA et la FIDE sont parvenues à un accord global après deux ans de négociations, ont annoncé séparément M. Kok et M. Campomanes. Grâce à cet accord, la GMA, créée lors des olympiades d'échecs de Dubai (Emirats arabes unis), fin 1986, va pouvoir jouer un rôle dans toutes les questions relatives à la vie professionnelle des grands maîtres, a précisé M. Kok.

Sur le plan financier, les deux associations se partageront les revenus du prochain championnat du monde (8,5 % du montant des prix chaque année), tandis que 3 % du montant des prix sera versé à une association indépendante à but non lucratif pour la promotion du jeu d'échecs.

M<sup>me</sup> Geneviève Domenach-Chich, actuellement responsable des questions de société au Parti socialiste, est nommée présidente de la MILT. Elle succède à M<sup>me</sup> Catherine Trautmann, maire de Strasbourg, qui avait démissionné le 27 octobre, ne pouvant cumuler la présidence de la MILT et la mairie de Strasbourg. M<sup>me</sup> Domenach-Chich devient ainsi la huitième présidente de la MILT, créée en 1982.

[Née le 16 février 1943 à Paris, M<sup>me</sup> Georgina Dufoix est docteur en sciences économiques. Membre du comité directeur du Parti socialiste depuis 1979, elle est nommée, en 1981, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale chargée de la famille, puis, en 1983, chargée de la famille, de la population et des travailleurs immigrés. Ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale du 1984 à 1986, elle devient en juillet 1984 porte-parole du gouvernement. Nommée en juillet 1988 chargée de mission auprès du président de la République, M<sup>me</sup> Dufoix est, depuis le 26 avril 1989, présidente de la Croix-Rouge française.]

[Née le 28 février 1945 à Alger, M<sup>me</sup> Geneviève Domenach-Chich est licenciée d'histoire-géographie ainsi que de l'institut d'études politiques. Membre du bureau exécutif du Parti socialiste depuis 1983, elle est également secrétaire nationale du Parti socialiste aux questions de société et secrétaire générale de la Fédération nationale Léo-Lagrange.]

## La Haute Cour et le PS

Les présidents des cinq groupes de l'Assemblée nationale devraient se réunir le 14 novembre pour arrêter la composition de la liste des douze représentants de l'Assemblée nationale à la Haute Cour de justice. Cette question a été évoquée le mardi 7 novembre lors de la conférence des présidents, à la demande de M. Bernard Pons, président du groupe RPR qui reproche aux socialistes de « bloquer » l'élection des douze représentants, afin d'éviter le jugement de leur ancien collègue M. Christian Nucci.

Selon la Lettre bimensuelle du RPR, « l'usage constamment respecté depuis 1958 veut que la liste sur laquelle l'Assemblée est appelée à voter soit établie à la proportionnelle ». En proposant une liste de douze membres socialistes, jugée « inacceptable » par l'opposition, le groupe majoritaire cherche, selon le RPR, à « empêcher toute désignation ». Les sénateurs ont, de leur côté, désigné leurs douze représentants le 26 octobre dernier.

## AU MASCULIN

### Comment, sans se ruiner, peut-on s'offrir les plus beaux cachemires ?

A l'échelle de certains prix pratiqués en mode masculin, on pourrait parfois penser qu'il n'y a rien de mieux aujourd'hui que se faire plaisir dans la cascade de frais généraux qui accablent les boutiques prestigieuses les contrainant à polir des coefficients multiplicateurs qui sont très lourds sur les étiquettes.

La menace des « discounters » se précise pour ces commerces de luxe, d'autant que ces ex-marginaux occupent aujourd'hui une place non négligeable dans le haut de gamme. L'exemple le plus frappant, c'est l'actuelle réussite des deux leaders du discount de luxe. Tout d'abord, le Club David Shiff, spécialiste des très beaux vêtements griffés. On y découvre le plus beau pur cachemire griffé Scabal. Les vestes dans des variations camel, beige, vert et bronze, qu'elles soient unies, à dessins ou à carreaux, sont proposées à 3 995 F. Les man-

teaux, eux, sont affichés 4 995 F, dans les mêmes qualités.

Autre rayon, celui du super 100, un tissu excellent qui séduit par de beaux motifs. Ici, le costume ne coûte que 2 900 F, mais, mieux encore, les deux sont « offerts » pour 4 995 F.

Al Club des Dix, les prix sont à peu près équivalents : un choix moderne en cachemire, mis, grâce à des prix à deux vitesses, les costumes griffés sont à des conditions supérieures. Chez ces deux discounters, des rayons féminins de qualité. Le Club David Shiff est au 1<sup>er</sup> étage, 4, rue Marbeuf, Paris 8<sup>e</sup>, du lundi au samedi, de 10 heures à 18 heures. Mêmes horaires, mais ouvert le dimanche, le Club des Dix, 38, rue de Fashbourg-Saint-Henri, Paris (8<sup>e</sup>) : 60 bis, rue de Paris, Saint-Germain-Laye ; 5, rue des Archers, Lyon (5<sup>e</sup>).

Profitez du 11 novembre pour venir choisir

vestes, costumes, pardessus vêtements de peau et toute la mode masculine griffée, à

# LA VOGUE

38, bd des Italiens (près Opéra) et centre commercial Valtzy 2 - détaxe à l'exportation

## MODE, LA SOLUTION "IDEALE" EXISTE !

Vous appréciez la mode, mais vous exigez la qualité + la création + les prix. RODIN vous offre sur des quantités époustouflantes de tissus, présentés dans son immense magasin. Une variété prodigieuse, l'élaboration des couleurs, le plaisir des fantaisies, et toujours les prix, des prix qui permettent vraiment d'acheter « décontracté ».

Chez RODIN, depuis 30 F le mètre.

# RODIN

36, CHAMPS-ELYSEES PARIS